

Les Régences et la Majorité des Rois

SOUS

les Capétiens directs et les premiers Valois

(1060 - 1375)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Juin 1931, à 16 heures

PAR

F. OLIVIER-MARTIN

ARCHIVISTE-PALÉOGRAPHE

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

Président : M. PETOT, professeur.

Suffragants { MM. ANDRÉ GIFFARD, *professeur.*
GABRIEL LE BRAS, *professeur.*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1931

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Régences et la Majorité des Rois

SOUS

les Capétiens directs et les premiers Valois

(1060 - 1375)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le *Vendredi 12 Juin 1931*, à 16 heures

PAR

F. OLIVIER-MARTIN

ARCHIVISTE-PALÉOGRAPHE

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

Président : M. PETOT, professeur.

Suffragants { MM. ANDRÉ GIFFARD, *professeur.*
GABRIEL LE BRAS, *professeur.*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le droit public de l'Ancien Régime admet qu'il y a régence, lorsque le souverain ne peut gouverner par lui-même et qu'il faut organiser une suppléance. Cette nécessité se présente dans plusieurs cas : minorité, absence, maladie grave ou folie ⁽¹⁾. Cette définition de la régence, tirée par les anciens jurisconsultes plus encore de la considération des précédents historiques, que de celle de l'usage de leur temps, rend nécessaire, dans une étude consacrée aux régences, l'examen de ces diverses situations. Une vue rapide de l'histoire des régences montre que, en gros, une telle définition est exacte ; une étude plus approfondie indiquera les nuances et les corrections qu'il faut lui apporter.

Notre travail portera donc sur tous les cas où le roi est

(1) De Bréquigny, *Recherches sur les Régences en France*, dans *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, série ancienne, t. L, p. 520 : « J'entends par le mot *régence*, l'administration de l'État confiée à une ou plusieurs personnes chargées de suppléer le souverain, dans les cas où il ne peut gouverner par lui-même, soit à cause d'absence, de captivité ou de maladie, soit à cause de minorité ». L'éditeur de Dupuy, dans l'avertissement du *Traité de la Majorité de nos Rois et des Régences du Royaume*, s'exprime ainsi sur ce traité : « Il s'y agit de l'administration et conduite de ce royaume, pendant que le Roy en est absent, ou en minorité... — Ce royaume est tombé plusieurs fois entre les mains de Rois mineurs, à l'éducation desquels il a fallu pourvoir et en mesme temps aussi à la Régence et gouvernement des affaires; et les diverses expéditions que nos Rois ont entreprises, soit outremer, pour la conquête de la Terre Sainte, ou delà les monts, pour maintenir les droits légitimes acquis à cette Couronne, ont donné autant de fois la matière et le sujet d'établir des Régences ».

incapable d'exercer par lui-même le pouvoir souverain : circonstances fortuites comme la minorité, la maladie grave ou la captivité, circonstances prévues, comme l'absence pour une croisade ou une expédition lointaine. De plus, il arriva assez souvent qu'un roi, craignant la mort prématurée qui laisserait son successeur en état de minorité, organisa une régence qui n'eût pas lieu effectivement. Il en fut ainsi notamment sous Philippe le Hardi et Philippe le Bel ; ces projets, pour théoriques qu'ils restèrent, font partie de l'histoire des régences et doivent être retenus et étudiés comme les régences qui ont véritablement eu lieu.

Si dans tout système de gouvernement, on rencontre une institution destinée à suppléer au chef absent, ou brusquement disparu, avant qu'il ait été pourvu à son remplacement ⁽¹⁾, la régence en cas de minorité du souverain ne peut se rencontrer que dans des conditions assez particulières. Dans beaucoup de systèmes constitutionnels, même monarchiques, il n'est pas admis qu'un mineur puisse gouverner, même fictivement ; si le cas se présente, ce mineur sera écarté du trône et même parfois l'organisation gouvernementale est telle que ce cas ne peut pas se produire.

La régence, en cas de minorité, postule d'abord l'existence d'une monarchie réglée : cette condition faisait défaut à l'Empire romain, aussi fallut-il attendre très tard, jusqu'à l'époque byzantine, pour que l'on puisse relever à Rome et à Constantinople le fonctionnement de véritables régences : on peut à peine donner ce nom au gouvernement que dirigèrent les impératrices syriennes pendant la minorité d'Alexandre Sévère et de celui de Stilihon pendant la minorité des fils de Théodose. Ce qui explique qu'aucune tradition romaine, aucun texte des recueils de Justinien, n'ait pu servir de guide aux théori-

(1) D'après la Constitution de 1875, le Président de la République est suppléé par le Conseil des ministres. Dans la monarchie pontificale, le pouvoir est exercé pendant l'interrègne par le cardinal-camerlingue et le Sacré-Collège.

ciens et aux docteurs, lorsque les monarchies médiévales organisèrent des régences.

Il faut aussi une monarchie héréditaire. Les monarchies électives n'ont naturellement pas connu le règne des mineurs et on chercherait vainement des régences dans le Saint-Empire du jour où il devint électif, ou en Pologne dans le dernier état du droit. De plus, l'hérédité doit s'exercer en ligne directe, autrement les mineurs n'auront guère de chances d'accéder au trône. Bon nombre de monarchies musulmanes n'ont pas connu ou ne connaissent pas encore (Régence de Tunis ou Empire chérifien) la succession en ligne directe, c'est soit son frère, soit son oncle, soit l'agnat le plus âgé de la famille, qui dans ces systèmes succède au monarque défunt. Mais la tanistry n'est pas propre aux pays musulmans, institution universellement répandue, on a pu en relever la trace dans la monarchie franque⁽¹⁾. Elle a le grand avantage, en écartant le mineur de la succession, de l'empêcher de tomber dans des mains débiles, mais, en introduisant un éternel esprit de suspicion entre les membres des familles régnantes, elle est la cause de massacres continuels comme ceux qui souillent chaque page de l'histoire des dynastes ottomans ou mongols.



Il ne nous a pas paru intéressant de rechercher l'histoire des régences depuis l'établissement de la dynastie mérovingienne en Gaule. Nous avons l'intention de faire une étude d'histoire constitutionnelle et à l'époque franque la notion de droit public ne s'est pas encore dégagée ⁽²⁾.

(1) Cf. Paul Viollet, *Histoire des institutions politiques*, t. II, p. 246-247 et surtout *Mémoire sur la tanistry*, extrait des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. XXXII, 2^e partie, Paris, 1891, in-4^o.

(2) Bréquigny, *Ouv. cité*, p. 520 : « Le droit public de France fut, à plusieurs égards, sous les deux premières races, fort différent de celui qui s'introduisit sous la troisième. Les rois des deux premières gouvernoient la France comme une monarchie purement patrimoniale ;

Le problème de la régence n'est pas alors différent de celui de la tutelle ⁽¹⁾, il est seulement, un peu plus chez les rois que chez les particuliers, compliqué ou simplifié par des meurtres d'enfants ou des internements dans des cloîtres, ou par des applications de la *tanistry*. Peu de faits d'ailleurs, moins encore de textes ; aucune leçon juridique ne pouvait être tirée de l'étude de l'histoire mérovingienne.

Bien que les théoriciens aient construit très nettement à l'époque carolingienne la théorie de la fonction du monarque, en opposition avec la conception patrimoniale de la tradition germanique, bien que certains rois ou empereurs de la seconde race aient partagé incontestablement cette manière de voir ⁽²⁾, nous avons cru ne pas devoir examiner particulièrement l'histoire de cette période. Néanmoins, nous avons cherché à distinguer, dans l'héritage politique des premiers Capétiens, la part du legs carolingien et l'on reconnaîtra sans peine avec nous qu'elle est importante.

C'est donc avec l'avènement de la dynastie capétienne que nous avons commencé cette étude des régences. Nous l'avons arrêtée avec les ordonnances de Charles V, de 1374 et de 1375, réglant la majorité des rois et la régence de

ils en dispoient comme de leur propriété ; ils la partageoient, la transmettoient par testament, par donation entre vifs ». Declareuil, *Histoire*, p. 90 : « L'extraordinaire aventure de Clovis ne modifia en rien les idées sur l'ordre politique et social qu'il entretenait naguère dans son *pagus* de Tournai. Chef d'un groupe ordonné sur le plan de la parenté, il n'incarnait pas la souveraineté d'une nation. Le droit de sa famille sur le clan, le lien qui lui rattachait les hommes au sort de qui il présidait, étaient d'ordre privé ».

(1) Declareuil, *Ouv. cité*, p. 92 : « Les dynastes étaient soumis aux règles ordinaires de la tutelle ».

(2) Declareuil, *Ouv. cité*, p. 112 : « C'était la notion fondamentale de l'État qui renaissait. L'*imperium* mérovingien identifié au *dominium* était arbitraire... L'*imperium* carolingien n'est plus arbitraire, mais exercé selon des règles de droit qui enclosent dans un champ donné sa puissance de commander. Il ne crée pas ces règles, il les reçoit des croyances morales et religieuses du temps. Il les reconnaît à leur conformité au but qui lui est assigné. Il y a un droit public ».

son fils. L'ordonnance de Vincennes sur la majorité est la première « loi de l'État » que l'histoire présente dans la matière des minorités royales. Les dispositions prises pour la minorité éventuelle du futur Charles VI marquent une rupture avec certains usages suivis antérieurement et annoncent une révolution dans la théorie des régence, du moins telle qu'elle sera comprise dans les siècles suivants.

L'existence même de régence dépend des règles les plus générales que l'on puisse concevoir sur l'organisation du gouvernement des hommes. Leur organisation sera fonction de l'idée que l'on se fera du pouvoir monarchique, elle sera réglée par la coutume générale si l'autorité royale est conçue comme une forme supérieure du droit de propriété. L'absence de coutume sur la matière montre que les dynasties souveraines échappent à l'autorité universelle d'un droit unique. La façon dont la régence est exercée dépend aussi des règles qui dominent l'institution monarchique.

Il est donc licite de dire qu'une étude sur les régence permet de pousser jusqu'au fond de la constitution monarchique et de penser qu'une étude sur les régence pourra, en dehors d'une description de cette institution, apporter des éléments nouveaux à la connaissance du pouvoir royal en France.



Et pourtant cette question occupe très peu de place dans les traités généraux d'histoire du droit. Le manuel d'Esmein ⁽¹⁾ ne contient même pas le mot régence; les quelques renseignements fournis par E. Chénon ⁽²⁾ servent de base à une généralisation qui paraît pour le moins

(1) A. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, éd. mise à jour par R. Génestal, Paris, 1925.

(2) E. Chénon, *Histoire générale du droit français public et privé, des origines à 1815*, Paris, t. I, 1926, p. 572 et 815.

hasardée. Viollet ⁽¹⁾, plus abondant, est incomplet, il se borne à étudier les minorités royales. L'adoption d'un plan systématique ôte presque toute valeur aux indications données par Brissaud ⁽²⁾. Glasson ⁽³⁾ a écrit une longue dissertation, médiocrement informée, qui demeure peu utilisable. M. Declareuil ⁽⁴⁾ s'est surtout occupé d'une époque qui est en dehors des limites que nous nous sommes fixées.

À part ces indications générales, qui se limitent à bien peu de choses, les auteurs modernes ont complètement négligé la question des régences, nous n'avons plus à mentionner que des anciens.

Les œuvres de ceux-ci ont toutes ⁽⁵⁾ un trait commun : ce sont des livres de circonstance ; quelle que soit la valeur historique de certaines, elles ont toutes été rédigées pendant une régence et le plus souvent pour soutenir telle ou telle opinion sur la politique du temps.

Le règne des trois derniers Valois vit paraître une quantité d'opuscules consacrés aux régences et à la majorité des rois ⁽⁶⁾, tous s'appuyent sur des considérations historiques, mais seuls, malgré leur caractère tendancieux ⁽⁷⁾, peuvent être retenus les divers traités de Jean

(1) P. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, 1898, p. 86 à 96.

(2) J. Brissaud, *Manuel d'histoire du droit français*, Paris, 1898, p. 788 à 790.

(3) E. Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, t. V, 1893, p. 304 à 348.

(4) J. Declareuil, *Histoire générale du droit français, des origines à 1789*, Paris, 1925. Il y a aussi quelques indications dans A. Luchaire, *Manuel des institutions françaises. Période des Capétiens directs*, Paris, 1890.

(5) Il faut mettre à part la dissertation de Bréquigny, qui a un caractère nettement scientifique.

(6) Leur étude appartient à l'histoire de Catherine de Médicis. Quelques indications bibliographiques dans Dupuy, p. 314.

(7) Voici ce qu'en dit du Tillet lui-même : « Après le décès du Roy Henri II, son fils aîné le Roy François II print la couronne, âgé de quinze ans, cinq mois, vingt et un jours et marié ; aucuns desirans changer la religion en ce royaume, par écrits insolens, blasmèrent

du Tillet. En 1560, il présenta à François II et à Catherine de Médicis un mémoire destiné à prouver que le roi était effectivement majeur et pouvait choisir ses conseillers comme il l'entendait. Il débute par des considérations sur l'âge de la majorité en France, puis il établit que les rois de France ont disposé de la régence, et il examine les différentes régences dans l'ordre chronologique, mais avec bien des retours et des redites, il termine par des considérations sur la religion. La reine-mère fit imprimer ce mémoire qui parut en 1560 ⁽¹⁾.

L'opuscule de du Tillet fut le début d'une polémique entre les partisans et les adversaires des Guises ⁽²⁾. La même année, en réponse à un pamphlet, du Tillet publiait un second mémoire dont le matériel historique est le même que celui du précédent traité ⁽³⁾. Enfin, en 1577, dans

comme illicite l'administration dudit Roy et de la Reine sa mère, à laquelle j'envoyai lors un écrit intitulé, *Pour la majorité du Roy Très-Chrestien contre les Rebelles*. Leurs Majestéz l'ayant veu et que l'autorité dudit Roy y étoit fondée et déclarée, commandèrent qu'il fust publié par impression. Je remonstray qu'il n'estoit dressé que pour instruction et conseil, afin de ne souffrir la dite autorité estre diminuée, qu'ils avoient pouvoir de faire garder et entretenir, tendant qu'il ne fust imprimé. Toutefois, pour informer chacun du droit dudit Roy, leurs dites Majestéz persévérèrent à commander ladite impression. Laquelle faite, aussitôt sortit un écrit contraire sous le titre de *Légitime conseil*, auquel je répondis par autre écrit intitulé : *Pour l'entière majorité du Roy Très-Chrestien, contre le légitime conseil malicieusement inventé par les Rebelles, qui les arresta* ».

(1) *Sur la majorité du Roy Très-Chrestien, contre les escrits des Rebelles*, Paris, chez Guillaume Morel, imprimeur du roi, 1560, in-4°, anonyme, Bibl. nat., Lb³² 10; Tours, chez G. Bourgeat, in-8°, *ib.*, Lb³² 10 A, publié dans Dupuy, p. 317 à 329, et *Mémoires de Condé*, éd. Secousse, t. I, p. 437 à 448.

(2) *Réponse au livre inscrit pour la majorité du Roy François second. Ensemble le dit livre*, Amboise, 1560, in-8°, Bibl. nat., Lb³² 11 (en réalité cette plaquette ne contient pas celle de du Tillet); dans les *Mémoires de Condé*, éd. Secousse, t. I, p. 448 à 470. — *Légitime conseil des rois de France pendant leur jeune âge*, dans *Mémoires de Condé*, éd. Secousse, t. I, p. 471 à 491; nous ne connaissons pas d'exemplaires de l'original.

(3) *Pour l'entière majorité du Roy Très-Chrestien, contre le légitime conseil malicieusement inventé par les Rebelles*, Paris, chez Guillaume Morel, 1560, in-4°, Bibl. nat., Lb³² 12; dans Dupuy, p. 329-347.

son grand ouvrage dédié à Charles IX ⁽¹⁾, qui devait être connu sous le nom de *Recueil des Roys de France*, le greffier du Parlement reprenait, dans un chapitre intitulé *Des régences du royaume de France* ⁽²⁾, la partie historique de ses anciens opuscules ; il y joignait une liste de documents qui est toujours précieuse ⁽³⁾.

Ici comme dans ses autres travaux, la méthode de du Tillet est excellente ⁽⁴⁾ ; se méfiant des chroniques qu'il avait si souvent trouvées en défaut, il écrivait l'histoire d'après les pièces originales qu'il trouvait au Trésor des Chartes. Il a eu le mérite de découvrir la plupart des documents utilisables et, en ce qui concerne les pièces d'archives, il est allé même plus loin que Dupuy. Ses préoccupations de 1560, à la fois guisardes et gallicanes, étaient moins dangereuses pour la vérité historique que les ten-

(1) *Mémoires et recherches touchant plusieurs choses mémorables pour l'intelligence de l'estat et des affaires de France*, Rouen, 1577, in-fol.

(2) *Recueil des Roys de France, leurs couronne et maison*. Nous nous servons, comme Dupuy, de l'édition in-4° en deux volumes donnée en 1618 à Paris par Pierre Mettayer. Le chapitre des régences s'y trouve p. 275 à 281, avec des notes complémentaires au t. II, p. 118 à 121. La table des documents, sous le titre *Inventaire des Régences du Royaume de France*, se trouve p. 283 à 285. — Dupuy, p. 314, cite un *Traité des Régences du Royaume de France* qui est en réalité ce chapitre du *Recueil*.

(3) Le P. le Long, au n° 27370 de sa *Bibliothèque historique de la France*, 2^e éd., t. II, p. 783, cite un *Discours pour la majorité du Roi Très-Chrétien, contre les écrits des Rebelles*, par Jean du Tillet, évêque de Saint-Brieuc, Paris, 1560, in-4°. Il s'agit du frère du greffier, humaniste et érudit, qui fut évêque de Saint-Brieuc, puis de Meaux. Secousse, au t. VI des *Ordonnances des Rois de France*, p. 27, parle de ce traité d'après le P. le Long, en donnant d'ailleurs de fausses références. Plus tard, dans son édition des *Mémoires de Condé*, t. I, p. 433 et s., il démontra qu'il s'agissait d'une confusion du P. le Long ; l'évêque de Saint-Brieuc n'a rien écrit sur les régences. Cf. ce que dit Fevret de Fontette, l'auteur de la seconde édition de la *Bibliothèque historique*, sur le n° 27373, au t. III, p. 784, et Hauser, *Les sources de l'histoire de France, xvr^e siècle*, t. III, p. 168, n° 1769.

(4) Cf. ce qu'en dit A. Lemaire, *Les lois fondamentales de la monarchie française d'après les théoriciens de l'Ancien Régime*, Paris, 1907, p. 82-83.

dances parlementaires ou anti-guisardes de ses adversaires. Mais son style est exécrable et il n'a aucun souci de composition; dans de longues pages illisibles, sans aucun alinéa, il verse des paquets de fiches, comme ils lui tombent sous la main. Il est enfin responsable de plusieurs erreurs devenues, depuis lui et jusqu'à nos jours, des dogmes en la matière.

C'est à l'occasion de la régence d'Anne d'Autriche ⁽¹⁾ que parut le plus célèbre, à juste titre, des ouvrages anciens sur notre matière. Pierre Dupuy, garde de la bibliothèque du roi ⁽²⁾, avait constitué une documentation sur la plupart des points du droit public ⁽³⁾; l'actualité de la question avait dû le pousser à composer un recueil sur les régences et la majorité des rois, il commença même à rédiger un traité de ces matières, mais la mort le surprit avant la publication de son œuvre. Ce fut son frère Jacques Dupuy qui fit paraître, quatre ans après la mort de Pierre, le traité que l'on possède aujourd'hui ⁽⁴⁾. L'éditeur dit que Pierre Dupuy s'était borné à rédiger « un simple narré des choses qui s'étoient passées en toutes ces occasions » et son frère prépara le recueil des preuves « qui ne peuvent pas estre insérées dans une narration sans en corrompre la grâce » ⁽⁵⁾.

(1) Pendant la régence de Marie de Médicis, il n'a paru que quelques ouvrages de polémique, tous très médiocres. Les publications de ce genre ont été très nombreuses pendant la minorité de Louis XIV.

(2) Son éloge a été écrit par Rigault. On le trouvera dans l'édition anglaise des *Histoires* de de Thou, Londres, 1733, in-fol., au t. VII, chap. XII, p. 42.

(3) Les recueils de Dupuy sont conservés à la Bibliothèque nationale.

(4) *Traité de la majorité de nos rois et des régences du royaume. Avec les preuves tirées, tant du Trésor des Chartres du Roy, que des registres du Parlement et autres lieux. Ensemble un traité des prééminences du Parlement de Paris*, par M. Dupuy, conseiller du Roy en ses Conseils et garde de sa bibliothèque. A Paris, chez la veuve Mathurin du Puis, rue Saint-Jacques, à la Couronne d'Or et Edme Martin, rue Saint-Jacques, au Soleil d'Or. MDCLV, Bibl. nat., Rés. Le^s 2. Cette édition est peu commune.

(5) *Avertissement*, feuillet non chiffré.

En réalité Pierre Dupuy n'avait pas poussé très loin le travail de préparation. L'ouvrage, même par sa simple présentation : le texte est constamment divisé en alinéas fort courts, donne l'impression de quelque chose qui n'est pas achevé. C'est plutôt un recueil de notes qu'un traité vraiment composé. Contrairement à ce qu'avait fait du Tillet, Dupuy a adopté un plan méthodique et il a exagéré le nombre des divisions. L'impression de morcellement s'en trouve accrue. Il a voulu parer à cet inconvénient en réunissant, dans un dernier chapitre, les différentes régences étudiées dans leur succession chronologique, mais cela l'a exposé à des redites. Enfin, l'ouvrage est extrêmement sommaire et présente même quelques erreurs et omissions.

Ces réserves faites, on est libre de reconnaître que Dupuy marque un grand progrès sur du Tillet, son style est généralement très bon, l'ouvrage est nettement et logiquement divisé, la doctrine y est ferme et presque toujours très solide, son impartialité absolue, au moins pour les époques qui nous occupent. La documentation est aussi plus riche. Dupuy s'est servi assez largement des textes historiographiques. Les preuves demeurent une mine précieuse de renseignements et il y a bien peu de choses à glaner en dehors d'elles ⁽¹⁾.

Il y a eu une seconde édition de Dupuy pendant la régence du duc d'Orléans, ce n'est qu'une reproduction de la première ⁽²⁾.

En 1787 Oudard Feutrix de Bréquigny lut une communication sur les régences devant l'Académie des Inscriptions ⁽³⁾. Cette dissertation assez brève est intéressante et

(1) Le texte n'est pas toujours établi avec la sûreté désirable. Même quand il se réfère aux originaux, Dupuy utilise parfois, surtout en ce qui concerne les ordonnances, d'anciennes éditions fautives.

(2) *Traité de la majorité de nos rois et des régences du royaume avec les preuves tirées, tant du Trésor des Chartes, que des registres du Parlement et autres lieux. Et un traité des prééminences du Parlement de Paris*, Amsterdam, chez les Jansons, à Waesberge, 1722, deux vol. in-8°. L'ouvrage est anonyme. Bibl. nat., Le^s 2 A; Bibl. de la Fac. de Droit de Paris, 100.552. Nous citons la première édition.

(3) Citée, p. v.

bien conduite, il y a des idées générales très justes et une vue judicieuse des choses. Mais le matériel historique a presque entièrement été emprunté à du Tillet et à Dupuy.

Depuis on ne trouve à signaler qu'une dissertation d'E. Berger sur le titre de régent ⁽¹⁾. La matière était donc assez neuve pour qu'on put la traiter avec intérêt.

Les sources d'une étude sur les régences, dans les limites que nous nous sommes fixées, peuvent être réparties grossièrement en deux catégories. Textes législatifs et diplomatiques d'une part, narratifs de l'autre. Ces derniers seront indiqués au fur et à mesure, lorsque nous les rencontrerons. Les textes législatifs, très peu nombreux dans notre période, sont tous dans les divers tomes des *Ordonnances des Rois de France* ⁽²⁾.

Au Trésor des Chartes, conservé maintenant aux Archives nationales, il y avait une layette *Régences et majorités des rois*, aujourd'hui cotée J 401-402, qui contient des pièces allant de 1226 à 1417; analysées par du Tillet, elles sont toutes publiées par Dupuy. Pour le règne de saint Louis nous avons dépouillé à l'aide des publications de Teulet la série des *Layettes*, nous avons pu trouver un certain nombre de documents qui avaient échappé à Dupuy ⁽³⁾. Nous avons consulté un certain nombre de registres du Trésor, surtout pour examiner la forme des actes. Dans

(1) *Le titre de Régent dans les actes de la Chancellerie royale*, dans la *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1900, p. 413 à 425. Berger, d'après ce qu'a bien voulu nous dire un de ses élèves, M. Philippe Lauer, avait eu l'intention d'écrire un ouvrage sur les régences. Cela n'a pas abouti, pas plus que l'étude sur la majorité promise par Lehugeur, *Philippe le Long, roi de France*, p. 38, n. 3.

Ayant ainsi examiné la bibliographie spéciale de notre sujet, il nous a paru inutile de dresser une bibliographie générale en tête de notre étude. Les ouvrages que nous avons consultés, recueils de documents ou études, seront indiqués chacun en son lieu.

(2) Les ordonnances sur les régences sont groupées au t. II, livre 1^{er}, du recueil de Fontanon.

Il est commode de les trouver ainsi groupées, mais le texte donné par Fontanon est généralement très médiocre.

(3) A. Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. II, Paris, 1866. Collection des *Inventaires et documents* des Archives nationales.

la série K, deux cartons, K 39 et 40, contiennent des documents importants sur la régence de Philippe le Long. En outre, quelques recueils de pièces composés aux xvii^e et xviii^e siècles, d'après Dupuy surtout, ont été dépouillés sans grand profit⁽¹⁾. Les grandes collections de documents concernant les périodes dont nous nous occupons, ont naturellement été utilisées, on en trouvera l'indication en leur lieu.

o o

Du Tillet et Bréquigny avaient adopté un plan historique, Dupuy un plan méthodique⁽²⁾; pour une étude d'histoire juridique il était très tentant de l'imiter. Mais, et plus encore peut-être pour l'époque ancienne, l'institution de la régence fut trop l'œuvre, le jouet même, des circonstances politiques, pour que l'on en sépare l'étude de celle des événements historiques contemporains. Les divers éléments de l'institution apparaissent peu à peu, souvent disparaissent pour revenir ensuite, si bien qu'une étude, bâtie sur un plan méthodique, serait cruellement fragmentaire et désordonnée. Ce qui est plus dangereux encore, elle risquerait de donner une trompeuse impression de rigueur et de continuité et égarerait complètement sur le sens et les modalités des évolutions. Aussi avons-nous adopté un plan historique, en nous efforçant toutefois de grouper les faits qui nous paraissent présenter des analogies.

Pour corriger ce qu'une pareille méthode peut avoir de trop fuyant, nous avons non seulement abordé, chaque fois que c'était possible, l'étude des faits sous un angle juridique, mais nous avons construit sur un plan méthodique chacun de nos chapitres. Enfin un dernier chapitre présentera les conclusions que l'histoire constitutionnelle peut retenir de notre étude. Nous avons essayé ainsi de

(1) KK 554, KK 845.

(2) Brissaud, *Ouv. cité*, a fait de même. Il en a ainsi démontré les inconvénients.

répondre aux diverses exigences que l'on peut avoir en présence d'une étude comme la nôtre.

M. Robert Génestal avait accepté notre sujet, il avait tracé le plan et fixé les limites de cette étude ; un sort tragique l'a empêché de voir aboutir notre travail. Son enseignement, ses conseils et la bienveillante attention qu'il portait à nos travaux ont rendu particulièrement cruel pour nous le deuil général. M. le professeur Petot a bien voulu présider cette thèse ; il a en surveillé l'élaboration avec un inlassable dévouement ; grâce à ses pénétrantes observations, elle est beaucoup moins imparfaite qu'elle aurait pu être. Qu'il veuille trouver ici l'expression de notre respectueuse reconnaissance.

CHAPITRE I

LA MINORITÉ DE PHILIPPE I^{er}

La mort de Henri I^{er} survenue le 4 août 1060 laissait le royaume de France entre les mains d'un roi mineur (1).

Il paraît prouvé que le jeune roi était né en 1052, il avait donc au moment où la mort de son père le laissait seul roi sept ou huit ans. L'année précédente, le 23 mai 1059, il avait été sacré roi à Reims par l'archevêque Gervais. Ce sacre qui faisait de lui un roi dès avant la mort de son père, suffit à empêcher toute contestation lorsqu'il monta sur le trône.

La question du gouvernement du royaume n'en suscita pas davantage. Comme la succession au trône, elle avait été prévue et réglée par Henri I^{er} avant de mourir. Il avait, dans des circonstances qui ne sont pas d'ailleurs connues,

(1) Les sources de l'histoire de la minorité de Philippe I^{er} sont contenues d'une part, en ce qui concerne les textes narratifs, principalement dans le *Recueil des historiens de la France* (H. F.), commencé par Dom Bouquet, continué par l'Académie des Inscriptions, t. XI, certains textes dans les *Monumenta Germaniae Historica* (M. G. H.). Pour les diplômes on possède la monumentale édition de Maurice Prou, *Recueil des actes de Philippe I^{er} (1059-1108)*, dans la collection des *Chartes et diplômes publiés par l'Académie des Inscriptions*, Paris, 1908. — Comme études, la thèse d'A. Fliche, *Le règne de Philippe I^{er}, roi de France*, Paris, 1912, repose sur des dépouillements excellents, mais est bien confuse et ne s'occupe pas des problèmes juridiques. Au contraire l'introduction de Prou, au *Recueil*, est extrêmement précieuse.

Il a paru inutile d'annoter chacune des allégations de l'exposé historique qui suit, les textes importants seront repris plus loin. Il suffit de renvoyer une fois pour toutes à Prou et à Fliche.

confié l'éducation de son fils et le gouvernement du royaume à son beau-frère Baudoin, comte de Flandre. D'autre part la veuve du roi, la reine Anne de Russie, paraît avoir pris une part active aux affaires.

Mais bientôt, sans doute dès 1061, elle se remariait avec Raoul de Crépy, comte de Valois. Ce mariage, qui causa beaucoup d'inquiétude dans l'entourage du jeune roi, eut pour effet d'éloigner sensiblement Anne des affaires, mais aussi d'y associer dans une certaine mesure le second mari de la reine. L'archevêque de Reims, Gervais, joua aussi un rôle important, surtout dans les choses ecclésiastiques.

Des soulèvements et des révoltes, que l'on devine sans pouvoir en évaluer l'importance, se sont produits pendant les premières années du règne. Ils avaient pour but des acquisitions matérielles ou la participation au pouvoir, bien plutôt que le renversement de l'état de choses créé par la volonté de Henri I^{er}, qui ne semble pas avoir été contesté. Baudoin fit quelques concessions territoriales ou pécuniaires, se réserva un peu moins jalousement le gouvernement et tout rentra dans le calme. Ces difficultés ne furent donc que peu de chose si on les compare à celles qui assaillirent Blanche de Castille, ou rapprochées du soulèvement auquel Henri I^{er} eut à faire face lors de son avènement.

Dès que les premiers troubles furent apaisés, Baudoin, qui s'était présenté avec le jeune roi dans les principales villes du domaine royal, fit voyager son royal pupille en Flandre, à plusieurs reprises, et en Champagne. Il paraît avoir pris soin ainsi de l'initier au gouvernement. Quant à l'éducation proprement dite du roi, dont Baudoin avait reçu la charge, il la confia à un *paedagogus* nommé Engeran dont nous ne savons rien.

Baudoin mourut le 1^{er} septembre 1067. D'après Raoul Tortaire, il avait remis peu de temps auparavant le gouvernement du royaume au jeune Philippe, *jam juvene facto*. Il est permis de penser que cette émancipation du jeune roi coïncida avec sa chevalerie, il fut en effet armé chevalier par Baudoin le Jeune, fils du régent,

dans les derniers mois de 1066 ou les premiers de 1067. Il avait sans doute alors quatorze ans et dès lors il gouverna seul.

Voici, non pas résumés, mais exposés dans leur pauvreté, débarrassés des controverses qui entourent presque chacun d'entre eux, les faits historiques que l'on peut tenir pour assurés qui marquèrent les premières années du règne de Philippe I^{er}. Il faut maintenant en reprenant les textes chercher à dégager de ces faits les leçons qu'ils comportent pour l'histoire des institutions.

Le premier fait qu'il importe de mettre en relief est qu'à la mort de son père, Philippe I^{er} avait déjà été couronné roi⁽¹⁾. Cette pratique de couronner les jeunes princes du vivant même de leur père était déjà ancienne. Pour se créer une légitimité, les Carolingiens adoptèrent l'usage du sacre lorsqu'ils supplantèrent les Mérovingiens, seule famille qui pouvait régner sur les Francs suivant l'ancienne coutume germanique⁽²⁾.

De bonne heure les rois carolingiens prirent l'habitude de faire sacrer jeunes leurs enfants ; à la fin du ix^e siècle, dans le royaume des Francs occidentaux, le couronnement des jeunes princes se rencontre fréquemment ; en 856 Charles le Chauve, revêtant son fils Louis de la dignité ducale dans le Maine le fait couronner roi, Louis le Bègue n'était alors qu'un enfant⁽³⁾.

Quand au x^e siècle la couronne fut disputée aux Carolingiens, ils reprirent l'habitude du sacre du vivant du roi. Lothaire, qui avait pu craindre de voir la couronne lui échapper, fut plus prudent que son père Louis IV, qui

(1) Sur le couronnement de Philippe I^{er}, voyez surtout Prou, *Recueil*, p. xxiii, et Fliche, p. 2 à 4. On sait que l'on a conservé une notice, qui paraît contemporaine, de ce sacre ; elle est dans H. F., XI, p. 32.

(2) Sur le sacre, en dehors des manuels et traités, particulièrement Luchaire, *Institutions*, t. I, p. 66 et s. Cf. les études de Hans Schreuer, *Die rechtlichen Grundgedanken der französischen Krönungskronung*, Weimar, 1911 et *Ueber altfranzösische Krönungsordnungen*, Weimar, 1909.

(3) Favre, *Eudes, comte de Paris et roi de France* (882-898), Paris, 1893 (99^e fascicule de la *Bibl. de l'Ec. pratique des Hautes-Etudes*), p. 2.

n'avait pas pris cette précaution à son égard, et il fit en 979 sacrer son fils Louis âgé de treize ans à peine ⁽¹⁾.

Les Capétiens, qui plus que tous autres pouvaient craindre pour leur dynastie, imitèrent l'exemple de Lothaire. Hugues Capet deux ans après son avènement s'associait son fils Robert. Robert II agit de même à l'égard de ses deux fils Hugues et Henri et le jeune Philippe I^{er} ne fit que profiter d'une tradition établie.

En agissant ainsi les rois capétiens se donnaient un associé, cela pouvait être une simple nécessité politique en raison du nombre des affaires. Il se réalisait dans ce cas quelque chose de comparable à l'association des princes carolingiens, souverains en commun d'un empire dont l'unité se faisait de plus en plus fictive. Il y avait dans cette conception incertaine un immense progrès sur les vues purement patrimoniales des Mérovingiens. A ces époques, du IX^e au XII^e siècle, le roi « a des compagnons à sa majesté royale ».

Si l'un des rois associés meurt, son compagnon restera seul roi et la question de la succession ne se sera même pas posée, résultat particulièrement souhaitable pour des dynastes que menace sans cesse dans leurs espoirs de durée le principe de l'élection. Avant l'apparition de ce principe, Carloman était resté seul roi sans aucune difficulté à la mort de son frère Louis III. De même Robert II resta seul roi.

Mais dans les cas de Louis III et de Carloman, de Hugues Capet et de Robert II, de Robert et de son fils Hugues, l'association était une réalité. Le couronnement d'un enfant en bas âge en faisait une fiction. Cette fiction fut universellement admise à l'avènement de Philippe I^{er}; mais y avait-il là une nouveauté, une conquête de la nouvelle dynastie sur les usages antérieurs?

A la mort de son frère Carloman, puis à la mort de son cousin l'empereur Charles le Gros, le jeune prince

(1) F. Lot, *Les derniers Carolingiens, Lothaire, Louis V, Charles de Lorraine*, Paris, 1891 (87^e fascicule de la *Bibl. de l'Éc. pratique des Hautes-Études*), p. 108-109.

Charles, qui sera le roi Charles le Simple, avait été écarté du trône. Était-ce à cause de son bas âge et faut-il croire avec certains historiens tant anciens que modernes qu'à cette époque la minorité d'un candidat l'écartait du trône (1)?

Si l'on examine les très rares documents contemporains, ou de peu postérieurs, on est frappé par le fait qu'avant son couronnement en 893 il n'est pas du tout question de Charles le Simple. Quand son frère Carloman meurt, la couronne est offerte à l'empereur Charles le Gros sans qu'il soit fait mention de l'existence du troisième fils de Louis le Bègue. Quand son incapacité eut exclu du trône Charles le Gros, si la majorité des grands fait appel à Eudes, que vient de signaler son attitude en face des Normands, ceux que l'on pourrait dès lors appeler les membres du parti carolingien, les partisans de la légitimité et à leur tête l'archevêque de Reims Foulques, qui élève près de lui le petit Charles, soutiennent la candidature de Guy de Spolète et le font couronner à Langres, ils offrent la couronne à l'empereur Arnoul, mais aucun d'eux ne paraît songer à l'enfant, au petit-fils de Charles le Chauve qui grandit dans l'obscurité (2). Foulques dira plus tard, comme pour s'excuser : « Ce Charles vivait bien alors encore, petit par son corps et son intelligence, il n'était pas apte à gouverner et devant la menace de l'atroce persécution des Normands, il était dangereux à ce moment de l'élire » (3).

Mais quelques années après l'autorité d'Eudes allait en s'affaiblissant et il semble bien que le parti carolingien se souvint alors de l'enfant qu'il conservait comme une

(1) Cf. Gregorius Tholosanus, *De republica*, VII, 6, cité par Brissaud, *Manuel d'histoire du droit français*, p. 788.

(2) Sur tous ces faits, Eckel, *Charles le Simple*, Paris, 1899 (124^e fascicule de la *Bibl. de l'Éc. pratique des Hautes-Études*), p. 3 et p. 8.

(3) *Quando Karolus imperator decessit, et idem Arnulfus regimen hujus regni suscipere noluit, hic Karolus admodum corpore simul et scientia parvulus existebat, nec regni gubernaculis idoneus erat, et instante immanissima Normannorum persecutione, periculosum erat tunc eum eligere.* Flodoart, dans *M. G. H.*, t. XIII, p. 563.

réserve. On lui fait quitter Reims pour le confier au comte de Poitiers et Eudes, qui dut voir le danger, tenta un coup de main pour s'emparer de sa personne. Il échoua et lorsque l'exécution du comte Gaucher, révolté contre le roi son parent, eut cristallisé les craintes des opposants, Charles est couronné à Reims par l'archevêque Foulques. Il avait alors treize ans ⁽¹⁾.

De ces faits faut-il induire que Charles le Simple fut systématiquement écarté du trône à cause de son jeune âge? Il ne nous paraît pas qu'il y ait eu là de question de principes. Les circonstances politiques ont évidemment joué un rôle de premier plan. On ne saura jamais pourquoi exactement Foulques et ses alliés, qui n'ont pas fait élire Charles âgé de cinq ans, puis de sept ans, l'ont fait brusquement couronner en 893, alors qu'il était encore mineur. Ce n'est pas sa minorité qui l'a écarté, mais d'obscurs combinaisons politiques qu'il faut bien se résoudre à ignorer ⁽²⁾.

Du reste l'histoire des derniers Carolingiens montre nettement que la minorité ne mettait pas obstacle à l'accession au trône et nous présente une série de rois enfants.

Si l'on ignore complètement la date de la naissance de Charles, premier roi de Provence, fils de l'empereur Lothaire I^{er}, qui conserve le surnom caractéristique de Charles l'Enfant ou le Jeune, il n'est pas douteux que ce souverain n'était pas majeur lorsqu'il monta sur le trône et il est même vraisemblable qu'il n'exerça jamais personnellement le pouvoir. Sous son nom régna en Provence un personnage dont l'histoire, embuée par la légende,

(1) Eckel, *Ouv. cité*, p. 11 et s.

(2) La légitimité du dernier fils de Louis le Bègue — comme celle de ses deux frères aînés d'ailleurs — était contestée. Louis avait d'abord épousé Ansgarde, sans le consentement de son père, d'elle étaient issus Louis III et Carloman. Puis l'empereur fit casser ce mariage et imposa pour femme à son fils Adélaïde, d'où Charles III. La validité des deux mariages pouvait donc être mise en doute. Cf. Eckel, *Ouv. cité*, p. 1 et 2. — Mais la tache de sa naissance n'empêcha pas Arnoul d'accéder à l'empire.

n'est pas établie, mais dont le nom demeure plus fameux que celui du souverain fantôme : Girard de Roussillon ⁽¹⁾. Et des historiens modernes, en forçant un peu la note, n'ont pas craint de qualifier Girard de régent du royaume de Provence ⁽²⁾.

Les frères même de Charles le Simple, Louis III et Carloman, avaient respectivement lors de leur avènement quinze et treize ans. Le premier était bien majeur de droit, mais le second ne l'était pas et il est bien certain qu'auprès des deux jeunes rois, Hugues l'Abbé joua un peu le rôle de Girard de Roussillon auprès de leur cousin de Provence ⁽³⁾.

Plus tard si Louis IV, couronné à quinze ans, majeur de droit et d'une force d'âme peu commune, n'eut pas besoin et se débarrassa même rapidement de la tutelle de fait que Hugues le Grand chercha à lui imposer ⁽⁴⁾, son fils Lothaire présente un exemple différent.

Couronné seulement après la mort de son père, à son avènement Lothaire n'avait que treize ans. Hugues le Grand d'abord, puis dans un tout autre esprit l'archevêque de Cologne Brunon, exercèrent sur le jeune prince une influence telle que l'historien des derniers Carolingiens n'hésite pas à qualifier de *tutelle* le rôle joué par ces personnages et à qualifier de *minorité de Lothaire* toute cette partie du règne ⁽⁵⁾.

(1) R. Poupardin, *Le royaume de Provence sous les Carolingiens* (855-933 ?), Paris, 1901 (131^e fascicule de la *Bibl. de l'Éc. pratique des Hautes-Études*), p. 10. — Sur Girard et son rôle : A. Longnon, *Girard de Roussillon dans l'histoire*, *Revue historique*, VIII, p. 241 à 279 ; P. Meyer, *La légende de Girart de Roussillon*, *Romania*, VII, p. 161 à 235 ; du même, *Girart de Roussillon*, Paris, 1888.

(2) Ouvrages cités à la note précédente. Notamment Poupardin, p. 13 et 14 : « Il s'agit bien là d'un véritable régent, dont l'autorité s'étendait en fait à tout le royaume et non pas seulement d'un duc ou d'un marquis puissant, mais analogue aux autres fonctionnaires du même ordre ».

(3) Eckel, *Charles le Simple*, p. 2 et 10.

(4) Ph. Lauer, *Louis IV d'Outremer*, Paris, 1900 (127^e fascicule de la *Bibl. de l'Éc. pratique des Hautes-Études*).

(5) F. Lot, *Les derniers Carolingiens*, p. 3, n. 1 : « Je n'entends pas

Un peu plus tard et dans un pays voisin, mais qui avait tant de traditions communes avec le royaume des Francs occidentaux, le jeune Otton III fut couronné roi de Germanie à l'âge de trois ans, le 25 décembre 982. Son père venait de mourir à la suite de la funeste bataille de Squillace, mais sa mort était encore ignorée. Quand elle fut connue l'enfant resta seul roi, non sans résistances d'ailleurs de la part de ceux « qui ne se souciaient plus d'obéir à un enfant » ou de ceux qui craignaient l'influence de la fille du vainqueur de Squillace, l'impératrice Théophano, mais la question de droit demeure certaine⁽¹⁾.

Ainsi donc, il n'est pas exact de dire que, aux ix^e et x^e siècles, le bas âge d'un prince pouvait l'écarter du trône. Avant Philippe I^{er} bien des rois enfants avaient régné et lorsque son association avec son père cessa par la mort d'Henri I^{er}, c'est très normalement qu'il continua de régner seul malgré sa minorité, comme il avait été très normalement couronné et associé à son père malgré sa minorité.

Quant à Charles le Simple, ce sont des circonstances particulières qui l'ont écarté du trône et non pas son bas âge. Comme le remarque judicieusement son historien, d'après les usages, on n'ose pas dire d'après le droit du temps, l'enfant aurait pu parfaitement être couronné et régner sous la protection d'Hugues l'Abbé, ou plus tard d'Eudes⁽²⁾.

Le hasard des intrigues en décida autrement, mais le cas d'Eudes et de Charles, dans sa réalité historique parut bientôt gênant pour les heureux successeurs du premier roi de la famille de Robert le Fort et il se créa, ou plus

ce mot (tutelle) au sens rigoureux de tutelle légale, mais au sens de protection, d'ascendant, sur un roi jeune et peu en état de gouverner. Ainsi quand je parlerai de la tutelle de Hugues le Grand ou de Brunon sur Lothaire, cela ne signifiera pas que celui-ci est mineur, mais qu'il subit l'influence prépondérante de ces personnages. Couronné à treize ans, Lothaire n'était peut-être pas mineur selon la loi, il l'était selon la nature ». — Le chap. II a pour sous-titre : *Régence de Brunon*.

(1) Ferd. Lot, *Ouv. cité*, p. 130 et s.

(2) Eckel, *Ouv. cité*, p. 3.

exactement fut créée de toutes pièces, une version officielle de l'affaire qui fut acceptée pendant tout l'ancien régime et qui devait prendre rang dans l'histoire et la théorie des régence à la place d'une vérité compromettante et dangereuse. Il est fort important pour notre sujet d'en dire quelques mots ici.

Dès le x^e siècle, des chroniqueurs ont prétendu qu'Eudes n'aurait régné qu'en qualité de tuteur du jeune Charles auquel il aurait remis son royaume à sa majorité. Il est inutile de réfuter de pareilles assertions, mais il convient au contraire de rechercher quels furent leur sort et leur origine.

Or si des historiens étrangers au domaine capétien, comme le Normand Orderic Vital et la bourguignonne Chronique de Saint-Bénigne de Dijon représentent Eudes comme régent du royaume pour Charles le Simple, il semble bien que c'est dans le domaine même des descendants d'Eudes que cette « légende » a pris naissance. On la rencontre pour la première fois chez Aimoin et Hugues de Fleury, tous deux moines de l'abbaye célèbre qui fut le centre de l'historiographie quasi officielle au temps des premiers Capétiens.

De là la légende a passé dans la compilation officielle celle-là et « inspirée » au suprême degré des grandes Chroniques de France et, désormais incorporée à l'histoire, elle s'imposera jusqu'au xix^e siècle. Les historiens et les jurisconsultes de l'ancien régime, et pour ne citer que ceux qui nous intéressent tout spécialement, Dupuy et Bréquigny, n'ont jamais douté que : « L'an 893, les Grands du Royaume assemblés nommèrent Eudes tuteur de Charles le Simple, Roy de France; ce tuteur se fit couronner Roy ».

L'historien de Charles III écartant d'un mot cette légende dit « qu'il était de l'intérêt de la maison capétienne de peindre sous les couleurs les plus favorables les rapports de son ancêtre avec l'héritier de la famille carolingienne ». Oui, mais quel intérêt?

Il y a tout d'abord un intérêt dynastique puissant, dont on trouverait en dehors de la France de bien curieux

exemples, qui se manifeste par cet instinct obscur qui pousse les races de parvenus à se rattacher par tous les moyens à leurs prédécesseurs, à participer quand même à leur légitimité. La race que l'on accusera de descendre d'un boucher cherche à se mêler étroitement aux Carolingiens, à se confondre avec eux dans les ténèbres d'une histoire baignée dans la légende, pour bénéficier de leur prestige, de leur ancienneté, pour suppléer à son insuffisance par la noblesse des autres.

C'est ce qui explique pourquoi l'histoire ignorera toujours le sort de l'infortuné Charles de Lorraine et de ses descendants, c'est là le secret de l'éclat donné aux « mariages carolingiens » du ^{xii}^e siècle, c'est ce qui rend compte des légendes sur Charles III donnant la couronne à Raoul, son filleul, sur Hugues le Grand, blâmant la conduite de son père Robert I^{er} à l'égard de ce même Charles III, et aussi sur Eudes.

Mais là n'y a-t-il pas quelque chose de plus précis ? Un intérêt plus puissant encore à arranger la vérité, ou au moins ce que l'on considérerait comme la vérité ? L'exclusion d'un enfant du trône parce qu'il était un enfant, ainsi pouvait-on résumer un siècle après pour un chroniqueur mal averti les intrigues de l'archevêque Foulques, l'histoire de l'enfance de Charles III. Et cela constituait un précédent bien dangereux pour une dynastie mal affermie, soucieuse de continuité et avertie des dangers des minorités, un exemple redoutablement encourageant pour les usurpateurs. Il fallait à tout prix le masquer, expliquer la monstrueuse conduite prêtée à Eudes dans le schéma inexact qui tendait à se constituer, lui donner une signification qui rentrât dans l'ordre des préoccupations de la nouvelle dynastie.

Et voilà, nous semble-t-il, pourquoi au temps de la minorité de Philippe I^{er} ou à peu près, Eudes fut présenté comme le modèle des tuteurs auprès de cet infortuné Charles III, qu'une postérité émue par ses malheurs était sur le point de canoniser.

Que Philippe I^{er} devenu seul roi continuât de régner après la mort de son père, il n'y a donc là rien que de con-

forme aux coutumes constitutionnelles, pour ainsi dire, des x^e et xi^e siècles. Il faut maintenant examiner comment fut organisé le gouvernement du royaume.

En droit, il n'est pas douteux que l'enfant royal est capable. Comme le dit très judicieusement M. Prou ⁽¹⁾ : « Le roi mineur n'est pas frappé de la même incapacité juridique que les simples chevaliers. Les actes étaient expédiés en son nom ; il avait un sceau. Sa parole avait la même valeur que celle d'un roi majeur. Nous voyons que plusieurs diplômes de Philippe I^{er}, expédiés avant l'époque de sa majorité, ne portent pas la souscription de son tuteur ni celle de la reine, sa mère » ⁽²⁾. Ainsi la fiction de la capacité du roi mineur, qu'affirmera avec tant d'éclat le Parlement de Paris le 5 août 1563 ⁽³⁾, est déjà reconnue au xi^e siècle. L'on peut du reste remarquer que Philippe I^{er} lui-même est déjà nommé comme consentant et écrivant dans les diplômes paternels dès après son couronnement ⁽⁴⁾. Ici encore l'association devenue une fiction permet d'introduire une nouvelle fiction.

Il n'y avait donc pour le roi mineur qu'une incapacité de fait ⁽⁵⁾, mais cette incapacité existait cependant, comment y faire face ? Et le problème, comme dans toute minorité, présentait un double aspect, il fallait assurer d'une part la garde et l'éducation de l'enfant, d'autre part le gouvernement du royaume.

Ce problème n'a pas suscité de grandes difficultés. Seul un texte très tardif, le *Chronicon Sithiense* de Jean d'Ypres ⁽⁶⁾, soutient que la question aurait été réglée par la

(1) Prou, *Ouv. cité*, p. xxviii ; opinion reproduite par Fliche, *Ouv. cité*, p. 7, n. 3.

(2) Nos vi, vii, etc.

(3) « Et quand vous ne seriez âgé que d'un jour, vous seriez majeur quant à la justice comme si vous aviez trente ans ». Dans Dupuy, *Preuves*, p. 397.

(4) Luchaire, *Histoire des Institutions*, I, p. 134, n. 1.

(5) M. G. H., SS, t. XXV, p. 780-781. Sur la valeur du témoignage de Jean d'Ypres, cf. A. Molinier, *Sources de l'histoire de France*, t. II, n° 1782. Nous aurons à revenir sur ce texte.

(6) Cf. la curieuse formule d'un chroniqueur, Guillaume Godelle :

décision des grands du royaume : *consensu et electione omnium baronum Francie*. Mais aucun texte digne de foi ne confirme ce témoignage. Bon nombre de chroniqueurs importants sont muets sur ce point ⁽¹⁾, mais en revanche de nombreux historiens bien renseignés affirment que Henri I^{er} avait confié avant de mourir l'enfant et le royaume à son beau-frère Baudoin, comte de Flandre. Ils le font en des termes qui méritent d'être rapportés ⁽²⁾. Hugues de Fleury : *Philippum sub tutela Balduini constituit*; Orderic Vital : *Balduino, puerum cum regno ad tutandum commendavit*; Guillaume de Malmesbury : *Rex moriens Baldewino tutelam admodum parvuli Philippi filii delegavit*. Tout cela est très clair, aussi doit-on admettre que Henri I^{er} avant de mourir avait confié à Baudoin son fils et son royaume ⁽³⁾.

La personnalité de l'homme choisi par Henri I^{er} pose un problème. Henri I^{er} a-t-il choisi n'importe qui, a-t-il désigné Baudoin comme il aurait fait de n'importe quel autre seigneur du royaume, ou bien Baudoin avait-il des droits à cette désignation? En d'autres termes l'organisation de la régence fut-elle l'œuvre de la seule volonté du roi défunt ou dut-il se conformer à des règles, à des coutumes?

A première vue la question semble facile à résoudre. Henri I^{er} laissait sa femme, Anne de Russie, nous l'écartons tout de suite en renvoyant à une discussion ultérieure : Anne n'avait pas besoin de recevoir une délégation, elle participait déjà à l'autorité royale, elle continuera, son

Philippus, rex Francorum, licet parvulus adhuc et sub tutore constitutus, dominabatur in regno suo. H. F., t. XI, p. 283.

(1) On en trouvera l'énumération dans Fliche, *Ouv. cité*, p. 8, les textes sont cités en note.

(2) Tous ces textes ainsi que d'autres moins caractéristiques sont rapportés tout au long dans Fliche, *Ouv. cité*, p. 9, n. 1 à 6, avec leurs références. Les ayant vérifiées et reconnues exactes, il nous a paru inutile d'en encombrer notre livre.

(3) Les auteurs anciens et modernes sont d'accord sur ce point, Dupuy, p. 50; Bréquigny, p. 523; Glasson, V, p. 305; Prou, p. xxix-xxx; Fliche, p. 9.

mari mort, à y participer. En dehors de la reine, les plus proches parents du jeune roi étaient ses oncles, Robert, duc de Bourgogne et Eudes, évêque d'Auxerre.

On comprend très bien que Henri I^{er} n'ait pas voulu confier son royaume et son enfant au remuant personnage auquel il avait dû céder la moitié du royaume de Robert II et qui avait failli lui ravir la couronne. Ses antécédents ne pouvaient inspirer aucune confiance au roi mourant. Mais si Henri I^{er} a pu écarter si facilement son frère, qui ne paraît pas avoir protesté, c'est donc que ce dernier n'avait aucun droit à participer à la régence du royaume.

« Il semble que légalement, dit M. Prou, et à se conformer aux règles du droit franc, la tutelle eût dû venir à Robert, duc de Bourgogne ». Le droit franc qu'invoque ici M. Prou, c'est le droit privé de l'époque antérieure, mais dans quelle mesure pouvait-il s'appliquer à l'organisation de la régence d'un roi capétien, comment peut-on parler de « légalité » à ce propos et de laquelle ? Bornons-nous ici à constater que Robert fut écarté (1).

Faut-il s'empresse de conclure que Henri était parfaitement libre de choisir qui il voulait et de le choisir en dehors de sa famille ? Ce serait sans doute aller trop loin. Baudouin n'était évidemment pas parent de Henri, mais il était son allié au degré le plus proche, ayant épousé sa sœur Adèle. Et il semble que dans les idées du temps on ne distinguait pas aussi nettement qu'on le fera plus tard l'alliance de la parenté. La férocité de la discipline ecclésiastique du mariage en matière d'affinité a pu porter à confondre un peu alliance et parenté. Certains usages familiaux germaniques travaillaient dans le même sens.

Toujours est-il que l'on avait pu voir au x^e siècle, dans la famille capétienne elle-même, un beau-fils succéder à son beau-père sur le trône. Raoul I^{er}, duc de Bourgogne, puis roi de France, avait épousé la fille du roi son prédéces-

(1) *Ouv. cité*, p. xxx.

seur Robert I^{er} et c'est lui qui fut élu pour succéder à ce roi, et non pas le fils du défunt.

A propos même de Baudoin, certains textes expliquent son élévation par l'alliance qu'il avait contractée. *Hujusmodi tutela tanto duci bene competebat quippe qui Adalam, Rodberti regis Francorum filiam, in conjugium habebat*, dit Orderic Vital (1). Guillaume de Malmesbury raisonne à peu près de la même façon : *Is erat preterea regie sororis connubio sublimis* (2). Si son auteur n'était pas sujet à caution, la formule de Jean d'Ypres (3) serait bien intéressante : *rationis uxoris sue... tutor... est effectus*. Ainsi, si le choix de Henri I^{er} ne paraît lui avoir été imposé par rien ni par personne, il s'est cependant exercé sur une personne qui lui tenait de près (4).

C'est de son propre mouvement et sans solliciter l'approbation de personne que Henri I^{er} avait désigné Baudoin comme tuteur de son fils, rien qui dans la circonstance rappelle le consentement et l'approbation au moins formels des grands que l'on rencontre dans la cérémonie du sacre (5). Mais cette approbation qui n'avait pas été demandée par Henri I^{er} avant sa mort aux barons, il semble bien que Baudoin l'ait sollicitée lorsqu'il prit en main le gouvernement (6). Un texte, d'une imprécision

(1) Orderic Vital, *Historia ecclesiastica*, L. III, chap. V, éd. Leprévost, t. II, p. 79.

(2) Guillaume de Malmesbury, *De gestis reg. Angl.*, L. III, chap. 234, éd. Stubbs, t. II, p. 191.

(3) Cité par Fliche, *Ouv. cité*, p. 8, n. 1.

(4) On pourrait aussi comparer, bien que quatre siècles les séparent, la situation de Baudoin avec celle de Pierre de Baujeu qui exerça la régence de Charles VIII conjointement avec sa femme Anne, fille du roi défunt. Mais d'abord Adèle n'a pas participé à la tutelle de son neveu et Pierre de Baujeu avait été expressément désigné par Louis XI. Cf. *infra*, un texte suspect parlant des droits de Baudoin à la couronne, p. 21.

(5) On possède un récit contemporain du sacre de Philippe I^{er}, qui nous montre les grands acclamant le nouveau roi. Cf. Fliche, *Ouv. cité*, p. 2 à 4.

(6) Fliche, *Ouv. cité*, p. 9. La conclusion de Luchaire, *Institutions*,

extrême du reste, nous montre les *optimates* du royaume jurer : *salva fide Philippi regis, fidelitatem et honorem regni* (1). Faut-il en conclure que Baudoin se fit prêter un serment particulier à lui comme régent? Il y aurait péril à trop vouloir tirer d'un texte isolé et ces manifestations furent peut-être de simples manœuvres politiques auxquelles il ne faudrait pas attacher de valeur « constitutionnelle ».

Baudoin s'intitulait lui-même *procurator et bajulus* (2). Philippe dans ses diplômes l'appelait *meus patronus, nostrae procurator pueritiae* (3). Ce sont là ses seuls titres officiels : de cette terminologie imprécise et pédantesque, conforme aux habitudes de recherche et de préciosité des chancelleries du xi^e siècle, il n'y a pas grand'chose à tirer. Le titre de *procurator*, qui paraît à la fois dans la bouche de Baudoin et dans celle de Philippe, comme celui de *patronus* sont issus de réminiscences classiques, mais il ne semble pas qu'il faille leur attacher de sens juridique ; l'impropriété technique du terme *patronus* renseigne tout de suite sur son origine littéraire. Le titre de *bajulus* se rencontrera par la suite pour désigner un personnage exerçant des fonctions analogues à celles de Baudoin : Robert, comte d'Artois, et l'évêque de Sabine qui furent régents du royaume de Sicile après la mort de Charles I^{er} le portaient (4). Le principal personnage, après l'empereur, de l'empire latin de Constantinople, fondé par des princes

t. I, p. 77 : « Le choix du régent dépendait avant tout de la volonté royale. Mais il fallait qu'une partie au moins du baronnage le sanctionnât de son approbation », paraît inexacte dans sa seconde partie, cette approbation de la volonté royale n'est venue qu'après la mort du roi et d'une manière irrégulière. La chronique qu'il cite, *même lieu*, n. 5, est celle de Jean d'Ypres, elle n'a pas d'autorité.

(1) *Annales Elnonenses minores*, citées par Fliche, *Ouv. cité*, p. 10, n. 1.

(2) Charte de Baudoin pour Saint-Pierre de Lille en 1066, dans Wauters, *Documents imprimés relatifs à la Belgique*, t. I, p. 519. Cf. les ouvrages cités par Luchaire, *lieu cité*, p. 77, n. 1.

(3) Textes cités par Prou, notamment p. xxxi, n. 2.

(4) Martin IV, bulle *Romane matris ecclesie* du 16 février 1285, dans Félix Olivier-Martin, *Les Registres de Martin IV*, n° 593.

flamands, portait aussi le titre de *bajulus*. Le droit privé faisait d'ailleurs usage de ce mot.

Les deux titres que se donnait Baudoin correspondaient peut-être aux aspects divers de son pouvoir. En effet Henri I^{er} lui avait confié l'éducation du jeune roi et le gouvernement du royaume⁽¹⁾. Tous les textes, malheureusement toujours des textes littéraires d'une complète impropriété dans le vocabulaire juridique, distinguent expressément les deux pouvoirs que Baudoin réunit dans ses mains. *Regem parvulum Philippum aluit et Franciam gubernavit*, dit la Chronique de Saint-Pierre le Vif. La Chronique de Tours : *puerulus, quem Baldoinus aluit et regnum gubernavit*. Hariulf : *Philippus Baldoino custodiendus cum regno traditur*. Hugues de Fleury : *Philippum Baldoinus nobiliter et fideliter educavit et regnum ejus strenue rexit ac defendit*⁽²⁾. Dans la symétrie, dans le balancement de ces expressions, on voit très bien que les contemporains percevaient la double nature des pouvoirs que Baudoin réunissait dans ses mains, cela laisse supposer qu'ils auraient pu être distincts⁽³⁾. Certains textes diplomatiques renforcent l'impression qui résulte de la lecture des textes littéraires, ils ne présentent pas d'ailleurs une plus grande précision dans les termes⁽⁴⁾.

Ce qui concerne la garde et l'éducation de l'enfant ne nous retiendra pas longtemps. Autant que l'on puisse s'en rendre compte, l'enfant demeura de sa personne près de Baudoin. C'est sans doute dans ce désir

(1) Il est impossible d'admettre avec Fliche, *Ouv. cité*, p. 11, qu'« il va de soi que le rôle de tuteur confère à Baudoin le droit et le pouvoir de gouverner la France ». Cela va si peu de soi que l'on rencontrera dans le cours même de cette étude des systèmes absolument opposés.

(2) Ces textes sont rapportés tout au long par Fliche, *Ouv. cité*, p. 8 et 9 dans les notes.

(3) Il faut ajouter que certains historiens : Orderic Vital, Aubry de Trois-Fontaines, Guillaume de Malmesbury, cités par Fliche, p. 11, ne parlent que de la garde de l'enfant. C'est à tort que Fliche range Hariulf dans la même catégorie.

(4) Textes dans Fliche, p. 12.

qu'avait le comte de Flandre de garder près de lui le jeune roi qu'il faut voir la cause des voyages de ce dernier, notamment dans le fief de son tuteur.

L'éducation proprement dite fut confiée à un certain Engeran qui a souscrit quelques actes, mais dont nous ne savons rien, il est qualifié dans les textes diplomatiques de *paedagogus*, *regis custos*, *magister regis* (1). En dehors de cette éducation purement scolastique, la fréquentation de l'habile homme politique qu'était Baudoin et les voyages qu'il entreprenait avec son tuteur pour les soins de ses doubles affaires furent sans doute pour Philippe l'occasion d'apprendre son métier de roi (2).

Quant au gouvernement du royaume, la pauvreté des documents rend difficile de se rendre compte de la nature des pouvoirs de Baudoin et de la façon dont il les a exercés. D'une manière générale, il semble que Baudoin a gouverné comme un roi l'aurait fait, sans que ses pouvoirs aient été limités par aucune règle particulière. Mais c'est une autre question que de savoir quels étaient les pouvoirs d'un roi au XI^e siècle. Si Baudoin paraît avoir eu entre les mains la plénitude du pouvoir royal, il faut s'efforcer d'analyser, autant que le permettent les textes, les éléments de ce pouvoir.

Baudoin dirige la politique générale. On n'ose pas aller plus loin et dire la politique intérieure et la politique extérieure, car quel sens donner à ces expressions au XI^e siècle?

Raoul Tortaire montre Baudoin administrant très sagement les affaires du royaume, soumettant par sa diplomatie ou par les armes les tyrans qui pullulaient en France et faisant régner partout la paix la plus absolue (3).

(1) Fliche, *Ouv. cité*, p. 12.

(2) Fliche, *Ouv. cité*, p. 13.

(3) *Qui prudentissime regni administrans negotia, donec idem Philippus intelligibiles attingeret annos, tyrannos per totam pullulantes Franciam tam consiliis quam armis predomuit et pacem maximam teneri fecit.* Raoul Tortaire, *Miracula S. Benedicti*, L. VIII, chap. 24, cité par Fliche, *Ouv. cité*, p. 28, n. 1.

Il n'intervient pas lors de l'expédition d'Espagne de 1063, laissant échapper une occasion de reprendre contact avec la marche de Barcelone que la politique d'abstention des Capétiens laissait peu à peu sortir du royaume ⁽¹⁾. Il n'intervient pas davantage lorsque, en 1066, son gendre, le duc de Normandie Guillaume le Bâtard, envahit l'Angleterre, ce qui lui vaut de la part de Guillaume de Malmesbury le titre de médiateur entre son pupille et son gendre ⁽²⁾, et des éloges dithyrambiques du chapelain du conquérant, Guillaume de Poitiers ⁽³⁾. Mais cette neutralité bienveillante, venant après les énergiques efforts de Henri I^{er} et avant les guerres que Philippe I^{er} devra soutenir contre un vassal devenu trop puissant, a pu à bon droit être sévèrement jugée, elle était contraire aux intérêts généraux du royaume ⁽⁴⁾.

Un diplôme montre, semble-t-il, Baudoin présidant l'« assemblée », *colloquium publicum*, en l'absence même du roi, cette assemblée réunie à Compiègne avait à juger d'un différend entre l'abbé de Saint-Médard de Soissons. Le régent exerçait donc le pouvoir judiciaire du roi, mais le diplôme qui constate la sentence est établi au nom du roi ⁽⁵⁾.

Baudoin commandait certainement l'armée royale au cours des expéditions qu'il dut faire au début du règne pour soumettre des révoltes locales. Il est impossible de dire plus. On voit seulement une fois qu'il avait fait venir des troupes de Flandre ⁽⁶⁾. Pour les affaires ecclésiastiques, elles semblent avoir échappé à la compétence de Baudoin et avoir été réglées par l'archevêque de Reims, Gervais ⁽⁷⁾.

Tout cela suppose que Baudoin avait la direction de la

(1) Sur cette expédition, Fliche, p. 31.

(2) *Pupilli et generi mediator*, Fliche, p. 30, n. 1.

(3) Guillaume de Poitiers, *Gesta Guillelmi ducis*, dans H. F., t. XI, p. 80.

(4) Fliche, p. 31.

(5) Diplôme de Philippe I^{er} pour Saint-Médard de Soissons, dans Prou, *Ouv. cité*, n° xxii. Cf. l'analyse donnée par Fliche, p. 27. Et Langlois, *Textes relatifs à l'histoire du Parlement de Paris*, p. 30.

(6) Fliche, p. 28.

(7) *Infra*, p. 26.

maison royale. Faut-il croire avec Luchaire ⁽¹⁾ que, en plus des pouvoirs généraux qu'il tenait de la confiance de Henri I^{er}, le régent aurait porté le vieux titre carolingien de comte du palais, ce qui lui aurait permis d'en exercer les fonctions. Des deux textes sur lesquels Luchaire fonde son opinion, l'un, un diplôme de Philippe, dit simplement que Baudoin avait la garde de la maison royale ⁽²⁾, ce à quoi on pouvait s'attendre, l'autre, un recueil des miracles de Saint-Agile de Rebais, dit que Baudoin se comportait *utpote comes palatinus* ⁽³⁾. Le terme *utpote* qui introduit une comparaison semble bien ôter toute valeur juridique à une réminiscence littéraire venue sous la plume du rédacteur ⁽⁴⁾.

Ces pouvoirs, Baudoin les remettait au jeune roi à la fin de 1066 ou au début de 1067 ⁽⁵⁾. Somme toute il en avait sagement usé, il avait apaisé les séditions des premières années et Philippe recevait de lui un royaume pacifié et en bon état. Peut-être Baudoin a-t-il profité de sa situation pour acquérir et faire acquérir à son comté certains avantages, maintes fois il fit souscrire au jeune roi des diplômes concernant la Flandre ⁽⁶⁾; emmenant fréquemment son pupille en Flandre, il se para volontiers aux yeux de ses sujets du prestige que pouvaient lui donner ses fonctions ⁽⁷⁾. Sans doute y eut-il plus et Baudoin confondit dans une certaine mesure l'administration du royaume et celle de son comté : on voit une fois au moins la cour du

(1) *Institutions*, t. I, p. 77.

(2) Prou, n° XIX : *Favente matre atque comite Balduino, regie domus curam gerente*.

(3) *Miracula sancti Agili Resbacensis*, cité par Fliche, p. 12, n. 8.

(4) Fliche, *lieu cité*, ne discute même pas l'opinion de Luchaire. Glasson, t. V, p. 306, n. 4, l'écarte brièvement. Luchaire dit que Hugues de Beauvais qui exerça une grande influence sur Robert II dans les premières années de son règne, était qualifié d'*educator* du prince et de comte palatin. Il n'indique pas ses références.

(5) *Infra*, p. 29.

(6) Philippe I^{er} pendant sa minorité n'a souscrit qu'une charte d'un grand feudataire : le comte de Champagne, au contraire il a souscrit à plusieurs reprises des chartes flamandes, Prou, *Ouv. cité*, *passim*.

(7) Fliche, p. 14.

roi réunie en Flandre s'occuper des affaires de l'abbé de Saint-Bertin ⁽¹⁾. Mais il n'est que juste d'ajouter que Baudoin faisait profiter aussi le royaume de cette confusion, on a vu qu'il fit la guerre contre les ennemis du roi avec des troupes qu'il avait tirées de Flandre. On peut reprocher à Baudoin une politique trop systématiquement bienveillante à l'égard de son gendre le duc de Normandie, là, des considérations familiales et personnelles lui firent oublier les intérêts du royaume qui lui était confié. Néanmoins dans l'ensemble, on peut conclure avec Fliche que « cette minorité ne marque pas, comme beaucoup d'autres, un recul » ⁽²⁾.

Mais l'éloge le plus grand que paraissent faire les textes de Baudoin, c'est qu'il restitua à son pupille son royaume ⁽³⁾.

Et c'est ici qu'il convient de discuter, en manière de conclusion, certains textes qui montrent clairement combien étaient encore peu précises les notions que l'on se faisait d'une régence et des pouvoirs d'un régent. Sans doute ces textes n'ont pas de valeur historique ⁽⁴⁾, mais tels quels ils représentent une tendance, un état d'esprit, phénomène aussi et parfois plus précieux en matière d'institutions que les plus sûres vérités historiques.

Jean d'Ypres, dont le fantaisiste récit de la nomination de Baudoin comme régent a déjà été relevé et écarté ⁽⁵⁾, rapporte que tous les barons de France prêtèrent hommage à Baudoin, lui promettant que, si le jeune roi mourait étant encore en tutelle, ils élèveraient le dit Baudoin à la dignité

(1) Prou, *Ouv. cité*, n° xvii.

(2) *Ouv. cité*, p. 31.

(3) Cf., par exemple, Raoul Tortaire : *Proinde Philippo jam juvene facto, integrum absque unius viculi imminutione regnum restituit*. Cité par Fliche, p. 32, n. 2.

(4) Luchaire, qui cependant avait conçu des doutes à l'égard de ces textes, en a finalement admis l'authenticité et même basé sur eux d'audacieuses affirmations qui s'écroulent avec eux. Cf. *Ouv. cité*, t. I, p. 75 et 76 et les notes.

(5) *Supra*, p. 14.

royale ⁽¹⁾. La *Généalogie des comtes de Flandre* ⁽²⁾, rapportant des faits analogues, emploie ces paroles remarquables : « il se fit prêter hommage comme héritier légitime du royaume du fait de sa femme » ⁽³⁾. Ces deux textes tardifs, isolés d'ailleurs quant à leurs dires, ne sauraient faire foi. Ils montrent bien cependant que la conception d'une tutelle légitime dévolue à l'héritier mâle l'emportait dans certains esprits sur une régence organisée par le roi défunt au profit d'un personnage quelconque surtout désigné par ses mérites. D'autre part la *Généalogie* vient à l'appui de ce qui a été dit plus haut sur le droit des alliés.

Pouvoir supprimant la personne du mineur en se superposant à elle : c'est ainsi sans doute que le lointain rédacteur des annales d'Elne concevait la régence. Il qualifie en effet Baudoin de *interrex* ⁽⁴⁾ ; son vocabulaire étant en défaut pour désigner une situation qu'il comprenait mal, cet auteur est allé chercher dans l'arsenal des antiquités romaines un vieux mot obscur et pédantesque, qui avait déjà servi quelque vingt ans plus tôt à qualifier des rois plus ou moins légitimement titulaires du pouvoir. En effet c'est ainsi que Gerbert qualifie Hugues Capet et Robert II au moment de leur lutte avec Charles de Lorraine ⁽⁵⁾. Ce terme bizarre ne révèle-t-il pas des notions peu claires, en retard sur la marche même de l'institution ?

Baudoin n'était pas le seul qui exerçât le pouvoir au nom du jeune Philippe, il le partageait, d'une façon plus ou moins large, avec d'autres. Parmi ces derniers, certains avaient des titres indiscutables, certains n'avaient qu'une

(1) *Qui [barones] sibi [Balduino] omnes homagium fecerunt, spondentes quod si juvenem regem mori contingeret infra tutelae tempora, ipsum Balduinum in regem Franciae sublimarent. Chron. Sithiense, dans H. F., XI, p. 380.*

(2) Sur ce texte et sa valeur historique, cf. Molinier, *Les sources de l'histoire de France*, t. II, n° 1780.

(3) *Utpote justo haeredi regni per uxorem*, H. F., XI, p. 389.

(4) *Annales Elnonenses minores*, citées par Fliche, p. 10, n. 1 : *Henricus rex obiit et Balduinus, comes Flandriae, quasi interrex in regno judicat, salva fidelitate Philippi pueri regis.*

(5) Lettre citée par F. Lot, *Les derniers carolingiens*, p. 259 et n. 2.

situation de fait, pour d'autres, il est difficile de savoir sur quoi se basait leur autorité.

Certains auteurs modernes se sont étonnés qu'il n'ait pas été question de la mère de Philippe dans les dispositions prises par Henri I^{er}, ou qu'elle ait été « écartée » de la régence⁽¹⁾. Cela vient simplement d'une méconnaissance absolue de la situation des reines au xi^e siècle. En réalité Anne de Russie ⁽²⁾ n'avait pas à être désignée comme régente, elle n'a pas été écartée du pouvoir. Participant au pouvoir du vivant de son mari, régnant depuis son couronnement, Anne a continué simplement à régner. Le partage de la majesté royale et de l'autorité suprême ne se faisait pas seulement entre les frères, ou le père et le fils, rois, il se faisait encore avec la reine. Et cette autorité qu'elle avait reçue lors de son couronnement, la reine la conservait après la mort de son mari, jusqu'à la sienne propre.

C'est un des grands intérêts — et ce fut à l'époque une des grandes nouveautés, tant était grand l'empire des idées des derniers siècles — des recherches de Luchaire que d'avoir montré le rôle éminent joué par les reines aux débuts de la dynastie capétienne. Il est donc inutile d'insister sur ce point, il suffit de rechercher de quelle manière la reine Anne exerça son autorité pendant la minorité de son fils.

L'histoire avait déjà montré des reines partageant le pouvoir avec leur jeune fils ou l'exerçant en son nom. Bien qu'il fut majeur, étant monté sur le trône à dix-neuf ans, Louis V dut user de violence pour se débarrasser de sa mère ⁽³⁾, la reine Emma, et quand il devint roi, ses vassaux prêtèrent serment à sa mère en même temps qu'à

(1) Bréquigny, *Ouv. cité*, p. 523, en prend même texte pour rejeter comme falsifié le diplôme cité p. 24.

(2) Sur Anne de Russie, de Caix de Saint-Amour, *Anne de Russie reine de France et comtesse de Valois*, Paris, 1896.

(3) Cette histoire se trouve racontée par F. Lot, *Les derniers Carolingiens*, p. 186-187.

lui ⁽¹⁾. Mais c'est surtout dans le royaume voisin de Germanie que l'on avait vu deux femmes régner au nom d'un monarque enfant. Les impératrices Théophano d'abord, puis, après sa mort survenue en 991, Adélaïde, furent successivement régentes de leur fils et petit-fils, Otton III ⁽²⁾.

Anne était une princesse russe, fille de Jaroslaw, prince de Kiev; sa grand'mère, épouse du duc Vladimir, était une grecque, fille de l'empereur Romain II. Le nom même de Philippe, que reçut au baptême le fils aîné de Henri I^{er}, est un héritage de ces ascendances orientales, car l'arrière-grand-père du jeune roi de France, Romain II, prétendait descendre de Philippe de Macédoine ⁽³⁾.

La fille de Jaroslaw n'est pour nous qu'un nom, une silhouette sans contours apparue aux feuillets des chroniques. On a déchiffré sur les diplômes sa signature, parfois écrite en lettres cyrilliques, mais son personnage, comme son caractère, demeure et demeurera une énigme. Il n'est peut-être pas cependant défendu de penser qu'Anne avait dans son sang un peu de celui des grandes impératrices d'Orient, qui, depuis les Irène jusqu'aux Zoé, avaient, après d'interminables minorités, placé sur leur tête un diadème arraché à un enfant, fut-il le leur. Le mariage russe n'avait sans doute été qu'une façon un peu amoindrie de réaliser le rêve jadis caressé par Hugues Capet et Gerbert d'annoblir par une union impériale la race des parvenus d'occident ⁽⁴⁾, mais la princesse, qu'une étrange destinée avait fait venir d'une extrémité du monde chrétien à l'autre, avait peut-être apporté des idées, des habitudes étrangères à son pays d'adoption. Mystères.

(1) Lettre d'Emma à l'impératrice Adélaïde (Gerbert, lettre 74) : *Noveritis interim Francorum principes michi ac filio simul fidem sacramento firmasse*. — Cf. F. Lot, *Ouv. cité*, p. 186, n. 1.

(2) Cf. Alexander Cartellieri, *Otto III, Kaiser der Römer*, Weimar, 1929 (extrait des *Judeich-Festschrift*); Moltmann, *Theophano, die Gemahlin Ottos II, in ihrer Bedeutung für die Politik Ottos I*, Schwerin, 1878.

(3) W. M. Newman, *The Kings, the Court and the Royal Power in France in the Eleventh Century*, Toulouse, 1929, p. 33, n. 146.

(4) Gerbert, éd. Havet, lettre 111. Cf. Luchaire, *Ouv. cité*, t. I, p. 145 et F. Lot, *Les derniers Carolingiens*, p. 218. Il n'y a pas de raisons de suspecter cette lettre comme l'a fait Havet.

En tout cas, suivant les propres expressions d'un diplôme, Anne partagea le pouvoir avec son fils : *Domno vero Henrico rege obeunte, dum ego Philippus, filius ejus, admodum parvulus, regnum una cum matre suscepissem* ⁽¹⁾. Il est curieux de retrouver sous la plume d'un chroniqueur allemand les termes mêmes dont se servait la chancellerie royale : en effet le moine de Reichenau, Berthold, écrit pour l'année 1060 : *Heinricus, Galliarum rex, obiit et filius ejus Philippus, adhuc puer, regnum cum matre gubernandum suscepit* ⁽²⁾.

Les diplômes montrent que Anne ainsi associée prit une certaine part au gouvernement. Les affaires sur lesquelles ils portent étant presque toujours d'ordre privé et d'assez mince intérêt, on ne peut tirer d'eux que d'assez médiocres renseignements : intervention de la reine en faveur de monastères et d'églises, voilà ce dont il est question ⁽³⁾. On en peut conclure seulement que la reine s'ingérait largement dans les affaires de l'État. On la rencontre assez souvent auprès du roi son fils, surtout pendant les premières années du règne ⁽⁴⁾, mais à aucun moment on ne peut dire qu'elle ait eu en quoi que ce soit la garde de l'enfant.

Quant à la nature de ce pouvoir, elle est très nette, Anne, comme le dit très justement M. Prou ⁽⁵⁾, « n'a pas partagé la tutelle avec le comte Baudoin ». Elle a pris part au gou-

(1) Diplôme de 1061, dans Prou, *Ouv. cité*, n° XIII, p. 40.

(2) *Bertholdi Annales*, M. G. H., SS, t. V, p. 271. Fliche, *Ouv. cité*, p. 16, s'est mépris d'une façon étrange sur l'interprétation de ce texte. Il écrit en effet : « Selon... Berthold, c'est à Anne que Henri I^{er}, en mourant, a remis le gouvernement du royaume. Ce témoignage est formellement démenti, etc. ». Il suffit, semble-t-il, de lire le texte pour repousser une interprétation que l'auteur se donne la peine de réfuter : elle n'existe pas. Le rapprochement, déjà fait par Prou, *Ouv. cité*, p. xxxi, avec le diplôme cité plus haut, suffit à donner au texte sa véritable signification.

(3) On trouvera tous ces diplômes analysés dans Fliche, *Ouv. cité*, p. 17. Quelques renseignements dans Luchaire, *Ouv. cité*, t. I, p. 153-154 et notes.

(4) Fliche, *Ouv. cité*, p. 17.

(5) *Ouv. cité*, p. xxxi.

vernement comme reine, cette qualité qui lui avait été confiée par le sacre ⁽¹⁾ demeura en elle indélébile. L'évêque de Chartres, Agobert, dans une donation à Marmoutiers, qualifie Anne de roi, comme on le fera plus tard pour Isabelle de Castille ou Marie-Thérèse d'Autriche ; dans une formule qui s'appliquerait à des rois associés, il déclare avoir agi en vue du salut de l'âme de « ses seigneurs les très pieux rois Philippe et sa mère Anne » ⁽²⁾. On ne peut pas mieux désigner par des mots la situation et le rôle de la reine-mère. Cela explique parfaitement l'apparente contradiction qu'il y a entre le fait d'un tuteur désigné et d'une reine exerçant une certaine autorité sans mandat spécial de la part de son mari défunt.

Ce titre de reine, ces pouvoirs, Anne les conserva après un événement qui émut beaucoup les contemporains et qui demeure mystérieux. Sans doute moins d'un an après la mort de Henri I^{er}, la reine se remaria avec Raoul de Crépy, comte de Valois, causant beaucoup de peine à l'enfant roi et d'inquiétude à ceux qui le gardaient ⁽³⁾. Sans doute ce dernier terme désigne-t-il Baudoin, qui ne dut pas voir d'un œil favorable ce remariage brusqué avec un des plus puissants seigneurs du royaume. Les raisons en demeurent obscures pour nous ; Anne se sentant menacée chercha-t-elle un protecteur, ou bien dépitée de l'autorité confiée au comte de Flandres, voulut-elle introduire dans l'entourage du jeune roi un personnage capable de faire pièce à Baudoin, ou Raoul chercha-t-il par ce mariage à s'approcher du pouvoir ? Il faut se résoudre à notre ignorance.

Toujours est-il que ce mariage si redouté n'eût pas, autant qu'on puisse le savoir, de conséquences fâcheuses. Si l'on s'en remet aux souscriptions des diplômes, celle d'Anne devenant plus rare après 1061, elle serait moins

(1) Sur le sacre d'Anne de Russie, Prou, *Ouv. cité*, p. xxi.

(2) Charte publiée dans le *Recueil* de Prou, p. 20, n° vi.

(3) *Quod factum rex noster quam maxime dolet, at custodes ipsius non aeque graviter ferunt*. Lettre de Gervais, archevêque de Reims, au pape Alexandre II, dans H. F., t. XI, p. 499.

mêlée par la suite au gouvernement. Mais il serait imprudent, à notre sens, d'accorder une trop grande signification à ces souscriptions ⁽¹⁾. D'après les mêmes indices, à savoir des souscriptions relativement fréquentes, le comte de Valois, après son élévation, aurait pris part au gouvernement ⁽²⁾. Ce qui est plus significatif, c'est sa présence auprès du jeune roi : il est à Soissons auprès de Philippe en 1063, pendant toute l'année 1065 il ne le quitte pour ainsi dire pas ⁽³⁾. Dans un diplôme pour Saint-Crépin le Grand de Soissons, le comte Raoul est énuméré avec les principaux personnages *quorum consilio*, dit le roi, *meum regebatur palatium*, c'est-à-dire le frère du roi, Robert, Baudoin, Gervais, archevêque de Reims et Elinand, évêque de Laon ⁽⁴⁾. Il n'est donc pas douteux que l'union royale qu'il avait contractée donna au comte de Valois une situation de fait importante dans le gouvernement.

C'est une situation analogue, due à son autorité dans le monde ecclésiastique, plutôt qu'à son titre d'archichancelier, qu'eut l'archevêque de Reims, Gervais. Au jour du sacre de Philippe, on avait vu en effet ressusciter en faveur de l'archevêque le vieux titre carolingien d'archichancelier, mais ce titre est demeuré purement honorifique ⁽⁵⁾, la chancellerie demeura entre les mains

(1) Parmi les souscriptions des diplômes on rencontre surtout des noms de personnages infimes, dont nous ignorons tout et qui n'ont pu exercer le gouvernement ; au contraire on peut remarquer que des gens qui, en fait, ont eu un rôle considérable, souscrivent très rarement : ainsi Baudoin lui-même et dans ce cas on ne peut nier que ce fut lui qui eut en main les affaires. Aussi nous pensons qu'il ne faut considérer les souscriptions qu'à défaut d'autres témoignages et en ne leur donnant qu'une valeur tout à fait relative. Dans le cas d'Anne, en présence des textes formels qui constatent sa participation aux affaires, il est peut-être un peu téméraire de se fier aux seules souscriptions pour dresser comme la courbe de son influence, ainsi que le fait Fliche, *Ouv. cité*, p. 18.

(2) La liste des souscriptions de Raoul de Valois se trouve dans Prou, *Ouv. cité*, p. cxxxiv, n. 6, elle est longue.

(3) Fliche, *Ouv. cité*, p. 21 et 22.

(4) Dans Prou, *Ouv. cité*, n° xvi, p. 48, analysé par Fliche, p. 22.

(5) Prou, *Ouv. cité*, p. xlix.

d'un certain Baudoin, ancien chancelier de Robert II et de Henri I^{er}, qui conserva ses fonctions jusqu'en 1067, personnage d'ailleurs obscur et effacé. Mais en dehors du diplôme pour Saint-Crépin de Soissons qui range Gervais parmi les principaux « conseillers » du roi, divers témoignages ⁽¹⁾ nous montrent qu'il assumait pendant la minorité du roi comme la direction des affaires ecclésiastiques.

Nous avons ainsi étudié successivement les personnages qui, à des titres divers, ont dirigé l'action gouvernementale sous la minorité de Philippe I^{er}. Mais il reste un point important et obscur à examiner : quel fut le rôle des grands du royaume, des *barones* qui ont donné leur *assensus* au sacre de Philippe, qui ont prêté serment au régent Baudoin ⁽²⁾?

Si l'on en croit le diplôme, déjà cité, pour Saint-Germain des Prés, le roi et le royaume pendant la minorité auraient dû être sous la « tutelle » des *proceres*. Cette expression n'a sans doute pas de valeur juridique, elle ne désigne qu'un devoir général de fidélité et de protection. En tout cas, à ce devoir, les grands ont manqué, le diplôme en question s'en plaint précisément. Aussi pendant les premières années du règne ne trouve-t-on pas de traces de la participation des grands du royaume au gouvernement. Ce n'est guère qu'à partir de 1065 qu'au milieu des signatures des *curiales* on peut relever les souscriptions de seigneurs importants, mais encore une fois que signifient ces signatures ? En 1065 on rencontre un *colloquium*, une assemblée de grands, à Soissons, sous la présidence de Baudoin ⁽³⁾. Et c'est tout ce que l'on peut dire de sûr. Fliche admet qu'au début du règne, Baudoin a essayé de gouverner seul, d'où les soulèvements dont se plaint le diplôme de Saint-Germain des Prés. Le régent, pour soumettre les révoltés, aurait dû leur laisser partager

(1) Fliche, *Ouv. cité*, p. 22 et suiv.

(2) Prou, *Ouv. cité*, p. 40. *Plurimi ex proceribus nostris, in quorum tutela et nos et regnum nostrum esse decebat.*

(3) Sur tous ces points, Fliche, p. 25-27.

l'autorité (1). C'est une hypothèse élégante et qui rend compte suffisamment des faits connus, mais est-ce autre chose qu'une hypothèse?

En tout cas, quels étaient ces grands, *fideles*, *proceres*? Ce ne sont pas les grands feudataires, encore qu'un certain nombre d'entre eux se soient montrés au sacre, pendant la minorité il n'est pas question d'eux, Baudoin mis à part naturellement. Le duc de Normandie est occupé à ses démêlés avec le comte de Bretagne et à préparer la conquête de l'Angleterre. Le duc d'Aquitaine, le comte de Barcelone sont comme en marge du royaume. Le duc de Bourgogne, qui peut-être s'attendait à être régent, n'apparaît pas à la cour de son neveu; silence méprisant ou menaçant, on ne sait. Des comtes de Chartres et de Champagne, très peu de choses. Et c'est un phénomène très caractéristique que cette abstention totale des plus puissants seigneurs, dont les descendants ou successeurs se montreront si remuants et si encombrants pendant les minorités futures. Cette attitude est-elle celle du respect ou de l'indifférence, il est naturellement impossible de le savoir, mais ce que l'on connaît des hommes de cette époque fait plutôt pencher vers la seconde réponse.

Les *proceres*, en dehors des petits seigneurs de la région qu'intéresse un diplôme ou une assemblée, ce sont des évêques, des comtes et des barons de l'Île-de-France, de Champagne et des régions voisines, ainsi que des seigneurs flamands amenés par Baudoin. Les évêques de Noyon, d'Amiens, de Beauvais, de Laon, de Paris, d'Orléans, de Nevers, l'archevêque de Sens, les fils de Baudoin et de Raoul de Valois, le comte de Soissons, Guillaume, Guy de Montlhéry, Thibaud de Montmorency, Névelon de Pierrefonds, Guy de Rochefort : voilà les noms que l'on peut relever (2). Mais si l'on connaît ainsi suffisamment les *proceres*, il est impossible de dire quelque chose de précis sur leur rôle et leur influence. Tout cela était sans doute affaire de circonstances.

(1) Fliche, *lieu cité*.

(2) Relevés dans Fliche, *Ouv. cité*, p. 26-27.

Quand et comment cessa cette régence dont nous avons étudié les racines, l'organisation et le fonctionnement ? Il faut avouer que l'on n'en sait rien. La diplomatie ne peut nous renseigner, puisque les actes, avant comme après la majorité royale, sont intitulés au nom du roi et toujours de la même façon. Les chroniques sont comme toujours d'une désespérante imprécision et l'on a bien l'impression que la portée d'un tel événement leur échappe complètement : la régence n'était pas encore assez cristallisée, ses formes n'étaient pas encore assez arrêtées pour que sa cessation soit perçue des contemporains ; on rencontrera un phénomène analogue lors de la minorité de Louis IX ⁽¹⁾.

Un fait est certain, Baudoin mourut le 1^{er} septembre 1067. Après cette date, il ne peut plus être question de régence et divers textes nous apprennent qu'il avait, avant sa mort, remis le royaume à Philippe. Raoul Tortaire ⁽²⁾ dit que le roi était alors *jam juvenis*, ce terme est sous sa plume aussi vague que sous celle d'un écrivain romain. Autre fait : une charte mal datée, de l'année 1066, révèle que, à ce moment Philippe venait d'être armé chevalier par Baudoin, le jeune fils de son tuteur ⁽³⁾. Il est raisonnable de penser que la chevalerie et la majorité du jeune roi coïncidèrent au cours de cette année 1066, mais ce n'est qu'une déduction ⁽⁴⁾. Quel âge avait alors Philippe ? Comme nous ne connaissons exactement ni la date de sa naissance, ni celle de sa majorité, on ne peut que dire qu'il avait autour de quatorze ans ⁽⁵⁾.

(1) *Infra*.

(2) *Miracula sancti Benedicti. Proinde Philippo jam juvene facto integrum absque unius viculi imminutione regnum restituit (Balduinus) et ipse non multo post vivendi finem fecit.* Cité dans Fliche, p. 32, n. 2.

(3) Prou, *Ouv. cité*, p. xxxii, n. 5.

(4) C'est l'opinion de Prou, à laquelle Fliche se rattache, *Ouv. cité*, p. 32, n. 3 et les références.

(5) Nous réservons pour plus tard l'examen du très obscur problème de l'« âge légitime » des rois.

CHAPITRE II

LES CROISADES

DE LOUIS VII ET DE PHILIPPE-AUGUSTE

Pendant toute la durée du ^{xii}^e siècle, il n'y eut pas de minorité royale; quoi qu'en aient dit certains auteurs, Philippe-Auguste était majeur dès avant d'avoir commencé son règne personnel ⁽¹⁾. Mais, par deux fois, le roi s'absenta pour aller en Terre-Sainte et il fallut pourvoir au gouvernement du royaume. Aussi ce chapitre sera divisé en deux sections, la première consacrée à la croisade de Louis VII, la seconde à celle de Philippe-Auguste.

SECTION I

La croisade de Louis VII ⁽²⁾.

Le 16 février 1147 se tint à Étampes, en présence de saint Bernard, une grande assemblée de prélats et de barons pour délibérer sur la prochaine croisade. Diverses questions furent agitées le premier et le second jour, le

(1) Cf. *infra*, p. 38.

(2) Dupuy, p. 51. On peut consulter Luchaire, dans l'*Histoire de France* de Lavissee, t. III, 1^{re} partie, p. 20 et suiv., *Manuel*, p. 469; Ot. Cartellieri, *Abt Suger von Saint-Denis*, p. 45-62. Il n'y a pas grand chose à tirer de Hirsch, *Studien zur Geschichte Königs Ludwigs VII von Frankreich*. Les actes de Louis VII, recueillis par Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII*, ne donnent que peu d'indications. Les sources principales sont les lettres de Suger et celles qui lui furent adressées, publiées dans H. F., t. XV et partiellement par Lecoy de la Marche, t. III de son édition des *Œuvres* de Suger.

troisième on en vint à discuter *de regni custodia*. Eudes de Deuil rapporte que « le roi laisse aux prélats de l'Église et aux grands la pleine liberté de leur choix. Ils se retirent donc pour délibérer et au bout de quelques instants ils reviennent, précédés par l'abbé de Clairvaux qui dit, en montrant Suger et le comte de Nevers : Voici nos deux glaives ! » ⁽¹⁾. Le moine Guillaume, qui écrivit peu après sa mort une biographie de l'abbé de Saint-Denis, décrit les choses d'une façon analogue, en passant seulement sous silence le comte de Nevers ⁽²⁾.

Mais un certain nombre d'autres témoignages, au premier rang desquels il faut placer la chronique de Morigny ⁽³⁾, montrent que cette cérémonie ne recouvrait aucune élection véritable. Le roi fit simplement approuver avec une grande solennité ce qui avait été décidé auparavant avec le pape et saint Bernard ⁽⁴⁾. Mais cette mise en scène, qui rappelle assez l'« élection qui précède le sacre royal », avait pour résultat de faire pleinement reconnaître et de manifester le pouvoir transmis aux représentants du roi. Le roi peut parfaitement désigner celui qu'il veut pour le remplacer.

(1) Eudes de Deuil, H. F., XII, 93, traduit par Luchaire, *Institutions* I, p. 269-270, dont nous adoptons la traduction : *Rex autem more suo sub timore Dei reprimens potestatem, prelati Ecclesie et regni optimatibus eligendi indidit libertatem. Eunt igitur ad concilium et, post aliquantulam moram, cum, quod erat melius elegissent, abbas precedens revertentes, sic ait : « Ecce gladii duo », nec satis est te, pater Suger, et Nivernensem comitem monstrans.*

(2) Ed. Lecoy de la Marche, t. III, p. 392-393. *Eo igitur tempore, quo christianissimus rex Francorum. Ludovicus, post dominum bajulans, Hierosolymam profectus est, initum est a pontificibus regni vel proceribus generale consilium, cum potissimum ex optimatibus vel personis ecclesiasticis rerum summa et regni oporteret committi gubernacula. Factumque est, Divinitatis instinctu, ut omnium unanimis in hunc virum gloriosum conveniret sententia; invitumque illum ac satis renitentem reipublice administrationem et curam commenderunt.*

(3) *Rex autem volens tutelam regni sapienti consilio disponere, congregare fecit apud Stampas Francie primores, ibique ipsius regni provisionem Sugerio... commisit... Radulfo etiam Viromandensium comiti, consanguineo suo.* H. F., XII, 88.

(4) Luchaire, *Institutions*, I, p. 78 et s.; Cartellieri, *Ouv. cité*, p. 46.

Suger refusa d'abord la dignité qui lui était offerte, puis sur les instances du pape et du roi, il finit par accepter. Le comte de Nevers s'étant retiré dans un cloître, quelque temps après l'assemblée d'Étampes, fut remplacé par le comte de Vermandois, un parent du roi. Dans des circonstances mal connues on leur adjoignit Samson, archevêque de Reims⁽¹⁾.

Les pouvoirs donnés aux régents n'étaient précisés par aucun document, ou du moins aucun document de ce genre n'est parvenu jusqu'à nous. Les textes ne les décrivent que d'une manière extrêmement vague. On ne saurait prendre à la lettre les vers :

*Tullius ore, Cato meritis, et pectore Caesar,
Consilio reges, regna regebat ope*⁽²⁾

qui célèbrent l'administration de Suger. Mais le biographe de l'abbé n'est guère plus clair quand il dit qu'on lui confia *rerum summa et regni gubernacula* ⁽³⁾. La lettre-circulaire des moines de Saint-Denis, annonçant le décès de leur abbé, n'est pas plus explicite; d'après ce texte le roi avait confié à l'habileté et à la loyauté du défunt le royaume à gouverner, et ce dernier administra et dirigea tout avec bonheur ⁽⁴⁾. Il faut donc examiner les actes des régents pour se faire une idée de leurs pouvoirs.

Un premier fait s'impose, bien que le pouvoir ait été confié aux trois régents sur un pied d'égalité, ce fut Suger

(1) Au ^{xvi}^e siècle, certains auteurs, Sainte-Marthe, Belleforest ont prétendu, sans donner de références, et pour cause, que la régence avait été exercée par la reine Alix, mère du roi, en même temps que par Suger et Raoul; Dupuy, *loc. cit.*, a si parfaitement démontré l'inanité de ces allégations qu'il est inutile d'insister.

(2) Lecoy de la Marche, III, p. 411.

(3) *Supra*, p. 31.

(4) *Rex Ludovicus, Hierosolymam proficiscens, consilio pontificum et procerum expertae illius fidei et solertiae regnum specialiter commisit. Quod ille, duobus fere annis, juvante Deo, ita administravit et rexit, ut principi reverso commissa sibi restitueret integra.* Lecoy de la Marche, III, p. 406.

qui très vite l'exerça seul. Il faut écarter tout de suite l'archevêque de Reims. Cartellieri⁽¹⁾ a fait remarquer qu'aucune des lettres envoyées par le roi en France ne faisait mention de son nom, elles sont toutes adressées à Suger et à Raoul, ou à Suger seul⁽²⁾. On peut ajouter qu'une seule pièce prouve que Samson s'est occupé un tant soit peu des fonctions dont il avait été chargé : c'est une lettre par laquelle il demande à Suger s'il compte se rendre à Soissons pour assister à une assemblée qui devait s'y tenir⁽³⁾.

Si l'archevêque de Reims paraît bien s'être désintéressé des affaires du royaume, c'est pour une toute autre raison que le comte de Vermandois fut écarté du gouvernement. Sénéchal de France, parent du roi, apparenté à la plus haute noblesse, Raoul était ambitieux et ne se contentait pas de la place qu'il occupait, il visait plus haut. Après avoir agi correctement pendant quelque temps, il donna le mauvais exemple d'une guerre privée avec le comte de Clermont et il chercha à substituer sa propre autorité à celle du roi dans un certain nombre de places fortes. Suger dut employer la menace pour faire rendre telle fermeté aux gens du roi⁽⁴⁾.

Mais auparavant on a de nombreuses preuves de l'activité de Raoul. On a déjà vu que maintes lettres du roi lui étaient adressées. De plus, il écrit à Suger pour le prier de se trouver à une réunion convoquée à Verberie pour rétablir la paix à Beauvais et de venir ensuite à Paris pour conférer avec lui sur les affaires du Poitou, où s'agitait un aventurier revenu de Terre-Sainte⁽⁵⁾. Une autre fois il s'excuse de ne pas rejoindre l'abbé de Saint-Denis pour l'expédition des affaires : il est à Reims, où il est allé trouver le pape pour des raisons personnelles⁽⁶⁾.

Ce pouvoir qu'il exerce presque seul, Suger le définit

(1) P. 48.

(2) On en trouvera l'analyse dans Luchaire, *Études*, n°s 224 et s.

(3) H. F., XV, p. 512.

(4) Cf. Luchaire, dans Lâvisse, p. 26.

(5) H. F., XV, p. 498.

(6) *Ib.*, p. 497. Ces lettres ne sont pas datées d'une façon précise.

dans une lettre adressée au chapitre de Chartres. Le roi, sur le conseil des grands, lui a confié l'administration du royaume, avec le consentement du pape⁽¹⁾. Il faut examiner ce dernier point avant de rechercher ce qu'était l'administration du royaume. Car cette phrase de Suger n'est pas une simple formule. Eugène III, qui se trouvait en France, avait suivi de très près les préparatifs de la croisade, il avait certainement été consulté par Louis VII sur le choix des régents et le moine Guillaume attribue à son intervention l'acceptation par Suger d'une charge qu'il redoutait⁽²⁾. Louis VII parti, le pape suivit de près les affaires du royaume ; le roi lui-même déclare dans une lettre que la garde du royaume lui revient⁽³⁾. Eugène III écrit à l'archevêque de Sens, Hugues : le roi a laissé son royaume sous la protection de la sainte Église et la nôtre⁽⁴⁾. Le pape doit sa sollicitude au bien de celui qui combat pour le tombeau du Christ. Celui qui se croira plus tard l'héritier et le descendant de Charlemagne⁽⁵⁾, peut compter sur la protection pontificale. Et ceci n'est pas une vaine formule de chancellerie. Louis VII absent ne fut pas sérieusement inquiété dans son domaine, « la féodalité de ce temps, dit Luchaire, qu'a frappé vivement ce « fait extraordinaire », avait voulu, dans une certaine mesure, observer la loi religieuse qui ordonnait de respecter le bien des croisés »⁽⁶⁾. Le sang de Louis VII ne montrera pas toujours la même piété.

Les régents ont la *cura regni*, la direction générale des affaires. On ne voit pas que leur pouvoir ait été limité en

(1) *Novit discretio vestra quod gloriosus rex Francorum Ludovicus, carissimus dominus noster, famosam peregrinationem amore Dei suscipiens, archiepiscoporum et episcoporum ac regni optimatum consilio, nec sine domini pape assensu, curam amministrationis regni sui nobis commisit.* Lecoy de la Marche, t. III, p. 256, n° IX.

(2) Lecoy de la Marche, t. III, p. 293.

(3) Luchaire, *Études*, n° 231 : *Papa, ad quem pertinet custodiam regni.*

(4) *Ludovicus... regnum suum sub sancte ecclesie ac nostra protectione reliquit.* Cité par Cartellieri, p. 49, n. 4.

(5) On se souvient des « mariages carolingiens ».

(6) Dans Lavisse, p. 27.

quoi que ce soit de ce côté. Ils tiennent des assemblées pour délibérer sur les questions du moment, comme le fait le roi⁽¹⁾. On s'adresse à eux de tous côtés pour rétablir l'ordre, Thibaud de Champagne demande que l'on protège des changeurs, victimes de mauvaises gens, églises et monastères demandent la protection des régents⁽²⁾. Ils remplissent donc intégralement les fonctions que l'on groupera plus tard sous la dénomination de *tuitio regni*.

Ils ont également l'administration de la justice. L'archevêque de Bourges prie Suger de faire plaider l'affaire de Jeunet de Bourges et de son fils Arnoul au tribunal du roi dans la ville de Bourges⁽³⁾. Manassé, évêque d'Orléans, demande que Bernard, son homme-lige, ne soit pas enlevé à sa juridiction pour être jugé au tribunal du roi⁽⁴⁾. Jeunet avait été cité par Suger devant la cour du roi. Les régents tenaient la cour du roi; en dehors de cette citation, les documents nous font connaître que Renaud de Montfaucon, chevalier berrichon, avait été cité devant la cour par Suger⁽⁵⁾. En 1149 on plaide devant la cour du roi un procès entre Geoffroi Bonnet et le prieuré de Longpont⁽⁶⁾.

Quant aux affaires ecclésiastiques, on ne s'étonnera pas que Suger les ait concentrées dans ses mains. On le voit approuver les élections : celle de l'abbé de Bourgueil⁽⁷⁾, de l'évêque de Chartres⁽⁸⁾; les moines de Saint-Riquier⁽⁹⁾, les chanoines de Noyon⁽¹⁰⁾ le prient de confirmer les élections qu'ils viennent de célébrer. Il envoie, au décès de

(1) Cf. la lettre de l'archevêque Samson, citée *supra*.

(2) Nombreux exemples dans H. F., XV. Cf. un dépouillement des lettres adressées à Suger dans Lecoy de la Marche, t. III, Cartellieri, *passim*.

(3) H. F., XV, p. 703.

(4) H. F., XV, p. 717.

(5) H. F., XV, p. 503 et 703.

(6) Cf. Luchaire, *Institutions*, II, app. 12 : *Liste des principaux procès soumis à la cour du roi de 1137 à 1180*, nos 8 et s.

(7) Lecoy de la Marche, t. III, p. 246, n° v.

(8) Id., *ib.*, p. 257, n° x.

(9) H. F., XV, p. 492.

(10) H. F., XV, p. 505.

l'évêque de Chartres, des messagers chargés de recevoir et de garder la régale⁽¹⁾. Il prononce, au bénéfice de l'abbé de Massay, nouvellement élu, mainlevée de la régale⁽²⁾.

La question financière était celle qui préoccupait le plus le roi durant sa croisade, presque toutes les lettres qu'il adressa aux régents roulent sur ce sujet. Elles montrent que les régents avaient tous les pouvoirs en cette matière, perception des différents revenus, administration des domaines, maniement et emploi des deniers royaux, rien ne leur échappait. La gestion financière de Suger est demeurée célèbre⁽³⁾.

Les documents ne permettent pas d'ajouter d'autres traits à la description qui précède. Ils sont muets ou trop obscurs en ce qui concerne par exemple la nomination des prévôts. Mais ils suffisent pour montrer que les pouvoirs des régents étaient très larges, *regis cujus vices agimus*, dit Suger, en accordant ce que le roi pourrait accorder⁽⁴⁾. Si quelque chose est fait contre la majesté royale, dit-il dans une autre lettre, les coupables en répondront devant le roi quand il sera revenu, ou devant lui-même qui tient sa place, s'il le veut⁽⁵⁾. Il commande au nom du roi et au sien⁽⁶⁾.

Les régents ont la plénitude du pouvoir royal dont ils ont reçu délégation, aussi n'est-il pas étonnant que les actes officiels soient intitulés à leur nom, ils ne portent

(1) Lecoy de la Marche, t. III, p. 256, n° IX.

(2) Id., *ib.*, p. 255, n° VIII.

(3) Sur tous ces points, Luchaire, dans Lavis, p. 25.

(4) *Nos autem, quantum ex parte domini regis, cujus vices agimus, facere habemus...* Lecoy de la Marche, t. III, p. 257, n° X.

(5) *Electioni eorum assensu, salvo jure regni, taliter dedimus, ut, si quid inde contra regiam majestatem minus bene factum fuerit, domino regi, quando Deo volente redierit, sicut modo si adesset, si ei placuerit, judicio curie sue respondeant, vel nobis qui loco ejus providemus, si inde agere voluerimus.* Lecoy de la Marche, t. III, p. 246, n° V. C'est à tort que dans l'analyse de cette pièce l'éditeur parle de la réserve des droits du roi, c'est sous réserve du droit du royaume, ce qui n'est pas du tout la même chose.

(6) *Mandamus igitur vobis, ex parte domini regis et nostra.* *Ib.*, p. 255, n° VIII.

d'ailleurs aucun titre spécial, se disant simplement abbé de Saint-Denis, comte de Vermandois ou archevêque de Reims. Leur situation est bien différente de celle de Baudoïn auprès de Philippe I^{er}; ils suppléent la personne royale absente qui leur a donné mandat pour ce faire, ils n'habilitent pas un roi fictivement capable. Ceci explique les caractères divers des pouvoirs que tous ces régents ont exercés.

SECTION II

La croisade de Philippe-Auguste.

Avant d'étudier le gouvernement pendant l'absence de Philippe-Auguste, il est nécessaire d'écarter des allégations longtemps soutenues par divers historiens d'après lesquels Philippe aurait été considéré comme mineur avant et après la mort de son père.

On a dit que le comte de Flandre avait été tuteur du jeune roi et régent de France ⁽¹⁾, d'autres ont soutenu que le pouvoir avait été partagé entre la reine Adèle comme régente et le comte de Flandre comme tuteur ⁽²⁾. En réalité tout cela repose sur un document faux, le prétendu testament de Louis VII qui aurait ordonné que le comte de Flandre serait régent pendant la minorité de son fils et successeur ⁽³⁾. On a aussi mal interprété quelques passages de chroniqueurs qu'il faut entendre métaphoriquement et ces opinions passant d'un auteur dans l'autre avaient fini par être reçues ⁽⁴⁾.

(1) Dupuy, p. 55; Le Glay, *Histoire des comtes de Flandre*, t. I, p. 379-380; Douet d'Arcq dans les *Mémoires de la société des Ant. de Picardie*, IV, p. CI, n. 1.

(2) Dareste, *Histoire de France*, t. II, p. 96.

(3) Meyer, *Annales de Flandre*, citées par Dupuy, ce dernier rejette du reste cette autorité et admet une régence d'Alix et de Guillaume de Champagne.

(4) Ot. Cartellieri, pour la période antérieure à la mort de Louis VII, a fait justice de ces légendes dans *L'avènement de Philippe-Auguste*,

Louis VII, malgré les instances du pape, ne se résolut que fort tard et contraint par ses infirmités à faire sacrer son fils. Philippe avait alors quatorze ans. Ses actes montrent que, aussitôt il exerça le pouvoir dans sa plénitude, il expédia en son propre nom des chartes où le consentement de son père n'est pas mentionné. Il promulgue un édit contre les Juifs que Louis VII avait généralement protégés (1). Une chronique anglaise va jusqu'à dire qu'il enleva au vieux roi la disposition du sceau de la chancellerie, ce qui a fait naître la légende absurde de l'abdication de Louis VII (2).

Cette attitude de Philippe n'est en rien celle d'un roi mineur, il n'est pas question de régent dans les documents. Cela va-t-il changer à la mort de Louis VII? Ce serait étonnant. Cependant les expressions employées par quelques textes pour qualifier les relations du jeune roi avec le comte de Flandre semblent indiquer qu'il fut le pupille de ce dernier. Mais tout cela n'est qu'image et comparaison. En réalité Philippe, qui venait de se brouiller avec sa mère et son oncle, l'archevêque de Reims, s'appuya un moment sur Philippe d'Alsace, mais peu de mois après son couronnement il était en guerre ouverte avec lui; *tutor* sous la plume de Guillaume le Breton n'est, dans son poème épique, qu'un qualificatif comme *didascalus* et *patrinus* qui l'accompagnent (3).

Il est étonnant que tant d'historiens soient tombés dans

Rev. hist., LIV, 1894, p. 19 et s. Il est beaucoup plus bref dans son grand ouvrage : *Philipp. II, Augustus, König von Frankreich*.

(1) Sur tous ces points, Luchaire, dans Lavissee, p. 85. Cet auteur s'exagère la bienveillance de Louis VII à l'égard des Juifs.

(2) La chronique de Mailros, citée par Luchaire, *loc. cit.*, dans Stubbs, cité par Cartellieri, p. 19, n. 3.

(3) Philippide, éd. Delaborde, L. II, vers 25 :

*Quid non impetrasset ab illo,
Cujus erat tutor, didascalus et patrinus.*

Quoi qu'en ait dit Cartellieri, *art. cité*, p. 19, ce texte peut s'appliquer aussi bien, sinon mieux, avant la mort de Louis VII qu'après. Les autres textes, qui n'ont guère plus de valeur, sont discutés par Cartellieri, n. 6.

l'erreur qui fait de Philippe-Auguste un mineur lorsqu'il monte sur le trône. Du Tillet avait pourtant bien vu qu'il était majeur à ce moment ⁽¹⁾.

Quand en juin 1190, Philippe-Auguste, dit Rigord, convoqua à Paris ses amis et ses familiers, fit son testament et régla l'organisation du royaume, il confia à sa mère et à son oncle la garde et le soin du royaume, ainsi que son fils Louis, à Vézelay, où il avait rejoint le roi d'Angleterre et, là, il prit congé de ses barons ⁽²⁾.

Certains auteurs ont pris texte du passage de Rigord pour avancer que la garde du royaume avait été déferée avec l'autorisation des barons, se fondant sur les mots *ubi accepta licentia ab omnibus baronibus suis* ⁽³⁾. Mais *licencia* veut dire simplement congé, adieu. Philippe notifia bien à une assemblée restreinte, qui ressemble plus à un conseil qu'à une véritable assemblée politique, ses volontés, mais il ne sollicita du baronnage aucune approbation. La désignation des régents fut un libre effet de la volonté royale.

Il est vrai que Luchaire ⁽⁴⁾, considérant la personnalité des régents, la reine-mère et l'archevêque de Reims, considère qu'ils s'imposaient au choix du roi. Il les qualifie de régents de droit. Mais les études précédentes ont montré qu'aucune coutume, qu'aucune règle juridique jusqu'alors ne limitaient la volonté du roi sur ce point. Anne de Russie et l'archevêque Gervais ont eu un rôle pendant

(1) Cité par Dupuy, p. 25.

(2) *Ubi accepta licentia ab omnibus baronibus suis, Adele carissime matri sue et Guilelmo Remensi archiepiscopo, avunculo suo, pro tutela et custodia totum regnum Francorum, cum filio suo dilectissimo Ludovico commendavit. Sed antequam rex Philippus de regno Francorum exiret, convocatis amicis et familiaribus, testamentum condidit, et regni totius ordinationem fecit in hunc modum.* Ed. Delaborde, p. 99.

(3) Bréquigny, p. 524.

(4) Dans Lavissee, p. 104 : « La mère de l'héritier royal étant morte, la régence était légalement dévolue à la reine douairière Adèle. La tradition voulait qu'on lui adjoignit l'oncle du roi, l'archevêque de Reims. Les deux régents de droit... ».

la minorité de Philippe I^{er}, mais on ne peut d'aucune façon les considérer comme des régents, ce rôle ils le devaient uniquement à leur situation personnelle. Louis VII n'a désigné ni sa mère, ni l'archevêque de Reims et ainsi dans les deux régences qui ont précédé celle de 1190, ceux qui, d'après Luchaire, sont régents de droit, ne l'avaient pas encore été.

Evidemment l'éminent historien a cherché à s'expliquer pourquoi le choix de Philippe-Auguste s'était porté sur sa mère et son oncle avec lesquels il avait eu les plus graves démêlés et qui avaient cherché à s'imposer à lui alors qu'il n'était encore qu'un enfant. L'existence d'une coutume rendrait compte de tout. Les raisons du choix du roi nous échappent, tout simplement, il s'était d'ailleurs réconcilié avec Adèle et Guillaume et il ne pouvait à cette époque rien craindre de leur part. Puis l'archevêque de Reims était cardinal de l'Église romaine, distinction bien rarement conférée à cette époque en dehors de la curie. Il était légat du pape et pouvait ainsi exercer directement la protection pontificale qui était acquise aux biens du croisé.

En tout cas Philippe-Auguste prit soin, ce que ni Henri I^{er}, ni Louis VII n'avaient fait, de délimiter avec exactitude les pouvoirs des deux régents. Il se peut très bien que cette mesure fut causée par les méfiances que pouvait conserver le roi à l'égard de ceux à qui il confiait le gouvernement. Ce fut l'acte fameux que Rigord a conservé et que le chroniqueur lui-même appelle à la fois testament et *ordinationem* (1). Le terme ne fait rien à l'affaire, c'est un acte de caractère ambigu, dont on peut seulement dire qu'il est la manifestation du pouvoir qu'a le roi d'organiser le gouvernement pendant son absence (2).

(1) Le comte Delaborde traduit par ordonnance et remarquant que « sur dix-huit paragraphes, il ne s'en trouve que deux qui contiennent des dispositions prises en prévision du décès du roi », il préfère employer le mot ordonnance. *Recueil des actes de Philippe-Auguste*, n° 345, p. 446, n. 2. Les auteurs anciens, comme Dupuy, et après eux Luchaire et Cartellieri, disent testament.

(2) Il a été publié par Dupuy, p. 125 et s. Dans les *Ordonnances*, t. I,

Ce long document prévoit, sans aucun ordre, ce qui devra se faire dans chaque partie de l'administration et du gouvernement. Les baillis devront faire désigner par les prévôts, dans chaque ville, quatre prud'hommes, sans le conseil d'au moins deux desquels rien ne pourra se faire dans l'administration de la ville. A Paris, le roi institue un conseil particulier de six bourgeois⁽¹⁾. Chaque mois les baillis dans leur ressort devront tenir une « assise » et y rendre la justice. Tous les quatre mois les régents devront tenir une assise semblable à Paris. A cette date, les représentants des villes et les baillis viendront faire leur rapport à la reine et à l'archevêque. Si les baillis viennent à forfaire, par un rapport envoyé tous les quatre mois, les régents en rendront compte au roi. Les baillis agiront de même à l'égard des prévôts. Les régents ne pourront révoquer les baillis, et les baillis les prévôts, que pour rapt, homicide, meurtre ou trahison. Pour le reste, on devra en référer au roi absent. Tous les quatre mois les régents devront faire au roi un rapport sur l'état général des affaires.

C'est des régents que moines et chanoines devront solliciter l'autorisation de procéder aux élections abbatiales et épiscopales, une telle autorisation ne devra pas être refusée. Les régents tiendront la régale des bénéfices vacants et en prononceront la mainlevée après l'élection. Les prébendes et bénéfices, qui viendront à vaquer, pourront être conférés par la reine et l'archevêque, mais ils devront consulter frère Bernard⁽²⁾ et le roi se réserve toujours le droit de les attribuer par des lettres patentes.

Les prélats et les hommes du royaume ne devront accorder aucune taille pendant l'absence du roi, et s'il venait à mourir, avant que son fils vienne à sa majorité.

p. 18-22. Nous suivons l'édition Delaborde, dans le *Recueil*. Un long résumé a été donné par Cartellieri, *Ouv. cité*, t. II, p. 100-104.

(1) Le Testament ne les désigne que par leurs initiales, ils ont été identifiés par L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, p. LXIII.

(2) Bernard du Coudrai, un moine de Grandmont, Luchaire, dans Lavis, p. 104.

Mais s'il était attaqué, ils devraient le servir de leurs corps et de leur argent.

Aucun bailli ou prévôt ne devra saisir un homme ou ses biens, s'il donne des cautions suffisantes pour que l'affaire soit poursuivie devant la cour du roi, à moins qu'il n'y ait meurtre, homicide, incendie ou trahison.

Les revenus royaux seront apportés à Paris à la Saint-Rémy, à la Purification et à l'Ascension. Ils seront remis aux bourgeois de Paris et à Pierre le Maréchal, si l'un d'eux s'absentait, Guillaume de Garlande le remplacerait. Adam, clerc du roi, assistera à la réception et tiendra la comptabilité, les espèces seront portées dans un coffre au Temple, dont chaque personnage cité et le Temple auront chacun une clé. De cet argent on devra envoyer au roi tout ce qu'il demandera par lettres.

Si le roi vient à mourir, un conseil présidé par la reine et l'archevêque fera deux parts du trésor, qui, sitôt la mort du roi connue, aura dû être transporté dans la maison de l'évêque de Paris. Une moitié sera employée en réparations et bonnes œuvres pour le bien des âmes de Philippe et de son père, le reste devra être conservé et remis au fils du roi au jour de sa majorité. Si ce fils lui-même mourait, tout l'argent serait consacré aux bonnes œuvres.

Les bénéfices à collation royale, qui viendront à vaquer, devront être tenus en régale jusqu'au retour du roi, si cela peut honnêtement se faire. Sinon ils seront conférés par les régents sur le conseil de frère Bernard. Si le roi mourait, le choix des régents sera libre ⁽¹⁾.

Le testament réduisait à bien peu de choses l'autorité réelle des régents. Les finances leur échappaient complètement, la justice, l'administration, les affaires ecclésiastiques étaient rigoureusement réglementées et partout un conseil s'imposait à eux. Néanmoins, dans les limites où

(1) Par un acte de la même époque que le testament, Philippe avait pris des dispositions particulières pour l'administration de l'église de Paris pour le cas où le siège viendrait à vaquer. Delaborde. *Recueil*, n° 346, p. 320.

ils pouvaient agir, les régents, comme Suger et le comte de Vermandois, agissaient en leur nom propre, sans prendre d'ailleurs de titre particulier. Ainsi les voit-on régler des difficultés pendantes entre l'évêque d'Autun et l'abbé de Flavigny ⁽¹⁾, ils spécifient qu'ils agissent au lieu et place du roi ⁽²⁾.

Mais à côté des régents qui avaient ainsi leur chancellerie, fonctionnait un autre organisme qui continuait à tenir la chancellerie royale ⁽³⁾. En effet, l'étude des documents ⁽⁴⁾ montre que les six bourgeois de Paris, en dehors de leurs fonctions administratives et financières déjà fort importantes, tenaient l'audience du sceau. En vertu de dispositions dont toute trace a disparu, les bourgeois avaient reçu la garde du sceau royal ⁽⁵⁾, un sceau gravé particulièrement pour la circonstance et portant comme inscription *Philippus Dei gratia Francorum rex* ⁽⁶⁾. C'est en présence de ces bourgeois ⁽⁷⁾ que furent enregistrés un certain nombre d'actes, concernant des intérêts privés, confirmations de ventes, de donations, d'échanges.

(1) A. de Charmasse, *Cartulaire de l'évêché d'Autun*, p. 17.

(2) *Dum vices regias geremus*. Cela était parfaitement conforme à la lettre et à l'esprit du testament, on ne voit pas pourquoi E. Berger, *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1900, p. 415, s'étonne que les régents « agissent en véritables souverains ».

(3) Plus exactement une seconde chancellerie royale, puisque la chancellerie qui suivait le roi en Terre Sainte continuait de fonctionner. Le comte Delaborde présente les actes comme passés au nom du roi, par cette chancellerie qui se tient à Paris.

(4) On les trouve tous réunis dans le *Recueil* de Delaborde, du n° 366 au n° 393, mais dans ces numéros il y a quelques actes émanés de la chancellerie qui fonctionnait en Syrie. Cf. Vidier, dans les *Mém. de la Soc. d'hist. de Paris*, XLIX, p. 263-270; p. 264-266 il y a un relevé de tous les actes en question qui sont analysés avec un relevé des formules.

(5) *In presentia nostrorum burgensium, qui sigillum nostrum custodiunt*, Delisle, *Ouv. cité*, p. LXIII, n. 1.

(6) Décrit par Delisle, *Ouv. cité*, p. xc. Le sceau décrit par Dupuy, p. 23, est en réalité un sceau de Philippe III.

(7) *Coram nostris burgensibus*. — *In presenciam nostrorum burgensium*. — *Sub testimonio nostrorum burgensium*. — *Astantibus N et N, in quorum audientia*.

Les formules employées sont celles usitées dans la chancellerie royale, on va jusqu'à reproduire les souscriptions des grands officiers, alors que certains d'entre eux sont en Syrie. Dans plusieurs de ces actes, il y a des ordres donnés aux baillis et aux prévôts, pour qu'ils les fassent exécuter. Ceci est conforme aux attributions du conseil des bourgeois de Paris.

Les bourgeois désignés par le roi se trouvèrent bientôt réduits à deux, ils se complétèrent par cooptation, semble-t-il, puis le chambellan prit l'habitude d'assister aux audiences ⁽¹⁾. Evidemment la coexistence de tous ces organismes : régents, conseillers, bourgeois, dut amener pas mal de conflits et de frictions, mais le résultat qu'au fond le roi cherchait avant tout, éviter qu'une autorité quelconque se substituât à la sienne, fut atteint et il retrouva le royaume en bon état quand il rentra à la fin de l'année 1191, après une absence de dix-huit mois.

(1) Vidier, *Ouv. cité*.

CHAPITRE III

BLANCHE DE CASTILLE

LA MINORITÉ DE SAINT LOUIS ET LA CROISADE D'ÉGYPTE

Au début du ^{xiii}^e siècle, l'institution de la régence n'est pas encore constituée. Le ^{xiii}^e siècle ne présente que des cas d'absence du roi ; depuis un siècle et demi, il n'y a pas eu de minorité royale et ce précédent est trop lointain, trop oublié, pour entrer en ligne de compte. Aussi la régence va-t-elle de nouveau se trouver soumise aux fluctuations des contingences politiques.

Par bonheur pour la dynastie et pour le royaume, une souveraine d'une valeur exceptionnelle s'imposa dans ces conjonctures particulièrement difficiles : la reine Blanche de Castille. Il appartient à l'historien de retracer comment cette femme étrangère sut se maintenir au pouvoir, malgré d'immenses dangers et quelle fut son influence à un moment qui pouvait devenir tragique de notre histoire nationale ⁽¹⁾ ; mais quand l'historien du droit se trouve en présence d'institutions aussi flottantes que l'était la régence à cette époque, il ne doit pas se dissimuler quel peut être le rôle des personnalités vraiment fortes sur des formes politiques encore embryonnaires. Aussi, ce troisième cha-

(1) C'est ce qui a été fait excellemment par Élie Berger, *Histoire de Blanche de Castille, reine de France*, Paris, 1895, in-8° (70^e fascicule de la *Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*). Ce livre, bien que laissant de côté certaines questions juridiques, est fondamental pour l'étude de la minorité de saint Louis. On peut aussi consulter utilement Charles-V. Langlois, dans Lavis, *Histoire de France*, t. III, II^e partie. Au ^{xvii}^e siècle Combault d'Auteuil a écrit une méritoire histoire de *Blanche, infante de Castille, mère de saint Louis, reine et régente de France*, Paris, 1644, dont la substance a passé dans Dupuy.

pitre de l'histoire des régencees peut-il légitimement s'intituler : Blanche de Castille.

La reine avait, pendant la minorité de son fils, acquis un tel ascendant sur l'esprit de Louis IX et une telle autorité sur tous, que naturellement le roi lui confia le pouvoir quand il partit pour l'Égypte. Aussi ce chapitre se partagera-t-il en deux sections dont la plus importante sera consacrée à la minorité de saint Louis et l'autre à la croisade de 1248.

SECTION I

La minorité de saint Louis.

Louis VIII ⁽¹⁾, partant en 1225 pour soumettre le Languedoc à l'autorité royale, avait écrit son testament; il y prévoit les apanages et les dotations de ses enfants, ainsi que le douaire de la reine, sans se préoccuper du gouvernement du royaume au cas où il mourrait pendant son expédition ⁽²⁾. Il y a là quelque chose d'un peu étrange, car dans les actes de cette nature, les rois avaient l'habitude de prévoir cette éventualité et d'y pourvoir : ainsi avait fait Philippe-Auguste partant pour la Syrie, ainsi fera saint Louis partant pour l'Égypte.

Toujours est-il que les événements devaient tragiquement souligner les effets fâcheux de cette imprévoyance. Arrivé à Montpensier, le roi fut atteint le 29 oct. 1226 d'un accès de cette dysenterie qui exerçait tant de ravages dans l'armée. La fièvre devint si forte, que sans plus attendre, il fallut prendre les dernières dispositions en prévision d'une catastrophe.

Le 3 novembre le roi réunit autour de son lit les prélats et les principaux barons de l'armée, au nombre de vingt-six. Il leur fit promettre de se rendre de leur personne,

(1) Pour Louis VIII, consulter Ch. Petit-Dutaillis, *Étude sur la vie et le règne de Louis VIII (1187-1226)*, Paris, 1894, in-8° (101^e fascicule de la *Bibliothèque de l'École pratique des Hautes-Études*).

(2) Ce testament est publié par Teulet, *Layettes*, II, p. 54, n° 1710, analysé dans Berger, *Ouv. cité*, p. 39-40. Cf. Petit-Dutaillis.

aussitôt après sa mort, auprès du jeune prince Louis, de lui rendre l'hommage et la foi qui lui sont dus comme leur seigneur et comme roi de France et de faire en sorte qu'il soit couronné aussi vite que possible. Si Louis venait à succomber, les mêmes dispositions devaient être prises à l'égard de son frère Robert. Il y avait là les archevêques de Sens et de Bourges, les évêques de Beauvais, de Noyon et de Chartres, le comte de Boulogne, Philippe Hurepel, frère du roi, les comtes de Blois et de Montfort, les sires de Bourbon et de Coucy, Ours le chambrier, les maréchaux Robert de Coucy et Jean Clément, et d'autres personnages de moindre importance. Cette assemblée comprenait en un mot, comme dit le roi, ceux de ses fidèles qu'il pouvait à ce moment réunir. On a pu voir là, à juste titre, une assemblée politique, comme les Capétiens en réunissaient quand il y avait une décision grave à prendre⁽¹⁾, mais il faut bien remarquer que le roi ne lui demande pas une approbation ; il est question d'une mûre délibération et d'un conseil préalable, mais avant la convocation. C'est un ordre que le roi donne, il est vrai qu'il le fait sous la forme d'une prière, prière qu'étant donné la gravité des circonstances, les assistants ne pouvaient repousser. Prélats et barons prêtèrent, avec des larmes, disent les chroniques, le serment que demandait leur roi expirant, et mention de cette prestation fut faite dans l'acte qui en a conservé le souvenir, le dernier qui fut expédié au nom du roi Louis VIII⁽²⁾.

Philippe Mousket ajoute que le roi recommanda ses fils d'une façon particulière au connétable Mathieu de Montmorency, qui n'était pas présent à l'assemblée du 3 novembre : « Il le pria de prendre ses enfants en garde et

(1) Viollet, *Histoire des institutions politiques*, t. III, p. 179; Luchaire, *Institutions*, t. I, p. 258. Pour l'époque de Philippe-Auguste, Froidevaux, *De regis consiliis Philippo II Augusto regnante habitis Parisiis*, p. 62-69; pour celle de Louis VIII, Petit-Dutaillis, *Ouv. cité*, p. 345-347; on trouve, p. 444, la « liste des assemblées politiques tenues sous le règne de Louis VIII », sous le n° xxv et dernier, l'« assemblée » du 3 novembre 1226.

(2) Cet acte dans Dupuy, p. 129.

Mathieu le promet en pleurant » ⁽¹⁾. Il fit la même recommandation à Jean de Nesle et au chancelier Guérin. La garde dont il s'agit ici n'a pas de signification juridique précise, comme le montre la suite des événements, le roi a simplement voulu confier la personne et la vie de ses enfants à des amis très chers et à des compagnons très sûrs. Tout au plus pourrait-on penser que ces personnages, en particulier le connétable, étaient ainsi chargés de la sûreté matérielle de la personne du jeune roi et de ses frères, rôle que jouera plus tard, dans des circonstances semblables, le capitaine de la garde écossaise ⁽²⁾. Mais, ce qui fait la différence, la promesse du chancelier et de ses amis n'a qu'une valeur morale et est dépourvue de toute sanction juridique.

Les dernières volontés de Louis VIII concernant la succession au trône et le sort de ses enfants sont connues par plusieurs actes officiels, par des récits, notamment celui de Philippe Mousket. Mais dans ces actes solennels, il n'est pas question de l'organisation du gouvernement, si le roi venait à mourir. On ignore tout des circonstances dans lesquelles le roi fit connaître sa volonté à cet égard ⁽³⁾.

Les seules informations que l'on possède sur un point aussi important que la nomination de la régente, proviennent toutes d'un seul acte, assez mystérieux, conservé au Trésor des Chartres ⁽⁴⁾. Cet acte n'est daté que du millésime

(1) Philippe Mousket, éd. Reiffenberg, t. II, vers 27.231 à 27.238. Cf. E. Berger, *Ouv. cité*, p. 42.

(2) Cf. le serment prêté à Louis XII le 31 mai 1505 par Bérauld Stuart, seigneur d'Aubigny, capitaine des cent archers écossais de la garde du roi, dans Dupuy, *Ouv. cité*, p. 275.

(3) Les renseignements des chroniqueurs ne peuvent pas être pris en considération; ayant vu après coup la régence entre les mains de Blanche, il leur a été trop facile d'en conclure qu'elle lui avait été confiée par le roi mourant. Ils sont d'ailleurs tous d'accord sur ce point.

(4) Aujourd'hui Arch. nat., J 401, pièce n° 1. Nous croyons utile de reproduire ici cette pièce capitale, d'après l'original. *Omnibus ad quos presentes littere pervenerunt, G., Dei miseratione Senonensis archiepiscopus et G., Carnotensis et M., Belvacensis episcopi, salutem in domino. Noverit universitas vestra quod nos fuimus apud Montempancerii, quando illustris et karissimus dominus noster rex Francie Ludo-*

1226, mais comme il y est question de la mort du roi, il ne peut être antérieur au 8 novembre 1226; d'autre part, il n'est pas postérieur au 19 avril 1227 (nouveau style), jour de Pâques. Il paraît vraisemblable qu'il fut rédigé à la fin de l'année 1226 (n. s.).

Il est adressé à tous ceux à qui les présentes parviendront. Il émane de l'archevêque de Sens et des évêques de Chartres et de Beauvais. Ces prélats témoignent, fort simplement, sans formules particulières ou solennelles, sans même prêter serment, qu'ils se trouvaient à Montpensier lors de la dernière maladie du roi Louis VIII. Le roi, dans son lit, après mûre délibération et jouissant de la plénitude de ses facultés mentales, leur a déclaré qu'il voulait et ordonnait que son fils, qui devait lui succéder dans le royaume, ainsi que le royaume et ses autres enfants, fussent sous le bail ou tutelle de la reine Blanche, jusqu'à ce que les enfants parvinssent à l'âge légitime, au cas où il mourrait de la maladie qui l'afflige.

Cet acte est conservé depuis toujours au Trésor des Chartes avec les pièces, déjà citées, concernant le couronnement de saint Louis. C'est dire qu'il a toujours été considéré comme authentique et à l'époque même les pires ennemis de Blanche n'ont jamais contesté la matérialité de sa désignation par son mari comme régente ⁽¹⁾, ce qui revient à dire, puisque l'acte en question est le seul témoignage de cette désignation, que les dires de cet acte n'ont jamais été soupçonnés. Et de fait, il faut descendre jusqu'à une époque récente pour que des doutes s'élèvent contre le témoignage des trois prélats. Michelet

vicus, felicitis recordationis, in lecto sue egritudinis, presentibus nobis et audientibus, in bona deliberatione et sana mente, voluit et disposuit quod filius ejus, qui ei in regno succederet, cum ipso regno et pueris ipsius aliis, essent sub ballo, sive tutela, karissime nostre domine B., regine, genitricis eorum, donec ad etatem legitimam pervenirent, si, disponente domino, in illa egritudine contingeret humanitus de ipso domino nostro rege. Quod res, presentibus testificamus litteris, sigillorum nostrorum appensione munitis. Actum anno gratie M^o CC^o vice-cimo sexto.

(1) Cf. *infra*, p. 57.

en effet traite de mensongère la déclaration des prélats, il y voit une conspiration, dont il loue d'ailleurs les effets, pour écarter Philippe Hurepel, qui, croit-il, était désigné comme régent par les lois féodales ⁽¹⁾.

Il eut été inutile de relever pareille allégation ⁽²⁾, si elle n'avait pas fait une certaine impression sur un historien de la valeur de M. Petit-Dutaillis ⁽³⁾. Tout en remarquant l'inanité absolue du raisonnement de Michelet, il conclut dubitativement : « Si Louis VIII n'a pas confié la régence à sa femme, il aurait assurément pu le faire sans briser les traditions de sa dynastie ». Or, il semble que l'on peut dissiper une partie des doutes posés par l'incrédulité de Michelet.

Il est certainement un peu étrange que le roi n'ait pas fait attester de son vivant une décision aussi importante, alors qu'il prenait tant de précautions pour le couronnement de son fils. Louis VIII a eu pour agir ainsi des raisons secrètes que l'on ignorera toujours. Peut-être, malgré la vigueur de son caractère, a-t-il éprouvé à ce moment suprême, devant un acte qu'il savait devoir être critiqué, un peu de cette timidité dans les circonstances graves, qui paraît être comme un trait de ceux de sa race ⁽⁴⁾.

En dehors de ces considérations historiques et politiques, on peut expliquer juridiquement, semble-t-il, les anomalies que présente le document dont il s'agit. Il suffit pour cela de le considérer comme un testament. Les termes mêmes employés pour désigner l'acte de volonté du mort : *voluit et disposuit*, sont ceux que l'on utilise dans les testaments. La phrase qui précède : *in*

(1) *Histoire de France*, livre IV, chap. VIII, t. I, p. 364 de l'édition Hetzel.

(2) Élie Berger n'a sans doute pas cru utile de réfuter Michelet. Il n'élève aucun doute et ne laisse pas soupçonner qu'il puisse s'élever, sur l'authenticité des témoignages des prélats.

(3) *Ouv. cité*, p. 428-429. Ch.-V. Langlois dans l'*Histoire de France* de Lavissee, t. III, 2^e partie, ne paraît pas partager les doutes de M. Petit-Dutaillis.

(4) Cf. ce que dit Viollet, *Histoire des institutions politiques*, t. II, p. 27.

bona deliberatione et sana mente ne prend tout son sens et ne peut se justifier que si l'on est en présence d'un acte de dernière volonté. Il n'est pas jusqu'à la précision donnée par le texte *in lecto sue egritudinis* qui ne fasse songer immédiatement à un acte de ce genre.

On peut objecter, il est vrai, que l'acte est d'une forme très insolite. Mais l'acte n'est pas un testament, c'est une attestation des trois prélats rapportant que Louis VIII a fait un testament. Le testament *nudis verbis* est admis par le droit canonique contemporain ⁽¹⁾. Donc pas d'obstacle à voir dans la déclaration du roi un testament nuncupatif. Quant au nombre des témoins et aux formes, une décrétale d'Alexandre III ⁽²⁾ établit qu'il est de coutume générale dans l'Église, d'après l'Écriture, que *in ore duorum vel trium testium stet omne verbum* ⁽³⁾; il suffit, dit le pape, que le testament ait été fait devant le curé et deux ou trois autres personnes. Pour le roi de France, on ne pouvait prendre à la lettre cette disposition, il faut cependant remarquer que, conformément à la parole de l'apôtre, il y avait trois témoins pour recevoir la dernière volonté de Louis VIII.

Quoi qu'il en soit, la désignation de Blanche de Castille paraît bien avoir été un acte exclusif de la volonté royale. Le mystère dont s'entoura le roi, pour faire connaître sa décision à cet égard, en est une preuve supplémentaire. Ceci ne veut pas dire que le roi ait pris cette décision absolument seul, le croire serait mal connaître l'esprit des gens du Moyen âge, fermer les yeux sur l'importance du « conseil » à cette époque, droit et devoir pour tous. Un roi du XIII^e siècle n'est pas comme un empereur romain, un tyran de la Renaissance ou un dictateur du XX^e siècle, un surhomme qui ne consulte que lui-même et tient sa décision secrète jusqu'au moment de la faire exécuter, ce n'est même pas un Louis XI qui se

(1) Greg. IX, *Extra*, const. IV, L. III, t. XXVI, *De testamentis et ultimis voluntatibus*.

(2) *Extra*, const. X, *eod. tit.*

(3) Matth., XVIII, 16.

méfie de son bonnet. Louis VIII n'a pas consulté les vingt-six prélats et barons de son entourage, mais très vraisemblablement quelqu'un que l'on ignore, son confesseur, ou les trois témoins de ses dernières volontés. Les mots *bona deliberatione* donnent une base à cette conjecture ⁽¹⁾. Le roi a sans doute consulté — un nombre restreint de personnes — mais il a décidé seul.

Le 28 novembre, Louis VIII mourait à Montpensier. Le 29 novembre, Louis IX était couronné à Reims par Jacques de Bazoches, évêque de Soissons, le plus ancien évêque de la province, le siège archiépiscopal étant alors vacant ⁽²⁾. Il ne s'est pas conservé d'actes, émanant de l'autorité royale, datant des trois semaines qui séparèrent la mort du roi du couronnement de son fils; il est extrêmement vraisemblable que l'on a évité d'expédier de tels actes pendant ce court laps de temps, qui constituait, étant donné les idées d'alors sur la vertu du sacre, une véritable vacance du trône.

Dès qu'elle eût appris la mort de son mari, à une date impossible à préciser, dans le courant de novembre 1226, Blanche prit en main les affaires. Son mari lui avait confié les pouvoirs les plus larges, l'autorité la plus absolue sur le royaume et sur ses enfants. Dans l'acte si bref, analysé plus haut, il n'y a aucune limitation d'aucune sorte, aucune nomination d'auxiliaires, de conseillers. Le roi, pour désigner ces pouvoirs, se sert de deux mots, empruntés à la technique du droit privé, qu'il considère comme synonymes. un mot du droit féodal, le bail, un mot du droit romain, la tutelle ⁽³⁾, *in ballo sive tutela*.

(1) On peut objecter que *deliberatio* peut signifier aussi bien une délibération avec soi-même, un acte de réflexion, qu'une délibération avec des conseillers, une consultation. Mais au ^{xiii}^e siècle, pour le mot pris absolument, le second sens est plus vraisemblable.

(2) Sur le couronnement de saint Louis, cf. E. Berger, *Ouv. cité*, p. 64 à 67.

(3) On sait qu'en latin *tutela* n'est pas seulement un vocable technique qui désigne l'institution que nous appelons tutelle, il a un sens beaucoup plus large d'autorité, de commandement, avec un sens de protection.

Les mêmes mots, qui n'ont qu'un sens, désignent l'autorité de la reine à la fois sur le petit roi, sur le royaume et sur les autres enfants. Rien ici de la distinction si clairement exprimée au temps de Philippe I^{er}, entre les pouvoirs du régent qui concernent la garde et l'éducation de l'enfant, et ceux qui concernent le gouvernement du royaume ⁽¹⁾. Cette distinction qui disparaît ainsi absolument au xiii^e siècle, reparaitra, avec plus de force encore qu'au xi^e, dans les ordonnances de Charles V ⁽²⁾.

Avant d'étudier dans le détail les pouvoirs qu'exerça en réalité Blanche de Castille, il est bon de donner un rapide coup d'œil sur les événements historiques qui marquèrent sa régence ⁽³⁾.

Très peu de temps après le couronnement du jeune roi, en 1227, Blanche eut à faire face à un soulèvement presque général des grands seigneurs conduits par le duc de Bretagne Pierre Mauclerc et appuyés par Henri III d'Angleterre. La régente, après une action rapide, parvint à détacher Thibaud de Champagne de la coalition, et à conclure un traité avec les rebelles et une trêve avec l'Angleterre (mars et juillet 1227). Mais les grands seigneurs restaient menaçants, Henri III hostile. Au début de l'année 1228, les premiers essayent d'enlever le jeune roi. Ils échouent, mais bientôt ils ont avec eux Philippe Hurepel, frère du roi défunt, qui abandonne le parti de la reine. Une nouvelle révolte est promptement étouffée par une campagne d'hiver dans l'Ouest (1229).

Pendant ce temps, la guerre engagée par Louis VIII dans le Languedoc se continuait toujours, avec une fortune diverse. Elle fut enfin terminée par le traité de Paris (11 avr. 1229). Une nouvelle révolte, appuyée par les Anglais et dont le point saillant fut une attaque générale

(1) *Supra*, p. 16.

(2) *Infra*, chap. VI, section II.

(3) Il a paru inutile de faire précéder ce chapitre d'un exposé historique comme il a été fait, *supra*, pour Philippe I^{er}. D'une part, la matière est trop abondante et ensuite elle est bien connue depuis les travaux de Le Nain de Tillemont et de Berger. Il a semblé que les quelques lignes qui suivent suffiront à rappeler les faits essentiels.

contre le comte de Champagne resté fidèle à la reine, était domptée au début de 1231.

Dès lors, Blanche eut moins de périls à redouter. Il lui faudra encore combattre les Anglais, réduire les intrigues de Pierre Mauclerc, faire rentrer dans le devoir le versatile Thibaud de Champagne passé à l'ennemi, mais ces difficultés n'ont plus le caractère tragique que présentaient les événements du début du règne. A l'intérieur, pendant sa régence, la reine eut à faire face à des incidents particulièrement graves survenus à l'Université de Paris.

Ainsi, pendant la plus grande partie de sa régence, Blanche eut à faire front à une opposition continuelle, elle souleva des haines tenaces. Il appartient à l'historien d'en découvrir les causes et les mobiles, mais au point de vue de l'histoire des institutions, il faut examiner les prétextes sur lesquels s'appuyait cette opposition, les motifs mis en avant par les ennemis de la régente.

Cette étude est rendue particulièrement facile et féconde, par ce fait que cette Fronde eut ses mazarinades. La guerre menée contre Blanche et ses alliés, le légat cardinal Romain et le comte Thibaud, par les grands et l'Université de Paris fut aussi une guerre de plume. On voit éclore à ce moment des poésies politiques de circonstance, imitées par les trouvères des sirventes méridionaux, et des pamphlets comme on en verra au temps de Catherine de Médicis ou d'Anne d'Autriche. Celles de ces œuvres passagères qui ont disparu, ont laissé un écho dans les *Récits d'un Ménestrel de Reims* ⁽¹⁾ dont on connaît le goût

(1) Publiés par Natalis de Wailly pour la *Société de l'histoire de France*, Paris, 1876, in-8°. On sait qu'il faut se méfier de la véracité historique des racontars du ménestrel, mais il n'a pas son pareil pour recueillir ces légendes qui ont autant d'importance que l'histoire vraie, cf. Aug. Molinier, *Les sources de l'histoire de France*, t. II, n° 2528. Les textes poétiques seront réunis dans les *Poésies historiques des trouvères français des XII^e et XIII^e siècles*, publiées par A. Jeanroy et A. Langfors, annoncées par la Librairie Champion pour la *Collection des classiques de l'histoire de France au Moyen âge*. En attendant ce recueil, on est obligé de se servir toujours du *Romancero françois* de Paulin Paris.

pour tout ce qui est anecdote et petite histoire. Il n'est pas jusqu'aux graves et officielles *Grandes chroniques* qui n'aient recueilli les plaintes, les plaisanteries et les prétentions des barons.

Ces prétentions, elles étaient sans doute à la fois confuses et contradictoires. Les alliés étaient d'accord pour renverser l'état de choses existant, ils ne l'étaient certainement pas sur ce qu'ils feraient après. Et même sur le premier point, il n'y avait pas entente générale. Voulait-on détrôner le petit Louis IX? Sur ce point ont couru de mauvais bruits, recueillis par des chroniqueurs avides de scandales. On accusait sourdement Philippe Hurepel, l'oncle propre du roi, de vouloir arracher la couronne à son neveu. Guillaume de Puylaurens rapporte ce bruit d'un mot, sans insister ⁽¹⁾. Le ménestrel de Reims au contraire, qui revient deux fois sur ces prétentions, assure que les grands avaient promis la couronne au comte de Boulogne, mais il ajoute qu'il eut été bien fou de se fier à de pareilles promesses ⁽²⁾. Ces bruits ont rencontré peu de créance chez les historiens modernes ⁽³⁾; Philippe, qui détestait certainement sa belle-sœur et le comte de Champagne, paraît avoir trop aimé son frère ⁽⁴⁾ pour avoir songé à dépouiller les enfants de ce dernier. On peut ajouter que Philippe, bien que légitimé par Innocent III, étant de naissance irrégulière, eut dû sans doute être écarté du trône pour ce motif. Mais au ^{xiii}^e siècle, il est moins facile d'être affirmatif en pareille matière, qu'au ^{xviii}^e ⁽⁵⁾.

(1) Il parle de Philippe : *aspiranti regno*, dans H. F., t. XIX, p. 233.

(2) « Si s'alierent ensemble et firent entendant, si comme on dit, le conte de Bouloingne que il le feroient roi; et il n'estoit mie mout sages, si les crei ». Ed. Wailly, p. 176, § 339, cf. § 347.

(3) E. Berger, *Ouv. cité*, p. 120-121.

(4) Le motif de sa haine contre le comte de Champagne paraît être le fait qu'il croyait à la culpabilité de ce dernier dans la mort tragique de Louis VIII.

(5) Philippe était fils de Philippe-Auguste et d'Agnès de Méranie. On se souvient qu'en 1715, le Parlement de Paris cassa le testament de Louis XIV qui appelait éventuellement au trône ses fils légitimés dont

Philippe n'aurait pu s'asseoir sur le trône qu'au prix d'une série de crimes, ou au moins de spoliations, Louis VIII ayant laissé de nombreux enfants. De plus habiles — et aussi plus vraisemblables ⁽¹⁾ — prétendants à la couronne imaginèrent une légende, qui aurait fait au contraire, si elle eût été prise en considération, de l'exclusion des enfants de Louis VIII, un acte de réparation. On raconta au ^{xiii}^e siècle, et pas avant, que Louis VII aurait été en réalité le fils cadet de Louis VI ⁽²⁾. Sa faible intelligence aurait écarté du trône Robert, le futur comte de Dreux et l'auteur de cette maison; il aurait ainsi laissé à ses descendants, formant en réalité la branche aînée de la famille royale, des droits sur la couronne. Ainsi à cette régence, il n'a pas même manqué son Masque de Fer ⁽³⁾.

Mais ce n'étaient là qu'aspirations vagues et qui, si elles

la situation était analogue à celle de Hurepel. Cf. André Lemaire, *Les lois fondamentales de la monarchie française d'après les théoriciens de l'ancien régime*, p. 298. Le principe de l'exclusion des bâtards avait déjà été prononcé au ^{ix}^e siècle, sans un plein succès du reste puisque cette tache n'exclut pas du trône impérial Arnoul de Carinthie, mais elle suffit à créer des difficultés aux fils de Louis le Bègue dont la légitimité était suspectée, cf. *supra*, p. 6. La bâtardise n'était pas suffisante pour écarter un candidat du trône, dans les royaumes de la péninsule ibérique : ainsi Henri de Transtamarre. En France, comme la question ne s'est pas présentée avant Louis XIV, on ne peut être aussi affirmatif que M. Lemaire, *loc. cit.*, mais on ne peut dire comme E. Berger, *Ouv. cité*, p. 121, que : « c'est à Philippe Hurepel que le pouvoir souverain aurait été naturellement dévolu ».

(1) Le scepticisme de Berger, p. 74 et 121, en ce qui concerne les aspirations de Pierre Mauclerc et d'Enguerrand de Coucy, est exagéré, puisque nous connaissons la légende qui les légitimait, qui paraît à un moment singulièrement opportun; pourquoi ne pas chercher les instigateurs de cette campagne et se refuser à croire à leurs ambitions? Ce que l'on sait de la moralité de Pierre Mauclerc n'est pas pour l'innocenter.

(2) L'expression la plus complète de cette légende se trouve dans le Ménestrel de Reims, § 5. On la rencontre dans quelques autres textes du ^{xiii}^e et du ^{xiv}^e siècle, H. F., t. XII, p. 229, M. G. H., SS, XXV, p. 800 et 835. Cf. Luchaire, *Institutions*, app. 1, t. II, p. 309-310; Natalis de Wailly, *Ouv. cité*, p. XLII et les notes des Bénédictins dans H. F., *loc. cit.*

(3) La comparaison est de Luchaire, *loc. cit.*

ont existé réellement chez ceux auxquels les attribuent les chroniques, ne se sont produites que honteusement pour ainsi dire, obscurément à coup sûr. Ecarter Blanche de la régence, voilà quel était le but réel des alliés, et même, comme les conjurés d'Amboise, ils ont tenté de le réaliser de la manière la plus directe, en enlevant le jeune roi qui s'était un instant séparé de sa mère. La tentative échoua ⁽¹⁾.

Les motifs mis en avant par les coalisés sont de tout genre. Aucun n'est vraiment pertinent au point de vue juridique. Il est remarquable que la légitimité de la nomination de Blanche par Louis VIII n'a jamais été discutée, que l'on n'a jamais reproché à la reine de prolonger abusivement la minorité du roi pour conserver plus longtemps le pouvoir. Philippe Hurepel, qui vraisemblablement visait à remplacer sa belle-sœur ⁽²⁾, n'a jamais songé à faire valoir de prétendus droits, que certains historiens modernes ont soutenus ⁽³⁾. Rien de tout cela. On reproche à la reine une coupable intimité avec le légat Romain, ou avec le comte de Champagne, on l'accuse d'avoir poussé ce dernier, son amant, à se débarrasser de Louis VIII par le poison ⁽⁴⁾. Calomnies plus blessantes que dangereuses. Il est vrai qu'on aurait pu voir dans l'indignité de la reine-mère, une cause de déchéance, un peu comme le remariage, qui sera une cause prévue par les ordonnances de la fin du siècle, et d'autre part le droit privé de l'époque admet fréquemment que la fille ou la veuve qui « vit luxurieusement » perd l'exercice de droits divers auxquels elle pouvait prétendre. Le droit romain prévoyait des peines atroces contre la femme qui avait machiné avec son amant la mort de son mari. Mais personne n'a pensé

(1) Berger, *Ouv. cité*, p. 110-111.

(2) Berger, p. 121.

(3) Michelet, cité *supra*, p. 50 : « D'après les lois féodales, la régence et la tutelle du jeune Louis IX eussent appartenu à son oncle Philippe Hurepel ».

(4) Berger, *Ouv. cité*, *passim*, a longuement combattu toutes ces allégations, cf. particulièrement, p. 135 et 146-149, il suffit d'y renvoyer.

ou osé donner une forme juridique de cette sorte à toutes ces malveillantes inventions ⁽¹⁾.

D'autres reproches sont plus intéressants, ils montrent au moins des tendances, des conceptions de droit public, si l'on peut dire. Les officielles *Grandes chroniques* de France s'expriment ainsi : « Et maintenoient les barons contre le roy, que la royne Blanche, sa mere, ne devoit pas gouverner si grant chose comme le royaume de France et qu'il n'appartenoit pas a fame de tel chose faire » ⁽²⁾. C'est là, sous une forme précise, une objection bien souvent faite. Hugues de la Ferté exprime la même idée :

Bien est France abatardie,
Signor baron, entendés,
Quant fame l'a en baillie,
Et tele comme savés ⁽³⁾.

Le ménestrel de Reims qui parle du « trop grand duel » de la reine à la mort de son mari, ajoute : « Et ce n'estoit pas merveille, car elle avoit trop perdu ; et si enfant estoient petit et elle estoit une seule femme d'estrange contrée » ⁽⁴⁾.

Ce sont là des sentiments, des manifestations de commande, mais n'est-il pas curieux de les voir dans le pays qui devait, un siècle plus tard, écarter si vigoureusement les femmes de la couronne, prendre une forme aussi hostile à l'égard du gouvernement d'une femme. Car les apparences « constitutionnelles » ne trompent pas le poète :

Cil n'en est fors rois clamés,
Qui piecha fu coronés ⁽⁵⁾.

(1) Philippe Hurepel somma plusieurs fois Thibaud de Champagne de répondre à l'accusation portée contre lui d'avoir empoisonné Louis VIII. Il ne fit jamais rien de pareil contre sa belle-sœur.

(2) H. F., t. XXI, p. 104.

(3) Paulin Paris, *Romancero françois*, p. 188-189.

(4) Ed. Natalis de Wailly, p. 174, § 336.

(5) Paulin Paris, p. 189. Deuxième sirventois d'Hugues de la Ferté.

Le ménestrel de Reims donne une autre indication dans la phrase qui vient d'être citée, Blanche est femme, mais aussi elle est étrangère. Voilà encore un grief qui a été répété à satiété, et de fait, c'est la plus injuste accusation qui pût être formulée contre la régente, rarement femme oublia à ce point son pays d'origine pour se consacrer uniquement à sa patrie d'adoption. Or, on accusa la reine d'envoyer de l'argent en Espagne, de garnir d'Espagnols l'entourage du jeune roi, accusations aussi fausses les unes que les autres, mais qui devaient être de grand poids auprès de l'opinion publique; leur fréquence s'explique par leur portée.

Ce genre de reproches faits aux régentes deviendra monnaie courante dans les derniers siècles de la monarchie et sera souvent justifié. Il est curieux de le voir éclater avec une telle violence au ^{xiii}^e siècle, c'est un reproche qui ne fut pas adressé à Anne de Russie, et pourtant une Russe devait être plus loin qu'une Espagnole du tempérament français. Mais cela tient seulement à l'état des sources; les sources dont on dispose pour le ^{xi}^e siècle sont toutes d'origine savante, donc cléricale. Et les clercs ont au plus haut degré le sens de l'unité morale des peuples chrétiens, le sens du cosmopolitisme, que leur culture romaine et leur culture religieuse accentuent tour à tour. Au contraire, au ^{xiii}^e siècle on rencontre, sinon une littérature vraiment populaire — les œuvres que l'on vient d'analyser sont des œuvres de commande, — au moins une littérature faite pour flatter et exciter le peuple, qui se place pour y réussir au point de vue de son instinct. La méfiance et la haine de l'étranger sont au premier rang de cet instinct et le ^{xiii}^e siècle devait connaître les formes les plus atroces que puisse revêtir ce sentiment étroitement national dans les Vêpres siciliennes et au cours des entreprises de Philippe IV en Flandre. Ce sentiment tout instinctif n'a-t-il pas été pour beaucoup dans l'abaissement continu des pouvoirs des reines, qui, par la force des choses, sont fréquemment des étrangères?

Cent ans plus tard, ce sentiment devait prendre une forme juridique et aboutir à la seconde loi « fondamen-

tale » qui règle la dévolution du trône de France : un étranger ne peut ceindre la couronne⁽¹⁾. Et cent ans auparavant on pouvait déjà en trouver l'expression réfléchie dans un passage de Suger qui n'admettait pas qu'un Anglais put régner en France⁽²⁾.

La question du « conseil » de la régence est sans aucun doute la plus obscure de celles qui se posent à cette époque. La littérature satirique du temps peut donner quelques éclaircissements sur ce point. On reproche à la reine d'écarter du jeune roi les amis de Louis VIII, sa mère qui hait les grands, lui a appris à les éloigner. Elle l'entoure d'Espagnols, de clercs.

Mais si la reine est si déplacée au gouvernement, si elle exerce aussi mal les pouvoirs qui lui sont confiés, quelle est la solution que les conjurés et les auteurs à leur service envisagent? Ils ne s'en préoccupent guère généralement. Cependant Hugue d'Oisy exhorte le roi à mander ses barons, à s'entendre avec eux :

Rois, ne creez mie
Gent de femenie,
Mais faites ceus apeler
Qui armes saichent porter⁽³⁾.

Le ménestrel de Reims donne une indication analogue, d'après lui les barons : « faisoient souvent parlemenzen ensemble et disoient qu'il n'avoit en France qui les peust greveir ». Une assemblée de grands gouvernant le royaume au nom d'un roi mineur, avec les plus égoïstes préoccupations, ce sera à chaque minorité le rêve des chefs de l'aristocratie; pour le malheur du pays, il se réalisera parfois. L'idée, que pendant la minorité du roi, il n'y a per-

(1) On sait que le fait pour Edouard III d'être roi d'Angleterre fut un des arguments principaux pour écarter du trône le petit-fils de Philippe IV, le fils d'Isabelle de France.

(2) Cité par Viollet, *Droit public*, t. II, p. 82, n. 1.

(3) *Romancero françois*, p. 192.

sonne qui puisse commander aux grands, se retrouvera également. Mais grâce à la fermeté et à l'habileté de Blanche de Castille, rien de tout cela n'aboutit pendant la minorité de Louis IX ⁽¹⁾.

L'idée d'Hugue d'Oisy de faire appel aux pairs est très intéressante, mais paraît avoir été isolée, il aurait pu y avoir là le germe d'une institution, à la rigueur, viable ⁽²⁾.

Un document ⁽³⁾, d'ailleurs fort postérieur et assez peu clair, montre cependant que, sur un point, les ennemis de Blanche ont précisé leurs griefs, les plaçant sur un terrain purement juridique. Albéric de Rosate ⁽⁴⁾ rapporte qu'Ubert de Bobbio ⁽⁵⁾, alors professeur à l'Université de Verceil, fut consulté sur la question suivante : la reine Blanche, tutrice de son fils, avait donné plusieurs cautions nobles, qui n'étaient cependant pas suffisantes en ce qui concerne le royaume. Elle se refusait à en donner d'autres disant qu'elle ne le pouvait pas. Fallait-il pour cela l'exclure de sa tutelle ? Le maître, invoquant la loi *de creationibus* et d'autres semblables, fut d'avis qu'elle ne pouvait être exclue pour cela.

Et Albéric ajoute que l'on peut fortifier cette opinion en remarquant qu'il est à peu près impossible de fournir des cautions suffisantes pour le royaume de France et que si l'on imposait au tuteur pareille exigence, on n'en trouverait pas ⁽⁶⁾.

(1) Berger, *Ouv. cité*, chap. IV.

(2) Ed. N. de Wailly, p. 176, § 339. Ce texte précède immédiatement celui qui est cité *supra*, p. 55, n. 2.

(3) Depuis Dupuy qui le cite, p. 135, après Gombauld d'Auteuil, il paraît avoir complètement échappé aux historiens, ni Langlois, ni Berger n'en parlent. Cependant il a été signalé par Viollet, *Institutions*, II, p. 92, n. 2.

(4) Jurisconsulte des XIII^e-XIV^e siècles. Cf. F. C. de Savigny, *Gesch. des röm. Rechts*.

(5) Jurisconsulte du XIII^e siècle, professeur à Verceil, puis à Parme où il fut le maître de Simon de Brion, le futur Martin IV. Cf. Savigny, *ib.*

(6) Ex Alberico de Rosate in L. de creationib. Cod. de Episcopali audientia. *Dominus Ubertus de Bobio actu legens in studio Vercellensi*

De ce texte singulier, mais qu'il paraît cependant difficile de suspecter, il résulte d'abord que Ubert fut consulté. Par qui? certainement par ceux qui cherchaient à écarter Blanche de la régence, car il n'est pas concevable qu'elle ait voulu se procurer des armes contre elle-même. Le consultant fut donc sans doute Pierre Mauclerc ou un de ses affidés. Ensuite, ce document apprend que Blanche avait donné des cautions, des cautions semble-t-il, et on ne voit pas d'autre explication, *rem pupilli salvam fore*, mais à qui? Il est bien difficile de répondre, car qui pouvait demander des cautions pour le royaume de France? On est cependant forcé de conclure que des cautions ont été données à Philippe Hurepel qui, d'après un droit privé bizarrement interprété, aurait pu à la rigueur exiger pareille sûreté. Il se pourrait que c'eût été une clause d'un article tenu secret entre la régente et son beau-frère, il est difficile de comprendre autrement le passage d'Albéric. En tout cas, le raisonnement de bon sens d'Ubert fit justice de ces mauvaises chicanes.

S'il pouvait y avoir des doutes sur la légitimité de la désignation de Blanche de Castille comme régente, l'insistance des arguments mis en avant par ses adversaires suffirait à les écarter. Tout au plus peut-on dire que toutes ces critiques présentent une conception du droit public qui n'a pas triomphé. Blanche a gardé jusqu'au bout les pouvoirs qui lui avaient été confiés par son mari. Quels sont ces pouvoirs?

Louis VIII, on l'a déjà remarqué ⁽¹⁾, n'avait pas distingué comme Henri I^{er} la tutelle de l'enfant du gouvernement du royaume; les mots *ballo* et *tutela* s'appliquent aussi bien au royaume qu'aux enfants du roi défunt. Blanche

consultus utrum domina Blancha mater regis Francie pupilli, quae dederat quosdam nobiles fidejussores, qui tamen non sufficiebant quantum ad regnum, cum alios diceret se dare non posse, excludi deberet a dicta tutela, consuluit eam non repellendam per hanc legem cum similibus. Et potest dicta opinio corroborari, quia quasi impossibile esset reperire fidejussores idoneos pro regno Francie et sic pupillus tutore careret. Et pro hac etiam facit in Autent. de fide instrumentor. 8.

(1) *Supra*, p. 53.

eut ainsi la garde de l'enfant, qu'elle exerça d'une façon très vigilante, conservant le jeune roi presque continuellement auprès d'elle, surtout lorsque l'attentat manqué de 1227 à Montlhéry lui eut montré le danger que courait l'enfant royal lorsqu'elle s'en séparait ⁽¹⁾.

Elle veilla aussi avec un soin infini à l'éducation de son fils, on possède de nombreux renseignements sur ce point, mais il est assez ici de dire que l'enfant qu'elle élevait devint le roi saint Louis. C'est un éloge suffisant ⁽²⁾.

Quant au gouvernement du royaume, il convient tout d'abord de remarquer qu'il est toujours exercé au nom du roi. Tous les actes que nous possédons de l'époque de la régence sont intitulés au nom de Louis IX, aucun acte n'a subsisté de la période fort courte — une quinzaine de jours — qui sépara la mort de Louis VIII du couronnement de son fils et il est très probable que l'on évita, pendant ces semaines, d'expédier des actes à la chancellerie royale. Le sacre seul, à cette époque, confère au roi la plénitude des pouvoirs, entre la mort d'un roi et le couronnement de son successeur il y a vacance en quelque sorte du pouvoir royal, un véritable interrègne.

Mais aussitôt après le sacre de Louis IX, la régente gouverna en son nom. Le nom du roi paraît toujours seul et on ne rencontre plus, comme au temps de Philippe I^{er}, des formules où la reine se trouve associée à son fils, et dans les formules il n'y a aucune mention de la situation du roi, aucune allusion à son incapacité présente. La chancellerie de Louis IX n'aura rien à modifier dans ses formules après la majorité du roi et les actes ont été rédigés de la même façon entre le couronnement et la mort de saint Louis, entre 1226 et 1270.

Si la rédaction des actes ne présente aucune particularité, il en est de même des catégories d'actes. Louis IX mineur, aussi bien que majeur, promulgue des diplômes ⁽³⁾ comme des lettres patentes. On sait qu'à cette épo-

(1) Berger, *Ouv. cité*, p. 110-111.

(2) Berger et Langlois, *Ouv. cités*, *passim*.

(3) Parmi de nombreux exemples, une expédition du traité de Paris

que la chancellerie capétienne ne connaît pas encore de catégories d'actes différenciés par leur contenu, mais dans le contenu des actes royaux il n'y a aucun changement, tous les objets dont ils traitent habituellement sont représentés. Aucun sceau particulier n'a été employé pendant la régence.

Le pouvoir législatif — il vaudrait beaucoup mieux dire réglementaire — n'est pas suspendu pendant la minorité et, comme les autres actes issus de la chancellerie, les ordonnances sont rendues au nom du roi. Deux grandes ordonnances datent de la minorité de saint Louis : celle sur la répression de l'hérésie et le rétablissement de la paix en Languedoc d'avril 1229 ⁽¹⁾ et celle concernant les Juifs et l'usure de décembre 1230 ². Rien dans leur forme ne les distingue des ordonnances promulguées durant le règne personnel du roi.

Les traités et autres instruments passés, soit avec une puissance étrangère, soit avec un vassal, sont eux aussi expédiés au nom du roi, et du roi seul. On a déjà cité le traité de Paris de 1229. Il en est de même pour les traités passés avec le comte de Flandre, Ferrand, captif depuis 1214, et sa femme, la comtesse Jeanne, pour la libération du vaincu de Bouvines, en décembre 1226 ⁽³⁾. Pierre Mauclerc passant le traité de Vendôme en mars 1227, s'adresse au seul roi ⁽⁴⁾. Il en est ainsi dans les nombreux actes de ce genre qui datent de la minorité de Louis IX. Il y a bien des textes où le nom de la reine apparaît, mais c'est que

d'avril 1229 sous forme de diplôme, avec les souscriptions des grands officiers de la couronne, signalée par E. Berger, *Ouv. cité*, p. 137, n. 2.

(1) *Ordonnances des Rois de France*, t. I, p. 50. L'éditeur a eu tort d'adopter pour la date la version de certains manuscrits qui donnent 1228, cette ordonnance est de 1229. Cf. E. Berger, *Ouv. cité*, p. 141 et l'*Histoire de Languedoc*, t. VII, p. 73.

(2) *Ordonnances*, t. I, p. 53.

(3) *Ludovicus, Dei gratia Francorum rex*, etc., *Layettes*, n° 1896.

(4) *Universis presentes litteras inspecturis Petrus, dux Britannie, comes Richemondie, salutem. — Noverit universitas vestra quod karissimus dominus meus Ludovicus, rex Francorum illustris, concessit michi. etc.*, *Layettes*, n° 1922.

Blanche y intervient, pour une raison quelconque, à titre personnel (1).

Cependant, pour toute une catégorie importante d'actes, les serments de fidélité, on trouve une série d'exemples où le nom de la reine est associé à celui du roi ; ces textes, posant des problèmes plus complexes que la titulature des actes de l'autorité royale, seront examinés plus loin, il suffisait de les signaler ici pour être complet (2).

Ces pouvoirs, que Blanche de Castille exerce au nom de son fils, sont ceux d'un roi du ^{xiii}^e siècle. Il n'y a pas en effet d'actes qui ne puissent être faits pendant la minorité par la régente, et ainsi le droit du ^{xiii}^e est en avance sur celui du ^{xiv}^e siècle ; au mois d'août 1385, sur une question politique posée devant le Parlement, le procureur général dit que le roi étant mineur, il fallait attendre sa majorité pour discuter ce problème, ce qui montre qu'on ne reconnaissait plus aux régents la plénitude du pouvoir royal (3). On ne voit pas non plus que les actes de la régente aient eu besoin d'une confirmation lorsque son fils fut devenu capable, ainsi qu'il arriva au retour de Jean II à l'égard des actes de son fils (4). Ainsi dans cette question que l'on cherche à compliquer avec des moyens tirés du droit privé romain : les cautions, rien qui ressemble à une reddition de comptes.

La reine régente exerce donc la plénitude du pouvoir royal. La façon dont un roi du ^{xiii}^e siècle exerçait ses pouvoirs est assez bien connue, il est donc inutile de chercher à décrire par le menu la façon dont Blanche s'est comportée, ce ne serait guère que reproduire une description faite maintes fois. Il vaut mieux signaler les quelques traits par lesquels le gouvernement de Louis IX, pendant sa minorité, diffère de celui des rois ses prédécesseurs et relever les particularités par lesquelles il se distingue.

Le premier sans doute et le plus important des pouvoirs

(1) *Infra*, p. 72.

(2) *Infra*, p. 70.

(3) Dupuy, p. 7.

(4) *Infra*, chap. VI.

du roi est sa fonction judiciaire. Malheureusement on ne possède pour ainsi dire pas de renseignements sur la façon dont la justice était administrée pendant les premières années du règne de saint Louis ⁽¹⁾, on connaît moins encore, à la différence de la seconde régence ⁽²⁾, l'attitude personnelle de Blanche de Castille à cet égard. Une pièce importante de février 1230 ⁽³⁾ a conservé le sommaire d'un procès jugé à cette époque *Parisius, in curia domini regis*, tout se fait au nom du roi, sans aucune particularité digne de remarque. Un certain nombre de documents ont conservé le souvenir des conflits de juridiction qui se produisirent pendant la régence, si l'on peut y discerner les idées directrices de la politique de Blanche à cet égard, il est impossible au point de vue juridique de les différencier de ceux qui se produisirent pendant le règne personnel, c'est au nom du roi que les procédures sont entamées, c'est contre lui que les monitions sont lancées et les interdits fulminés ⁽⁴⁾.

Blanche a naturellement la direction des affaires générales, politique extérieure : rapports avec l'Empire, les royaumes espagnols, surtout avec l'Angleterre, et politique intérieure, c'est-à-dire surtout, pour elle, la lutte contre les grands seigneurs, ses vassaux révoltés. Les historiens ont trop bien mis en relief les grandes qualités que Blanche déploya et les excellents résultats auxquels elle aboutit dans sa politique, pour que l'on fasse autre chose que signaler ici un aspect des choses qui n'est pas de notre ressort. Au point de vue juridique on a déjà noté que toutes ces questions politiques se réglaient au nom du

(1) Les *Textes relatifs à l'histoire du Parlement* de Ch.-V. Langlois ne renferment aucun document entre 1224 et 1239. Les textes historiographiques ne sont d'aucun secours parce que leurs expressions n'ont jamais une rigueur suffisante pour que l'on puisse les interpréter.

(2) *Infra*.

(3) Publiée dans Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, t. I, p. CCCIII, n° 14 des *Arrêts et enquêtes antérieurs aux Olim*.

(4) Cf. dans E. Berger, *Ouv. cité*, le conflit entre le roi et l'archevêque de Rouen, Thibaud, p. 101, avec le successeur de Thibaud, l'archevêque Maurice, p. 279. Autres exemples, p. 280 et s.

roi et l'on reviendra bientôt sur les circonstances où Blanche apparaît personnellement.

En ce qui concerne les finances, il est certain que Blanche a eu le maniement des deniers royaux et la possession du trésor. Mais il est difficile de donner des renseignements plus précis. Un compte de l'hôtel est parvenu jusqu'à nous, mais il est seulement de l'année 1234⁽¹⁾, de la fin de la régence. Les dépenses personnelles de la régente sont énumérées avec celles de l'hôtel du roi⁽²⁾, elle faisait donc bourse commune avec son fils, mais comme le même compte contient mention de dépenses faites pour les autres enfants et pour des parents de la reine, il est difficile de rien conclure de cette constatation.

Blanche de Castille s'est occupée personnellement et directement des affaires ecclésiastiques, tant en ce qui concerne ses rapports avec les églises et les établissements religieux du royaume, que pour les rapports avec la papauté : guerre des Albigeois, intercessions pontificales en faveur de la paix, querelle du sacerdoce et de l'empire. On ne constate pendant la minorité de saint Louis rien qui rappelle le rôle de l'archevêque de Reims pendant celle de Philippe I^{er}. La reine et le pape, la reine et les prélats n'ont pas besoin d'intermédiaire, le rôle de premier ordre que joua pendant la régence le cardinal Romain Frangipani, légat du Saint-Siège, fut un rôle de conseiller ou d'allié, nullement celui de ministre des affaires ecclésiastiques⁽³⁾.

Il y a cependant un acte de grande importance pour lequel, malgré sa minorité, le roi paraît seul, c'est lorsqu'il s'agit de recevoir l'hommage de ses vassaux⁽⁴⁾. Les

(1) Il a été publié dans H. F., t. XXI, p. 226 et s. Sur ce document, cf. Borelli de Serres, *Recherches sur divers services publics*, t. I, p. 43 et s.

(2) Compte cité, p. 244. Cf. E. Berger, *Ouv. cité*, p. 258.

(3) Sur le rôle du légat : *infra*, p. 75. Sur la politique de Blanche de Castille en matière religieuse il suffit de renvoyer à E. Berger, *passim* et surtout p. 275 et s.

(4) Certains passages d'E. Berger, *Ouv. cité, passim*, pourraient faire croire que Blanche a parfois reçu l'hommage en même temps que son

Layettes du Trésor des Chartes en contiennent des exemples innombrables, il suffira d'en citer quelques-uns : dès janvier 1227, c'est-à-dire au commencement de la régence, on peut en relever ⁽¹⁾, d'autres en avril 1227 ⁽²⁾. Quant au traité de Paris qui règle le sort du Languedoc (1229), Raymond VII prête l'hommage-lige ⁽³⁾ pour les terres qui lui sont laissées, il s'adresse au roi seul. Il y a là une dérogation très notable aux règles du droit féodal ⁽⁴⁾; en effet, normalement, le suzerain mineur est incapable de recevoir l'hommage et pendant sa minorité l'hommage est, ou bien réservé jusqu'au moment où le jeune suzerain sera devenu capable, ou bien il est prêté au baillistre. Rien de tel dans le cas d'un roi mineur; à la dernière époque, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, quand les hommages sont rendus à la Chambre des comptes, la pratique continue, inchangée, pendant les minorités royales, mais à cette époque le droit féodal, en se codifiant, s'est complètement dégradé. Au contraire, au ^{xiii}^e siècle, quand il garde encore une grande partie de sa vigueur première et de sa logique propre, il est particulièrement intéressant de voir que ce qu'il faut bien appeler le droit public, ou au moins le droit monarchique — un droit distinct et supérieur, — lui inflige une dérogation aussi

filis. C'est que le savant auteur a confondu l'hommage avec la prestation du serment de fidélité, distinction qu'il convient de faire soigneusement au ^{xiii}^e siècle; cf. A. Dumas, *Fidèles ou vassaux*, *Nouv. Rev. Hist. de Droit*, 1921, p. 159 et 347.

(1) *Layettes*, n° 1915.

(2) *Layettes*, n° 1925.

(3) *Layettes*, n° 1991; cf. E. Berger, *Ouv. cité*, p. 137. De même le roi seul fait les concessions de fief, traité de Vendôme : *preterea sciendum est quod idem dominus meus rex Ludovicus dedit mihi et concessit sanctum Jacobum de Beuvron*, etc., *Layettes*, n° 1922.

(4) Il y a là une telle dérogation que cent cinquante ans plus tard elle fera difficulté. Pendant la « minorité » de Charles VI les ducs de Berry et de Bourgogne voulurent persuader au duc de Bretagne de venir rendre hommage au jeune roi, alors que celui-ci était dans sa vingt et unième année. Le duc s'excusa en répondant qu'il ne ferait cet hommage que lorsque le roi aurait son âge et serait dans son gouvernement. Dupuy, *Ouv. cité*, p. 5, d'après Froissard.

sensible et fasse admettre une fiction aussi contraire à son esprit que le roi mineur capable de recevoir l'hommage.

Il y a cependant un texte ⁽¹⁾, unique d'ailleurs, qui rapporte que les nobles réunis à Reims pour le couronnement, prêtèrent hommage à la reine pour la durée de la régence, « tant comme elle tenroit le bail » dit le chroniqueur en adoptant l'expression du droit féodal ⁽²⁾; et il attribue à cette prestation d'hommage l'animosité des barons à l'égard de la reine. Mais on ne peut tenir compte de ce texte isolé que l'on rencontre chez un auteur éminemment suspect : le Ménestrel de Reims. Il est intéressant cependant de le relever, car il indique chez son auteur le sens du droit féodal, sans doute a-t-il pris pour un hommage un simple serment de fidélité, ou même un engagement personnel encore plus vague que la régente a dû demander à l'occasion du couronnement.

En effet, une série de textes émanant le plus souvent de communautés d'habitants, c'est à dessein que nous employons un terme aussi général, mais aussi parfois de particuliers, montrent la reine recevant en même temps que son fils des serments de fidélité. Ainsi, au mois d'octobre 1228, le maire et les pairs de la commune de Chambly écrivent au roi et à la reine pour leur annoncer qu'ils ont fait serment de fidélité dans les mains d'officiers royaux ⁽³⁾. En février 1228, les consuls et habitants de

(1) *Récits d'un ménestrel de Reims*, p. 176, § 338 : « Et vinrent a cel jour a Raims asseiz simplement, e fu li enfes couronneiz... Et furent fait li homage au roi et a la roine tant comme elle tenroit le bail, et de ce orent li baron trop grant envie ». Ce texte curieux paraît avoir échappé à E. Berger.

(2) Louis VIII ne faisait d'ailleurs pas autrement dans son testament : *ballo sive tutela*. Il n'y a pas encore de terme de « droit public », il faudra attendre le xiv^e siècle.

(3) *Excellentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia Francie regi, et Blanche domine sue Francie regine, major et pares communie Cambliacensis, salutem et paratum semper in omnibus famulatum.* — *Noveritis excellentia vestra quod nos... fidelitatis fecimus sacramentum.* Layettes, n° 1979. C'est par erreur qu'E. Berger, *Ouv. cité*, p. 122, cite un acte

Limoges⁽¹⁾ et les gens de Saint-Junien en Limousin⁽²⁾ prêtent serment dans des conditions analogues. A la même époque, dans l'acte même où ils rendent l'hommage-lige au roi, le vicomte et la vicomtesse de Thouars prêtent serment d'aider la reine-mère à conserver la garde du roi jusqu'à ce qu'il soit majeur⁽³⁾. A l'époque mérovingienne, le serment de fidélité était prêté, en cas de minorité royale, à celui qui avait la garde du royaume⁽⁴⁾.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que la reine-mère, ayant entre les mains le gouvernement du royaume, ait demandé pour elle, comme pour son fils, le serment de fidélité. Mais dans ce cas, le serment s'adresse-t-il à la reine ou à la régente? Bien que l'on manque un peu d'éléments de décision, il semble que le serment soit prêté à Blanche en tant que régente, les actes lui donnent son titre de reine, *Blanche domine sue Francie regine*, mais cela s'explique très bien puisque Blanche n'en avait pas d'autre, la fonction qu'elle remplissait n'avait pas encore de nom particulier⁽⁵⁾, et celui ou celle qui l'exerçait n'avait pas de titre⁽⁶⁾. Mais si l'épouse-reine avait joué aux ^x^e et ^{xii}^e siècles un grand rôle, cela avait bien changé depuis le règne de Philippe-Auguste. Isabelle de Hainaut, Ingeburge sont des personnages complètement effacés⁽⁷⁾. Louis VIII, malgré son grand attachement pour sa femme, ne changea rien à cette situation nouvelle. S'il lui fit des legs d'une

analogue sous le n° 1976 des *Layettes*. Dans le traité de Vendôme, *Layettes*, n° 1922, Pierre Mauclerc jure qu'il servira bien et fidèlement le roi et la reine sa mère.

(1) *Layettes*, n. 1960.

(2) *Layettes*, n. 1959².

(3) *Layettes*, n. 1962 et 1963. E. Berger, p. 411.

(4) A. Dumas, *Ouv. cité*.

(5) Les désignations employées à l'époque sont toujours empruntées au droit féodal *bail*, *garde*, ou au droit romain *tutela*, on sont encore plus vagues : *custodia*.

(6) E. Berger, *Le titre de régent dans les actes de la chancellerie royale*, Bibl. Éc. des chartes, 1900, p. 414.

(7) Froidevaux, *De regis consiliis Philippo-Augusto regnante habitis*, p. 15.

importance inusitée⁽¹⁾, le nom de Blanche n'apparaît dans aucun acte de la chancellerie de 1223 à 1226 et du vivant de son époux elle ne prit officiellement aucune part aux affaires publiques⁽²⁾.

Bien qu'il y eût deux reines à ce moment-là en France, Ingeburge et Blanché, et une troisième, Marguerite de Provence à partir de 1233, les documents et notamment les comptes réservent toujours à Blanche le titre de reine, *regina*, sans qualificatif. Ingeburge est qualifiée de reine d'Orléans, *regina Aurelianensis*, en raison de sa résidence, et Marguerite : la jeune reine, *juvenis regina*⁽³⁾. Dans certains actes, c'est à la reine en tant que reine que l'on s'adresse. Il faut mettre de côté les actes, d'ailleurs très rares, où la reine s'occupe de ses affaires personnelles, de son douaire, de ses fondations pieuses. Mais lorsque Richard de Cornouailles, au nom de son frère Henri III, passe une trêve avec le roi, la reine sa mère et tous ses hommes⁽⁴⁾, il est plausible que Blanche intervient là en qualité de reine. Cela est plus sûr encore quand, dans un acte royal, il est question des conventions faites par le comte de Flandre avec le roi, ses héritiers, ses frères, la reine sa mère⁽⁵⁾. Peut-être est-ce encore envers la reine que s'engage Amaury, comte de Montfort, quand il se constitue plègue pour le comte de Flandre à l'égard du roi Louis, de son héritier et de la reine Blanche⁽⁶⁾, mais il

(1) Il lui légua dans son testament 30.000 livres parisis, alors que Philippe-Auguste n'en laissa que 10.000 à Ingeburge et saint Louis 4.000 à Marguerite de Provence. Luchaire, *Manuel*, p. 478.

(2) Petit-Dutaillis, *Ouv. cité*, p. 334.

(3) E. Berger, p. 256-257.

(4) *Universis presentes litteras inspecturis Ricardus comes, frater domini regis Anglie, salutem in domino. — Noveritis nos cepisse firmam treugam et legalem de nobis et omnibus hominibus nostris... cum Lodovico, Dei gratia rege Francie et regina matre sua et cum omnibus hominibus suis. 11-30 avril 1227, Layettes, n° 1926.*

(5) *Ludovicus etc., quod dilecti... Ferrandus comes... et Johanna convenciones infrascriptas inierunt nobiscum et fecerunt et heredibus et fratribus nostris et illustrissima regina B. carissima matre nostra. Décembre 1226, Layettes, n° 1896.*

(6) *Ego Amalricus comes Montisfortis notum facio universis presentes*

est aussi vraisemblable qu'il s'engage envers la régente.

En tout cas, de pareils textes sont l'exception et l'on voit combien peu sûrement on peut penser qu'ils s'adressent à la reine. Quand Blanche est nommée à côté de son fils, c'est très généralement comme régente. La fiction de droit qui fait que tout est expédié au nom du jeune roi n'empêche pas cependant, qu'à côté de Louis IX, on ne s'adresse à celle qui tient en main le gouvernement, c'est ce que fait le pape en 1233 à propos d'un conflit de juridiction, il s'adresse d'abord au seul roi, puis au roi et à sa mère ⁽¹⁾. Les échevins de Lille, en décembre 1226 et ceux de nombreuses autres villes flamandes, prêtent serment devant les messagers du roi et de la reine de ne pas soutenir leur comte, Ferrand, au cas où il tournerait ses armes contre eux ⁽²⁾. Le 16 avril 1233, Grégoire IX défend au même comte de Flandre de prendre part à aucun jugement que Louis IX et Blanche de Castille voudraient porter sur la succession de Champagne ⁽³⁾. D'autres fois c'est la personne même de la régente qui est prise en considération en même temps que celle de son fils : une clause du traité de Vendôme sera maintenue, *nisi per voluntatem domini regis et regine* ⁽⁴⁾. Dans un autre accord, Pierre Mauclerc s'en remet à la décision de Louis IX et de Blanche de Castille pour le règlement de certaines

litteras inspecturis quod ego erga karissimum dominum meum Ludovicum, regem Francie illustrem et heredem ejus et dominam meam Blancham reginam, matrem ejusdem domini regis, me constitui plegium pro karissima domina Johanna comitissa Flandrie de quingentis marcis argenti. Décembre 1226, *Layettes*, n° 1899. Sous les numéros suivants nombreuses lettres du même genre.

(1) Berger, p. 280.

(2) *Nos scabini et tota communitas ville Insulensis omnibus notum facimus presentes litteras inspecturis quod nos, tactis sacrosanctis, juravimus coram nuntiis illustris regis Francorum Ludovici et domine regine Blanche matris ejus...* *Layettes*, n° 1831; les n°s 1832 à 1894 contiennent des lettres d'autres villes flamandes de même contenu et de même forme.

(3) Rainaldi, *Annales ecclesiasticae*, t. II, p. 95. — E. Berger, *Ouv. cité*, p. 209.

(4) *Layettes*, n° 1922.

affaires non mentionnées dans l'acte et il est prévu que si l'un d'eux venait à mourir, le duc de Bretagne devrait s'en remettre à la volonté du survivant ⁽¹⁾.

Ainsi, s'il est bien difficile de discerner la reine, on peut voir agir la régente à côté de son fils, pour des affaires où elle a personnellement à intervenir.

Mais la régente agit-elle seule ? Dans le gouvernement au temps de Philippe I^{er} on rencontrait à côté du régent, la reine-mère, son second mari, l'archevêque de Reims et l'on devinait d'autres personnages. Plus tard, on rencontrera plusieurs régents, ou l'on verra le régent limité dans son action par la présence d'un conseil ou par les instructions laissées par le roi défunt ou absent. Rien de tel pendant la minorité de saint Louis. Il y a concentration des pouvoirs dans les mains de Blanche et elle les exerce d'une façon aussi large que n'importe quel roi du XIII^e siècle, compte tenu des contingences politiques. Un coup d'œil sur l'entourage de Blanche va achever de démontrer ce point important.

Le jeune roi n'avait qu'un seul parent rapproché, en dehors de ses frères, son oncle Philippe Hurepel, comte de Boulogne. Il aurait pu jouer un rôle dans le gouvernement, mais voulant la régence pour lui seul, sinon la couronne, il entra dans l'opposition et n'exerça naturellement aucune influence. Les parents plus éloignés du roi, les autres Capétiens, ceux de la famille de Dreux, ou bien, comme Pierre Mauclerc, firent opposition, ou bien, demeurés fidèles, comme les frères du duc de Bretagne, le comte de Dreux ou l'archevêque de Reims, n'eurent qu'un rôle très effacé. Enguerrand de Coucy, lui aussi, se déclara contre la régente.

Les grands seigneurs, les pairs, auxquels un poète du temps fait appel pour prendre le gouvernement ⁽²⁾, se révoltèrent presque tous contre la régente, sauf les seigneurs ecclésiastiques, et voulant tout avoir, se privèrent ainsi d'une influence qu'ils auraient pu légitimement

(1) E. Berger, p. 237. L'acte est dans les *Layettes*, n° 2302.

(2) Cité par E. Berger, p. 110.

exercer. Ceux qui demeurèrent fidèles constamment, comme Ferrand de Flandre, ou, d'une manière plus ou moins durable, comme le volage Thibaud de Champagne, furent des auxiliaires pour la régente, mais ne partagèrent d'aucune façon le pouvoir. Les circonstances firent même qu'il fut impossible à la régente de réunir de véritables assemblées politiques comme son mari ou son beau-père, il se trouva qu'elle gouverna, à cause même de la révolte, à moins « grand conseil »⁽¹⁾ qu'eux, d'une façon, au moins en apparence, plus personnelle.

Il est certain que la reine s'entoura de conseils, les circonstances les lui rendaient particulièrement nécessaires, mais, contrairement à ce qui se produit pour beaucoup de régences, on ne trouve, pendant la minorité de saint Louis, aucun conseil particulier, aucun organe spécial, aucune institution appropriée. Les amis et conseillers habituels de son mari⁽²⁾, auxquels le roi défunt avait recommandé sa femme et ses enfants d'une façon si émouvante, soutinrent très efficacement la reine Blanche de leurs connaissances et de leur expérience. Mais ces faits relèvent de l'histoire; au point de vue des institutions, il n'y a rien à remarquer.

L'archevêque de Reims ne joue aucun rôle particulier, rien qui ressemble à l'importance de Gervais pendant la minorité de Philippe I^{er} ⁽³⁾. On sait que le fait pour un archevêque d'avoir couronné un roi lui conférait une certaine influence, d'ailleurs extrêmement vague et indécise; or, dans le cas de Louis IX, le sacre avait été fait par l'évêque de Soissons, le plus ancien des évêques de la province, l'archevêque Henri de Braisnes, élu mais non

(1) Cf. pour Philippe-Auguste et Louis VIII les ouvrages cités de Froidevaux et de Petit-Dutaillis. E. Berger ne signale pas d'« assemblée politique » au temps de Blanche de Castille, mais son attention ne se portant guère du côté des institutions, il est prudent de ne pas conclure d'une façon absolue; il est certain en tout cas que les circonstances ne se prêtaient pas à cette forme de gouvernement.

(2) E. Berger, p. 50 et s., énumère ces conseillers habituels de Louis VIII dont l'appui fut inestimable pour la régente.

(3) *Supra*, p. 26.

encore consacré, n'étant pas apte à couronner le roi. Ainsi s'explique peut-être que le premier pair ecclésiastique paraisse si effacé pendant la minorité de Louis IX ⁽¹⁾.

Ce n'est pas là qu'il faut chercher le principal conseiller de la régente. Un homme a joué auprès d'elle un rôle de premier plan, sans avoir place parmi les institutions de la monarchie, c'est le légat du Saint-Siège, Romain Frangipani, cardinal de Saint-Ange ⁽²⁾. Issu d'une grande famille romaine, Romain Frangipani avait été légat en France sous Louis VIII; rappelé un moment à Rome au début du règne de saint Louis, il revint en France sur les instances de la régente, que dès lors il ne quitta plus. Il ramena sur la France la protection pontificale, un instant détournée au profit d'Henri III d'Angleterre. Il réussit à prolonger jusqu'au 22 juillet 1229 la trêve avec les Anglais. Il soutint fermement, au risque de compromettre sa situation, la régente contre les chapitres dans l'affaire des décimes pour la croisade du Languedoc. Le traité de Paris de 1229, si habilement rédigé, est vraisemblablement son œuvre. Il attira sur Thibaud de Champagne, menacé par une terrible coalition féodale, la faveur du pape. Mais c'est aussi à cause de son obstination et de sa hauteur que s'envenima l'affaire, au début fort bénigne, de l'Université de Paris, jusqu'à prendre les proportions tragiques que l'on sait ⁽³⁾. Compagnon des heures troubles, il accompagnait la reine et l'enfant-roi dans la campagne de 1227, et c'est en sa présence, qu'après la conclusion du traité de Vendôme, que Pierre Mauclerc et Hugues de Lusignan prêtèrent hommage à Louis IX ⁽⁴⁾.

Il est certain que la reine se conforma toujours aux conseils du légat. Cela n'alla pas sans de terribles colères contre l'Espagnole conseillée par un Italien, la malveillance

(1) Berger, *Ouv. cité*, p. 67.

(2) Sur le rôle du cardinal Frangipani, cf. E. Berger, *passim*, et Ch.-V. Langlois, dans l'*Histoire de France* de Lavissee, t. III, 2^e partie, p. 6 et 9.

(3) E. Berger, p. 133 et s.

(4) Guillaume de Nangis, *Vie de saint Louis*, dans H. F., t. XX, p. 313. *Chronique de Tours*, *ib.*, p. 319. Cf. E. Berger, *Ouv. cité*, p. 84.

s'en mêla et il courut plus d'une épigramme sur la nature des rapports de la reine et du légat. Il est curieux de rencontrer, quatre siècles auparavant, comme une préfiguration de Concini, mais celui-là était d'une autre allure que le maréchal d'Ancre. « Ce n'était point un parvenu, un diplomate, comme d'autres Italiens fins et bas, qui ont gouverné la France; c'était un cavalier, un grand seigneur, d'allures dédaigneuses et cassantes » ⁽¹⁾. Il convient d'ajouter que son influence, si l'on met à part la malheureuse affaire de l'Université, fut aussi bienfaisante qu'éminente.

Il convenait d'insister en raison de son importance historique, et pour présenter sous son jour vrai le mécanisme du gouvernement de Blanche de Castille, sur le rôle du cardinal Frangipani. Mais cette influence purement personnelle est en dehors du cadre des institutions.

La papauté, en raison de la croisade albigeoise dans laquelle se trouvait maintenant engagée la maison de France, en raison de la protection qu'elle accordait à l'Angleterre, à cause des liens de vassalité reconnus par Jean sans Terre, eut sans cesse à intervenir pendant la minorité de Louis IX. Un instant favorable à Henri III, Grégoire IX donna après tout son appui à la régente. D'après Philippe Mousket, il manda d'abord au légat de rester en France pour conseiller le jeune roi, surtout en ce qui concernait ses rapports avec les Anglais et les Poitevins et pour surveiller le développement de la croisade ⁽²⁾. Puis le 10 mai 1227, il écrivit à Louis IX, à sa mère, à ses frères, qu'il les prenait sous sa protection. Cette lettre est très intéressante parce qu'elle montre que le pape s'intéressait aux princes français en raison de leur situation de veuve et d'orphelins. Il est certain que, devenus ainsi des personnes misérables, ils avaient droit à la protection générale qu'accorde l'Église à ceux de cette catégorie. Les termes de la bulle ne sont pas assez précis pour autoriser une construction juridique de cette sorte, mais néanmoins ce sont bien des considérations de ce genre qui guidèrent

(1) Ch.-V. Langlois, *Ouv. cité*, p. 6.

(2) Philippe Mousket, vers 27.897 et s.

l'action pontificale pendant la minorité de Louis IX, et ce trait méritait d'être mis en lumière.

Quand finit la régence de Blanche de Castille, ou en d'autres termes à quel âge saint Louis fût-il considéré comme majeur? Question extrêmement difficile, qu'il est impossible de résoudre d'une façon pleinement satisfaisante et à propos de laquelle on traitera la question plus générale de la majorité des rois de France, qu'il a paru bon de réserver jusqu'ici.

Il faut constater d'abord que toutes nos sources sont muettes sur ce point. Il en résulte qu'aucun transfert de pouvoirs n'a eu lieu, même pour la forme, aucune cérémonie, comme on en rencontrera aux siècles suivants, n'a manifesté aux yeux de tous que le roi était devenu majeur. La diplomatie, la sigillographie sont muettes également, aucune formule de chancellerie, aucune légende de sceau, ne sont venues, à un moment quelconque, marquer un changement, c'était impossible puisque, comme on l'a vu, rien dans la chancellerie ne faisait soupçonner que le roi était mineur ⁽¹⁾.

Si l'on interroge l'histoire, la marche même des événements, toujours le même silence décourageant. Rien n'a été changé le jour où le roi de France est devenu majeur, Blanche de Castille n'a jamais cessé d'être toute puissante à la cour, à une époque où certainement Louis IX était majeur; le 21 mai 1235, Hugues d'Antoing, dans un acte relatif à son hommage, assure toujours la reine-mère de sa fidélité ⁽²⁾. Plus tard encore, à la veille du jour où le

(1) Il y a cependant un texte — un seul — qui pourrait faire croire, qu'au moins dans l'idée de sa mère, le roi devait être majeur à vingt et un ans seulement. En avril 1229, le jeune roi, ou la régente en son nom, prend avec Thibaud de Champagne des arrangements qui dureront : *donec vicesimum primum etatis sue compleverit annum*, Layettes, n° 1995; mais une telle interprétation ne dépasse-t-elle pas la portée du texte?

(2) Layettes, n° 2356. Cf. E. Berger, p. 274, la formule d'E. Berger relative à l'hommage est inexacte. Autres exemples du même genre dans Berger, p. 244.

roi va se couvrir de gloire à Taillebourg et à Saintes, en 1242, c'est encore à la reine que le bourgeois de La Rochelle, qui lui sert d'espion au milieu des révoltés, adresse son si curieux rapport sur les agissements des ennemis ⁽¹⁾. Historiquement, il est permis de dire que saint Louis n'est sorti de tutelle qu'à la mort de sa mère, comme Louis XIV à la mort de Mazarin.

Aussi l'on comprend la prudence des historiens modernes, qui fixent la majorité de saint Louis à ses vingt ans commencés en 1234. « On convient d'arrêter vers cette époque, dit Ch.-V. Langlois ⁽²⁾, l'histoire de la minorité d'un prince qui, par piété filiale, voulut rester, à l'égard de sa mère, dans un état de minorité perpétuelle ». L'embarras d'E. Berger, qui connaissait si bien cette époque, se manifeste à plusieurs reprises. Il déclare qu'il ne peut résoudre la question de droit; qu'au demeurant, les contemporains de Blanche n'étaient peut-être pas mieux fixés que nous ⁽³⁾. « La transition fut insensible entre le moment où Blanche cessa d'exercer le pouvoir souverain et les premiers actes par lesquels s'affirma l'activité de son fils ». Finalement il conclut : « Ce qu'on peut dire sans risque de se tromper c'est que la reine fit tout dans le royaume jusqu'en 1235 et qu'à partir de cette année l'histoire de France cesse de se confondre avec sa biographie » ⁽⁴⁾.

Il y a sur le point en question un texte formel ⁽⁵⁾, c'est l'ordonnance de Charles V du mois d'août 1374, fixant à quatorze ans la majorité des rois. Charles V tire argument de ce que saint Louis a été majeur à quatorze ans. « Sur ce roi, nous lisons en effet que de très grands et puissants ennemis du royaume, par l'action divine, ont été repoussés

(1) L. Delisle, cité par E. Berger, *Ouv. cité*, dernier chapitre.

(2) *Ouv. cité*, p. 16.

(3) P. 63.

(4) P. 204 et 245.

(5) *De ipso enim legitur, quod regni maximi et potentes inimici, agente Deo, ipsius pueri regis viribus sunt repulsi, aetatis sue quarto decimo anno regni regimen assumpsit, recepit homagia, seu fidelitatis iuramenta prelatorum, parium et aliorum vassallorum, fuitque sacra regali unctione inunctus et coronatus.*

par les forces de ce roi encore enfant, et que dans la quatorzième année de son âge, il prit le gouvernement, reçut les hommages ou les serments de fidélité des prélats, des pairs et des autres vassaux et il fut oint de la sainte onction royale et couronné ». En dépit de sa solennité et de la précision de ses indications, ce texte est très suspect, il contient d'abord des erreurs manifestes que le précédent exposé permet de signaler et de réfuter. Saint Louis fut couronné à l'âge de douze ans, en novembre 1226 et on n'attendit pas qu'il eut quatorze ans. Ses vassaux n'attendirent pas non plus cet âge pour lui rendre hommage. Ainsi deux allégations sur trois se trouvent fausses, il y a donc bien des présomptions contre la troisième. La qualité de la documentation historique, si prétentieuse ⁽¹⁾, de l'ordonnance, laisse en général beaucoup à désirer ⁽²⁾. Il est impossible de tenir compte d'un pareil témoignage, tel qu'il se présente, isolé ⁽³⁾.

En effet, rien n'autorise à penser que Louis IX ait pu être majeur en 1228, on possède trop d'exemples de l'activité de la régente pendant cette année et les deux qui suivent, pour admettre que saint Louis ait été considéré comme majeur de si bonne heure.

Si l'on n'admet pas la date de 1228, est-on obligé d'attendre 1234; si saint Louis n'a pas été majeur à quatorze

(1) Le rédacteur, qui cite l'*Art d'aimer* d'Ovide, sort pêle-mêle, avec une érudition de fort mauvais aloi, des souvenirs bibliques, des réminiscences classiques et des traditions plus que suspectes sur l'histoire mérovingienne. Cf. *infra*, chap. VI, section II.

(2) On sait avec quelle faveur on invoque au xiv^e siècle, en toutes circonstances, l'histoire de saint Louis. La qualité de l'information de la chancellerie royale laisse malheureusement à désirer dans d'autres textes que l'ordonnance de 1374. On lit, dans les instructions données par le régent aux commissaires chargés de lever l'argent pour la rançon du roi Jean (1361), que saint Louis, ayant été « pris en Thunes » (1), l'élan avait été tel dans tout le royaume, que les métaux précieux disparurent presque de la circulation et qu'il fallut fabriquer de la monnaie de cuir, comme on en voit encore en la tour du Louvre à Paris. Delachenal, *Histoire de Charles V*, t. II, p. 223.

(3) E. Berger, p. 63, n. 4, déclare qu'il ne discutera pas l'ordonnance de Charles V.

ans, l'a-t-il été forcément à vingt ans et seulement à ce moment-là? Il faut bien indiquer quelques faits auxquels les historiens n'ont pas attaché d'importance et qui sont cependant de nature à faire hésiter sur la nécessité de ce dilemme. En 1231, Louis IX, ayant dix-sept ans, paraît avoir pris et exercé personnellement le commandement de l'armée opérant en Bretagne⁽¹⁾. Cette même année fut enfin réglée la question de l'Université de Paris, que les violences successives de l'évêque de Paris, du légat et de la régente avaient singulièrement compliquée. A propos de cet accord, Guillaume de Nangis et les Grandes Chroniques⁽²⁾ célèbrent avec beaucoup d'éclat la sagesse de saint Louis et lui attribuent tout le mérite de cette réconciliation. Berger fait observer, à propos de ces textes, que les historiens écrivaient assez longtemps après les événements « et n'ont pas réfléchi que le roi de France avait alors dix-sept ans et que tout se faisait par l'autorité de sa mère »⁽³⁾. Cela est possible, mais on pourrait répondre que ces louanges insolites, adressées au roi, montrent précisément qu'il avait agi par lui-même et tout au moins que les historiens cités ne répugnaient nullement à l'idée que Louis IX, à dix-sept ans, avait pu régler sans assistance une question de cette importance. En 1233, des troubles graves éclatèrent à Beauvais, à propos d'un conflit entre l'évêque et les bourgeois, le jeune roi, qui se trouvait sur les lieux, intervint avec beaucoup de sang-froid et de décision, et paraît avoir réglé, sans l'assistance de personne, cette épineuse affaire⁽⁴⁾. Voilà donc tout un ensemble de faits qui prouvent que le roi n'attendit pas sa vingt et unième année pour agir seul en certaines occasions.

Mais il faut se garder d'en conclure que l'ordonnance

(1) E. Berger, p. 197.

(2) H. F., t. XX, p. 320 et 546, *Vie de saint Louis et Chronique de Guillaume de Nangis*. — *Grandes chroniques*, éd. P. Pâris, t. IV, p. 250.

(3) *Ouv. cité*, p. 205.

(4) Récit dans Berger, p. 284.

de Charles V est dans le vrai. Un argument péremptoire, qui a été fort bien mis en lumière par E. Berger⁽¹⁾, démontre que saint Louis n'a pas été considéré comme majeur à quatorze ans et, bien plus, que l'opinion ne concevait pas qu'il put se passer de la régente à cet âge. Si cela avait été bien établi, les nobles ligués contre Blanche de Castille n'auraient pas manqué de faire valoir un argument qui leur eût permis de se débarrasser de la reine-mère dès 1228. On a accusé Blanche de toute sorte de choses, d'avoir empoisonné son mari, d'être la maîtresse du comte de Champagne et du légat, on ne lui a jamais reproché d'avoir abusé de sa situation pour conserver indûment le pouvoir au delà d'une époque où il aurait dû légitimement être exercé par le roi seul. Ces réclamations auraient dû se produire dès 1228, c'est-à-dire au moment de la seconde coalition, or rien de tel ne s'est passé. L'histoire, pourtant bien connue, de la régence de Blanche, est donc incapable de nous renseigner sur l'âge de la majorité des rois.

Sera-t-on plus heureux en consultant les textes juridiques? Dans une matière où les traditions ethniques, familiales et dynastiques ont pu avoir une grande influence, il convient de remonter haut dans le passé. Chez les anciens germains, la majorité est fixée de très bonne heure, il n'y a rien là qui puisse étonner, c'est un trait commun aux peuples exclusivement guerriers, que l'on retrouverait chez les anciens romains et chez les lacédémoniens⁽²⁾. L'âge de la majorité, c'est celui auquel on peut porter les armes; on connaît les paroles fameuses que Cassiodore met dans la bouche du roi des Ostrogoths: « C'est la bravoure qui fait la majorité chez les Goths »⁽³⁾.

(1) P. 63.

(2) Cf. les considérations, dépassées au point de vue historique, mais toujours judicieuses de Montesquieu, *Esprit des lois*, L. XVIII, chap. 26.

(3) Cassiodore, *Lettres*, I, 38. Ce texte est cité par Viollet, *Établissements de saint Louis*, I, p. 157 : « Les aigles cessent de donner la nourriture à leurs petits sitôt que leurs plumes et leurs ongles sont formés. Ceux-ci n'ont plus besoin du secours d'autrui quand ils vont eux-mêmes chercher leur proie. Il serait indigne que nos jeunes gens,

Les lois barbares avaient établi des majorités très hâtives. D'après la loi salique à douze ans. D'après la loi des Ripuaires, quinze ans; même âge chez les Burgondes. Certaines lois saxonnes ont même connu des majorités encore plus précoces⁽¹⁾. Les dynastes mérovingiens paraissent avoir suivi les règles ordinaires du droit privé, en ce qui concerne la majorité, comme en ce qui concerne la tutelle⁽²⁾. La majorité salique de douze ans vivra dans la Hesse jusqu'au x^v^e siècle⁽³⁾.

Ainsi, la majorité très précoce est une tradition très ancienne, l'atmosphère primitive lui est favorable. La pratique carolingienne, assez bien connue, va donner de précieux renseignements sur la transmission de cette tradition. On écrit habituellement ⁽⁴⁾ que les Carolingiens suivaient, en ce qui concerne la majorité, leur loi personnelle, qui était la loi ripuaire et qui fixait la majorité à quinze ans. Or, si Louis III avait seize ans quand il fut couronné et Louis IV quinze ans, Carloman II n'avait que treize ans à la mort de son père, Charles le Simple fut couronné à treize ans et quatre mois, Lothaire à treize ans et l'on se souvient que, dans tous ces cas, il n'a pas été question de tutelle, ni de régence et que ces jeunes rois ont été dès leur couronnement considérés comme pleinement capables, comme majeurs. Ainsi donc il est impossible de poser une règle générale en ce qui concerne la majorité des rois carolingiens.

A l'époque capétienne, au moment où l'on peut recommencer à observer le droit privé, surtout à partir du xii^e siècle, on le voit évoluer sur ce point, pour des causes encore mal connues ⁽⁵⁾, et l'âge de la majorité se modi-

qui sont dans nos armées, fussent censés d'un âge trop faible pour régir leurs biens et pour régler la conduite de leur vie. C'est la bravoure qui fait la majorité chez les Goths ».

(1) Cf. les textes dans Louis Amiable, *Essai historique et critique sur l'âge de la majorité*, Rev. hist. de droit, 1861, p. 214-215.

(2) Declareuil, *Histoire du droit français*, p. 92.

(3) Viollet, *Etablissements de saint Louis*, I, p. 157-158.

(4) R. Poupardin, *Le royaume de Provence*, p. 10, n. 3; Parisot, *Le royaume de Lorraine*, p. 78.

(5) Pour Montesquieu, ce serait l'alourdissement de l'armement qui,

fier ⁽¹⁾. La vieille majorité germanique de quatorze ans se maintient chez les roturiers, mais dans tout le centre et l'ouest elle passe à vingt et un ans pour les nobles. En mars 1215, une lettre du prince Louis à Jean de Brienne montre qu'une telle majorité était générale *in regno Francie* ⁽²⁾. Hugues IV, duc de Bourgogne, Thibaud IV, comte de Champagne, Jean le Roux, duc de Bretagne et fils de Pierre Mauclerc ne furent majeurs qu'à vingt et un ans ⁽³⁾. Un peu plus tard, les textes des jurisconsultes confirment ces faits que rapporte l'histoire : Beaumanoir, les *Établissements de saint Louis* disent que les nobles ne sont capables qu'à vingt et un ans ⁽⁴⁾.

Cependant, les majorités précoces s'étaient maintenues encore aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, même pour les nobles dans la région du nord. Ainsi en Flandre, en 1235, pour Baudouin d'Avesnes et son frère Jean qui avaient respectivement quinze et seize ans, il fut jugé que cet âge était suffisant ⁽⁵⁾. Beaumanoir et Boutillier donnent des renseignements du même ordre, et ces majorités durèrent jusqu'aux coutumes rédigées et même par delà, dans certaines régions comme l'Artois ⁽⁶⁾.

De nombreux documents du ^{xiii}^e siècle montrent que

retardant l'âge du service militaire, aurait retardé en même temps celui de la pleine capacité juridique. Mais que faut-il retenir de cette idée?

(1) En dehors des traités généraux, surtout Brissaud, on peut consulter l'essai cité d'Amiable, celui de Flach, *Études historiques sur les effets et la durée de la minorité*, Paris, 1870, celui de d'Arbois de Jubainville, *Recherches sur la minorité et ses effets dans le droit féodal français*, Bibl. Éc. des Chartes, 1851, p. 415-440. Viollet, *Établissements*, t. I. Pour la région parisienne, Olivier-Martin, *Histoire de la Coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, t. I.

(2) Arch. nat., KK 1064, fol. 20 v^o, cité par E. Berger, p. 62 : *Scire vos volumus quod consuetudo antiqua et per jus approbata talis est in regno Francie, quod nullus ante viginti et unum annos potest vel debet trahi in causa de re quam pater ejus teneret sine placito cum decessit.*

(3) Berger, p. 62.

(4) Textes par ex. dans Amiable, *Ouv. cité.*

(5) *Et ibidem judicatum fuit ab hominibus comitisse predictae quod etas illa sufficiens erat, secundum consuetudines que in Flandria observantur.* Layettes, n^o 2331.

(6) Cf. Amiable, p. 217-218.

cette coutume était suivie par les princes des fleurs de lys. Parmi les fils de Louis VIII, Robert, né à la fin de septembre 1216, se maria et fut fait chevalier en 1237, c'est à ce moment qu'il fut mis en possession du comté d'Artois, et sans doute considéré comme majeur. Alfonse, né en 1220, devint chevalier et comte de Poitiers en 1241. Charles reçut les comtés d'Anjou et du Maine pendant sa vingt et unième année. Le prince Jean de France, qui mourut prématurément, avait été fiancé à Yolande de Bretagne, fille de Pierre Mauclerc, et le duc avait reçu au traité de Vendôme certains fiefs qu'il devait rendre au prince lorsque celui-ci aurait atteint sa vingt et unième année ⁽¹⁾.

Il y a plus, le prince Louis, le futur Louis VIII, ne paraît bien avoir été considéré comme majeur qu'à vingt et un ans, à cet âge il fut fait chevalier et on lui donna quelques terres ⁽²⁾.

Faut-il donc admettre, avec beaucoup de nos anciens auteurs, qu'« anciennement, la majorité de nos rois était à vingt et un ans comme celle des nobles : car, suivant les feudistes, *regna feudis aequiparantur* » ⁽³⁾. Mais est-ce qu'une des rares conclusions générales qui se dégagent de la présente étude, n'est pas que le royaume de France échappe aux règles ordinaires du droit? Comme dit très sagement Dupuy ⁽⁴⁾ : « Il a esté trouvé à propos d'y pourvoir, non pas par les loix et coutumes ordinaires qui obligent le commun des hommes, qui sont toutefois en beaucoup de lieux différentes en France; mais par les règles les plus utiles que l'on s'est pu imaginer pour le bien et le repos de l'Etat ». Mais ces règles étaient-elles imaginées à l'époque où nous nous plaçons?

La minorité, dit M. Dupont-Ferrier, eut longtemps une durée très inégale, qui varia de neuf à vingt-deux ans ⁽⁵⁾.

(1) Pour tous ces faits, cf. E. Berger, *Ouv. cité*, p. 62.

(2) E. Berger, p. 15.

(3) Eusèbe de Laurière sur Loisel, *Institutes coutumières*, t. I, L. I. 34, éd. de 1745, p. 92. Cf. les auteurs qu'il cite, feudistes pour la plupart,

(4) P. 2.

(5) *La formation de l'État français*, p. 83-84. Philippe le Hardi aurait été majeur à neuf ans.

L'aetas legitima, dit Luchaire ⁽¹⁾, correspondait à l'âge même où le prince était admis à la chevalerie, dans le cas de Louis VI, à l'âge de dix-sept ans ⁽²⁾. Ces auteurs tiennent compte de la majorité des princes, du vivant même de leur père. Mais ceci n'est-il pas de mauvaise méthode, car un prince, même héritier, ne se trouve pas du tout dans la même situation juridique qu'un roi mineur. Il faut même écarter pour la première époque primitive, le roi associé. Pour le roi, un premier point est certain, c'est que le sacre ne rend pas majeur, comme semble l'avancer l'ordonnance de Charles V, et comme paraissent le croire certains auteurs ⁽³⁾. Le sacre rend le jeune prince inviolable, mais c'est tout, il ne le rend pas capable de régner par lui-même, les exemples de Philippe I^{er} et de saint Louis permettent d'être formel sur ce point.

Il faut nous en tenir aux rois. Philippe I^{er}, on s'en souvient, gouverna seul à un âge impossible à préciser, mais autour de quatorze ans. Philippe-Auguste resta seul roi à l'âge de quatorze ans et, quoi qu'on en ait dit, il fut considéré comme majeur. Les précédents, les seuls que l'on puisse indiquer, étaient donc parfaitement clairs et en faveur de la majorité à quatorze ans. Que s'est-il donc passé au temps de saint Louis?

Saint Louis n'a pas été majeur à quatorze ans, il paraît avoir agi seul en certaines circonstances, à partir de dix-sept ans. On pourrait penser que le droit romain, que l'on a vu invoquer au cours de la minorité, que la pratique castillane à laquelle Blanche a peut-être songé, ont fait descendre l'âge de la majorité pour le roi. Mais serait-il trop hardi de conclure, qu'en raison des circonstances, la question de la majorité du roi ne s'est pas posée? Après 1230, les révoltes sont apaisées, Blanche gouverne comme elle l'entend, et personne ne lui demande plus de comptes, peu à peu elle a « laissé le pouvoir pour ne garder que l'influence » ⁽⁴⁾. Concluons que faire cesser la régence en

(1) *Institutions*, I, p. 78, n. 2.

(2) Fliche, *Ouv. cité*, p. 79.

(3) E. Berger, p. 61, est un peu hésitant.

(4) E. Berger, p. 64.

1234 est une convention d'historiens et que le juriste ne saurait résoudre un problème qui ne s'est pas posé.

SECTION II

La Croisade d'Egypte.

Saint Louis souffrant d'une cruelle maladie avait fait le vœu de conduire une croisade en Orient, s'il se rétablissait. Sitôt guéri, il commença de longs et minutieux préparatifs qui furent terminés en 1248. Alors il se détermina à partir pour l'Égypte, et auparavant confia à sa mère le gouvernement du royaume.

Les circonstances étaient exactement les mêmes que lors du départ de Louis VII et de Philippe-Auguste pour la Syrie. Saint Louis paraît avoir agi en toute indépendance et ne fit ratifier par aucune assemblée, comme Louis VII, ne notifia même solennellement à personne, comme son grand-père, les dispositions qu'il avait prises. Le droit du roi à désigner par sa seule volonté celui qui devait exercer le pouvoir pendant son absence apparaît ici entier et absolu.

Son choix se porta tout naturellement sur sa mère ⁽¹⁾, comme celui de Philippe-Auguste en 1190; pendant la minorité du roi, elle avait suffisamment montré son énergie et sa capacité, et l'ascendant qu'elle avait su prendre sur l'esprit de son fils était tel qu'aucune autre personne ne pouvait lui être préférée par le roi. D'autre part, son prestige était très grand, dans le royaume, où elle était devenue vite populaire et aussi auprès de l'empereur et du pape, entre lesquels, malgré leur lutte acharnée, elle avait su tenir la balance égale, et qui la respectaient également. Sa personne était donc, dans le

(1) Berger a écrit l'histoire de cette seconde régence de Blanche, *Ouv. cité*, p. 368 et s. Mais son récit s'arrête naturellement à la mort de la reine. Après on ne possède guère que Le Nain de Tillemont, t. III, qui est assez peu sûr. Les chroniques sont à peu près muettes, nous sommes donc reporté aux actes, *Layettes*, t. III.

royaume et au dehors, un gage de stabilité et de paix; le roi pouvait partir l'esprit tranquille vers de périlleuses aventures.

Dans une courte lettre ⁽¹⁾, Louis IX transmettait à sa mère le pouvoir. Ce fut à l'hôpital, près de Corbeil, au moment où la mère et le fils se quittaient pour ne plus se revoir, que fut expédié cet acte qui précisait les pouvoirs de la régente, qui les précisait en effet, et ne les limitait pas, car il est conçu dans les termes les plus larges. Le roi ordonnait que pendant son absence, la reine, sa mère, pourrait employer qui elle voudrait aux affaires du royaume et en écarter de même ceux qu'elle jugerait à propos; il lui confère le droit de nommer et de révoquer tous les officiers, et nommément les baillis, les châtelains et les forestiers. En ce qui concerne les affaires ecclésiastiques, la régente recevait également les pouvoirs les plus larges : conférer les dignités et les bénéfices vacants, recevoir la foi des évêques et abbés, prononcer la mainlevée de la régale, donner licence d'élire aux chapitres et monastères aux lieux et places du roi ⁽²⁾.

Aucune disposition n'était prise en ce qui concerne les finances, qui préoccupaient tant Philippe-Auguste partant pour la Syrie, ni l'administration de la justice. L'étude

(1) Voici cette pièce : *Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos carissime domine nostre et matri regine concessimus, et volumus quod ipsa, in hac nostre peregrinationis absentia plenariam habeat potestatem recipiendi et attrahendi ad regni nostri negotia, quos sibi placuerit et visum fuerit attrahere; removendi etiam quos viderit amovendos secundum quod ipsi videbitur bonum esse; ballivos etiam instituere valeat, castellanos, forestanos et alios in servitium nostrum et regni nostri ministros ponere et amovere prout viderit expedire; dignitates etiam et beneficia ecclesiastica vacantia conferre, fidelitates episcoporum et abbatum recipere et eis regalia restituere et eligendi licentiam dare capitulis et conventibus vice nostra. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. — Actum apud hospitale juxta Corbolum, anno domini MCCXLVIII, mense junii.*

(2) Sur ce point Dupuy, p. 136, note que les pouvoirs confiés à la reine Blanche en matière ecclésiastique sont généralement donnés par les rois aux régents et il renvoie aux *Libertés de l'Église gallicane*, éd. de 1651, chap. 16, p. 602, où il disserte abondamment sur cette question.

des documents prouve que ce silence donnait à la reine tous les pouvoirs royaux dans ces matières, et non pas qu'il lui défendait de s'en occuper. Aucune disposition n'était prise non plus en cas de disparition du roi ou de la régente, et il y avait là, comme les événements ne devaient pas tarder à le montrer, une lacune très grave.

La reine était seule nommée régente, contrairement à l'usage qui avait prévalu jusque-là de constituer un collège de régents. Cette anomalie s'explique par les circonstances et par la confiance que le roi avait en sa mère, ainsi que par le respect qu'il lui portait : lui donner un auxiliaire, d'un rang fatalement inférieur au sien, eût pu paraître une mesure de défiance à son égard. Ce sont des considérations de même ordre qui justifient, dans les lettres patentes du roi, l'absence de toute mesure ou injonction concernant le conseil dont devait s'entourer la régente, les termes de la lettre sont au contraire assez généraux pour lui donner le pouvoir de composer son conseil comme elle l'entendrait.

Cependant, durant la première année de l'absence du roi, Blanche ne fut pas laissée absolument seule au gouvernement du royaume. Le comte de Poitiers, Alfonse, resta auprès d'elle et s'acquit la réputation d'un administrateur diligent ⁽¹⁾, mais, un an après son frère, le 25 août 1249, il s'embarquait à son tour pour l'Égypte, laissant cette fois sa mère définitivement seule. Dès qu'il fut délivré des Égyptiens, il avait été pris aussi à la Mansourah, le roi le renvoya près de sa mère, à la fin de l'année 1250, avec le comte Charles d'Anjou ⁽²⁾. Ils ne devaient pas tarder à la remplacer.

Blanche de Castille ne rencontra pendant sa seconde régence aucune des difficultés qui avaient tant troublé la première. Elle eut cependant à faire face au mouvement

(1) Guillaume de Nangis, H. F., XX, p. 356. — Depuis la publication par Dupuy des lettres de 1248, il n'est plus utile de réfuter l'erreur de Vignier, *Sommaire de l'histoire des François*, qui avait cru qu'Alfonse avait été associé à la régence en 1248; cf. Dupuy, p. 59.

(2) Sur tous ces points, E. Berger, p. 367 et s.

des Pastoureaux, qu'elle ne se décida à réprimer qu'après avoir longtemps fait preuve à leur égard d'une étrange longanimité, attitude du reste qui fut souvent celle de la monarchie en face de mouvements populaires de ce genre. Elle eut surtout à souffrir des nouvelles d'Égypte et des angoisses que durent lui causer le sort de ses fils. Elle essaya de les aider de toute manière.

Si l'on étudie maintenant le fonctionnement de la régence, il est inutile de revenir sur les points qui ont fixé les lettres patentes de 1248. Les documents montrent simplement que les dispositions prises par le roi ont reçu entière exécution. Il est plus intéressant d'étudier les fonctions gouvernementales sur lesquelles les lettres restent muettes, les finances et surtout la justice.

Blanche eut le maniement et la comptabilité des deniers royaux. Son fils s'adresse à elle à plusieurs reprises pour obtenir soit l'envoi d'espèces, soit celui de secours en nature, il la prie aussi d'exécuter des paiements à Paris, et de faire honneur à des engagements qu'il a contractés personnellement en Orient. Tout cela suppose que Blanche avait la disposition complète du trésor royal, sans aucun contrôle ni limitation.

En ce qui concerne les hommages, aucun document, à notre connaissance, ne nous renseigne. Mais la régente reçoit les serments de fidélité, non seulement ceux des évêques et abbés, aux termes des lettres de Corbeil, mais aussi ceux des corps, ainsi en 1251, quelques semaines avant sa mort, la communauté des *cives parisienses* est appelée à prêter serment entre ses mains ⁽¹⁾.

La justice est rendue en son nom, fait particulièrement significatif. C'est en son nom également que sont faites les enquêtes poursuivies à propos de procès engagés devant les juridictions royales : enquête faite à Falaise, par le bailli de Rouen ⁽²⁾; enquête sur un procès entre la com-

(1) Denifle et Châtelain, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. I, p. 222. — Cf. Vidier, dans *Mémoires de la Soc. d'hist. de Paris*, XLIX, p. 263.

(2) E. Berger, *Ouv. cité*, p. 405, d'après Arch. nat., JJ 26, fol. 285 et 344.

tesse d'Artois et l'avoué de Béthune ; enquête conduite par Pierre d'Ernencourt et Etienne, doyen de Saint-Aignan d'Orléans, pour savoir si les drapiers de Paris peuvent tenir boutique ouverte pendant la foire du Lendit ⁽¹⁾. Enfin la reine rend en personne la justice : en août 1249 elle prononce un accord entre les abbés de Cluny et de Sainte-Geneviève, plus tard, c'est en sa présence que se termine devant le parlement un procès relatif à la vicomté de Turenne ⁽²⁾.

Fonction royale au premier chef, la justice est donc exercée par la régente. Un incident, particulièrement significatif de l'histoire de cette régence, va nous éclairer encore davantage sur la nature du pouvoir qu'exerce la régente. Le chapitre de Notre-Dame de Paris ayant des difficultés avec certains de ses serfs à propos des tailles qui lui étaient dues, en fit empoigner un certain nombre et les jeter en chartre, dans sa prison particulière. Ces malheureux, entassés les uns sur les autres, dans des conditions d'hygiène déplorables, se trouvèrent bientôt dans la plus pénible situation et plusieurs même moururent. La reine intervint alors auprès des chanoines pour les ramener à une attitude plus charitable. Le chapitre répondit avec hauteur qu'il avait la haute justice sur ses serfs et se retrancha derrière les diplômes d'immunité qui lui avaient été concédés par les rois depuis l'époque mérovingienne.

La reine se transporta alors accompagnée d'hommes d'armes au cloître Notre-Dame où étaient les prisonniers, elle y pénétra avec son escorte et après avoir frappé d'un geste symbolique la porte de la prison ⁽³⁾, elle la fit enfoncer par ses gens et fit mettre immédiatement les détenus en liberté ⁽⁴⁾.

(1) Ces deux enquêtes dans Boutaric, *Actes du parlement de Paris*, t. I, p. CCCXI et CCCXXI.

(2) Cf. E. Berger, p. 405, qui renvoie à Du Chesne, *Bibliotheca Cluniacensis*, col. 1510, et à Justel, *Preuves de la maison de Turenne*, p. 52.

(3) Certaines chroniques ne rapportant pas ce geste, son authenticité a été contestée, il nous paraît tellement dans la logique de l'événement que nous croyons à sa réalité historique.

(4) Sur l'histoire des serfs du chapitre on peut consulter E. Berger,

Les chanoines avaient protesté au nom de leurs diplômes d'immunités. Mais ces diplômes ont toujours prévu le cas où le roi viendrait en personne rendre la justice chez l'immuniste, aucun diplôme ne peut empêcher le roi de pénétrer chez l'immuniste. Blanche pénétrant dans les lieux protégés et rendant personnellement une justice expéditive, ne faisait qu'exercer la prérogative royale réservée par les diplômes. C'est donc qu'elle possédait la plénitude de l'autorité royale, que, par délégation du titulaire, elle était devenue le roi en personne.

A la fin de novembre 1252 Blanche mourait. « Elle laissait, dit Le Nain de Tillemont, la France privée de toute consolation et sans support » ⁽¹⁾. Mais elle laissait aussi le gouvernement désorganisé et les lettres patentes de Corbeil n'avaient rien prévu pour un pareil cas. Le roi était loin, au fond de la Syrie et il n'y avait pas à compter, au moins pour le moment, sur son intervention.

Le fils aîné du roi, Louis, né en 1244, n'avait que huit ans. On ne pouvait donc lui confier le gouvernement. Il revenait à ses oncles, Alfonse et Charles, que le roi, en les renvoyant auprès de leur mère sitôt libérés, avait en quelque sorte désignés pour remplir ces fonctions. En effet, pendant les dix-huit mois que dura encore l'absence du roi, voit-on gouverner les deux princes. Charles apparaît moins souvent dans les documents, parce qu'il se chargea surtout, conformément à son tempérament, des affaires extérieures et des opérations militaires ⁽²⁾.

Alfonse est appelé *mandatus domini regis* ⁽³⁾, *rector*

p. 410-411; Vidier, *Art. cité*, p. 272, et surtout Marc Bloch, *Blanche de Castille et les serfs du chapitre de Paris*, dans les *Mém. de la Soc. d'hist. de Paris*, t. XXXVIII, 1911; cf. l'intéressant compte rendu d'E. Perrot dans la *Nouv. Rev. hist. de droit*, 1914, p. 555-558.

(1) T. III, p. 466.

(2) Le Nain de Tillemont, *Ouv. cité*, p. 467.

(3) Lettre du chapitre d'Autun, demandant mainlevée de la régale en faveur de Girard de Beau Voir, évêque élu de cette ville, 25 juin 1254 : *Illustri viro domino suo, et in Christo carissimo... comiti Pictavensi et Tholose, et mandato illustrissimi regis Francie. Layettes*, III, n° 4104.

regni ⁽¹⁾ ou, comme Baudoin, *procurator Francie* ⁽²⁾. On cherche des titres et l'on tâtonne encore, aucune tradition historique ou juridique ne guidant la langue. Les princes eux-mêmes ne portent que leur titre de comte, auquel ils n'en ajoutent aucun pour désigner la fonction dont ils sont investis. Ils exercent des pouvoirs, qui, autant que les documents permettent de le voir, sont ceux qu'exerçait Blanche en vertu des lettres de 1248. On est surtout bien renseigné en ce qui concerne les affaires ecclésiastiques. Les princes donnent mainlevée des régales ⁽³⁾, reçoivent la foi des élus ⁽⁴⁾, exercent les droits royaux de sauvegarde envers les églises du royaume, en dehors même du domaine ⁽⁵⁾.

Cet état de choses le roi l'a reconnu implicitement. Aucune approbation, aucune confirmation n'est parvenue. Mais on voit saint Louis donner pouvoir à ses frères, ou à un seul d'entre eux, de conclure des trêves avec le roi d'Angleterre, leur laissant une grande latitude quant aux modalités ⁽⁶⁾.

Mais, et ce très curieux trait de l'histoire constitutionnelle ne paraît pas avoir été relevé ⁽⁷⁾, ce n'est pas en leur nom, ou, plus exactement, ce n'est pas exclusivement en leur nom, que les deux comtes agissent. Sans doute, on écrit au comte de Poitiers, mais c'est beaucoup plus souvent au prince Louis et à son conseil que l'on s'adresse ⁽⁸⁾. Ainsi ce prince, écarté du pouvoir à cause de son âge,

(1) Du Boulay, *Historia Universitatis Parisiensis*, p. 252.

(2) Thomas de Cantimpré, cité par Le Nain.

(3) Pièce citée note 2. Bulle d'Innocent IV du 30 septembre 1253, *Layettes*, III, n° 4077.

(4) Acte de Bernard de Ventadour, évêque élu du Puy, *Layettes*, III, n° 4102.

(5) Lettre de l'abbé et du couvent de Cluny se plaignant des excès commis par le duc de Bourgogne, *Layettes*, III, n° 4057.

(6) *Layettes*, III, n° 4052.

(7) Sauf par E. Berger, *Saint Louis et Innocent IV*, p. 385 et s.

(8) Innocent IV écrit au prince, puis à son conseil, cela résulte de la bulle citée par Berger, *Ouv. cité*, p. 385. En voici l'adresse : *Dilectis filiis consilio carissimi in Christo filii nostri..., regis Francie illustris primogeniti, cum ipsius commorantibus, salutem, etc.*

n'en est pas moins considéré comme le titulaire. La fiction du pouvoir exercé par l'enfant royal mineur ne se présente pas seulement quand il est roi, quand il n'y a plus de roi, mais aussi quand le roi est absent. D'autre part, il en ressort que si le roi n'a pas pris des dispositions pour régler la régence en son absence, ou si, ce qui revient au même, quand de telles dispositions deviennent caduques, la régence appartient de droit au fils aîné. Le cas du prince Louis est un précédent direct de celui du dauphin Charles après la bataille de Poitiers. Il est intéressant de voir la règle admise déjà un siècle auparavant.

Quand les documents s'adressent au prince Louis ⁽¹⁾, ce qui n'est pas général — il y a eu du flottement et il faut se garder de prendre d'une manière absolue ce qui précède, — les comtes n'apparaissent plus qu'à titre de conseillers du jeune régent. Ces documents donnent une grande importance au conseil et s'adressent nommément à lui, on le voit même recevoir la foi de l'évêque élu du Puy ⁽²⁾.

On peut donc conclure, qu'après la mort de Blanche, la régence fut exercée en droit par le prince héritier, qu'assistait en fait un conseil dirigé par ses deux oncles.

(1) Lettre de l'abbé de Cluny : *Excellentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia primogenito illustrissimi domini nostri Ludovici, Dei gratia regis Francorum, et ejus consilio.*

(2) Acte cité : *Cum nos requirimus a consiliariis dicti domini regis ut a nobis pro dicto domino rege fidelitatis reciperent juramentum.*

CHAPITRE IV

LES CROISADES DE TUNIS ET D'ARAGON ET LES ORDONNANCES DE PHILIPPE LE BEL

La vacance du trône de France, en 1316, devait poser d'une façon nouvelle le problème de la régence et marquer une phase décisive dans l'évolution de cette institution. D'autre part, comme il arrive souvent dans l'histoire des régences, une personnalité énergique, Philippe de Poitiers, le futur Philippe V, devait influencer profondément le développement constitutionnel. Mais entre Blanche de Castille et Philippe le Long, il faut relever une série de faits et d'actes royaux, de moindre éclat et de moindre portée, intéressants cependant pour marquer les étapes d'un développement. Certains de ces actes, les ordonnances de Philippe le Hardy, sont même particulièrement importants, étant les premières tentatives de l'autorité royale pour régler législativement l'âge de la majorité.

Cette histoire, qui va de 1263 à 1300, pourra être partagée en deux sections, dans lesquelles on étudiera la Croisade de Tunis et la Croisade d'Aragon, puis les ordonnances de Philippe le Bel.

SECTION I

Les Croisades de Tunis (1269-1271) et d'Aragon (1284-1285).

Avant d'étudier la régence instituée par saint Louis pendant son expédition d'Afrique, il convient d'étudier un

événement étrange de la vie de Philippe le Hardi, qui se place chronologiquement auparavant, en 1263, et qui a un rapport direct avec l'institution dont nous étudions l'histoire.

La reine Marguerite de Provence ⁽¹⁾, qui avait épousé saint Louis en 1234, était une femme d'une grande intelligence et d'un caractère très ferme. Elle se considérait comme lésée dans ses intérêts, par le legs que son père avait fait de la Provence à sa sœur, la reine de Sicile, c'est pourquoi elle fut toujours l'ennemie décidée de Charles d'Anjou. Elle avait eu beaucoup à se plaindre de sa belle-mère ⁽²⁾, et son mari l'avait toujours rigoureusement tenue à l'écart des affaires.

C'est pourquoi, « voyant le Roi son mari vieil » ⁽³⁾, elle espéra pouvoir prendre de l'influence sur son fils en cas de mort du roi, et exigea de lui le singulier serment suivant. Le jeune prince jura qu'il resterait sous le bail et la tutelle de sa mère jusqu'à l'âge de trente ans; qu'il ne prendrait personne dans son conseil, sans prendre auparavant son avis; qu'il lui révélerait tous les desseins formés contre elle qu'il viendrait à connaître; qu'il ne ferait jamais aucun traité avec son oncle, le roi de Sicile; qu'il ne disposerait jamais de ses finances au delà de certaines sommes, et enfin qu'il ne révélerait à personne le présent serment.

Mais le jeune prince, inquiet des promesses « assez extraordinaires » ⁽³⁾ que sa mère lui avait arrachées, en écrivit au pape. Urbain IV, par une bulle de juillet 1263, seul document qui fasse connaître cet étonnant épisode ⁽⁴⁾,

(1) Boutaric, *Marguerite de Provence*, dans *Revue des questions historiques*, 1867, p. 420. Ch.-V. Langlois, *Le règne de Philippe III le Hardi*, p. 5 et dans *Histoire de France de Lavisse*, t. III, 2^e partie, p. 43-44.

(2) E. Berger, *Histoire de Blanche de Castille*, *passim*.

(3) Expressions de Dupuy, *Ouv. cité*, p. 60 et 61. C'est Dupuy qui a découvert la bulle d'Urbain IV au Trésor des Chartes et le premier raconté cet épisode. Comme il le dit : « Ce point de notre histoire est fort particulier, et aucun de nos historiens n'en a parlé ».

(4) Arch. nat., J 711, n° 301.

lui répondit, en le relevant d'un engagement imprudent, arraché à sa jeunesse par une mère qui ne regardait pas de très près aux moyens de s'assurer le pouvoir.

Tout cela n'eut pas de suite, et serait demeuré ignoré, si la bulle pontificale n'en avait conservé le souvenir, mais on peut en tirer quelques conclusions intéressantes. Marguerite ne paraît pas avoir douté que la régence lui revint en cas de mort du roi; si elle n'avait pas cru pouvoir se l'assurer, soit par concession de son mari, soit qu'elle ait cru y avoir un droit absolu — comme les reines du ^{xvi}^e et du ^{xvii}^e siècles, — il est bien évident qu'elle n'eut pas pris pareille précaution. Ainsi, au moins dans la pensée de Marguerite, la régence revient en droit à la reine-mère. Aucune règle au contraire, toujours dans la pensée de la reine, n'existe en matière de majorité royale, puisque l'héritier peut renoncer par serment au profit d'une majorité précoce, ce qu'il ne pourrait certainement pas faire si ce point était prévu par une « loi de l'état », comme on dira beaucoup plus tard, par une loi fondamentale. Enfin, la seconde promesse faite par le jeune roi, de ne pas modifier son conseil sans l'assentiment de la régente, montre bien l'importance de cet organe, en cas de minorité.

Des faits de ce genre montrent que Louis IX avait parfaitement raison d'écarter du pouvoir une femme qui s'en serait servi pour assouvir ses rancunes et servir ses ambitions personnelles. Aussi, quand en 1269, il se prépara à partir pour Tunis, ce ne fut pas Marguerite de Provence qui fut appelée à la régence. Mais il serait bien inexact de croire qu'en agissant ainsi le roi rompait avec l'usage ⁽¹⁾, bien au contraire, jusqu'ici la femme du roi n'avait jamais été investie de la régence pendant l'absence du souverain.

Le choix du roi se porta sur deux de ses conseillers. L'un, Mathieu de Vendôme, était le successeur de Suger sur le siège abbatial de Saint-Denis, Louis IX avait en lui une grande confiance, dont héritera plus tard Phi-

(1) Langlois, dans Lavissé, p. 42 : « Louis IX ne confia pas, suivant l'usage, la garde du royaume à la reine ».

lippe III. Simon de Nesle, l'autre régent, était un chevalier de bonne souche, mais relativement modeste; sans éclat, il avait été un des meilleurs serviteurs du roi, qui lui témoigna son estime en l'investissant de ces hautes fonctions.

Les lettres patentes par lesquelles le roi réglait le gouvernement pendant son absence se sont perdues ⁽¹⁾. Néanmoins, on peut s'en faire une idée suffisante par les lettres qui contiennent la nomination de remplaçants éventuels aux deux régents désignés précédemment ⁽²⁾. Ils ont reçu la garde, l'administration, la défense et le gouvernement du royaume, aux lieu et place du roi ⁽³⁾. Les lettres de confirmation que leur adressa Philippe III à la mort de son père, répètent peut-être les termes des lettres perdues, en tout cas elles ajoutent aux lettres déjà citées, que Louis IX leur avait donné pleine et certaine puissance en tout ce qui concerne la garde du royaume ⁽⁴⁾.

Ces termes sont très larges. D'autres documents permettent de voir que ces pouvoirs sans limites connaissaient cependant quelques tempéraments. D'abord, le roi avait prévu des remplaçants ⁽⁵⁾, donc les régents n'avaient

(1) Dupuy, p. 137, en publiant les lettres citées ci-dessous, les a fait précéder d'une analyse qui pourrait faire croire qu'il s'agit des lettres d'institution, mais le texte même prouve l'existence d'autres lettres aujourd'hui perdues : *sub forma que in litteris nostris super hoc confectis plenius continetur*.

(2) Dupuy, p. 137-138.

(3) *Notum facimus quod cum ad custodiam, administrationem, defensionem et curam regni nostri in hac nostre peregrinationis absentia dilectos et fideles nostros Mattheum, abbatem S. Dyonisii et Simonem dominum de Nigello, constituerimus loco nostri*. Dupuy, p. 137.

(4) Lettres dans le *Spicilegium* de d'Achery, t. III, p. 666 : *Cum pie recordationis preclarissimus dominus ac genitor noster Ludovicus... in recessu suo de partibus Francie circa bonum statum regni salubriter conservandum cupiens providere, ad ipsius custodiam, administrationem et curam gerendam vice ipsius et suo nomine, in assumpte peregrinationis absentia vos deputarit loco sui plenam vobis ac certam in iis que ad dicti regni custodiam pertinent potestatem committens, secundum formam in litteris suis patentibus quam penes vos dimisit, expressam*.

(5) C'étaient Philippe, évêque élu d'Évreux, et Jean, comte de Pontthieu.

pas le droit de pourvoir éventuellement à leur succession. Ensuite, la collation des bénéfices, personats, prébendes, chapellenies, appartenant au roi par droit de patronage, devait être faite, non par les régents, mais par l'évêque de Paris. Ce n'est que si ce dernier venait à décéder que la collation reviendrait à Mathieu de Vendôme, et encore il devra prendre l'avis d'un conseil composé du chancelier de l'église de Paris, du prieur des Jacobins et du gardien des Cordeliers (1).

Peu de documents nous sont parvenus qui peuvent nous éclairer sur l'exercice de ce pouvoir (2). Ils permettent cependant de poser en quelque sorte des jalons. Dans une « ordonnance » donnée à Aigues-Mortes, au moment de s'embarquer (3), Louis IX rappela aux régents les dispositions essentielles de règlements antérieurs, concernant l'état moral du pays : répression du blasphème, de l'usure et de la prostitution. Il y ajoutait quelques prescriptions d'ordre judiciaire. Ceci montre que Mathieu et Simon étaient bien les maîtres de l'administration et de la justice. Plus intéressant est le dernier paragraphe de cette ordonnance, dans lequel le roi ordonne de faire prêter aux membres du conseil le serment de fidélité (4). Il y a là une mesure, comme on en prenait lors d'un changement de règne : en effet, le pouvoir royal était passé en des mains différentes.

Pour la première fois, les régents portent un titre particulier ; ils s'intitulent lieutenants du roi, ou plus exactement, car la formule n'était pas encore devenue une locution, ils disent qu'ils tiennent la place du roi *locum tenentes domini regis*. Ils emploient un sceau particulier, au nom du roi : *S. Ludovici Dei gratia Francorum regis*,

(1) Lettres dans Dupuy, p. 137-138.

(2) Ils sont tous soit dans Dupuy, p. 138 et s., soit dans le *Spicilegium* de d'Achery, p. 666 et s.

(3) *Ordonnances*, I, p. 104.

(4) *Juramenta etiam que solent fieri ab illis qui de consilio nostro erant revocari volumus atque precipimus, ut ea vice nostra recipiatis ab illis et eorum singulis qui consiliis predictis intersunt, prelati scilicet episcopi duntaxat exceptis.*

in partibus transmarinis agentis, d'un côté une couronne royale, de l'autre un contre-sceau semé de fleurs de lys sans nombre⁽¹⁾.

Le changement de règne⁽²⁾ n'apporta aucun changement à la situation. Philippe III confirma les lieutenants dans leur fonction⁽³⁾, il prescrivit de changer la légende du sceau⁽⁴⁾, qui fut désormais *S. Philippi*, etc., mais permit de conserver les matrices en usage. Il annonçait aux lieutenants qu'il adressait une lettre aux prélats et aux barons du royaume, pour que ces derniers leur prêtent le serment de fidélité au nom du nouveau roi⁽⁵⁾. On peut remarquer que dans cette lettre, le roi ne donne pas de titre particulier à Mathieu et à Simon.

Les lieutenants ont les plus larges pouvoirs financiers; non seulement le maniement des deniers royaux : Philippe III leur demande de lui expédier tout l'argent qu'ils pourront⁽⁶⁾, il leur prescrit de payer les dettes contractées par son père et par lui-même⁽⁷⁾; mais aussi, ils

(1) Dupuy, p. 24. Douet d'Arcq, *Inventaire des sceaux*, I, p. 272, n° 46.

(2) Presque tous les documents concernant les pouvoirs des lieutenants qui nous sont parvenus étant du règne de Philippe III, il a fallu couper la description commencée pour suivre l'ordre historique des textes qui permettent de la faire.

(3) D'Achery, *Spicilegium*, III, p. 666. — *Nos piis ejus cupientes inherere vestigiis, et de vestra prudentia et fidelitate specialiter confidentes, quamdiu ab ipsius regni finibus nos abesse contigerit, vel donec aliter duxerimus ordinandum, vobis eandem quam prius ab ipso domino genitore nostro potestatem habeatis, committimus et volumus observari.*

(4) *Ibidem*. — *In premissis autem exequendis tali sigillo quali juxta ipsius genitoris ordinationem hactenus usi estis, solo nomine proprio mutato, vos uti volumus.*

(5) *Scientes quod nos archiepiscopis, episcopis, ducibus, comitibus, baronibus regni nostri, aliisque nostris fidelibus damus nostris litteris in mandatis ut vobis in predictis omnibus fideliter obediant promptis animis, vice nostra ob regni securitatem et pacem; loco nostri utique vobis juramenta prestantes de fidelitate servanda nobis et heredibus nostris et debitis servitiis exhibendis prout a nobis super hoc fuerint requisiti.* Les lettres annoncées sont dans le *Spicilegium*, III, p. 666.

(6) Mandement du 12 septembre 1270, dans d'Achery, *Ouv. cité*, p. 667. Indiqué par Ch.-V. Langlois, *Ouv. cité*, p. 286.

(7) Mandement du 4 octobre 1270, d'Achery, p. 666; Langlois, p. 286.

mettent des contributions, c'est ainsi qu'ils lèvent une taille sur les hommes de l'évêque de Paris ⁽¹⁾.

A l'occasion de cette taille, les lieutenants accordèrent à l'évêque de Paris une lettre de non-préjudice, pour que la taille qu'il permettait de lever sur ses hommes ne préjudicie en rien pour l'avenir à ses intérêts ⁽²⁾. Un acte de ce genre ne pouvait être décerné que par celui qui exerce dans sa plénitude le pouvoir royal : *summam potestatem*. Les lieutenants s'engagent, non seulement en leur nom à eux, qui tiennent la place du roi, mais en celui de ses héritiers ⁽³⁾, et ils s'engagent à obtenir confirmation du roi lors de son retour ⁽⁴⁾.

En matière ecclésiastique, sauf la réserve énoncée plus haut, les lieutenants exercent les pouvoirs royaux. C'est à eux, notamment, que l'on s'adresse pour obtenir mainlevée de la régale. Des lettres de ce genre se sont conservées : du chapitre de Tours, du couvent de Saint-Pierre de Ferrières et de l'archevêque de Sens, en faveur de l'élu d'Auxerre ⁽⁵⁾. La première est adressée à Mathieu seul, les autres aux deux régents.

Aucun document n'a subsisté concernant l'organisation du conseil et son rôle. On a vu que pour la collation des bénéfices, un conseil avait été prévu au cas où Mathieu remplacerait, dans cette fonction, l'évêque de Paris. Mais on ne peut que soupçonner le rôle du grand Conseil qui a dû être important : à la fin de la lettre dans laquelle ils prient le roi de revenir en France le plus vite possible, les lieutenants mentionnent expressément une décision du conseil ⁽⁶⁾.

(1) Dupuy, p. 138-139.

(2) Cf. note précédente.

(3) *Nos autem, pro dicto domino rege, cujus vices gerimus, et pro successoribus ejus, volumus et concedimus ut pro hoc ipsi episcopo... nullum in posterum prejudicium generetur.*

(4) *Et bona fide curabimus et procurabimus, quod dominus rex presentem concessionem dicto episcopo suis patentibus litteris confirmabit.* Sur le sens de cette confirmation, *infra*, p. 101.

(5) Dupuy, p. 144.

(6) *Hoc quidem ex communi consensu et deliberatione totius consilii*

Une fois rentré en France, Philippe confirma, sans doute entre autres, la lettre de non-préjudice accordée à l'évêque de Paris ⁽⁴⁾. Mais il faut se garder d'en déduire que les actes des lieutenants n'étaient pas par eux-mêmes pleinement valables. Au début de chaque règne, les rois expédiaient des quantités de confirmation de cette espèce, quand Philippe reprend le gouvernement, il y a comme un nouveau règne : le pouvoir royal a changé de mains. L'examen des formules confirme pleinement cette manière de voir ⁽²⁾.

Étant encore à Carthage, Philippe III dut concevoir de légitimes inquiétudes sur ce qui se passerait dans son royaume, s'il était lui-même atteint par l'épidémie qui ravageait alors son armée. Aussi, peu de temps après son avènement, au mois d'août 1270, organisa-t-il une régence pour le cas où cette éventualité se produirait. Il le fit par des lettres patentes ⁽³⁾, qui ont reçu le nom d'ordonnances à tort, parce que le roi ne prend qu'une mesure transitoire et n'entend en rien engager l'avenir. On peut même remarquer que le roi utilise des expressions habituellement usitées dans les testaments ⁽⁴⁾. L'âge de la majorité du jeune Louis, ou de celui des princes qui demeurerait l'aîné, est fixé à quatorze ans. Le frère du roi, Pierre, comte d'Alençon, aura jusqu'à cette époque la garde du royaume et sera le principal tuteur, défenseur et garde dudit royaume et des appartenances ⁽⁵⁾. Il n'est pas ques-

vestri nobiscum existentis scribenda duximus vestre regie majestati.
D'Achery, *Spicilegium*, III, p. 670.

(1) Dupuy, p. 139.

(2) *Notum facimus... quod nos litteras dilectorum et fidelium nostrarum Mathei, abbatis S. Dyonisi in Francia, et Simonis, domini Nigelle, locum nostrum tenentium, nobis agentibus in partibus transmarinis, vidimus in hec verba... Nos autem quicquid per dictos... actum est, volumus ac etiam approbamus.*

(3) Dupuy, p. 142; *Ordonnances*, I, p. 295.

(4) *Nos mentis compotes et in bona sanitate..., disponimus et volumus.*

(5) *Quod Petrus... custodiat regnum nostrum et ipsum principalem tutorem, defensorem et custodem constituimus super regnum predictum, et pertinentia ad illud.*

tion des enfants royaux, mais par simple omission, parce qu'aucun régime spécial n'est prévu pour eux.

Cette épithète de principal, donnée au comte, montre que son pouvoir est limité ; en effet, il sera assisté d'un conseil dont le roi nomme les membres et que le régent ne pourra modifier sans prendre l'avis de ce conseil. Quelques conseillers nommément désignés, s'occuperont particulièrement des questions financières. Le comte pourra puiser dans les revenus royaux ce qui lui sera nécessaire pour couvrir les dépenses de son administration, le reste sera déposé au Temple pour être remis au roi, au jour de sa majorité, ou employé pour la défense du royaume.

L'idée qui avait inspiré les lettres de Carthage, hantait encore l'esprit du roi lorsqu'il fut de retour à Paris. En décembre 1271, Philippe promulgua de nouvelles lettres patentes⁽¹⁾, qui reproduisaient à peu près les termes des précédentes, elles sont seulement rédigées en français, alors que les premières l'étaient en latin. Il est cependant question de la garde des enfants royaux, comprise, comme dans le testament de Louis VIII, sous les mêmes termes que celle du royaume⁽²⁾. En outre Jean, comte de Blois, est désigné comme remplaçant éventuel du comte d'Alençon. Quelques nouveaux noms sont ajoutés à la liste des conseillers dressée à Carthage ; le régent n'est plus obligé de consulter le conseil sur les nominations qu'il voudrait y faire. Mais, disposition grave et nouvelle, le conseil aura pouvoir de faire cesser la garde s'il le juge à propos. Le texte⁽³⁾, d'une ambiguïté sans doute voulue, ne dit pas si

(1) Dupuy, p. 143 ; *Ordonnances*, XI, p. 349.

(2) « Nous voulons et ordenons que nostre tres cher frere et nostre feel Pierre, cuens d'Alençon, gart nostre royaume, lequel nostre frere Pierre nous establissons principal tuteur e defendeur e garde d'iceluy royaume et des apartenances e de nos devant dis enfants ». Jean Sarrazin et Pierre de la Broce étaient aussi chargés de la garde des « enfants aveque ceux que li devant dit nostre frere Pierre establira a ce ».

(3) « E si voulons e ordenons que iceus nos enfans ne soient ostés

c'est en révoquant le régent ou en avançant l'âge de la majorité ; mais il y avait là une arme dangereuse aux mains du conseil et qui, en fait, lui subordonnait le régent.

Les circonstances firent que ces mesures n'eurent pas à être appliquées ⁽¹⁾. Mais ces dispositions mort-nées n'en présentent pas moins un très grand intérêt, d'abord le roi ne fait de règlement — *ordinatio regni* — que pour un cas présent et précis, il n'a pas l'intention, comme plus tard Charles V, de faire une loi générale ; si la régence est le fait de la volonté royale, cette volonté estime inutile ou impossible de prévoir au delà de l'avenir le plus immédiat. La personne du régent, frère du roi, n'est pas de celles que l'on a rencontrées, la reine-mère, qui vivait encore lors de l'expédition des premières lettres.

La majorité royale est fixée à quatorze ans, comme aux ^x^e et ^{xii}^e siècles. Les pouvoirs du régent, qui cumule, selon l'usage, la garde du royaume et celle des enfants, sont très limités par l'institution conseil ; c'est la première fois qu'il est réglé avec une pareille netteté et qu'il reçoit de si larges attributions, en réalité, il est supérieur au régent. Philippe-Auguste et saint Louis n'avaient institué de conseil qu'en matières ecclésiastiques ou financières, là est le gros intérêt des lettres de Philippe le Hardi.

Quand, cédant aux exhortations du pape Martin IV et aux instances du roi de Sicile, son oncle Charles, Philippe III entreprit la croisade d'Aragon, par laquelle les guelfes poursuivaient l'extermination de la race de vipères,

de la devant dite garde, jusques a tant que li aîsnéz ait acompli icelui age, se n'estoit par le commun conseil de tous ceus qui sont desus nommés ».

(1) Les originaux conservés aux Archives nationales, J 401, n^{os} 2 et 3, sont annulés. On ignore à quelle date ils le furent et, partant, la signification de cette annulation. Il est donc difficile de savoir si ces lettres furent révoquées par Philippe III, on ne peut en tout cas admettre avec Langlois, *Ouv. cité*, p. 300, que « l'ordonnance de 1271 est demeurée en vigueur jusqu'au 21 mai 1375 ».

il organisa une régence. Très peu de documents nous sont parvenus ⁽¹⁾.

Les hommes que Philippe III choisit furent, non pas des princes du sang comme en 1270, mais les mêmes que ceux qui avaient gouverné le royaume pendant la croisade de Tunis. Mathieu de Vendôme avait vu son influence s'accroître, au point que les chroniqueurs pouvaient dire que « tout se faisait à sa volonté » et qu'il « gouverna le royaume pendant quinze ans » ⁽²⁾. Simon de Nesle lui fut adjoint, comme en 1269.

Tout porte à croire que les deux lieutenants du roi — ils portent toujours ce titre — gouvernèrent avec les pouvoirs qu'ils avaient eu quinze ans auparavant. Ils eurent à expédier, au profit de l'évêque de Paris, une lettre de non-préjudice, conçue dans les mêmes termes que celle de 1270 et que Philippe le Bel confirma en rentrant en France ⁽³⁾.

Les actes, intitulés au nom des régents, portaient un sceau représentant une couronne entourée de huit rosettes, avec la légende : *S. Philippi Dei gratia regis et habentium regimen regni*. Contre-sceau : un petit écu avec trois fleurs de lys ⁽⁴⁾. Pour la première fois, le nom des régents apparaît sur un sceau, et le mot même de régence a fait son apparition.

SECTION II

Les ordonnances de Philippe le Bel.

Le souci d'une éventuelle minorité continue à hanter l'esprit des rois. Les effets de la négligence presque coupable d'un Louis VIII ont peut-être instruit ses succes-

(1) Nous connaissons deux actes des régents : des lettres patentes, dans Dupuy, p. 140; un mandement, dans Langlois, *Ouv. cité*, p. 417.

(2) Langlois, dans Lavissee, p. 107. Mathieu s'était pourtant vainement opposé à l'expédition d'Aragon.

(3) Dupuy, p. 140 et 141.

(4) Dupuy, *ib.*

seurs. Philippe IV va s'occuper de la régence comme son père. Comme lui, il ne prévoit qu'un cas particulier : la minorité de son fils ; il ne cherche pas à poser des règles générales, et c'est simplement pour obéir à la tradition que nous continuons à appeler ses lettres patentes des ordonnances ⁽¹⁾.

Cependant ces lettres se présentent avec une certaine solennité, un préambule, d'ailleurs fort creux, précède les dispositions impératives. Surtout, il se manifeste pour la première fois un souci de se conformer aux précédents, il est encore vague, mais jusqu'alors la régence avait été réglée au gré des contingences du moment, on commence à esquisser une théorie. Non seulement le roi se base sur les précédents, mais il raisonne sur la matière ; étude des précédents, dialectique juridique, c'est avec ces éléments que l'on bâtit les théories du droit public. Une logique juridique qui lui est propre commence à s'insinuer dans l'institution.

Si le roi meurt avant que son fils ait atteint l'âge légitime, qui n'est pas précisé, mais il est vraisemblable que Philippe adopte celui fixé par son père, la reine Jeanne aura le gouvernement, l'administration et la garde du royaume, ainsi que la tutelle de l'enfant-roi ⁽²⁾. Aucune limitation n'est apportée à l'autorité de la reine qui paraît devoir être absolue, comme celle de Blanche de Castille ; elle n'est flanquée d'aucun conseil composé à l'avance. Seulement, si elle se remarie, la régence lui échappera et les lettres ne prévoient pas de remplaçant en ce cas.

Philippe justifie d'abord ces dispositions en faisant un bel éloge de la reine sa femme, il loue sa loyauté, sa fidélité, son zèle, son amour pour le royaume et les régnicoles ⁽³⁾. Puis dépassant ces considérations particulières

(1) Elles sont dans Dupuy, p. 145 et s. — Dans ses lettres, Charles de Valois désigne la lettre de 1294 sous le nom d'ordonnance.

(2) *Volumus... ut... carissima consors nostra Johanna regina Francie, ipsius regni regimen, administrationem et curam nec non prefati primogeniti nostri tutelam habeat, moderetur et exerceat.*

(3) *Ipsius etiam regine nota fides, experta fidelitas, et innate quo-*

le roi généralise : les mères portent à leurs enfants une affection naturelle et sincère ⁽¹⁾. D'ailleurs, ces mesures ne lui paraissent ni inconvenantes ni insolites, ni même contraires aux usages établis par ses prédécesseurs ⁽²⁾, et ce n'est que bien rarement qu'il soit advenu du mal de pareilles coutumes ⁽³⁾.

Par la suite le roi, craignant sans doute des difficultés dans le genre de celles qu'avait rencontrées Blanche de Castille, demanda à ses sujets de lui promettre d'obéir fidèlement à la régente. Cet ordre eut un caractère de généralité, comme le montrent les termes mêmes de la promesse de Charles de Valois ⁽⁴⁾, mais on n'a conservé dans le Trésor des Chartes que les promesses des plus hauts personnages, pairs de France et grands seigneurs ⁽⁵⁾. Ces engagements ne furent pris que peu à peu et presque tous pendant des séjours que les promettants firent auprès du roi, ils paraissent ainsi résulter plutôt d'une démarche personnelle de Philippe IV, que d'un ordre général.

L'une de ces promesses a une importance particulière, c'est celle de Charles de Valois, le frère du roi, qui aurait pu, comme Philippe Hurepel, devenir le chef d'une coalition. Il ne promet que très tard, en 1300, d'observer l'or-

dammodo affectionis zelus, quem ad regnum et regnicolas gerere sentimus eandem...

(1) *Naturalis ac sincerus affectus quo prolem materna diligere consuevit affectio...*

(2) *Nec id indecens aut absonum reputamus, nec a nostrorum progenitorum vestigiis que libenter insequimur alienum.*

(3) *Ex quorum provisionibus in hac parte sinistrum nunquam vel raro describitur aut contrarium accidisse.*

(4) « Et ait commandé des orendroit par ses lettres a tous les feaus et sougiéz seur le deu de la feauté a quoy ils li sont tenus, que a la dite reine, ou cas et sur la condition dessus dite, ils entendent et obéissent loyaument et diligemment ».

(5) Indiqués dans Dupuy, p. 146. Ce sont l'archevêque de Reims, les évêques de Châlons et de Beauvais, les ducs de Bourgogne et de Bretagne, les comtes d'Anjou, d'Evreux, d'Artois, de Dreux, de Blois, de la Marche, de Boulogne et de Saint-Pol.

donnance de 1294 et d'obéir à la reine ⁽¹⁾. Pour l'en récompenser en quelque sorte, Philippe IV vidimant les lettres du comte de Valois, le dispensa d'obéir à tout autre qu'au jeune roi et à la régente et le désigna comme remplaçant éventuel de la reine Jeanne ⁽²⁾.

(1) Lettres dans celles de Philippe IV, d'octobre 1300, Dupuy, p. 147 et s.

(2) Lettres citées.

CHAPITRE V

PHILIPPE LE LONG ET PHILIPPE DE VALOIS

SECTION I

Philippe le Long.

Dans la nuit du 4 au 5 juin 1316, Louis X, roi de France et de Navarre, mourait d'une fièvre contractée accidentellement ⁽¹⁾. Il ne laissait qu'une fille âgée de quatre ans, issue de son mariage avec Marguerite de Bourgogne ; de son second mariage, contracté avec Clémence de Hongrie, — on sait dans quelles circonstances mystérieuses et dramatiques la première femme de Louis avait disparu, — il n'avait pas d'enfant, mais la reine était enceinte de quatre mois.

Cette disparition soudaine et prématurée mettait le royaume et la dynastie dans une situation entièrement nouvelle et particulièrement critique. Pour la première fois depuis 987, il n'y avait pas de roi. Les coutumes suivies depuis trois siècles n'indiquaient pas de solution ; fallait-il faire une reine de l'enfant de Louis et de Marguerite ? Fallait-il faire un roi de l'oncle du roi défunt, Charles de Valois, ou de son frère, Philippe, comte de Poitiers ? La situation de la reine permettait cependant d'attendre quelques mois avant de régler la question de la

(1) L'histoire de Philippe le Long a été écrite par Paul Lehugeur, *Philippe le Long, Roi de France, 1316-1322*, t. I, *Le règne*, 1897, t. II, *Le mécanisme du gouvernement*, 1931. Quand dans nos notes le tome n'est pas indiqué, c'est qu'il s'agit du t. I.

succession au trône, il se pouvait qu'elle eût un fils, ce qui eut tout résolu.

Mais si l'on pouvait ainsi attendre un peu avant d'examiner le problème capital de la succession, un autre problème se posait qui réclamait une solution immédiate : celui du gouvernement du royaume, de la régence. Il fallait aussi, semble-t-il, s'occuper de la garde et de la protection de la reine qui pouvait donner un roi au royaume. Dupuy ⁽¹⁾ rapporte qu'effectivement il fut question « de bailler un curateur au ventre » à Clémence de Hongrie ; malheureusement, on ignore où il a puisé cette allégation et les recherches entreprises après lui n'ont fourni aucun texte qui permette de la justifier. Elle est pourtant fort plausible en soi ; si la forme romaine qu'elle prend sous la plume de l'historien peut paraître étrange malgré le milieu de légistes qui entouraient le roi, même après la réaction féodale, il n'est pas douteux que la question ait pu se poser sous la forme de la garde de la personne de la reine ⁽²⁾. Néanmoins comme aucun texte ne peut être invoqué, il est impossible de prendre position.

En tout cas restait la régence. Jusqu'à présent depuis la consolidation de la dynastie, les rois avaient pris leurs précautions contre une pareille éventualité ; la prévoyance d'Henri I^{er}, la décision *in extremis* de Louis VIII avaient permis de dénouer sans hésitation, sinon sans trouble, des situations moins compliquées que celle qui se présentait en 1316. Là, aucune manifestation de la volonté royale. Louis X était mort plein de remords à l'égard des « forfaits » que sa faiblesse avait laissé perpétrer, mais il n'avait songé qu'à l'apaisement de sa conscience, nullement aux besoins du royaume. Il achevait un règne plus que médiocre par une impéritie qui pouvait être fatale ⁽³⁾.

Car quel était l'organe qui pouvait désigner le régent ? Jusqu'ici la désignation avait toujours été le fait du roi, en

(1) *Traitez touchant les droits du roi très chrestien*, 1655, p. 210.

(2) C'est aller un peu vite que de dire, comme Lehugeur, *Ouv. cité*, p. 28, n. 4, que la « question est sans intérêt ».

(3) Sur les derniers moments de Louis X, Lehugeur, p. 26 et 27.

1147 il s'était fait approuver par une assemblée. Mais la tradition de ces assemblées s'était perdue, et même au temps de leur existence auraient-elles pu nommer un régent? Les jeunes réunions d'États, que l'on avait vues à plusieurs reprises depuis le début du siècle, étaient-elles capables de remplir une fonction de cette sorte? Jusqu'à présent, le roi ne les avait convoquées que pour leur demander conseil, elles n'avaient aucune initiative. Et puis il fallait les convoquer, les réunir, les présider et personne n'était là pour le faire. On ne pouvait penser à la reine, elle n'est plus une personne royale comme au ^{xii}^e siècle et les ordonnances de Philippe le Bel établissaient, au moins pour cette époque, que la régence n'est confiée à la reine que par la désignation royale et qu'elle n'a aucun droit personnel à l'exercer ⁽¹⁾.

En réalité, le droit public — on nous permettra désormais l'emploi sans restrictions de cette expression — ne permettait nullement de résoudre le problème qui se posait. Trois siècles plus tôt, au temps de la monarchie élective, l'assemblée des grands aurait pu y pourvoir, mais l'atmosphère des institutions avait changé et cet organe avait disparu avec l'affermissement de la dynastie nouvelle; deux ou trois siècles plus tard, on aurait pu penser aux États généraux, bien que beaucoup de doutes subsistent à cet égard ⁽²⁾. En tout cas, au début du ^{xiv}^e siècle, il n'y avait rien. Le collège des pairs, sans cesse modifié selon les contingences du moment, n'avait guère de prestige, l'on n'était pas habitué à le voir faire quelque chose et personne n'a pensé à lui ⁽³⁾.

Ainsi le droit ne décidant rien, tout allait être aban-

(1) Le prestige des reines avait été encore diminué par les scandales que provoqua la conduite des brus de Philippe le Bel. Clémence était parfaitement innocente, mais rien ne fait penser qu'elle ait réclamé la régence, ou que quelqu'un l'ait réclamée pour elle. Les chroniques la montrent seulement plongée dans la tristesse après la catastrophe qui l'atteignait.

(2) Cf. A. Lemaire, *Les lois fondamentales*, *passim*.

(3) Cependant, un peu plus tard, Édouard III comptera sur une décision des pairs pour se faire attribuer la couronne.

donné aux circonstances. Et la situation politique n'était rien moins que trouble : le parti féodal, qui s'était révolté au lendemain de la mort de Philippe le Bel et devant lequel Louis X avait constamment cédé, devait opter pour la solution qui affaiblirait le plus la monarchie. A sa tête s'était placé Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, qui devait se porter comme candidat à la couronne et éventuellement à la régence. Le duc de Bourgogne, Eudes IV, défenseur naturel de l'enfant de sa sœur Marguerite, devait réclamer la couronne pour elle et la régence pour lui. Il y avait enfin le comte de Poitiers, Philippe, le premier frère du défunt⁽¹⁾, qui se trouvait alors à Lyon chargé par son frère de décider les cardinaux à pourvoir d'un titulaire le siège de Pierre, vacant depuis deux ans.

Avant qu'un régent s'imposât, ou fut désigné, il fallait pourvoir à l'expédition des affaires courantes. Le gouvernement fut alors assumé par un groupe de personnages que le seul document, qui nous renseigne sur ce point⁽²⁾,

(1) *Philippus, filius regis Francorum, germanus primus inclite recordationis domini nostri carissimi domini Ludovici*, Arch. nat., K 57, n° 2, cité par Lehugeur, p. 29, n. 3.

(2) Voici l'essentiel de ce très intéressant document conservé aux Arch. nat., JJ 53, n° 86, fol. 38 r°, nous le croyons inédit : *Philippus, etc., notum facimus universis tam presentibus quam futuris nos vidisse litteras sigillo dilecti et fidelis nostri G. de Castellione, comitis Porciensis et constabularii Francie, sigillatas, formam que sequitur continentes* : « A touz ceus qui ces lettres verront et orront G. de Chastaillon, cuens de Porcien et connestable de France, salut. Sachent tuit que comme li deputéz sus la reformacion du pays et de la conté de Champagne et de Brie eussent approchié par devant eus, tant de leur office que a requeste de pluseurs parties, Jehan dit Cahun, bourgeois de Sainte-Menehat, pour les temps qu'il avoit esté es offices des roys nos seigneurs, pour lesquies choses li dit député avoient saysi et mis en la main le roy tous les biens meubles et non meubles dudit Jehan et de sa fame, et pendant ce, li diz Jehanz soit trespasés de cest siecle, et pour ce la fame du dit Jehan et si exeuteur se soient trait par devant nos Granz Seigneurs de France, en requérant le dit Jehan estre absoulz et pronucié par jugement de nos Granz Seigneurs, et par les deputéz dessus diz, estre ynocent de toutes les choses... [la veuve et les exécuteurs offrent gracieusement 600 l. t. pour l'aide de la guerre et donnent quittance de 4.000 l. que le défunt avait prêtées au roi]. Par la volenté

qualifie de « Grands Seigneurs de France ». Lehugeur⁽¹⁾ y veut voir le grand conseil qui s'était constitué après la mort de Philippe le Bel et qui était sous l'influence de Charles de Valois.

Le document qui a conservé le souvenir de ce curieux organisme, est une lettre de Gaucher de Châtillon, comte de Porcien et connétable de France⁽²⁾, contenant un jugement desdits Grands Seigneurs, une fois qualifié de jugement de la cour de France, en faveur de la veuve d'un bourgeois de Sainte-Menehould qui avait été poursuivi pour prévarication. Les Grands Seigneurs s'engagent à donner à la veuve des lettres du futur régent, conformes au jugement qu'ils viennent de rendre.

Le connétable apparaît comme le président de ce conseil de gouvernement, ce qui expliquera l'importance de son rôle lors de l'entrée à Paris du comte de Poitiers et ce qui fait comprendre l'expression d'un chroniqueur d'après lequel Gaucher avait alors les sceaux. Il ne dis-

et par le commandement de nos Granz Seigneurs diz, y celui Jehan... prononçons par le jugement de la cour de France estre quitte et delivré et absolt... Et donnons en mandement par la teneur de ces lettres presentes aus deputez dessus diz que par ceste meisme fourme prononcent, et par jugement, la delivrance... dudit Jehan... Et avons en ço promis a la fame, es hoirs et exequeurs dessus dit loyaument et en bone foy et en non de nos Granz Seigneurs dessus diz que sitost comme on commencera a escrire et a seeller ou non de celui, ou de ceus, qui le royaume de France devront gouverner, nous leur baillerons lettres seellees des seauls du gouverneur, ou des gouverneurs dessus diz, contenant ces presentes mot a mot, ratiffianz, approvans et conformans y celles. En tesmognage de quelles choses, nous avons seellees ces lettres de nostre grand seel et de nostre contreseel au commandement de nos segneurs dessus diz qui furent faites et donnees a Paris, l'an mil CCC et seze ou mois de jugnet ». *Que omnia et singula supradicta prout superius sunt expressa, rata, firma grataque habentes, volumus, laudamus et tenore presentium confirmamus. In cujus rey testimonium presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari. Datum etc.*

(1) T. II, p. 125. Le document n'est pas très correctement interprété, une expédition de la lettre de Gaucher sera faite lorsqu'il y aura un « gouverneur », mais la lettre de Gaucher est déjà envoyée et le jugement exécutoire.

(2) Sur ce personnage, cf. Legoy, dans les *Positions des thèses soutenues par les élèves de l'Ecole des Chartes*, 1928, p. 49.

posait pas des sceaux du royaume et d'ailleurs depuis la mort de Louis X, il n'y en avait plus, mais les actes du gouvernement étaient expédiés en son nom et scellés de son sceau.

Le conseil de gouvernement dans cet acte exerce la plus éminente des prérogatives royales : le droit de grâce. Aucun autre document ne s'est conservé, mais on est cependant en droit, semble-t-il, de penser que ce conseil gouvernait comme un roi. Il dut le faire pendant environ un mois, jusqu'au moment où le comte de Poitiers se fut emparé du pouvoir ⁽¹⁾.

Rien dans l'existence jusqu'alors effacée et d'ailleurs mal connue du comte de Poitiers ne pouvait faire prévoir la façon dont il agirait. Mais il y avait beaucoup d'étoffe dans ce prince et il devait s'imposer aux circonstances et les gouverner.

Louis X était mort à Vincennes; Charles de Valois qui se trouvait à Paris envoya la nouvelle au comte de Poitiers et se borna à occuper le Palais de la Cité, il ne fit rien. La lettre du comte de Valois, aujourd'hui perdue, dut arriver à Lyon autour du 15 juin. Dès qu'il connut la mort de son frère, Philippe évita de l'ébruiter, il fit fermer les portes de la ville, pour que la nouvelle n'en sortit pas ⁽²⁾. Puis il se fit reconnaître comme régent par son entourage, le 16 juin par le comte de Forez qui était venu avec lui pour l'élection pontificale ⁽³⁾, par les autres seigneurs qui l'entouraient, notamment par le seigneur de la Voulte le 17 juin ⁽⁴⁾. Le 18 juin, il fiança sa fille au futur dauphin de Viennois dont le père était évidemment favorable.

La décision du prince avait été vite prise, elle devait être suivie d'une exécution immédiate. Le régent met la

(1) Texte cité par Lehugeur, p. 34, n. 3. Lehugeur n'a pas parlé dans ce volume de ce conseil de gouvernement.

(2) *Istorie et croniques de Flandre*, éd. Kervyn de Lettenhove, p. 307. — *Ancienne chronique de Flandre*, dans H. F., XXII, p. 405.

(3) *Titres de la maison ducale de Bourbon*, n° 1420.

(4) Arch. nat., K 40, n° 2, d'après l'inventaire de Dupuy, en déficit.

main sur l'argent provenant des confiscations et des amendes prononcées par les réformateurs dans la sénéchaussée de Lyon, il se compose un conseil ⁽¹⁾. Sans doute, dût-il provoquer une assemblée des bourgeois et du peuple de Lyon, mais aucune trace n'en a subsisté, on peut le déduire de son attitude.

Il est parvenu, jusqu'à nous, en effet, une lettre ⁽²⁾ qu'il adressa aux habitants de la sénéchaussée de Beaucaire par l'intermédiaire d'un homme de confiance, Aymar de Poitiers, fils du comte de Valentinois et de Diois, l'un de ces seigneurs du Midi et du royaume d'Arles qui composaient l'entourage du comte de Poitiers quand il se proclama régent. La lettre est adressée « aux évêques, abbés, chapitres, couvents et autres personnes ecclésiastiques, ainsi qu'aux barons, nobles, échevins, prévôts, communautés, habitants et autres fidèles et sujets » de la sénéchaussée.

Le régent déplore la mort du roi son frère, mais « la nature humaine est ainsi faite qu'elle ne peut dépasser le terme qui lui est fixé; aussi, avons-nous décidé de sécher nos larmes, de prier avec vous le Christ pour son âme et de nous montrer empressé au gouvernement des

(1) Lehueur, p. 30 et les notes.

(2) Dans Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. II, preuves, n° 13. Nous nous sommes servi de la traduction donnée par Lehueur, p. 31. Voici les principaux passages de cette lettre : *Philippus, filius regis Francorum, germanus primus inclite recordationis domini nostri Ludovici, quondam Dei gratia Francorum et Navarre regis... Non sine cordis amaritudine, ac mentis dolore intimo, karissimi patrum nostri de Valesio litteras recipimus, per quas nobis predicti domini nostri transitum intimavit, ex quo infra cordis nostri vicera tanto gravius anxiamur, quanto magis presentiam ipsius domini nostri, si altissimo placuisset, huic regno esseabilem et decentem conspicimus... Sed quia omnis humana natura est ad hoc disposita, quod non potest sibi constitutos terminos preterire, consideravimus quod pro ipsius anima, depositis lacrimis, habemus et debemus devote, una vobiscum, fundere preces Christo et cum hoc ad regnorum predictorum gubernacula, ut decet, nos exhibere sollicitos et attentos, ut jura ipsorum non depereant, et ut regnicole eorundem, sub pacis et justitie clipeo vigeant et letentur... Il envoie Aymard de Poitiers. Datum Lugduni sub sigillo quo, ante predicti domini nostri obitum, utebatur, die XIX junii.*

royaumes de France et de Navarre, afin que leurs droits ne dépérissent pas et que les sujets des deux royaumes vivent heureux sous le bouclier de la paix et de la justice ». Il est certain que Philippe envoya des lettres analogues aux autres villes du royaume, notification certainement, mais aussi demande de confirmation, au moins tacite. Le régent s'assure ainsi des provinces et pourra s'appuyer sur leur opinion. Aymar de Poitiers est chargé de demander aux habitants ⁽¹⁾ obéissance à ses ordres.

Puis le régent prit ses dispositions pour assurer l'élection pontificale en enfermant les cardinaux en conclave et il partit pour Paris dans les premiers jours de juillet. A Paris la situation demeurerait inchangée, mais Charles de Valois ne manquerait pas d'accepter la régence que les ligues provinciales, auxquelles se ralliait le propre frère du roi, Charles de la Marche, se proposaient de lui offrir. C'était à Paris qu'il fallait frapper ⁽²⁾.

Le comte de Valois inquiet des intentions de son neveu s'était porté au-devant de lui avec les comtes de Saint-Pol et de la Marche. On ignore où eut lieu la rencontre, l'*Ancienne chronique de Flandre* ⁽³⁾ prête au comte de Saint-Pol, parlant à Philippe, le langage suivant, bien caractéristique des prétentions du parti féodal : « Sire, veez-cy vostre oncle, le plus ainsné de la couronne ; si vous louons que vous accordez a lui et qu'il ait le gouvernement du royaulme, car trop seroit le roiaume chargé d'un enfant de si jeune âge, quy ne set terre gouverner et qui est d'estrangle pais de par sa mere ». Ce discours est assurément plus ou moins authentique en ses termes ⁽⁴⁾, mais il est au moins révélateur d'un état d'esprit. Il est curieux de relever contre l'enfant à naître l'accusation d'être étranger, sous prétexte que sa mère était une princesse hongroise, l'étroit particularisme, « nationalisme », intéressé des

(1) Pièce citée à la note précédente.

(2) Lehugeur, p. 33 et les notes.

(3) H. F., XXII, p. 406.

(4) Cependant le récit des *Istore et croniques de Flandre* est concordant dans ses grandes lignes, p. 308.

ennemis de Blanche de Castille avait encore fait des progrès (1).

Philippe répondit simplement qu'il aviserait et, sans prendre congé de son oncle, il fit seller ses chevaux et repartit. Le 12 juillet, il était à Paris. Son autre oncle, Louis de France, qui lui était favorable et le connétable Gaucher de Châtillon, qui s'était rallié aussitôt, l'accompagnaient. Ils allèrent ensemble au Louvre, où ils tinrent sans doute conseil.

Philippe fit aussitôt convoquer les bourgeois de Paris, leurs sentiments n'étaient pas douteux, il se fit reconnaître par eux comme régent et « incontinent, jurèrent avec luy » (2), c'est-à-dire lui prêtèrent serment de fidélité. Un certain nombre de barons et de chevaliers vinrent aussi protester de leur dévouement, auprès du comte de Poitiers (3). Mais pour s'assurer la possession de la ville, il fallait s'emparer du palais de la Cité que les comtes de Valois et de la Marche avaient fait occuper militairement.

Le connétable fut chargé de l'exécution; accompagné d'une troupe de gens d'armes, il parut devant le palais et frappa. Interrogé des fenêtres par les soldats des comtes, il répondit qu'il voulait entrer pour préparer la réception du régent de France qui le suivait. Sur le refus qui lui fut opposé, il fit venir des ouvriers et menaça la garnison de faire décapiter tout ce qu'il trouverait dans le palais. Les portes s'ouvrirent alors et le connétable s'installa dans la place.

Peu de temps après, le jour même, Philippe vint au palais de la Cité avec une magnifique escorte et, comme disent les chroniques, il « tint son office royal » (4). Au

(1) C'est sans doute à ce texte que fait allusion Lehugeur, p. 29, sans donner de références, nous n'avons trouvé aucun autre texte dans le même sens.

(2) *Istore et croniques*, p. 308. Le texte cité par Dupuy, p. 70, porte : « vindrent incontinent avec luy ».

(3) Geffroy de Paris, H. F., XXII, p. 164. Nous suivons forcément de près le récit de Lehugeur, p. 34 et s.

(4) *Istore et croniques*, *ib.*

début de cette séance solennelle, le comte de Savoie lui annonça officiellement la grossesse de la reine et, au nom de tous, lui conseilla d'agir comme un roi et de se mettre en possession du royaume, jusqu'à ce que les barons aient décidé⁽¹⁾. Une assemblée de barons fut décidée pour le 16 juillet. Avant cette réunion, les comtes de Valois et de la Marche, comprenant que leur cause était perdue et ne voulant pas faire le jeu du duc de Bourgogne, firent leur soumission à Philippe et lui remirent la clé du trésor du Louvre⁽²⁾.

L'assemblée se réunit à la date indiquée, elle se composait uniquement de prélats et de nobles; aux membres du Grand Conseil de Louis X s'étaient joints un certain nombre de hauts barons, comme Charles de Valois le Jeune, Mahaut d'Artois, Blanche de Bretagne, le dauphin de Viennois, le comte de Savoie, Louis et Jean de Clermont, Anseau de Joinville, etc. A la fin de la réunion, on décida que le comte de Poitiers prendrait la régence du royaume et percevrait les revenus royaux. La question de la régence était ainsi réglée, jusqu'à la délivrance de Clémence de Hongrie.

On régla aussi, dans une certaine mesure, la question de la succession et celle de la régence après l'accouchement de la reine. Si l'enfant était mâle, Philippe conserverait la garde du royaume jusqu'à la majorité de l'enfant et alors lui remettrait le gouvernement et lui obéirait. Si l'enfant

(1) Nous suivons ici le récit de Jean de Saint-Victor, H. F., XXI, p. 663. Lehugeur, p. 35, qui ne cite pas ses sources, donne un récit un peu différent. *Venit ergo Parisius, et posuit se in regali palatio et fecit claudi omnia ostia preter unum. Regina autem Clementia se pregnantem ei certitudinaliter nunciavit. Convocatis itaque baronibus regni, sic fuit finaliter ordinatum quod comes Pictavensis esset regni Francie gubernator et omnes proventus reciperet et regine necessaria ministraret... Quo promisso, tanquam gubernatori fecerunt ei homagium principes et barones, excepto duce Burgundie, qui neptem filiam sororis sue, regine Navarre, quam rex Ludovicus, dum viveret, pro filia legitima recognovit, voluit habere penes se, ne fraus aliqua fieret contra eam : que ad nutriendum sibi tradita fuit.*

(2) Arch. nat., JJ 53, n° 137.

était une fille, Philippe serait proclamé roi et on pourvoirait à la fille comme il serait convenable ⁽¹⁾.

Puis tous les princes et barons firent hommage à Philippe comme régent. Mais toutes les difficultés n'étaient pas encore écartées; le duc de Bourgogne, évidemment mécontent d'une solution qui privait sa nièce de la couronne, refusa son approbation aux décisions de l'assemblée, et craignant qu'on ne fit tort à l'enfant, il demanda qu'elle demeurât près de lui. Satisfaction fut faite à ce désir et l'enfant lui fut livrée ⁽²⁾.

Ce seul adversaire, par sa puissance, par l'influence qu'il exerçait comme petit-fils de saint Louis — il avait soin de déclarer qu'il agissait aussi au nom de sa mère, fille de Louis IX ⁽³⁾, — par la propagande qu'il pouvait faire, était très dangereux. Aussi Philippe, pour le désarmer, entra dans la voie des concessions. Les négociations furent menées avec une hâte qui trahit les préoccupations des parties, elles eurent lieu dans la nuit du 16 au 17,

(1) Sur tous ces faits nous nous en tenons au récit des chroniqueurs et notamment de Jean de Saint-Victor qui est parfaitement clair et précis. Geffroy de Paris, moins complet, confirme Jean dans les grandes lignes. Viollet a suivi également Jean de Saint-Victor. Lehugeur, p. 37 et suiv., s'est constamment écarté de ces textes pour des raisons qu'il expose longuement p. 139, n. 9. Elles ne nous paraissent aucunement pertinentes; d'après Lehugeur, l'accord du 17 juillet ne ferait que reproduire les décisions de l'assemblée du 16 — Lehugeur dit le *traité* du 16, expression parfaitement impropre, — sauf la concession faite au duc en ce qui concerne la garde de Jeanne. Or, cette hypothèse se base sur cette idée, que des changements aussi profonds que ceux que nous admettons avec Viollet n'ont pu se produire du jour au lendemain, et que s'il en était ainsi, le texte du 17 dénoncerait comme nul le *traité* du 16.

Il n'y a pas eu de *traité* le 16, nul besoin donc de le dénoncer, l'autre raison invoquée est purement subjective. Que des changements aussi importants puissent se produire en une nuit, dans de pareilles circonstances, l'histoire le prouve surabondamment. Nous nous en tenons donc aux chroniqueurs et au texte du *traité* du 17.

(2) Jean de Saint-Victor. En interprétant ce texte à la lettre, on pourrait croire que Jeanne fut livrée, dès le 16, à Eudes, aussitôt qu'il eut produit sa réclamation.

(3) *Traité* du 17 dans Dupuy, p. 150.

car le 17, à Vincennes, l'accord était fait entre le régent et le duc de Bourgogne.

Philippe était allé loin dans la voie des concessions. Les droits de l'héritier mâle possible étaient naturellement réservés. Si la reine avait une fille, le Royaume de Navarre et les comtés de Champagne et de Brie seraient partagés entre cette fille et Jeanne de France, sauf ce qui devait en revenir par droit héréditaire aux comtes de Poitiers et de la Marche. Les modalités du partage et l'importance des parts étaient réservées.

Parvenues à leur majorité, les deux filles de Louis X pourraient, ou se contenter de la part qui leur était prévue et renoncer à la couronne de France, ou renoncer à cette part et faire discuter leur droit. Philippe de France aurait la régence des royaumes et des comtés jusqu'à la majorité des princesses et elles ne pourraient se marier sans son consentement. Jeanne était remise à son oncle qui devait l'élever ⁽¹⁾.

La question de la régence était réglée. Avant d'entamer l'étude du gouvernement du régent, il convient d'examiner, au point de vue juridique, les résultats de ce long mais indispensable récit historique. Mais auparavant, comme appendice, il faut examiner un problème posé par la décision de l'assemblée du 16 juillet. Philippe, décida-t-on, serait régent jusqu'à la majorité du roi, si la reine accouche d'un enfant mâle. Mais quel était l'âge de cette majorité ⁽²⁾? Jean de Saint-Victor ⁽³⁾ dit à deux reprises vingt-quatre ans, Geffroy de Paris aussi; le continuateur de Nangis et Géraud Frachet dix-huit ans ⁽⁴⁾; Bernard

(1) Traité cité.

(2) On ne peut se servir du *traité* qui reste muet.

(3) Lieux cités dans Lehugeur, p. 38, n. 3, qui discute sommairement la question.

(4) Viollet, *Institutions*, II, p. 89, n. 1, admet, d'après le continuateur, cet âge de dix-huit : « On a, dès le commencement du xiv^e siècle, un exemple isolé de cette conception d'une majorité tardive de dix-huit ans ». Il semble ignorer les autres textes, qui ôtent toute portée à cette allégation.

Gui, isolé, donne quatorze ans; d'autres chroniqueurs disent simplement *usque ad intelligibilem aetatem*. Nous sommes donc bien mal renseignés. Bernard qui a pour lui le précédent de l'ordonnance de Philippe III, ce qui est très fort et il est très tentant d'attribuer les vingt-quatre ans de Jean de Saint-Victor et de Geffroy de Paris à des fautes de copistes qui auraient ajouté un X de trop. L'âge indiqué par le continuateur et Frachet, qui est celui de la constitution de 1791, est assez insolite pour être écarté. On est ainsi conduit à adopter quatorze ans ⁽¹⁾, mais le silence du traité oblige à beaucoup de prudence, n'est-il pas voulu et les parties n'ont-elles pas préféré remettre à plus tard la solution d'une question sur laquelle elles n'étaient pas d'accord? C'est encore très possible. Aussi est-il plus sûr de conclure que la majorité royale n'est pas encore à cette époque réglée par « une loi de l'État ».

Connaître l'âge de la majorité royale, pour une héritière de la couronne de France, est une question fort platonique, elle se posait cependant en 1316, mais les textes ne nous donnent pas de moyens d'y répondre ⁽²⁾.

Il ressort nettement de cet exposé historique que la plus grande incertitude régnait en France au lendemain de la mort de Louis X sur le point de savoir qui gouvernerait. En fait, le gouvernement devait appartenir à celui qui aurait l'énergie de le prendre et l'habileté de le conserver. C'est peut-être parce qu'ils ne se sentaient pas capables de le conserver, que Charles de Valois et Eudes IV n'ont pas osé le prendre, c'est peut-être simplement parce qu'il leur manquait l'énergie élémentaire. En tout cas, le comte de Poitiers a su faire l'un et l'autre.

Est-il légitime de parler à son propos de coup d'État ⁽³⁾?

(1) C'est l'âge pour lequel opte Lehugeur, *loc. cit.*; il annonce, sur ce point particulier, une étude qui n'a jamais paru, à notre connaissance.

(2) Lehugeur, p. 39, n. 5, indique douze ans, en renvoyant à des textes du Trésor des Chartes, J 254 B, n° 76 et 410, n° 40.

(3) Cf. ce qu'en dit Lehugeur, p. 79.

Il ne saurait y avoir coup d'État que lorsque par la force il a été porté atteinte à un système constitutionnel établi, à une légalité reconnue. Rien de tel n'existait en 1316, le droit public ne donnait pas de solution; dans les circonstances exceptionnelles et solennelles où les règles ordinaires se taisent, la parole est au plus capable : « la couronne au plus digne ! ».

Les auteurs anciens ⁽¹⁾ admettaient volontiers que Philippe avait été nommé régent par les grands du royaume. Le récit qui précède montre qu'il n'en est rien, Philippe s'est emparé de la régence : au lendemain de la mort de son frère, dès le 16 juin, c'est-à-dire un mois avant les assemblées de Paris, il s'intitule régent, reçoit des serments de fidélité, met la main sur les deniers royaux ⁽²⁾.

Ce qui est exact, c'est que Philippe s'efforça tout de suite de s'appuyer sur l'opinion publique, il se fait reconnaître par tout le monde, par les seigneurs de son entourage, par les bourgeois de Lyon, par les gens des villes, enfin par les bourgeois de Paris et par les grands du royaume. Ceux-ci, qui sont censés avoir désigné le régent, sont au contraire les derniers auxquels il ait demandé

(1) Dupuy, p. 33 : « L'an 1316, Philippe de France, après le décès de Louis le Hutin, son frère et pendant la grossesse de la veuve dudit Louis, les grands et barons nommèrent ledit Philippe pour avoir la garde et gouvernement de l'estat ». C'est dans le chapitre intitulé *Que les états généraux, les grands du royaume, le conseil d'état, ou le parlement ont nommé les régens*. Remarquons à ce propos que Philippe est omis par Dupuy dans la liste des princes du sang qui ont été régens, p. 41.

(2) Viollet, *Institutions*, II, p. 60, se trompe donc quand il écrit : « Philippe de Poitiers, au lendemain de la mort de Louis X, n'étant encore ni roi, ni même régent du royaume, joua, sans hésiter, du monarque, reçut des serments d'hommage et de fidélité, s'adjudgea même certains deniers comptants; il acheva cette prise de possession du royaume, en surprenant le palais de la Cité ». Philippe se proclama régent le 16 juin, donc quand il fit tout cela, il l'était; on ne voit pas comment autrement il aurait reçu des serments de fidélité, quant à l'hommage, il ne lui fut rendu, à ma connaissance, qu'après les assemblées de Paris, et il serait encore inconcevable que l'hommage eut été rendu à un personnage « ni roi, ni régent ». Est-il exact de dire qu'il « surprit » le palais ?

leur approbation; par une suprême habileté, il ne s'est présenté devant ceux qui lui étaient le plus hostile que soutenu par tous les autres éléments du royaume. Quand quatre jours avant les assemblées de la noblesse, le connétable se présente devant le palais de la Cité, il dit aux gens d'armes des comtes qu'il vient mettre le palais en état pour la venue du « régent de France » (1).

Philippe sentit qu'il lui était nécessaire d'avoir l'appui de l'opinion, c'est que le royaume de France n'est pas un gouvernement « à la turque », que l'on gouverne despotiquement; ainsi, il chercha l'approbation de tous et du reste l'obtint après quelques difficultés. Il y a loin de là à la nomination dont parlent les anciens auteurs, conduits sans doute par d'arrière-pensées de politique contemporaine (2). En tout cas, après l'accord avec le duc de Bourgogne, Philippe fut reconnu de tous et gouverna sans incident. Jean XXII, que son énergique intervention avait tant contribué à faire élire, lui donna tout son appui, il s'empressa de le reconnaître comme régent, de l'assurer de son affection paternelle et de son appui spirituel. Il donne vingt jours d'indulgences à ceux qui prieront pour le régent (3). Nul doute que cette éminente approbation acheva de confirmer la légitimité du régent aux yeux de tous.

Philippe fut le premier en France à prendre le titre de régent. La titulature officielle fut, en latin : *Philippus*

(1) *Istore et croniques*, p. 308 : « Il dit qu'il voulait entrer pour appareiller contre la venue du Régent de France ». Cf. l'expression d'un chroniqueur avant l'assemblée : « Il estoit de fait estably et recheu pour estre gouverneur du royaume ». H. F., XXII, p. 406.

(2) Papire Masson, cité par Dupuy, p. 71, soutient la même thèse. Belleforest, *Histoire de France*, p. 800, cité par Dupuy, *ib.*, va encore plus loin; il dit que Philippe fut nommé par ordonnance du Parlement, il a sans doute été trompé par les expressions des chroniques qui qualifient de « parlement » les assemblées de Paris. Lehugeur, p. 37, n. 2, a dissipé cette équivoque. Dupuy se refuse d'ailleurs à suivre Belleforest jusque-là, mais on peut être sûr que la phrase de ce dernier a joué son rôle dans les trois derniers siècles de la monarchie.

(3) Lehugeur, p. 206, et E. Berger, *Jean XXII et Philippe V*, *Journal des Savants*, 1904, p. 275-284.

regis Francorum filius, regens regna Francie et Navarre, ou : *Philippus regis Francie filius, Francorum et Navarre regna regens*, la première titulature, plus logique, prévaut. En français : *Philippe, fils de roy de France, regens les royaumes de France et de Navarre* ⁽¹⁾. Les chroniques disent « regens », parfois « gouverneur » ⁽²⁾, quelquefois reprennent l'expression de « gardien » ⁽³⁾. En latin on dit *regens, gubernator*, parfois *comes regni*, ou l'ancienne qualification déjà adoptée par Baudouin *regni procurator* ⁽⁴⁾. Régence se dit en latin *regimen* ou *gubernamentum*, en français « régence » et très souvent « gouvernement ». La rapidité avec laquelle les mots de *regens*, même employé absolument, et de *regence* passèrent dans la langue, fait penser qu'ils étaient dans l'usage avant que la chancellerie les employât.

Geffroy de Paris résume en deux vers l'activité du régent :

Et puis fu faite la devise
En plaiz, en tresor, en requestes ⁽⁵⁾,

mais son énumération est incomplète. En reprenant l'ordre

(1) Nous avons sous les yeux, pour le latin, des lettres des 28 et 29 août 1316, imprimées dans les *Ordonnances des rois de France*, I, p. 626-627, pour le français, le traité du 17 juillet 1316, dans Dupuy, p. 149 (l'orthographe fautive est à corriger). On trouvera d'autres exemples dans les documents publiés par Servois, *Ann. Bull. de la Soc. de l'hist. de France*, 1864, p. 45. Cf. E. Berger, *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1900, article cité.

(2) Les *Istore et croniques*, p. 308, emploient les deux termes à quelques lignes d'intervalle. Les *Istore et chroniques*, H. F., XXII, p. 406 (texte cité *supra*, p. 122, n. 1), disent gouverneur, mais souvent aussi régent.

(3) Et a ce se sont esmeu
Qu'a gardien l'ont esleu.

Geffroy de Paris, H. F., XXII, p. 165.

(4) Lehugeur, p. 38, n. 1.

(5) H. F., XXII, p. 165, cité par Lehugeur, p. 47. Lehugeur commet un contre-sens sur le mot « devises ». Il croit qu'il fait allusion aux modifications apportées par le régent au personnel des grands corps de l'État ; mais ce n'est pas le sens de *devises* ; ce mot veut dire décisions, ordres, il vient de *deviser*, non de *diviser*. Les vers suivants font bien allusion aux changements de personnel, mais pas ce mot.

généralement suivi dans les chapitres précédents, nous allons examiner en quoi consistait le pouvoir du régent.

Les accords de juillet n'avaient rien prévu en ce qui concerne la situation de la reine Clémence, Philippe ne paraît avoir été investi d'aucune autorité à son égard, ni avoir eu aucune responsabilité à son endroit. La question de la garde au ventre, on l'a vu, n'a pas été résolue, si même elle a été posée ⁽¹⁾. Les documents diplomatiques ne donnent guère de renseignements à cet égard, on ne peut que signaler confirmation par le régent des biens donnés à Clémence, provenant de la confiscation d'Enguerrand de Marigny, parce qu' : « ele estoit venue de loinctaines parties et le deuil que ele a eu du trespassement de nostre dit chier seigneur et frere et plusieurs autres causes » ⁽²⁾.

Si le régent n'était investi d'aucune garde, la reine, par contre, ne paraît avoir joui d'aucune autorité. Les textes diplomatiques sont muets, les chroniques s'accordent à nous représenter la malheureuse reine prostrée dans sa douleur et à attribuer à son chagrin la faiblesse de Jean I^{er}. Dans ces conditions, Clémence ne pouvait prendre part au gouvernement ⁽³⁾.

Le gouvernement du royaume, Philippe l'exerce en son propre nom, tous les actes de l'autorité royale sont intitulés au nom du régent, la justice est rendue en son nom. Il a un sceau qui est le sceau dont il usait, *ante regimen susceptum*, avant qu'il ait pris le gouvernement, quand il n'était que comte de Poitiers ⁽⁴⁾. Un document nous révèle que Philippe eut l'intention d'avoir un sceau particulier

(1) *Supra*, p. 109.

(2) Arch. nat., JJ 54 B, n° 10. Cité par Lehugeur, p. 48, n. 7.

(3) *Istorie et croniques*, p. 308; Geffroy de Paris, etc. — Dès la régence, on craignait que l'enfant de Jeanne ne put vivre. Lehugeur, p. 49, n. 1.

(4) *In cujus rei testimonium, presentibus litteris, quo ante dictorum regnorum susceptum regimen utebamur, fecimus apponi sigillum*, Paris, 28 août 1316, *Ordonnances*, t. I, p. 626. *Datum Parisius sub sigillo quo ante susceptum dictorum regnorum regimen utebamur*, Paris, 29 août 1316, *ib.*, p. 627.

comme régent, mais on n'en connaît pas d'exemplaire, et il est probable que le graveur n'avait pas fini son travail quand la mort de Jean I^{er} vint le rendre inutile ⁽¹⁾. On se souvient que les régents, en 1270 et en 1285, avaient expédié les actes en leur nom, mais le sceau était toujours libellé au nom du roi. Philippe est donc le premier qui ait usé de formules et d'un sceau qui lui étaient particuliers, mais en 1316, cela se comprenait parfaitement, il n'y avait pas de roi et Philippe ne pouvait gouverner qu'en son propre nom. Ce fait aura de grandes conséquences dans l'histoire des régences.

Les contemporains avaient le sentiment très net de la situation exceptionnelle de Philippe, personnage royal, exerçant la fonction royale, sans porter la couronne. Ses pouvoirs n'ont pas le caractère fiduciaire de ceux de Baudouin et de Blanche de Castille, il ne les possède pas non plus par délégation, comme tant d'autres régents. Aussi quand, après la prise du palais de la Cité, Philippe s'y installe, les *Istore et croniques de Flandre* disent qu'il y « tint son office royal » ⁽²⁾. Cependant Philippe sait que son pouvoir n'est pas tout à fait celui d'un roi, il y manque l'élément mystique, impondérable, qui fait le prestige de la royauté, aussi parle-t-il, au moins une fois, du roi, un roi idéal qui n'existe pas et en attendant lequel il gouverne ⁽³⁾.

(1) Le continuateur de Guillaume de Nangis, H. F., XX, p. 615, parle d'un sceau portant comme inscription : « Philippe, fils de roi de France, régent le royaume de France et de Navarre ». On n'a pas trouvé d'exemplaire d'un pareil sceau. Le 12 novembre 1316, une lettre porte encore le sceau du comte de Poitiers. Cf. Lehugeur, t. II, p. 93.

(2) P. 308.

(3) Dans sa lettre aux habitants de la sénéchaussée de Beaucaire, il leur dit qu'il leur envoie des commissaires « aimés dans le pays et dévoués à la fois aux intérêts des habitants et à ceux du roi ».

Si l'on en croyait Lehugeur, p. 53, Philippe aurait été qualifié à plusieurs reprises, pendant le mois d'août 1316, c'est-à-dire pendant sa régence, de roi, non seulement par les chroniques, mais par les textes diplomatiques, cités en note. Mais ces événements, pour des raisons impossibles à exposer ici, doivent être renvoyés à l'année sui-

Il n'y a là qu'une restriction mystique en quelque sorte, le pouvoir de Philippe a tellement un caractère personnel, qu'il lui arrive de le déléguer. Après l'élection de Jean XXII, il alla à Lyon assister au couronnement; à l'occasion il confia le gouvernement, pendant son absence de quelques semaines, à trois de ses conseillers préférés, l'évêque de Saint-Malo, le comte de Savoie et Henri de Sully. Malheureusement, aucun texte un peu précis ne permet de connaître mieux et de décrire cette régence, qui a échappé aux historiens de cette institution ⁽¹⁾.

Philippe a la direction de la politique générale. Politique extérieure : il décide de la paix et de la guerre avec les Flamands, passe et renouvelle des trêves, signe un traité fort étendu avec le comte de Flandre le 7 septembre 1316 ⁽²⁾. Ce traité est intitulé au nom du régent, et chaque clause est conclue en son nom. Il n'est soumis à aucune condition de ratification postérieure et est immédiatement exécutoire. Politique intérieure : les exemples sont trop nombreux pour être rapportés, il suffit de dire que Philippe se comporte dans les royaumes de France et de Navarre, comme il se comportera après son couronnement.

La justice est rendue au nom du régent, par toutes les juridictions. Philippe institue des commissaires chargés de régler sans débats ⁽³⁾ ni dilations les restitutions de biens à faire à Raoul de Presles, biens injustement confisqués sous le règne précédent. Louis X mourant avait demandé que cette injustice fut réparée ⁽⁴⁾. Encore en ce

vante, après le sacre de Philippe, et ces textes également, ce qui explique cette prétendue singularité.

(1) Lehugeur, p. 50.

(2) Le fait est relevé par Dupuy, qui ne s'intéresse pas ordinairement aux pouvoirs des régents, p. 72. Analyse du traité dans Lehugeur, p. 56 et s.

(3) *Sine strepitu* dit le texte, Arch. nat., J 403, n° 22. C'est à tort que Lehugeur, p. 407, traduit par sans bruit, comme si la réparation prescrite devait se faire secrètement.

(4) Sur toute cette affaire, Lehugeur, p. 407-408.

qui concerne la justice, Philippe agit comme il agira une fois monté sur le trône.

Non seulement Philippe rend la justice, mais il concède des grâces ⁽¹⁾. Les réhabilitations, restitutions, à l'égard des victimes de la réaction féodale de 1314, qui dureront pendant tout le règne, commencent dès la régence ⁽²⁾. Lors de son avènement, comme un véritable roi ⁽³⁾, Philippe distribua à ses partisans d'abondantes faveurs, donations à ses partisans, comme le comte de Savoie, privilèges accordés à des particuliers, à des villes, à des monastères, « pour qu'ils soient plus meuz a nous servir et conseiller » ⁽⁴⁾.

Philippe a la direction des finances royales qu'il gère avec la plus complète indépendance. On se souvient que, à Lyon, quelques heures après avoir appris la mort de son frère et pris le titre de régent, il encaissait les sommes recueillies par les réformateurs. Il continua pendant la durée de la régence à agir ainsi. Il met et révoque des impositions ⁽⁵⁾, il ordonne de l'affectation des deniers perçus ⁽⁶⁾. Inutile de multiplier les exemples.

Les donations, qui viennent d'être mentionnées, prouvent que le régent avait la libre disposition du domaine. Un fait de portée beaucoup plus considérable établit que Philippe agissait à cet égard comme un roi. Il réunit au

(1) Le point est d'importance. Dans la suite des régences, la question des grâces fera souvent difficulté.

(2) Lehugeur, *passim*.

(3) Lehugeur, p. 48, dit : « le nouveau régent n'en célébrait pas moins son avènement, comme l'exigeait l'usage, par de nombreuses libéralités... ». L'usage ne l'exigeait pas du tout des « nouveaux régents », bien au contraire, et c'est une des particularités les plus dignes de remarque de la régence de Philippe le Long que cette abondance de grâces par lui concédées.

(4) Arch. nat., nombreux exemples dans le registre JJ 54 B.

(5) Paris, 29 août 1316, lettres du régent par lesquelles il révoque une imposition qui avait été faite pour un armement sur mer contre les Flamands. *Ordonnances*, I, p. 627.

(6) Paris, 28 août, ordonnance du régent portant que les sommes qui proviendraient des confiscations seront employées à acquitter les rentes à vie ou perpétuelles. *Ordonnances*, I, p. 626.

domaine le comté de Bourgogne, que lui avait apporté en dot Jeanne de Bourgogne, l'administration du comté fut confiée à un gardien royal qui remplit les fonctions de bailli ⁽¹⁾. Il attendit, au contraire, d'être devenu roi, pour réunir au domaine son comté de Poitiers ⁽²⁾.

Philippe nomme les fonctionnaires de tout ordre et les révoque, même les plus importants. Peu à peu, par des révocations et des nominations judicieusement espacées, il va changer la composition et l'attitude des grands corps de l'État, Parlement, Chambre des comptes ⁽³⁾. Dès le 20 juillet 1316, il sacrifiait le chancelier Etienne de Mor-nay, qui avait la confiance de Charles de Valois, pour le remplacer par un homme à lui, Pierre d'Arrablay, qui avait déjà été employé par Philippe le Bel ⁽⁴⁾. Exécution symbolique, qui marquait bien l'action du régent dans toute l'administration.

Le régent porta même la main sur un organe qui avait joué un rôle considérable pendant la réaction féodale du règne précédent. A la mort de Philippe le Bel, le Conseil avait été modifié dans sa composition, comme dans ses attributions. Louis X avait dû accepter que le nombre des membres du Conseil fut restreint, que celui-ci, au lieu d'être presque uniquement composé d'hommes dévoués à la couronne, fût en majorité recruté dans la haute aristocratie. Dans les mains de Charles de Valois, sous le faible Louis X, une pareille assemblée avait tendu à diriger la politique et même à contre-balancer efficacement l'autorité royale ⁽⁵⁾.

Un prince énergique comme Philippe, ne pouvait supporter une pareille tyrannie, mais il n'attendit pas pour réagir que la mort de son neveu lui eut ouvert l'accès du trône. Sans doute en juillet 1316 ⁽⁶⁾ promet-il de consulter

(1) De Piépape, *Histoire de la réunion de la Franche-Comté*, t. I, p. 44; Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, n^{os} 4494 et 4507.

(2) *Ordonnances*, XI, p. 444.

(3) Lehugeur, t. II, *passim*.

(4) Lehugeur, p. 48.

(5) Lehugeur, t. II, p. 124 et s.

(6) Le jour n'est pas connu, mais doit se placer entre le 17 et la fin

le Conseil sur toutes les affaires importantes et de lui laisser une part dans l'administration. Mais il le transforma peu à peu par des modifications partielles et il ne lui laissa plus qu'un minimum d'influence. C'est encore un trait particulier de la régence de Philippe le Long, qu'il ait ainsi modifié la composition du Conseil et rogné sur ses attributions. Le Conseil est généralement, du moins depuis quelque temps déjà, un organe qui s'impose au régent et dont le but est précisément de le contrôler et de le limiter.

Ce qui achève de donner une physionomie toute particulière à la régence de Philippe le Long, c'est qu'il demanda et reçut l'hommage des grands du royaume. Sans doute les régents avaient déjà reçu des serments de fidélité ⁽¹⁾ et Philippe fit comme les autres : les commissaires qu'il envoya de Lyon, dans les diverses sénéchaussées du royaume, étaient chargés de demander aux habitants de prêter serment au régent. On le sait, par divers documents, pour les villes de la sénéchaussée de Beaucaire ⁽²⁾ : Beaucaire, Nîmes, Montpellier, où le serment demandé aux habitants de la Rectorie souleva les protestations du roi de Majorque ⁽³⁾, et il est infiniment probable qu'il en fut de même pour tout le royaume. Le serment des bourgeois de Paris, dont parlent les *Istore et Croniques de Flandre* ⁽⁴⁾, était aussi un serment de fidélité. Certains textes restent douteux, quand les *Istore et Croniques* disent que Philippe pardonna au comte de la Marche et au comte de Valois, « puis lui firent feauté comme les autres » ⁽⁵⁾, on peut encore douter entre le simple serment et l'hommage,

du mois. Il n'est pas téméraire de penser que cet acte avait été demandé par les nobles lors de l'assemblée du 16 et que ce n'est que l'exécution d'engagements pris ce jour-là. Le texte est conservé aux Arch. nat., JJ 57, fol. 42.

(1) *Supra*, p. 69 et 98.

(2) Lettre dans Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. II, p. 22.

(3) Arch. nat., JJ 54 A, n° 538 : *Exigit ab eisdem hominibus partis nostre prestari fidelitatis sacramentum*. Cité par Lehugeur, p. 270.

(4) *Supra*, p. 116 et n. 2.

(5) *Ib.*

encore que les mêmes *Istore et Croniques* ⁽¹⁾ qualifient de « feauté » les hommages incontestablement rendus lors de l'assemblée du 16 juillet. Mais les termes de Jean de Saint-Victor et de la Chronique de Berne ⁽²⁾ sont absolument formels, le régent reçut les hommages de ceux qui assistaient à l'assemblée du 16 juillet. Enfin le traité du 17 porte : « Et puisse, le dit Philippe, recevoir les hommages comme gouverneur, sauf le droit del hoÿr masle en toutes choses et sauf le droit des filles en tant comme a elles puet appartenir » ⁽³⁾. Ainsi, fait unique dans l'histoire des régences, Philippe reçut les hommages de ses vassaux. Il se trouverait ainsi, au point de vue du droit féodal, dans la situation du seigneur qui exerce le bail féodal, si précisément il n'y avait pas de mineur. Les termes mêmes du traité, en reconnaissant à Philippe le droit de recevoir les hommages, montrent ce qu'un tel droit avait d'anormal, le régent les reçoit « comme gouverneur », ès qualité de régent et la survenance d'un enfant mâle doit tout changer.

Cette survenance se produisit bientôt; dans la nuit du 13 au 14 novembre 1316, la reine Clémence de Hongrie accoucha d'un fils, qui reçut au baptême le prénom de Jean. Ce fut le petit roi Jean I^{er}, qui ne régna que cinq jours. La naissance d'un roi aurait dû changer beaucoup de choses aux conditions dans lesquelles Philippe exerçait la régence, mais il mourut trop vite pour que ces changements aient pu se produire.

Ici finit la régence de Philippe le Long, car ce règne

(1) « Puis manda tous les hauts hommes du royaume pour luy faire feauté au nom de son jeune neveu qui estoit drois Roys de France », p. 308; le récit de la chronique est invraisemblable, le jeune Jean I^{er} n'étant pas encore né, nous ne le citons que pour le mot « feauté ».

(2) *Venerunt ad eum causa pacis impetrande, eique benigne ipsis indulgenti fecerunt homagium*, *Chron. de Berne*, dans *Ist. et croniques*, I, p. 513, en parlant des comtes de Valois et de la Marche. *Quo promisso, tanquam gubernatori fecerunt ei homagium principes et barones, excepto duci Burgundie*, J. de Saint-Victor, H. F., XXI, p. 663.

(3) Dupuy, p. 151.

de cinq jours, en modifiant la situation des héritiers du trône, lui permettait de ne pas respecter les clauses du traité du 17 juillet et de ceindre la couronne. Nous devons nous arrêter là.

SECTION II

Philippe de Valois.

Jean le Bel rapporte que Charles IV, envisageant un jour l'éventualité pour lui d'une mort prochaine, était assez incertain lui-même sur ce qu'il adviendrait de la couronne s'il ne laissait que des filles. Et il pensait que dans ce cas, les douze pairs et les barons de France devraient tenir Conseil et décerner le royaume à celui qui y aurait le plus de droits ⁽¹⁾.

C'était en même temps le problème de la dévolution de la régence que posait ainsi le roi : le précédent de 1314, où il avait essayé de contre-carrer les desseins de son frère, montrait que dans des circonstances de ce genre, celui qui s'emparait de la régence était par là désigné à être roi, ou plutôt que c'était l'héritier présomptif qui devait exercer la régence.

Lorsque le roi mourut, en janvier 1328, il n'avait pris aucune disposition concernant sa succession. Sa femme étant enceinte, il fallait attendre sa délivrance pour régler la dévolution de la couronne, mais il fallait pourvoir immédiatement à la régence. Cette fois, contrairement à ce qui s'était passé en 1316, ce fut une assemblée de grands qui déféra la régence ⁽²⁾.

(1) Ed. Polain, I, p. 88 : « Et s'il avenoit que ce fust une fille, que les douze pers et les aultres barons de France eussent conseil entreulx et donnassent le royaume a cil qui le debvroit avoir par droit ».

(2) C'est à tort que Dupuy, p. 33, 41, 73, dit que la régence fut décernée par les Etats généraux. Du reste, ce qu'il dit de la régence de Philippe, p. 73, est presque incohérent. Voici ce que dit sur la régence de Philippe la plus développée des chroniques, la continuation de Guillaume de Nangis, dans d'Achery, *Spicilegium*, III, p. 87 : *Defuncto rege*

La réunion eut lieu aussitôt après la mort du roi. La composition précise de l'assemblée n'est pas connue : les barons, disent simplement les chroniques ; il est vraisemblable, qu'en gros, il y avait les mêmes personnes qu'en 1316, lorsqu'il s'était agi de reconnaître Philippe le Long⁽¹⁾. Deux candidats étaient en présence, le comte de Valois, Philippe, et le roi d'Angleterre, Edouard III ; on sait comment l'assemblée, qui pensait surtout à la dévolution de la couronne, trancha en faveur de Philippe de Valois⁽²⁾.

Il prit, dès lors, le titre de régent, pour les royaumes de France et de Navarre⁽³⁾. Il reçut les hommages de France, mais des difficultés s'étant produites et des candidatures s'étant posées pour la couronne navarraise, on décida de surseoir en ce qui concernait le second royaume. La Navarre devait d'ailleurs échapper à Philippe de Valois lors de son couronnement.

Pendant deux mois, le comte de Valois, qui scellait de son sceau personnel les actes qu'il expédiait en son nom⁽⁴⁾, gouverna comme avait gouverné Philippe de Poitiers en 1316, comme un roi. Tout ce qui a été dit sur les pouvoirs du régent dans la section précédente pourrait être dit ici : il suffira donc d'y renvoyer.

Carolo Barones ad tractandum de regni regimine congregantur : nam cum Regina esset pregnans et incertum de sexu, nullus audebat sub incerto sibi nomine assumere regis nomen sed solum erat questio inter eos, cui tanquam propinquiore deberet regni regimen comitti, precipue cum in regno Francie mulier personaliter non accedat. Et hac sententia tanquam saniori accepta, et a baronibus approbata, traditum est regimen regni Philippo, comiti Valesii, et vocatus est tunc regnum regens seu regni. Et ex tunc accepit homagia regni Francie.

(1) Les pairs n'ont eu aucune importance particulière, le continuateur de Nangis n'en parle même pas.

(2) Cf. Viollet, *Comment les femmes ont été exclues en France de la succession à la couronne*, p. 33, et *Institutions*, II, p. 76.

(3) On a remarqué que la continuation de Nangis dit *regnum regens seu regni*, on oublie que *regens* est un verbe et on en fait un substantif, mais les formules de chancellerie sont plus conservatrices : « Phelippes, cuens de Valois et d'Anjou, regens les royaumes de France et de Navarre ». Arch. nat., JJ 65^a, *passim*.

(4) Berger, *Le titre de régent*, Bibl. de l'Éc. des Chartes, 1900, p. 417.

L'assemblée réunie au mois de janvier, n'avait pas songé à limiter l'autorité du régent ni à intervenir dans le gouvernement par le moyen du Conseil, comme celle de 1316. Elle voyait le roi futur et prochain dans le comte de Valois et la monarchie s'était bien raffermie depuis le règne de Louis X.

En avril la reine accouchait d'une fille et Philippe, aussitôt reconnu roi, était couronné le mois suivant.

CHAPITRE VI

LA CAPTIVITÉ DE JEAN LE BON ET LES ORDONNANCES DE CHARLES V

L'histoire de Charles V a pour la matière des régences une importance toute particulière. N'étant encore que dauphin, Charles a été appelé par deux fois à suppléer son père absent. Devenu roi et redoutant avec raison pour après sa mort des difficultés dans le genre de celles qu'il avait rencontrées, il voulut y parer dans la mesure du possible par une législation appropriée : c'est alors que parut en 1374 et 1375 un groupe d'ordonnances qui avait pour but de régler la question de la majorité des rois et d'organiser une régence en cas de mort prématurée du roi.

Les divisions de la matière de ce chapitre sont donc ainsi naturellement tracées. Dans la première section, on traitera des deux suppléances du dauphin à l'autorité de son père, dans la seconde, des ordonnances de 1374-1375, conclusion de cet ouvrage.

SECTION I

Le dauphin Charles, Lieutenant du Roi puis Régent.

(1356-1360.)

La bataille de Poitiers (19 sept. 1356) n'anéantissait pas seulement l'armée réunie avec tant de peine et de si grandes dépenses, mais elle ouvrait une crise constitutionnelle des plus graves par la capture du roi Jean II.

Le royaume se trouvait brusquement privé de titulaire et de chef, à un moment où il en avait le plus pressant besoin, et, cette funeste éventualité n'ayant nullement été prévue, aucune mesure n'avait été prise à l'avance pour y parer. La situation se présentait pour la première fois en France. Qu'allait-on faire ?

Le fils aîné du roi, Charles, duc de Normandie et dauphin de Viennois, avait échappé au désastre. C'est lui qui prit en mains le gouvernement, sans doute sur l'avis de ceux des conseillers de son père qui, comme lui, n'avaient pas été pris par l'ennemi. L'armée anglaise, qui avait vu se transformer en une victoire éclatante le désastre qu'elle redoutait, incapable d'exploiter davantage son succès, avait repris, emmenant ses prisonniers, le chemin de Bordeaux. Le dauphin n'ayant rien à craindre de ce côté, pour le moment au moins, gagna Paris.

Mais il n'attendit pas d'être rentré dans la capitale pour exercer le pouvoir et prendre les mesures qui s'imposaient immédiatement. Il écrivit aussitôt aux gens du Conseil ⁽¹⁾ demeurés à Paris, de convoquer les représentants des trois états. A ce moment-là, à une date très rapprochée de la bataille ⁽²⁾, Charles n'avait pris encore aucun titre ; le Conseil le qualifie seulement de fils aîné du roi, duc de Normandie, en disant qu'il fait le nécessaire dans les circonstances présentes ⁽³⁾. C'était là, en obéissant ainsi, reconnaître la légitimité de l'action du dauphin. Il est donc permis de conclure qu'après la capture de son père, Charles prit le pouvoir sans rencontrer d'opposition.

(1) Cela résulte d'une lettre de convocation envoyée le 27 septembre par les gens tenant le Conseil du Roi, à Paris, à l'évêque d'Albi : *Quapropter, de speciali et expresse mandato illustrissimi domini nostri Karoli, ducis Normannie, primogeniti dicti domini regis, suscipientis opportuna super hoc, sicut necessitas exigit, sine mora consilia capere et opportuna remedia querere, cum fidelibus et subditis dicti domini regis, etc.* Cette lettre est publiée en partie par Delachenal, *Ouvr. cité*, I, p. 219, n. 6.

(2) Le Conseil écrit à l'évêque d'Albi le 27 septembre, il avait reçu les lettres du dauphin au plus tard ce jour-là, et elles n'avaient pu être expédiées que quelques jours auparavant.

(3) Cf. n. 3.

Quelques jours plus tard, Charles se donnait un titre, celui de lieutenant du roi ⁽¹⁾. Il le fit peu de temps avant d'arriver à Paris; le premier acte qui le porte est daté de Saint-Arnoult-en-Yvelines, près de la ville par conséquent ⁽²⁾. Il s'intitulera désormais : Charles, duc de Normandie, dauphin de Viennois, aîné filz et lieutenant du Roy de France ⁽³⁾. Charles avait déjà porté ce titre; son père l'ayant envoyé en Normandie, vers Pâques 1355, dans des conditions peu précises, on le voit s'intituler lieutenant du roi dans les premiers jours de juin 1355, sans que l'on connaisse de commission royale à cet égard, et il le porta jusqu'au moment où son père le fit duc de Normandie ⁽⁴⁾.

On rencontre assez fréquemment au xiv^e siècle, de grands personnages, princes du sang, grands officiers, connétables ou maréchaux, munis d'une commission temporaire et exerçant, en vertu de cette commission, de larges pouvoirs variant avec les termes de chacune. Ce sont généralement de grands commandements, militaires et territoriaux à la fois, qui sont ainsi confiés, à cause de la nécessité de réaliser l'unité de commandement dans des provinces envahies par l'ennemi ou éloignées du pouvoir central ⁽⁵⁾.

Mais la fonction qu'exerce le dauphin Charles n'a rien de commun avec celles des lieutenants de cette espèce. D'abord, il ne la tient pas en vertu d'une commission royale ⁽⁶⁾, ensuite il a des pouvoirs infiniment plus larges

(1) Non pas lieutenant général, comme dit Dupuy, p. 76. Cf. A. Dumas, *Le lieutenant du roi*, *Rev. hist. de droit*, 1929, p. 660.

Cependant dans l'ordonnance du 3 mars 1357, art. 41, il se dit : « lieutenans generaulx de nostre tres chier seigneur et pere ». *Ordonnances*, I, p. 140, mais c'est exceptionnel.

(2) Cité par Delachenal, I, p. 245, n. 1.

(3) Nombreux exemples dans les *Ordonnances*, t. III. Cf. un mandement du 15 octobre 1357, dans Delachenal, II, *Pièces justificatives*, p. 392, n° xv.

(4) Delachenal, I, *passim* et particulièrement, p. 246, n. 1.

(5) Declareuil, *Ouv. cité*, p. 566.

(6) Delachenal fait cette remarque, I, p. 246, sans en souligner l'importance à notre point de vue.

qu'aucun lieutenant n'en a eu avant lui ⁽¹⁾. En réalité, il supplée l'autorité royale momentanément défaillante : ce qui est la définition même que nous avons adoptée de la régence, il est vrai que, quelques mois plus tard, à partir de mars 1358, Charles s'intitulera régent. Sommes-nous pour cela autorisé à négliger l'étude du gouvernement entre la bataille de Poitiers et cette date? Nous ne le croyons pas, nous nous sommes donné pour but l'examen des institutions qui fonctionnent lorsque la personne du roi est momentanément incapable, Jean II ne gouverne plus depuis le 19 septembre 1357, il faut donc étudier ce qui s'est passé depuis cette date et le nom ne fait rien à l'affaire, le premier régent qui ait porté ce nom est Philippe le Long, l'institution existait depuis plusieurs siècles ⁽²⁾.

Il reste cependant qu'il y a eu pendant les années 1356 à 1360 deux façons différentes d'envisager la direction du gouvernement en l'absence du roi, à chacune correspond une titulature distincte. Il convient donc de séparer en deux parties notre exposé, la première sera consacrée au lieutenant du roi, la seconde au régent.

Pendant les seize mois qu'il gouverna avec le titre de lieutenant du roi, le dauphin eut à faire face à une situation des plus difficiles.

Autant que le lui permet l'opposition constante qui lui est faite, le lieutenant du roi a la direction générale des affaires, c'est lui qui convoque, proroge et dissout les États, s'il subit les pressions les plus violentes et les plus brutales, c'est cependant lui qui, en droit, décide de tout : de la libération du roi de Navarre et des réparations qui lui sont dues, l'historien peut montrer Robert le Coq ou Étienne Marcel qui le forcent à prendre de telles décisions, au point de vue juridique, c'est le lieutenant du roi qui

(1) Charles ne paraît pas avoir de commission lorsqu'il s'intitule pour la première fois lieutenant en 1355. Mais peut-être s'est-elle perdue.

(2) Au temps de saint Louis et de Philippe le Hardi les régents s'intitulaient lieutenants du roi.

décide. Quand il peut, du reste, il proteste contre la violence qui lui est faite et, dès qu'il est libre, il s'efforce de révoquer ce qui lui a été arraché. Il est donc inexact de dire, constitutionnellement parlant, que les « États généraux exercèrent effectivement le pouvoir pendant une courte période » (1).

Le lieutenant du roi dirige donc, nominalement du moins, la politique générale, mais il ne s'occupe pas des négociations diplomatiques, du moins avec le roi d'Angleterre, pendant toute cette période (2). Il fait des ordonnances, les deux ordonnances du 3 mars 1357 et de février 1358 (3) sont intitulées à son nom. Si l'on se rappelle le contenu si large et si varié de ces deux ordonnances, on peut se faire une idée du pouvoir qu'avait le lieutenant du roi, et qu'on lui faisait d'ailleurs exercer contre son gré. Non seulement ces ordonnances prévoient une certaine périodicité pour les tenues d'États généraux et en fixaient, la seconde, le siège à Paris, mais elles prononçaient de nombreuses révocations de fonctionnaires, celle de 1357 révoquait tous les officiers du roi alors en fonctions; de plus, procédant de l'esprit de la grande ordonnance de réformation du 28 décembre 1355, qui n'avait pas abouti, elles essayaient, et c'était une œuvre excellente, de remédier aux innombrables abus qui s'étaient glissés partout dans l'administration, et prescrivaient une refonte presque totale des organismes alors en vigueur. On voit ainsi quelle était l'étendue des pouvoirs réglementaires que l'on forçait le dauphin à exercer.

(1) Esmein, *Cours élémentaire*, 11^e édit., p. 563, qui ne fait que résumer ce que dit Picot, *Histoire des Etats généraux*, t. I, p. 90 et s. Cf. *infra*, p. 142.

(2) *Infra*, p. 151.

(3) L'ordonnance du 3 mars 1357 est publiée au t. III des *Ordonnances*, p. 124 à 146, elle est résumée dans Picot, *Ouv. cité*, t. I, p. 128 et s.; cf. Delachenal, I, p. 304-305. Celle de février (on ignore le quantième) 1358, avait échappé aux recherches de Secousse, elle a été découverte et publiée par Viollet, *Les Etats de Paris de février 1358*. Delachenal en signale un meilleur texte dans le ms. fr. 20.075 de la Bibl. nat., I, p. 351, n. 2, il l'analyse p. 351 à 354.

La justice est rendue au nom du roi, mais il paraît bien que le dauphin n'a pas voulu renoncer au droit royal de rendre une justice immédiate et sommaire ⁽¹⁾ : dans l'après-midi du 24 janvier, le valet d'un changeur, Perrin Marc, tua d'un coup de couteau le trésorier du duc de Normandie, Jean Baillet, puis se réfugia dans l'église Saint-Merry ; tard dans la soirée, quelques officiers accompagnés d'une troupe nombreuse, sur l'ordre du dauphin, enfoncent les portes de l'église, empoignent Perrin et le traînent au Châtelet, le lendemain on l'en extrait, on lui coupe le poing là où il avait « fait le coup » et on l'emmène au gibet, où il est aussitôt pendu ⁽²⁾. Cette exécution sommaire souleva des colères, le maréchal de Normandie, qui avait violé l'asile, fut excommunié, mais on ignore si l'on protesta contre la valeur juridique de l'acte du dauphin.

Le dauphin veut aussi exercer le droit royal de monnaie. Après avoir prorogé les États généraux en 1356, il rendit le 23 novembre un mandement dans lequel il prescrivait une mutation de monnaie ⁽³⁾, le mandement ne fut promulgué que pendant le voyage de Metz, le 10 décembre ; il souleva de telles colères, que son exécution fut d'abord suspendue jusqu'au retour du dauphin et finalement il fut rapporté, mais le lieutenant du roi protesta de son droit : « Et avecques ce leur dist que ja soit ce que le droit de faire monnoie et de la muer appartenoit au roy, pour cause de l'eritage de la couronne de France, toutes voies vouloit-il, pour leur faire plaisir, que la dicte nouvelle monnoie n'eust plus point de cours » ⁽⁴⁾.

(1) Saint Louis avait ainsi fait pendre un garde forestier du sire de Coucy coupable d'avoir mis à mort trois jeunes gens pour un lapin. Jean II fait décapiter en sa présence le 5 avril 1356 quatre seigneurs de la suite du roi de Navarre. Charles V fera brancher plus tard un sien sergent qui avait violé la fille de son hôtesse. Cf. Viollet, *Institutions*, II, p. 240 et s. et les notes.

(2) Delachenal, I, p. 351 à 354.

(3) Ce mandement est résumé et reproduit en partie par Delachenal, I, p. 291, n. 1 et 3.

(4) *Grandes Chroniques*, édition Delachenal, pour la *Soc. de l'hist. de France*, I, 97.

Mais on ne paraît pas lui avoir contesté le droit d'accorder des grâces de toutes sortes. Il accorda maintes lettres de rémission. Il fit diverses donations à ses familiers, tant en espèces qu'en terres, et si les États protestèrent amèrement contre leur montant, ils n'ont jamais rien dit contre le principe même.

L'ordonnance de 1357, dans la généralité de ses termes, proclame le droit du lieutenant de nommer et de destituer tous les officiers, ce droit ne demeura pas théorique; quoi qu'il en eut, le duc de Normandie fut contraint de l'exercer beaucoup plus largement qu'il ne l'eût voulu. A Paris du moins, l'ordonnance fut appliquée à la lettre : tous les officiers en fonctions furent destitués, si bien que du vendredi 3 mars au lundi suivant, tous les tribunaux chôchèrent. Puis, sous la même contrainte, Charles dut procéder à des nominations : le 6 mars, le prévôt de Paris fut rétabli dans son office, à la fin de la même semaine on procéda à la réorganisation de la Cour de parlement. De nombreuses nominations avaient changé la physionomie du grand Conseil, et ce fut sous l'inspiration de cet organisme ainsi modifié, que Charles dut épurer, après le Parlement, où l'on ne laissa que seize des anciens membres, la Chambre des comptes, tout l'ancien personnel, quinze maîtres, disparut, on nomma à leur place « deux chevaliers et deux laïcs », mais ces derniers, parfaitement incompetents, demandèrent eux-mêmes qu'on leur adjoignit quatre des anciens maîtres (1).



Voici les principaux aspects, tels qu'ils ressortent des textes historiques et diplomatiques, des pouvoirs du lieutenant du roi. Il a été fait constamment allusion, dans cet exposé, à l'opposition que rencontra le dauphin et aux pressions qu'il dut subir. Cette opposition n'appartient pas seulement au domaine de l'histoire, elle prit des formes juridiques et voulut s'organiser constitutionnelle-

(1) Tous ces faits sont très clairement établis et exposés par Delachenal, I, p. 303-304.

ment. Pour apprécier exactement la situation du lieutenant du roi, il faut maintenant décrire ces tentatives.

Cette histoire a été très embrouillée par un texte de Froissard qui a longtemps égaré les historiens. D'après Froissard ⁽¹⁾, les trois princes échappés au désastre de Poitiers, Charles, Louis et Jean, trop jeunes, ne se souciaient pas de gouverner. Une assemblée d'États se tint alors à Paris « et voulurent scavoir et ordener comme le Royaume de France seroit bien gouverné jusques a temps que le roy Jean, leur seigneur, fust delivré ». Ils se mirent d'accord enfin et décidèrent que chaque ordre nommerait douze délégués et que « lesquelles trente cinq personnes devoient estre moult souvent à Paris ensemble et la parler et ordonner des besognes du royaume et toutes manières de choses se devoient rapporter par ces trois Estats et devoient obeir tous autres... a tout ce que ces trois Estats feroient et ordonneroient ». Par une singulière inconséquence, Froissard ajoute que parmi les délégués ainsi élus, s'en trouvèrent qui ne plaisaient ni au duc de Normandie, ni à son Conseil, insinuant par là que le duc avait pris le pouvoir, ce qui est exact, mais contraire à ce qu'il avait dit auparavant.

Sur ce texte, les historiens anciens ont brodé des fables singulières et les modernes les ont dépassés dans leurs imaginations les plus hardies. D'après Dupuy : « les Estats nommèrent trente six personnes d'entre eux pour avoir le gouvernement du Royaume » ⁽²⁾. Ainsi la régence aurait été exercée, pendant quelque temps, par un Conseil polycéphale, ceci intéresse au plus haut point nos études ⁽³⁾,

(1) Le passage est tout entier dans Dupuy, p. 76-77, mais le texte est médiocre et il faut se reporter à l'édition de Siméon Luce pour la *Soc. de l'hist. de France*, t. V, p. 72.

(2) P. 45. Dupuy se fourvoie complètement dans l'exposé de cette régence, il a suivi du Tillet, d'ordinaire fort exact, cette fois égaré par le texte de Froissard qu'il n'arrive naturellement pas à faire concorder avec les documents du Trésor des chartes.

(3) Les folles histoires inventées par Henri Martin, Michelet et autres, qui ont passé dans le livre de Picot et parfois même dans le *Cours élémentaire* d'Esmein, ne sont pas de notre ressort, bonne jus-

mais il faut abandonner le passage de Froissard, simple amplification verbale de quelques lignes mal comprises de Jean le Bel ⁽¹⁾, pour s'en tenir à des documents plus sûrs.

Les États convoqués après Poitiers, s'ouvrirent le 17 octobre 1356 en présence du dauphin. Le chancelier Pierre de la Forest exposa la situation et conclut en leur demandant conseil sur les affaires qui touchaient le bien et l'honneur du royaume et d'accorder une aide suffisante pour faire face au péril. Le chancelier exprimait ainsi l'idée traditionnelle, les États devaient donner conseil et aide ⁽²⁾.

Les députés étaient trop nombreux — environ huit cents — pour délibérer ensemble, chaque ordre nomma des délégués, et l'on forma ainsi une commission de cinquante à quatre-vingts membres, on en ignore le nombre exact. Les noms de trente-quatre de ces commissaires sont connus, ils sont transcrits au dos de l'article 40 de l'acte d'accusation de Robert le Coq, les historiens les retrouvant ont cru être en présence du Conseil des trente-six dont parle Froissart. En réalité, il s'agit des noms de membres de la commission des États inféodés au parti navarrais et ainsi tombe une des pièces de la légende ⁽³⁾.

Cette commission ⁽⁴⁾ fit preuve du plus mauvais vouloir

tice en a été faite par Noël Valois, *Le gouvernement représentatif en France au XIV^e siècle, étude sur le Conseil du Roi pendant la captivité de Jean le Bon*, *Rev. des quest. hist.*, XXXVII, 1885, p. 22 à 34. Cf. Delachenal, I, p. 303 à 305.

(1) Jean le Bel, éd. Viard et Déprez, *Soc. de l'hist. de France*, II, p. 247. On sait que jusqu'en 1360, Froissard suit exactement Jean le Bel, se contentant de l'« historier » et de l'augmenter de développements qui ne sont guère que le fruit de son imagination.

(2) Cf. Delachenal et N. Valois, *passim*. Nous les utiliserons constamment dans les pages qui vont suivre, en les complétant par une étude directe des sources qui sont les *Grandes Chroniques*, l'*Acte d'accusation contre Robert le Coq*, *Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. II, p. 365 et s. et le *Journal des États généraux réunis à Paris au mois d'octobre 1356*, publié par Delachenal, dans la *Nouv. Rev. historique*, 1900 et tirage à part que nous citons.

(3) Sur ce point, Delachenal, I, p. 251 et n. 5; N. Valois, *passim*.

(4) Les documents l'appellent souvent Conseil des États, ce qui a pu contribuer à égarer certains historiens.

à l'égard du dauphin; il avait désigné un certain nombre de conseillers pour suivre ses travaux, elle refusa brutalement de travailler avec eux ⁽¹⁾; les États tendaient à se constituer en dehors de la couronne et refusaient de collaborer. Enfin leurs travaux terminés, les commissaires présentèrent leurs remontrances, d'abord confidentiellement, au dauphin. On en retiendra seulement ce qui intéresse notre sujet.

Les États demandaient au dauphin de consentir à la nomination d'un conseil de vingt-six membres, quatre ecclésiastiques, douze chevaliers et douze bourgeois, pris dans le sein des États, élus par eux, qui « auroient puissance de tout faire et ordener ou royaume, aussi comme le Roy » ⁽²⁾. C'est ce que nous rapportent les *Grandes Chroniques* et aussi l'*Acte d'accusation contre Robert le Coq* ⁽³⁾. Néanmoins, le secret dut être assez bien gardé par les commissaires qui ne consultèrent pas les États et durent exprimer bien plus leur sentiment, celui du parti navarrais, que celui des États. En effet, le Journal des États est muet sur le Conseil des vingt-six ⁽⁴⁾, on peut lire entre les lignes le dessein de faire contrôler par les États l'activité du dauphin, mais tout est très vaguement exprimé. On peut penser, ce document exprimant assez bien, à ce qu'il semble, l'opinion moyenne des délégués, que les États se seraient contentés d'un remaniement du grand Conseil, où quelques-uns de leurs membres auraient été admis à siéger, ce qui était très justifié, car bien des conseillers de Jean II étaient sujets à caution. Mais la demande de la commission ne pouvait être admise par le lieutenant du roi, c'eût été consacrer lui-même sa déchéance et celle de la couronne, c'était abandonner le gouvernement à la faction navarraise, aux pires ennemis du royaume et de

(1) « Les dictes gens des III estas ne besoigneroient point es choses dessus dites, tant comme les dictes gens du Conseil du Roy seroient avecques euls », *Grandes Chroniques*, I, 77.

(2) *Grandes Chroniques*, I, 80.

(3) Art. 52, 53, 58.

(4) Cf. ce que dit Delachenal, I, p. 257 et les notes.

la dynastie, au moment où le pays se trouvait envahi par l'ennemi, sans chefs, sans argent, sans soldats.

Malgré le sentiment de ses conseillers, qui ne voyaient pas d'autre solution que la soumission ⁽¹⁾, le dauphin fut de cet avis, il refusa son adhésion et annonçant son départ pour Metz, où il irait demander conseil à son oncle l'empereur ⁽²⁾, il prorogea les États, et pour éviter une séance publique qui était annoncée, il quitta Paris et s'en fut à Montlhéry ⁽³⁾. C'est à cela que se résout — un projet présenté par une commission, qui n'a pas été agréé — l'histoire du Conseil élu qui aurait un moment gouverné la France pendant la captivité de Jean le Bon.

Un pareil projet révélait un état d'esprit extrêmement hostile à l'égard de la monarchie, s'il n'y fut pas donné suite, les tendances qui l'avaient inspiré n'en demeuraient pas moins. A la séance privée du 3 novembre, qui fut la dernière de la session, l'orateur des États, Robert le Coq, évêque de Laon, un des principaux conseillers de Charles le Mauvais, leur donna une forme particulièrement violente. Il ne fut plus question d'un conseil de gouvernement, mais il affirmait la prétention des États à prendre une part active aux affaires, et non plus seulement consultative, en contrôlant le Conseil, le Parlement, la Chambre des comptes, en surveillant les opérations militaires et la gestion financière ⁽⁴⁾.

Robert le Coq, exigeant la destitution de Pierre de la Forest, le chancelier, prononça même des paroles menaçantes dans leur imprécision voulue, faisant allusion au sort de Charles le Gros déposé par « les trois estas » et qui visaient, pardelà le chancelier, le dauphin et sans doute le roi Jean ⁽⁵⁾. C'était d'une si extrême audace, qu'un

(1) Delachenal, I, p. 258-259.

(2) *Grandes Chroniques*, I, 91 : « Et avoir son avis, tant sur le gouvernement du Roy son pere, comme de plusieurs autres choses ».

(3) Delachenal, I, p. 260.

(4) *Journal des États*, p. 28-32, *Acte d'accusation*, articles 80 et s. Cf. Delachenal, I, p. 262 et s.

(5) *Acte d'accusation*. Art. 82 : « Item. En monstrant la tres grant hayne que il avoit au chancellier et la convoitise qu'il avoit d'avoir

« complice » de l'évêque de Laon le fit revenir sur ses paroles. C'est que, profitant de la légitime indignation que soulevaient dans le royaume et les malversations des financiers qui avaient épuisé le trésor, et l'incapacité des chefs militaires qui étaient allés se faire écraser avec la magnifique armée qu'on leur avait confiée, des intrigants cherchaient à ébranler la dynastie.

Charles le Mauvais, roi de Navarre, descendait de saint Louis par son père comme par sa mère : « il estoit des fleurs de lis de tous costés » ⁽¹⁾, sa mère, aimait-il à dire, eût été roi si elle eût été homme ⁽²⁾. La couronne, dont il se croyait injustement frustré, fut le but de toute sa vie. Il s'essaya sans cesse de l'enlever « à la race pourrie » des Valois, comme disait son conseiller et ami, l'évêque de Laon ⁽³⁾, l'orateur des États de 1356. La captivité de Jean le Bon, l'angoisse créée par le désastre, les rancunes accumulées contre des conseillers maladroits, la présence d'un prince de dix-huit ans au gouvernement, étaient autant d'atouts dans la main du Mauvais. Un peu plus tard, Charles sera candidat à la régence; en attendant, ses

son office, il dist que bien estoit vray que il avoient requis et entendoient a requerre que le chancelier fust déposé et que ce n'estoit pas grant chose, car l'en avoit bien veu autrefois que les trois estas du Royaume avoient déposé le roi de France. Et en ce disant monstroït-il bien la mauvaistié qu'il avoit conçue en son courage ».

Art. 83 : « Item. Que quand celle fausse et mauvaise parole li fu yssue de la bouche, un de ses complices li marcha sur le pié et lors il se efforça de soy corriger, et dist telles paroles en substance : « Ce que j'ay dist, que autrefois les trois estas deposèrent le roy de France, je entendoie a dire que le pape le deposa a la requeste des trois estas ».

(1) *Grandes Chroniques*, I, 485. Son grand-père était le plus jeune fils de Philippe III, sa mère fille de Louis le Hutin.

(2) *Grandes Chroniques*, *ib.* : « Et eust esté sa mere roy de France se elle eust esté homme, car elle avoit esté fille seule du roy de France ».

(3) *Acte d'accusation*, art. 18 : « Item, que pour la tres grant hayne que il avoit au roy et pour plus mouvoir le cuer des gens contre lui, il a dit a plusieurs personnes dignes de foy, que le roy estoit de tres malvais sang et pourry et qu'il ne valoit riens, et qu'il gouvernoit tres mal, et qu'il n'estoit dignes d'estre roy, et qu'il n'avoit droit au royaume, et qu'il n'estoit dignes de vivre ».

partisans, qui ont gagné la confiance des États, font ce qu'ils peuvent pour ébranler la dynastie. Ainsi souvent, les régence nous auront présenté des efforts pour renverser la race régnante.

La prorogation des États n'était qu'un expédient qui ne réglait rien. La session qui s'ouvrit le 5 février 1357 ne vit plus sans doute les prétentions exorbitantes du mois d'octobre précédent, mais les ennemis du dauphin, en demandant moins, purent obtenir quelque chose et leurs exigences, plus modérées, se révélèrent plus dangereuses. Le Conseil était naturellement compris dans la réforme administrative prescrite par l'ordonnance du 3 mars. Les opposants avaient frappé à la tête : les plus compromis parmi les conseillers de Jean II avaient dû fuir pour éviter la prison, ils se voyaient intenter des procès criminels et ils étaient remplacés par les meneurs des États. Au lieu de se substituer au Conseil, ils l'envahissaient et bientôt le dirigèrent, c'était une méthode plus prudente et aussi plus sûre. Périodiquement, pendant les premiers mois de 1357, on voit pénétrer au Conseil les amis du roi de Navarre et ceux du prévôt des marchands de Paris, Étienne Marcel ⁽¹⁾. On s' imagine aisément la pression que pouvaient exercer sur ce jeune prince de pareils conseillers qui avaient l'émeute à leur disposition. Les sessions des États d'avril et de juillet furent insignifiantes.

Le dauphin supportait avec impatience la pression qu'il subissait ; dès qu'il eut un peu desserré l'étreinte, pendant l'été 1357, il signifia aux gens de l'Hôtel de Ville qu'il entendait gouverner par lui-même et ne voulait plus être tenu en tutelle par personne. Il leur faisait donc défense de se mêler dorénavant du gouvernement et de substituer

(1) A l'époque où nous nous plaçons, dans les premiers mois de 1357, ce n'est pas encore tout un. Étienne Marcel, quand il se vit acculé aux dernières extrémités, fit les affaires du roi de Navarre. Mais auparavant il est trop simple, sans doute, d'en faire comme le P. Denifle, *La désolation des églises, passim*, un simple conspirateur navarrais. Cf. ce qu'en disent Coville, dans le *Moyen Age*, 1900, p. 523-537 et Delachenal, I, p. 285-290.

leur autorité à la sienne ⁽¹⁾. En même temps, il rappelle la plupart des officiers destitués, suspend de leurs fonctions les réformateurs nommés en vertu de l'ordonnance du 3 mars et renvoie devant la Cour de parlement les causes qu'ils avaient entamées. Il renvoya aussi Robert le Coq, le chassant de son Conseil.

Mais le duc de Normandie ne connut qu'un répit momentané, il fallut de nouveau, au mois d'octobre, penser à convoquer les États et aux lettres de convocation du lieutenant du roi le prévôt des marchands joignit des lettres recommandant l'obéissance ⁽²⁾. Bien qu'il ne faille pas, comme le fait un historien ⁽³⁾, en déduire que les lettres du dauphin « portaient le sceau du prévôt des marchands », il n'en reste pas moins qu'un pouvoir nouveau, appuyé sur la haute bourgeoisie et la plèbe parisienne, se dressait à côté de la couronne ⁽⁴⁾.

Les États s'ouvrirent le 7 novembre. Le Conseil restait toujours le champ de bataille où dauphin et opposants marquaient avantages et défaites. Cette fois-ci, le dauphin fut vaincu, il dut réintégrer Robert le Coq. Ce dangereux personnage fut tout de suite le maître au Conseil, la libération du roi de Navarre fut enfin arrachée au dauphin, Charles l'avait mis du reste en face du fait accompli en s'évadant. Charles de Normandie ne fut plus qu'un instrument aux mains d'un Conseil, où l'évêque de Laon, lui coupant la parole, répondait à sa place aux demandes qu'on lui adressait; bientôt il invite Étienne Marcel à assister aux délibérations; le dauphin accédant difficilement aux avantages consentis au roi de Navarre, le

(1) Delachenal, I, p. 317, auquel nous empruntons ce résumé de *Grandes Chroniques*, I, 112 : « De la deffense que Mgr le duc fist au prevo des marchans et a autres qui usurpoient la puissance, de gouverner le royaume ».

(2) *Grandes Chroniques*, I, 114 : « Et aussi envoya le dit prevo ses lettres as dessus diz, avecques les lettres dudit Monseigneur le duc ».

(3) F.-T. Perrens, *Étienne Marcel et le gouvernement de la bourgeoisie au XIV^e siècle*, cité par Delachenal, I, p. 322.

(4) Delachenal, I, p. 328, d'après *Grandes Chroniques*, I, 121.

prévôt lui dit ⁽¹⁾ : « Sire, faites au roy de Navarre amialement ce que il vous requiert, car il convient qu'il soit fait ». Et les *Grandes Chroniques* commentent : « Aussi comme se il vousist dire : il sera fait vueilliez ou non ». On voit où était tombée l'autorité du lieutenant du roi dans de pareilles conditions. Un Conseil élu ne gouvernait pas le royaume, mais sous le nom du dauphin, le Conseil royal transformé faisait ce qu'il voulait.

En dehors de cela, le roi de Navarre, enfin libre, tranche du souverain. Par deux fois au moins, il usurpe une des plus précieuses prérogatives royales : le droit de grâce. A Amiens, peu après son évasion, il fait ouvrir toutes les prisons, tant ecclésiastiques que laïques. Plus tard, en décembre 1357, à Paris, à l'occasion de la visite qu'il fit aux reliques de la Sainte-Chapelle, il agit de la même façon ⁽²⁾.

Au début de l'année 1358, l'agitation révolutionnaire redoubla dans Paris, au dehors la situation empirait et les brigands rôdaient jusqu'aux portes. Le dauphin, sur le conseil de quelqu'un de son entourage, fit réunir le peuple aux Halles et protesta contre les pressions qu'il subissait, il se plaignit de son impuissance, on ne lui donnait pas d'argent, on ne le laissait pas gouverner ⁽³⁾. Quelques jours plus tard, il fit venir au Palais les chefs ou les représentants de plusieurs corporations. Il leur demanda d'être de bons sujets comme il voulait être un bon seigneur. Ils lui répondirent, suivant la formule en usage à cette époque, qu'ils voulaient vivre et mourir avec lui et lui dirent qu'il avait trop tardé à prendre le gouvernement ⁽⁴⁾.

(1) *Grandes Chroniques*, I, 124. Une scène du même genre, où l'évêque de Laon joue le rôle principal, se passa au début de février 1358. Delachenal, I, p. 349.

(2) Delachenal, I, p. 325 et 333.

(3) « Si estoit son entencion, si comme il disoit, de gouverner des lors en avant, et de rebouter les ennemis de France; et n'eust pas ledit duc tant attendu, se il eust eu le gouvernement et la finance ». *Grandes Chroniques*, I, 135.

(4) *Grandes Chroniques*, I, 139 : « Les quelz li respondirent que ilz

Alors se tint du 14 au 25 janvier une session d'États qui n'aboutit à rien ⁽¹⁾. Une nouvelle réunion, au contraire, du 11 au 21 février, obligea le dauphin à rendre l'ordonnance dont on a déjà parlé qui reproduisait en grande partie celle du 3 mars 1358. Par ses dispositions financières, elle réduisait notablement les pouvoirs du lieutenant du roi, « la caisse de la guerre est aux mains du parti populaire » ⁽²⁾. A juste titre, elle cassait quelques nominations injustifiées que le dauphin avait eu tort de faire ⁽³⁾. Elle prohibait les aliénations du domaine ⁽⁴⁾.

Le 22 février Étienne Marcel faisait assassiner les maréchaux dans la chambre du dauphin. Le 24, il retournait au Palais et sommait le prince : « que il laissast gouverner les Estats, si comme autrefois avaient fait » ⁽⁵⁾. Faisant ainsi allusion, non pas à l'année précédente où les États n'avaient nullement gouverné, mais bien plutôt à des souvenirs historiques dans le genre de ceux qu'évoquait Robert le Coq à propos de la déposition des rois ⁽⁶⁾. Concrètement le prévôt traduisait cette sommation en exigeant que le duc fasse entrer dans le Conseil « trois ou quatre bourgeois qu'on lui nommerait » ⁽⁷⁾.

Ainsi le Conseil se présente comme une pièce essentielle

mouroient et vivoient avecques luy, et que il avoit trop attendu a prendre le gouvernement ».

Il y a dans l'éd. P. Paris, *maistres*, que Delachenal d'après le manuscrit a corrigé. Cela a fait croire à Ch. Jourdain, *L'Université de Paris au temps d'Etienne Marcel*, qu'il s'agissait de l'Université, *Rev. des quest. hist.*, 1878. Ces manifestations firent accuser le dauphin par Marcel de démagogie, *Lettre à l'échevinage d'Ypres*, citée par Delachenal, I, p. 337, n. 6.

(1) Delachenal, I, p. 341.

(2) Viollet, *Les États de Paris*, p. 16.

(3) Art. 5, Viollet, p. 13-15.

(4) Art. 13, Viollet, p. 4 et 27.

(5) *Grandes Chroniques*, I, 155.

(6) Nous rejetons l'interprétation de Delachenal, I, p. 364, qui traduit : « que le gouvernement soit remis aux mains des délégués des États, à qui il avait appartenu une première fois ». Cette traduction nous paraît dépasser le texte.

(7) *Grandes Chroniques*, *ib.*

du gouvernement, comme il est normal pendant une régence. Et, tout de suite, c'est à obtenir la prépondérance dans le Conseil que les opposants limitèrent leur effort.



Le lieutenant du roi exerce parfois le pouvoir en son nom. De nombreuses lettres, mandements et même ordonnances sont expédiés en son nom et scellés de son sceau personnel, mais à côté et sous le sceau du Châtelet on continuait à passer des actes au nom de Jean II et le roi lui-même en expédiait sous le grand sceau qu'on lui avait apporté ⁽¹⁾. Le chancelier même, suivant le dauphin dans le voyage de Metz, expédiait des actes au nom de Jean II en cours de route ⁽²⁾. La justice continuait d'être rendue au nom du prisonnier de Londres et les grands corps judiciaires : Parlement, Chambre des comptes, Requêtes de l'Hôtel, ne connaissaient que lui ⁽³⁾.

Charles, on pourrait le croire, possède un pouvoir personnel puisqu'il le délègue : il institue en effet le comte d'Anjou, son frère, son lieutenant pendant son absence en décembre 1356 ⁽⁴⁾.

(1) *Ordonnances*, III, *passim*, et Octave Morel, *La grande chancellerie*, p. 128 et s.

(2) Lettres de provision d'Aubri Roussel, nommé conseiller lai à la Chambre des enquêtes : « *Johannes Dei gratia Francorum rex... Datum Trecis, die decimo tertio mensis decembris anno domini M° CCC° L° VI°.* — *Per regem ad relationem vestram.* J. Royer ». Citées par Delachenal, I, p. 275, n. 8.

(3) Voici par exemple le début d'un arrêt du Parlement cité par N. Valois, *Le gouvernement représentatif*, p. 44, n. 7 : *Officio dictorum reformatorum functo et omnibus causis coram ipsis reformatibus devolutis et pendentibus penes curiam nostram, virtute certarum carissimi primogeniti Karoli, ducis Normannie dalphinique Viennensis ac nostrum locum tenentis, litterarum, super hoc confecturarum, audiendis et fine debito terminandis remissis...*

(4) *Grandes Chroniques*, I, 91 : « ...et laissa á Paris son lieutenant, son frere ainsné après luy, Monseigneur Louis, comte d'Anjou ». — Voici le début d'un acte du comte d'Anjou, confirmé par le dauphin le 4 mars 1357 : « Loys, filz du roi de France, conte d'Anjou et du Maine, lieu-

Mais ce pouvoir, s'il existe ⁽¹⁾, est très précaire. Certains domaines essentiels échappent complètement au dauphin, ainsi les négociations diplomatiques, toutes celles qui aboutirent au traité de Londres furent conduites par Jean II seul. Des messagers du roi venaient simplement de temps en temps rendre compte au dauphin de l'état des affaires et le mettre au courant de ce qui se passait ⁽²⁾.

Les capitaines des forteresses qui en avaient reçu la garde de Jean II et qui avaient fait serment de ne les rendre qu'à lui ou sur son ordre, refusèrent de les remettre au roi de Navarre sur l'ordre du lieutenant du roi ⁽³⁾; ce refus suscita au dauphin les pires difficultés, mais il montre bien comme sa situation, au point de vue constitutionnel, était incertaine et précaire.

De Londres, le roi ne se gênait d'ailleurs pas pour désavouer son fils. Le 5 avril 1357 on cria et publia dans Paris que le roi s'opposait à la perception du subside voté par les trois ordres et interdisait de réunir ultérieurement les États, à quelque date que ce fut ⁽⁴⁾. On devine les

tenant de Monseigneur et de nostre tres cher seigneur et frere le duc de Normandie, dalphin de Viennois... ». Le Louvre, déc. 1356 (*Arch. nat.*, JJ 84, n° 794, fol. 394 v°). Cité par Delachenal, I, p. 282, n. 4.

(1) Les contemporains en ont le sentiment. Le *Journal des États* commence de cette façon : « Comme nostre tres chier et tres redoubté sire Monseigneur le duc de Normandie, ainsné filz du roi de France, nostre tres chier et tres redoubté seigneur, qui a present a le gouvernement du royaume de France... ». Mais ceci a peut-être été écrit au temps où Charles avait pris le titre de régent. Ed. Delachenal, p. 17.

(2) *Grandes Chroniques*, I, 144. — Delachenal, I, *passim*.

(3) *Grandes Chroniques*, I, 130 : « Car ceux qui gardoient les chasteaux de Bretueil, d'Evreux, de Pont-Audemer et de Pacy ne les vouloient rendre au dit Roy de Navarre sanz mandement du roy de France ». P. 137 : « ...mais se aucuns de ceulz ausquels le roi de France son pere avoit baillié a garder aucuns chasteaux dudit roy de Navarre ne les vouloient rendre, il n'en povoit mes; mais il en avoit fait tout son pover et encore estoit prest du faire ». Cf. Delachenal, I, p. 282.

(4) Le mandement publié à Paris est perdu, mais Delachenal, I, p. 312, n. 5, a publié une lettre du roi aux gens de Montpellier qui rend bien sa pensée, voici ce qui concerne le dauphin : « Ne voulons nous que vous obeissiez... ne a mandement que nostre tres chier filz le duc de

colères que cette maladroite intervention souleva, mais le dauphin n'eut pas d'autres ressources que de faire crier le 10 avril le contraire de ce qui avait été crié le 5 ⁽¹⁾. Les capitaines des forteresses et Jean II étaient parfaitement dans leur droit, mais des faits de ce genre n'étaient guère propres à relever le prestige et l'autorité du dauphin, en but d'autre part à l'opposition forcenée que l'on sait.

On comprend facilement comment il envisagea bientôt une modification radicale de sa situation.



Déjà dans un mandement du 1^{er} mars 1358 ⁽²⁾, Charles avait pris le titre de régent du royaume. Mais ce n'est que deux semaines plus tard, le 14 mars, qu'il rendit publique et officielle cette décision. Elle fut publiée dans Paris ce jour-là ⁽³⁾.

Les motifs qui poussèrent le dauphin à agir ainsi sont obscurs. Le titre du chapitre des *Grandes Chroniques* promet plus que le chapitre ne tient : « Comment Monseigneur le duc prist le nom de regent par tiltre de

Normandie, dalphin de Viennois, vous envoie sur ce, car nous sommes bien certains que ce ne vient pas de la franche et pure volenté de nostre dit filz, mais a l'instance opportune des dessus nommez ».

(1) Delachenal, I, *loc. cit.*

(2) Mandement par lequel Jean de Hangest est retenu du Conseil du prince aux gages de quatre moutons d'or par jour : « Charles, ainsné filz du Roy et regent le royaume de France, duc de Normandie et dauphin de Viennois ». Cité par Delachenal, I, p. 374, n. 4. Un mandement du 10 mars porte aussi la même titulature.

(3) *Grandes Chroniques*, I, p. 160 : « Comment Monseigneur le duc prist le nom de regent par tiltre de lettres a très bonne cause. — Le merquedy, xiii^e jour dudit mois de mars, fu publié à Paris que le duc qui par avant se estoit appelé lieutenant du Roy, se appelleroit dès là en avant regent le royaume. Et fu son titre tel : *Karolus primogenitus regis Francorum regnum regens*, etc. Et ja soit ce que par avant l'en eust toujours escript ou non du Roy, en Parlement et en toutes lettres de justice, il fu deffendu celui jour que plus n'en y escriisist. Et fu baillé le tiltre dudit duc, tel comme dessus, en cedules aus notaires et aus escrivains du Palais et fu le non du Roy tout estaint ».

lectres a tres bonne cause ». La très bonne cause n'est pas indiquée. On ne connaît pas non plus sur quels éléments porta la mûre et grande délibération du Conseil à la suite de laquelle cette décision fut prise ⁽¹⁾. Le champ reste ouvert aux hypothèses.

Berger ⁽²⁾ a cru que si Charles avait attendu jusqu'à ce moment pour prendre le titre de régent c'est qu'il n'avait pas encore vingt et un ans ; il aurait fallu être majeur pour porter un tel titre. On pourrait répondre qu'il est bizarre de voir un prince capable très jeune d'être lieutenant du roi et incapable alors d'être régent. Puis de quelle majorité peut-il s'agir ici ? La majorité royale paraît bien être fixée à quatorze ans, et en tout cas on ignore absolument s'il y avait des conditions de cette sorte pour devenir « régent ». Mais cette hypothèse n'a plus de base depuis que Delachenal a démontré ⁽³⁾ que Charles est né un an plus tard qu'on ne le croyait généralement, en 1338, il avait alors vingt ans en 1358.

Le dauphin avait manifesté des regrets de n'avoir pas le « gouvernement » du royaume ⁽⁴⁾, mais entendait-il ce mot dans son sens technique de régence ? Le contexte laisse plutôt à entendre qu'il voulait dire par là qu'il n'avait pas l'autorité qui lui revenait. Il est certain cependant que le dauphin, en dehors même des obstacles

(1) Lettres de provisions de chancelier du Régent, en faveur de maître Jean de Dormans, dans *Ordonnances*, III, p. 212 : « Comme par meure et grant deliberacion que nous avons eu avec les gens du grant conseil de Monseigneur et de nous et plusieurs autres prelaz, barons et bourgeois de bonnes villes du royaume de France, nous aions pris pour l'évident nécessité et profit dudit royaume le nom de Régent et le gouvernement d'icelli, jusques à tant qu'il plaise à Dieu que Monseigneur puisse retourner en ycelli et estre hors de la main de ses ennemis, à laquelle chose nous veillons et entendons de tout nostre pouvoir ».

(2) *Le titre de régent*, dans *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1900, p. 418-419 : « ...le dauphin Charles ayant atteint, le 21 janvier 1358, l'âge de vingt et un ans, fit publier à Paris le 14 mars suivant, qu'à l'avenir il s'appellerait régent du royaume ».

(3) *Ouv. cité*, I, p. 1 et s.

(4) Harangue aux Halles, citée *supra*. Déclaration des métiers de Paris, *ib.*

de fait que lui suscitait chaque jour l'opposition, devait éprouver de la gêne du fait d'une situation juridique assez mal définie. On a vu comment son père pouvait lui infliger les plus déconcertants démentis, comment les officiers pouvaient désobéir à ses ordres; il ne pouvait se débarrasser d'un chancelier gênant. La solution juridique qui lui permettrait de sortir de ces difficultés, devait être pour lui la bienvenue. On la trouva en proclamant le dauphin régent, pourquoi ne l'a-t-on pas fait plus tôt, dès la capture du roi? Sans doute parce qu'on n'y a pas pensé.

Mais ceux qui y ont pensé pourraient fort bien être, avec ses partisans, les pires ennemis du dauphin, selon l'ingénieuse conjecture de Delachenal⁽¹⁾. Ils avaient fait du duc de Normandie un instrument entre leurs mains; accroître l'autorité de cet instrument, c'était accroître la leur propre. Ils pourraient par ce moyen annihiler complètement le pouvoir du prisonnier de Londres. Les violences auxquelles les partisans d'Étienne Marcel venaient de se livrer paraissent avoir complètement domestiqué le duc de Normandie. On peut remarquer que le roi de Navarre venait de le quitter, quand il se proclama régent⁽²⁾. L'avenir devait donner tort aux ennemis de la monarchie, mais leur calcul ne manquait pas de finesse.

Quoi qu'il en soit, le duc s'appellera « dès là en avant » régent du royaume et il a pris le « gouvernement » du royaume. L'a-t-il pris seul, ou ce pouvoir nouveau lui a-t-il été déferé? D'après les textes, il semble bien que ce soit de sa propre autorité que Charles se proclame régent, ni le roi, ni les États ne lui ont donné ce titre. Mais auparavant, il a consulté le Conseil du roi, qui pour cette délibération solennelle avait été élargi, on avait adjoint aux conseillers habituels des prélats, des barons et des députés de bonnes villes⁽³⁾; des États en miniature, somme toute

(1) *Ouv. cité*, I, p. 372 : « Les ennemis de Jean II ont certainement cru lui faire échec en poussant son fils à se déclarer régent ».

(2) *Ib.*, p. 370.

(3) Renseignements fournis par le préambule des lettres de provi-

quelque chose comme cette commission d'élus que voulaient faire entrer au Conseil les États de 1356. Mais cette fois, ces conseillers extraordinaires avaient été appelés par le dauphin, ou au moins par ceux qui parlaient en son nom. Toutefois, une telle assemblée pouvait tenir lieu d'une consultation plus étendue, elle constitue la part faite au sentiment public que l'on a toujours, ou presque toujours, rencontrée dans la constitution des régence, même lorsque la volonté royale s'y fait le plus vivement sentir.

Tout de suite, le régent profite de la nouvelle situation qui lui est faite pour se débarrasser d'un dangereux personnage, le chancelier Gilles Aycelin de Montaigu, que les États de 1356 et l'évêque de Laon lui avaient imposé (1). Désormais, le chancelier de France n'expédiera plus d'actes qu'à Londres, le sceau du Châtelet dont on usait en l'absence du grand, conformément à la tradition, va cesser d'authentifier les actes de l'autorité publique. Ils seront désormais scellés du sceau du régent, en cire jaune. Il organise une chancellerie à la tête de laquelle il place un homme de confiance, Jean de Dormans, son chancelier de Normandie (2).

Les actes publics ne sont plus expédiés au nom du roi, la titulature : Jean par la grâce de Dieu... disparaît aussi bien des lettres royales que des jugements rendus par les diverses juridictions. On a « baillé en cédulés, aux notaires et aux écrivains du palais » le nouveau titre : « Charles, aîné fils du roy de France, regent le royaume, duc de Normandie et d'alpin de Viennois ». Le Parlement, la

sions de Jean de Dormans, citées plus haut. Ce document ne donne d'ailleurs aucune précision.

(1) « Et pour ce conveingne de mettre une pourveue, sage et loyaul personne qui face le fait de la chancellerie ». Lettres citées à la note précédente.

(2) « Ycelli nostre chancelier avons ordené... à faire le fait de la chancellerie en nostre nom et comme régent le royaume de France, et dudit fait li avons donné et baillé la charge tant comme nous aurons le gouvernement dudit royaume ». Pour tout ce qui concerne l'organisation de la chancellerie, se reporter au livre cité plus haut d'Octave Morel.

Chambre des comptes, les Requêtes de l'Hôtel jugent désormais au nom du régent. Le nom du roi est tout éteint, disent les *Grandes Chroniques*.



En analysant les pouvoirs du régent, il serait fastidieux et inutile de décrire tout ce que pouvait déjà faire le lieutenant du roi. Il suffira de dire ici en quoi les nouveaux pouvoirs de Charles diffèrent des anciens.

Il a maintenant entièrement dans les mains l'autorité générale, il exerce complètement la *tuitio regni*. Il négocie les traités, ce sont ses émissaires qui s'abouchent avec ceux du prince de Galles — car les deux rois de France et d'Angleterre sont restés en dehors — pour les tractations qui devront aboutir au traité de Brétigny ⁽¹⁾. Qui plus est, il passe et confirme des traités sans en avertir son père : ainsi un traité passé avec le roi d'Écosse, David Bruce, que la signature du traité de Brétigny empêcha d'être appliqué ⁽²⁾. Le traité de Brétigny lui-même fut d'abord confirmé par le régent avant de l'être par le roi ⁽³⁾.

Son avis importe tant qu'il est indispensable pour la ratification d'un traité. Le roi Jean avait négocié, consenti et signé l'acte désastreux qui s'appelle le traité de

(1) Delachenal, II, p. 192 et s. Edouard avait fait savoir, après son inutile expédition de l'été 1358, qu'il traiterait volontiers « avec les envoyés du régent ». Le régent répondit « en faisant partir pour Chartres plusieurs de ses conseillers, auxquels il avait conféré plein pouvoir et mandat spécial de le représenter ». Les trêves signées à Chartres sont intitulées : *de treugis per primogenitos regum Anglie et Francie Carnotis captis*, p. 199, n. 4.

(2) Delachenal, II, p. 104 et 105.

(3) *Grandes Chroniques*, I, p. 263 : « Ci est la teneur d'une des lettres de Monseigneur le Régent, de l'adveu des traicteurs de la paix de la partie du roy de France et de luy. — Charles etc. Toutes lesquelles choses... et chascune d'icelles... nous acceptons, accordons, aggreons, approuvons et confermons de nostre certaine science et les voulons avoir vigour et fermeté, si et par tel maniere comme si nous les eussions traictiées, parlé, accordé, juré et promis en nostre propre personne ».

Londres. Il l'envoya à son fils pour qu'il le confirmât, mais celui-ci ne voulant prendre seul pareille responsabilité ⁽¹⁾, sut le faire rejeter par des États convoqués spécialement pour cette occasion ⁽²⁾. Là, le régent paralysait vraiment le roi, qui n'avait vu, avec sa légèreté habituelle, qu'un moyen de recouvrer rapidement sa liberté.

Lieutenant du roi, Charles avait déjà exercé la fonction judiciaire du roi jusque dans ses prérogatives les plus importantes : en matière de grâces. Devenu régent, il continue naturellement de les exercer ; cependant, on peut remarquer que ces grâces se développent extraordinairement. Il va jusqu'à donner à son frère Jean de France, en mai 1359, le comté de Mâcon et il prescrit aux vassaux dudit comté de transporter leur hommage au nouveau comte ⁽³⁾.

Le régent peut exiger l'hommage, le roi de Navarre a promis formellement de le lui prêter, sans qu'on sache exactement s'il l'a fait, mais cette promesse montre que l'on prêtait l'hommage au régent comme au roi lui-même ⁽⁴⁾.

Ce pouvoir, le régent peut le déléguer, mais il le faisait

(1) Delachenal, II, p. 82 : « Il était spécifié que le double de l' « endenture » (instrument), remis au roi de France pour être porté à Paris, serait représenté à Londres, au conseil du roi d'Angleterre, avant la fête de la Pentecôte (art. 41). C'est la seule preuve que nous trouvions, dans le traité lui-même, que l'acceptation de Jean II n'avait pas été jugée suffisante, soit par lui-même, soit, ce qui est plus probable, par Édouard III ». Voici un exemple des lettres de convocation aux États, publiées *ib.*, p. 83, n. 1 : « Chers et biens amés. Nous avons receu lettres et messages solemnez de Monseigneur sur le traictié et accord final d'entre lui et le roy d'Angleterre, et pour ce que nous vous avons toujours trouvéz bons subgiez et loyaux et sans vostre bon conseil ne voudrions faire response de si grant fait... ».

(2) *Grandes Chroniques*, I, p. 236 : « Et après ce que ilz orent eu deliberacion, ilz respondirent au dit regent que le dict traictié n'estoit passable, ne faisable, et pour ce ordenerent de faire bonne guerre audit Anglois ».

(3) Indiqué par du Tillet, *Recueil des Roys de France*, éd. 1618, t. II, p. 121.

(4) Delachenal, II, p. 122.

déjà, quand il n'était que simple lieutenant. Arnaut de Cervole, le fameux chef de bande, est « lieutenant de Monseigneur et de nous » en Berry et Nivernais ⁽¹⁾. Cependant, Jean de France, envoyé par son père en Languedoc, se qualifie seulement de lieutenant du roi ⁽²⁾, ce qui prouve qu'il ne faut pas exagérer la rigueur juridique de la nouvelle situation du dauphin : il a une autorité accrue, qui va parfois jusqu'à mettre en échec celle du roi lui-même, mais d'autres fois ce dernier conserve intacte sa prérogative. Néanmoins, c'est le régent qui détient la plus grosse part de l'autorité.

C'est bien ce sentiment qui inspirait l'ordonnateur des peintures du château de Karlsstein, en Bohême : le fresquiste italien a représenté Charles, devant son oncle l'empereur, portant sur la tête la couronne royale ⁽³⁾. Le minutieux miniaturiste qui peignit pour Charles V l'exemplaire royal des *Grandes Chroniques* est plus exact, il ne commet pas de pareilles erreurs. Mais une telle erreur est symbolique, on la retrouve sous la plume de Pétrarque, qu'une ambassade avait conduit à Paris pendant la régence du dauphin, il parle du « roi de France lui-même et son fils qui règne à présent » ⁽⁴⁾.

Dans les actes officiels, quand il prononce de sa bouche des arrêts au Parlement ⁽⁵⁾, le régent parle lui aussi de sa

(1) *Ib.*, p. 33.

(2) Le 6 juillet 1358 : *Joannes, regis Francorum filius et locumtenens citra ripariam Dordonie, comes pictavensis*. *Ordonnances*, III, p. 238. Le capitaine de Montereau, appartenant alors à la reine de Navarre, qui avait juré de ne rendre la ville qu'à la reine ou au roi de France, ne voulut pas la rendre au régent. Delachenal, I, p. 383-384. Mais ce capitaine était à la reine de Navarre et non pas au roi, comme dans les cas rapportés ci-dessus.

(3) Il y a une photographie de cette peinture dans l'*Histoire des peuples* publiée par la maison Larousse, t. I, p. 270. Les miniatures du manuscrit français 2813 de la Bibliothèque nationale, qui a été exécuté pour Charles V, ont été publiées par Delachenal, t. IV de l'édition citée de la *Chronique* de Jean II et de Charles V.

(4) *Et regem ipsum et filium qui nunc regnat*. Cité par Delachenal, II, p. 215, n. 3.

(5) Arrêt de réhabilitation des vingt-deux officiers destitués en 1356 :

pleine puissance et autorité royale ⁽¹⁾. Pour marquer son caractère transitoire, il ajoute aussitôt : dont nous usons comme régent, mais Charles est un véritable roi. Et le prisonnier de Londres est si loin, que dans un traité, Charles le Mauvais promet d'aider le régent contre n'importe qui, sauf cependant contre le roi ⁽²⁾.

Cette autorité, comme ce titre, on l'a déjà rencontrée. Les légistes du Conseil, quand ils ont cherché une solution juridique cohérente, pour suppléer à l'absence du roi, ont pensé aux précédents de Philippe le Long et du fondateur même de la dynastie, du grand-père du régent de 1358 : ce n'était pas si loin. Charles a le « gouvernement » du royaume comme l'avait Philippe de Poitiers, paix et guerre, armée et finances, justice et grâce, tout est aussi dans sa main. Son nom apparaît aussi seul dans tous les actes publics. Et pourtant il y avait une différence énorme entre les deux situations, Louis X était dans son cercueil de Saint-Denis, alors que Jean II vivait à Londres, il y avait impossibilité — et encore pas complète — de gouverner pour le souverain, en 1316 il n'y avait pas de souverain du tout. La situation de Charles aurait dû être assimilée à celle de Suger ou de Mathieu de Vendôme. Les conseillers du dauphin ont commis une grosse erreur dans leur assimilation, les circonstances politiques permettent de penser qu'ils le savaient peut-être bien et qu'ils ont agi en connaissance de cause par haine pour la dynastie. Ils allaient en tout cas bouleverser l'évolution des régences.

« Par arrest avons de nostre propre bouche prononcié, dit et declairié, prononçons, disons et declaron ». Dans *Ordonnances*, III, p. 345 à 359.

(1) « De nostre plene puissance et auctorité royal, de la quele nous usons comme regent le royaume, non pas à l'instance ou porchas d'aucun, mais de nostre pur et noble office, ou quel appartient rapeler et corrugier tout nostre fait comme l'autrui ». Même arrêt.

(2) Delachenal, I, p. 425.

Le 25 octobre 1359, Jean le Bon était définitivement délivré, quelques heures le séparaient seulement de la terre française. Quand il arriva à Boulogne, il n'y eut plus de régent, le roi avait repris le gouvernement. Charles se présenta à son père et lui demanda confirmation des actes accomplis par lui et qui empiétaient le plus sur la prérogative royale, c'est-à-dire pour les collations de bénéfices, les dons, grâces, provisions d'offices, assignations pour cause « de prêts, aides et finances ». Jean II accorda aussitôt les lettres demandées ⁽¹⁾.

Elles contiennent une phrase remarquable, le roi dit que le dauphin a pris le gouvernement par la volonté royale et comme étant son fils aîné. L'exposé qui précède a montré ce qu'il faut penser de la première de ces allégations, le dauphin a pris le pouvoir de son propre mouvement, le roi ne s'en est pas occupé; même indifférence du

(1) *Ordonnances des rois de France*, III, p. 428-429. En voici les principaux passages : « Jehan, etc. Comme depuis la bataille devant Poitiers, en laquelle, si comme il plot à Dieu, nous fusmes pris et detenuz prisonnier, nostre tres chier et ainsnez fils Charles, duc de Normandie et dauphin de Viennois, ayt eu, ou nom de nous et pour nous, de nostre volenté et comme nostre ainsné fils, le gouvernement de nostre royaume, et, durant celuy temps, nostre dit fils ayt donné et conféré par ses lettres à plusieurs et diverses personnes, plusieurs benefices de Sainte-Eglise vacans et appartenans à nostre collation, presentation ou autre disposition, tant de nostre plain droit et à cause de regal... et aussi ayt fait, donné et octroïé à plusieurs et à diverses personnes plusieurs graces et dons et donné plusieurs offices et assignations faites à plusieurs personnes de plusieurs prets, aydes et finances, faites à luy, et nostre dit fils nous ayt humblement supplié et requis que nous vueilliens declairier et decerner les choses dessusdites et chascune d'icelles par luy estre et avoir esté faites de nostre volenté et ycelles estre valables et avoir et sortir plain effect, Nous... decernons et declairons par la teneur de ces presentes, [icelles choses] estre fermes, tenables et vallables perpetuellement, et icelles tenir et valoir et avoir telle force et vigueur et sortir plain effect, comme se nous, estans en nostre dit royaume, franc et délivré, eussions par noz lettres les dits benefices, dons, assignations, offices, graces, faitz, donnéz et conferéz ».

roi quand le dauphin se proclame régent. A moins de voir dans le silence de Jean une approbation tacite, il faut interpréter cette phrase comme une déclaration de principe affirmant les droits du roi en pareille matière. La seconde allégation, elle, est parfaitement justifiée, Charles a pris le gouvernement comme fils aîné du roi, comme le prince Louis l'avait fait d'une façon fictive à la mort de Blanche de Castille.

Quel est le sens exact de ces lettres de confirmation? Les actes du régent en avaient-ils besoin pour être valables et n'avaient-ils qu'une valeur transitoire? Il semble que non, car dans ce cas, tous les actes du dauphin auraient eu besoin de confirmation et elle ne s'étend qu'à une série d'actes que l'on peut en gros faire rentrer dans la catégorie des grâces. Dès lors, il faut n'y voir qu'une mesure, comme les rois en prenaient à chaque changement de règne, confirmant en détail, et parfois en gros, les privilèges concédés par leurs prédécesseurs. On sait que jusqu'à la fin de la monarchie française, on retrouve des traces de cette idée que, lorsque le roi meurt, ses actes cessent d'être valables. C'est une idée de cette sorte qui a inspiré Charles et son père. Ainsi cette confirmation, loin de témoigner de la caducité des pouvoirs du régent, peut agrandir la conception que l'on s'en fait. Le régent avait vraiment cessé de régner ⁽¹⁾.

(1) Voici comment du Tillet explique la nécessité de cette confirmation, *Recueil des Roys de France*, éd. 1618, t. II, p. 121 : « Difference y a entre celui qui se dit régent en absence du Roy et celui qui est appelé par la loy à la régence du royaume pour la minorité d'iceluy roy. Car le dernier n'a besoin de confirmation des actes qu'il a fait, ou la loy purement et simplement, sans intervention d'octroy d'homme, l'a appelé, confirmant iceux siens actes la loy, dès adonc qu'elle l'appelle à la régence... Ainsi la minorité et l'absence du roy ne marchent de même pas ». Ce raisonnement serait juste si Charles avait été appelé à la régence « par intervention d'homme », or nous avons vu que c'est bien en vertu de la « loi », c'est-à-dire de la coutume, qu'il a pris le pouvoir après Poitiers. Cette discrimination entre les deux espèces de régence porte d'ailleurs à faux, puisque, en cas de minorité, nous avons toujours vu le régent désigné par le roi mourant.



En partant pour Avignon au mois d'octobre 1362, Jean II confia à son fils aîné le soin des affaires en le nommant lieutenant général ⁽¹⁾. C'est donc par erreur que Froissard dit que le duc de Normandie avait été de nouveau régent à cette époque ⁽²⁾. Charles gouverna de la même façon qu'après Poitiers ⁽³⁾.

A Amiens, en 1363, au moment où il partait pour l'Angleterre, où il devait trouver la mort, le roi confirma à nouveau les pouvoirs du dauphin comme lieutenant général. Il ne devait pas les garder longtemps, puisque son père mourait au début de l'année 1364 ⁽⁴⁾.

SECTION II

Les ordonnances de 1374-1375.

Le 21 mai 1375, Charles V tint au Parlement de Paris une séance solennelle ⁽⁵⁾, son fils aîné Charles, dauphin de Viennois, son frère le duc d'Anjou, de nombreux dignitaires ecclésiastiques parmi lesquels le patriarche d'Alexandrie, les archevêques de Reims, de Sens, de Toulouse et

(1) *Ordonnances des rois de France*, III, p. 602 : « ...nostre lieutenant general en toutes les parties de la langue d'oïl... ». On voit que cette délégation, qui ne s'étend même pas à tout le royaume, ne rentre guère dans le cadre de notre étude.

(2) *Chroniques*, VI, 78 : « Et laissa Monseigneur Charle, son ainsnet fille duch de Normandie, regent et gouvreneur du royaume de France ».

(3) Delachenal, II, p. 324 et s.

(4) Delachenal, II, p. 332. Froissard commet toujours la même erreur en appelant Charles, régent.

(5) *Grandes Chroniques*, II, p. 177 : « De la loy, que le roy Charles le Quint ordena sur l'aagement des ainsnez filz des roys de France et fu publiée en Parlement à Paris. — L'an de grace MCCCCLXXV, le xxii^e jour de may, fu la loy, que le roy Charles, lors roy de France, avoit faite sur l'aagement de son ainsné filz et des autres ainsnez filz des roys de France, qui seroient avenir, publiée au Parlement du roy à Paris, en sa presence, seant et tenant son Parlement ».

d'Embrun, le chancelier de France, etc. ⁽¹⁾. A cette séance fut lue et publiée l'ordonnance que le roi avait faite l'année précédente, à Vincennes, au mois d'août de l'année précédente.

Ce cérémonial avait pour but de donner un éclat particulier à une mesure tout à fait exceptionnelle : le roi voulait, par voie d'ordonnance, fixer pour l'avenir l'âge de la majorité des rois. Il voulait ainsi imposer une règle en une matière où la coutume avait jusqu'alors régné souverainement, il faisait ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait osé faire, malgré qu'ils en aient senti la nécessité. Philippe III avait bien fixé à quatorze ans l'âge de la majorité, mais seulement pour son fils et il n'entendait en rien préjuger de l'avenir. Philippe-Auguste, Philippe le Bel, le duc de Bourgogne et le comte de Poitiers avaient toujours parlé de l'âge légitime, sans jamais donner d'autre indication.

Charles V veut au contraire faire une loi de l'État, comme on dira plus tard. Aussi l'ordonnance présente-t-elle, matériellement même, un caractère insolite : il en fut fait trois originaux, déposés au Trésor des Chartes ⁽²⁾, une copie « par manière d'original », munie du grand sceau de France, fut remise aux moines de Saint-Denis ⁽³⁾, gardiens des insignes du sacre et conservateurs attitrés des souvenirs historiques de la dynastie capétienne ⁽⁴⁾. Ces exemplaires sont dressés dans une forme particulière : sur d'amples pièces du plus beau vélin blanc, les longues lignes d'une calligraphie parfaite ont conservé la décision

(1) La liste des assistants est donnée dans l'acte d'enregistrement de l'ordonnance, publié dans *Ordonnances*, VI, p. 30 et 31.

(2) Aujourd'hui Arch. nat., J 406, n° 6 A-C. Leur description détaillée se trouve dans le catalogue du Musée des *Archives nationales*, p. 226-228.

(3) Aujourd'hui Arch. nat., K 51, n° 1.

(4) *Ne autem nostra presens lex vel constitutio deinceps in disceptionis materiam deducatur, sed si qua super ipsa pretenderetur ignorantia, crassa dicit debeat et supina, volumus et decernimus eandem solenniter publicandam, et in archivis chartarum nostrarum ad perpetuam memoriam redigendam.* — *Ordonnances*, VI, p. 29.

de Charles V, le nom du roi, écrit en caractères énormes, est rehaussé d'azur, incrusté d'or; la première ligne est écrite en grandes lettres stylisées. Les formules sont d'une pompe voulue, empruntée aux plus majestueuses chancelleries et n'ont rien de la simplicité habituelle des titulatures royales. Au lieu de l'ordinaire salut, l'ordonnance commence, ainsi qu'une bulle consistoriale, par l'ambitieuse formule : *ad perpetuam rei memoriam*. L'eschatocole se charge de menaces, où passe un souvenir des diplômes carolingiens et des comminations romaines ⁽¹⁾. Le nom même de l'ordonnance est inusité, empruntant cette fois-ci aux souvenirs de l'antiquité classique, le roi désigne lui-même son œuvre *lex vel constitutio* ou *lex edictalis*. Il ne faudrait pas chercher un sens trop précis à ces termes, l'orgueilleux Valois, qui se réservait de monter un cheval blanc lors de l'entrée de l'empereur à Paris, a voulu seulement marquer, un peu naïvement, par de sonores et imprécis vocables, l'importance des décisions qu'il prenait.

La rédaction de l'ordonnance tranche sur le ton ordinaire des actes royaux, et il faut bien dire que ce n'est pas à l'avantage de celle-là. Confuse, amphigourique, parfois presque inintelligible, elle a dû sortir de la plume de quelque clerc, prétentieusement amateur de beau langage et incapable de remplir les beaux desseins qu'il a formés. Aussi a-t-il fait un mélange hybride du style cadencé et redondant habituel aux chancelleries et du latin pétrarquisant, lourd et maladroit qui pénétrait alors en France, avec la première génération humaniste. C'est sans doute un homme d'église : il cite l'Ecclésiastique, la Genèse, Isaïe, les Rois, les Paralipomènes, les Prophètes, etc. Mais, comme tout homme du Moyen âge, il cite Ovide; il tire argument de l'histoire de Philippe de Macédoine, de celle de David, de Salomon et d'autres rois d'Israël, il

(1) *Si quis autem, in tantam proruperit temerarie presumptionis audaciam, quod premissa, vel aliquod premissorum, per se vel per alium, publice vel occulte, nisus fuerit impedire, seu super eisdem se inobedientem reddiderit vel rebellem, omni jure successionis...* — Ordonnances, VI, p. 29.

connaît aussi l'histoire de France, une histoire singulière et anachronique, comme celle que contient la partie ancienne des *Grandes Chroniques*. Tout cela produit un effet bizarre, qui n'est certainement pas celui de grandeur, auquel visait l'auteur ⁽¹⁾.

Les rois doivent veiller à l'éducation de leurs enfants, surtout à celle de leurs fils aînés, les fils des rois doivent être honorés par-dessus tout, à raison de l'excellente éducation qu'ils ont reçue et de tous les soins dont ils ont été l'objet. D'autre part, le roi veut suivre les traces de ses ancêtres en ce qui concerne le gouvernement même du royaume, et parmi ses ancêtres les meilleurs d'entre eux. Aussi l'âge de quatorze ans ne paraît pas au roi trop faible pour que l'on ne puisse à ce moment prendre le gouvernement du royaume. Il invoque des exemples bibliques. C'est l'âge de discrétion, et on est admis à cet âge à plusieurs actes juridiques, les jeunes nobles commencent alors à apprendre le métier des armes ⁽²⁾. D'ailleurs :

Cesaribus virtus contigit ante dies ⁽³⁾.

Louis IX, majeur à quatorze ans, sut parfaitement surmonter de très graves difficultés ⁽⁴⁾; les minorités sont toujours l'occasion de troubles et même chez les particuliers les tutelles sont funestes aux intérêts des mineurs. Les régents se font obéir difficilement, alors qu'un jeune roi n'a qu'à se montrer pour obtenir la soumission et susciter l'enthousiasme de ses sujets. Exemples tirés de

(1) L'ordonnance est publiée dans Dupuy, mais, quoi qu'il en ait dit, il s'est borné simplement à reproduire le mauvais texte de Fontanon; p. 105. Dom Félibien a fait imprimer une bonne copie de l'exemplaire conservé à Saint-Denis dans les *Preuves* de son Histoire de l'Abbaye de Saint-Denis, p. cxxxi, n° cxciv. Il y a un bon texte, que nous citons, au t. VI des *Ordonnances des rois de France*, p. 26 à 30.

(2) *Hinc est quod nos considerantes attente etatem quatuordecim annorum, seu etiam minorem, nullatenus repugnare regie majestati, vel administrationi nascende seu suscipiende regnorum*. Lieu cité, p. 28.

(3) Ovide, *Art d'aimer*, I, 185.

(4) Ce passage est discuté *supra*, p. 78 et s.

l'histoire grecque et de l'histoire de France. Aussi le roi a-t-il décidé, non seulement pour le cas où il mourrait prématurément, mais pour tous les rois, ses successeurs, dans la suite des siècles, que les rois de France seraient déclarés majeurs au commencement de leur quatorzième année, on devrait alors sans plus attendre les sacrer et leur faire hommage, et ils seraient aptes dès lors à régner et à gouverner et capables de faire tous les actes que comporte leur situation. L'ordonnance se termine par des menaces envers ceux des successeurs du roi, ou tous autres, qui oseraient enfreindre la règle qui est ainsi posée.

Ce texte pose divers problèmes de droit public, dont il n'y a pas lieu de s'occuper ici, et notamment la question de savoir si un roi peut ainsi lier ses successeurs *in perpetuum*? Au point de vue des faits, elle a été appliquée jusqu'à la fin de la monarchie. La majorité des rois en France est désormais fixée à l'âge de treize ans accomplis.

Au point de vue qui nous occupe, cette ordonnance est d'abord intéressante à cause de l'autorité dont elle est émanée. C'est le roi qui, par sa puissance et l'autorité royale, a tranché seul cette grave question. Il est naturellement question, dans l'ordonnance, d'une délibération préalable du Conseil du roi, il est même révélé que, dans l'occurrence, comme il arrivait souvent sous Charles V⁽¹⁾, le Conseil avait été élargi, le roi avait consulté plusieurs personnes, qui n'étaient pas de ses conseillers habituels; mais c'est le roi qui a pris cette décision, il n'a même pas soumis l'affaire à une assemblée d'États. Ainsi, comme on l'a vu toujours jusqu'ici, la volonté royale s'exerce librement en matière de régence et de majorité, car ces deux questions sont absolument connexes.

Malgré la mauvaise qualité de l'argumentation historique du rédacteur de l'ordonnance, il est certain que le roi n'innovait guère en fixant la majorité si précocement. Sous Philippe le Hardi, l'innovation consistait à avancer d'un an la majorité; Philippe exigeait quatorze ans accom-

(1) Il en avait été ainsi quand le dauphin s'était proclamé régent, en 1358.

plis; Charles V demande seulement que le jeune roi ait entamé sa quatorzième année, c'est-à-dire ait treize ans accomplis. Il revenait d'ailleurs — par delà saint Louis, seul exemple qu'il ne fallait pas citer — aux plus anciennes traditions, à celles des rois carolingiens.



Pendant toute l'année 1374, Charles V avait été hanté par la crainte d'une mort prochaine, il fit son testament, et poussant jusqu'au bout ses qualités d'ordre et de prévoyance, il voulut tout régler, pour le cas où il mourrait prématurément. L'ordonnance sur la majorité est issue de ces préoccupations. Au mois d'octobre 1374, par deux ordonnances ⁽¹⁾, il voulut organiser la régence. Il le fit beaucoup plus simplement que pour la majorité : ce sont deux ordonnances de forme habituelle, il n'est fait mention d'aucune délibération spéciale du Conseil et pourtant elles contiennent des innovations plus graves que celles de l'ordonnance du mois d'août. Il est vrai que le roi ne décide que pour le cas où il mourrait avant la majorité de son fils et n'a nullement l'intention d'imposer sa volonté à ses successeurs.

Jusqu'ici dans les deux minorités qui ont été étudiées, comme dans les ordonnances de Philippe le Hardi et de Philippe le Bel, un seul personnage avait entre les mains la garde de l'enfant-roi et le gouvernement du royaume. Cependant, dans le cas de Baudoin, on se souvient que les textes distinguaient très nettement ces deux aspects des pouvoirs du comte de Flandre; mais, si la distinction était faite théoriquement, les pouvoirs restaient confondus. Plus tard, ni Louis VIII, ni Philippe III, ni Philippe IV n'avaient même songé à séparer les deux choses. Au contraire, Charles V va confier à des personnes diffé-

(1) Le jour précis du mois est inconnu, mais elles ont été faites toutes les deux le même jour, comme l'a démontré Secousse, *Ordonnances*, IV, p. 46, n. b. Elles sont dans Dupuy, p. 161 et s., mais le texte des *Ordonnances*, VI, p. 45 et s., est bien préférable.

rentes la garde de l'enfant et le gouvernement du royaume.

La garde est confiée à Jeanne de Bourbon, la reine : comme Philippe IV, le roi a considéré le singulier amour que les mères portent à leurs enfants ⁽¹⁾. Elle aura tout ce qui concerne « la tutelle, garde et gouvernement » de l'enfant-roi et des autres enfants royaux. Le roi ne détaille pas davantage les fonctions de la gardienne, elle fera « ce qui appartient à faire de raison et de coutume », c'est-à-dire tout ce qui concerne la sûreté personnelle, l'éducation et l'instruction du jeune roi. Mais la mère n'exercera pas seule ces fonctions, elle sera assistée par les ducs de Bourbon et de Bourgogne, frères du roi. Si elle venait à mourir, les ducs la remplaceraient. Pour l'entretien des enfants, la reine a à sa disposition une série de revenus que l'ordonnance énumère, notamment la jouissance de la ville et de la vicomté de Paris, à l'exception des lieux indispensables à l'exercice du gouvernement, le Palais royal et les sièges des grands organismes judiciaires, qui seront remis au régent.

La reine sera assistée d'un conseil fort nombreux dont le roi fixe la composition et énumère les membres, elle pourra choisir six principaux bourgeois de Paris et devra retenir douze au moins de ceux que le roi a nommés, pour les consulter constamment. Une place particulière est faite à Bureau, sire de la Rivière, chambellan du roi, qui connaît les desseins particuliers du roi concernant son fils. Il devra être le premier chambellan du jeune roi et ne le quitter jamais.

A la mort du roi, les prélats et vassaux devront prêter serment de fidélité à son successeur en présence de la reine; dès qu'il sera majeur, ceux qui le doivent, lui rendront l'hommage. Ainsi, en retard sur le droit du ^{xiii}^e siècle, le roi considère qu'un souverain étant mineur ne peut

(1) « Aïans en memoire que selon raison escrite et naturelle, la mere aime plus tendrement ses enfantz et a le cuer plus doulz et plus piteux de eulx garder soigneusement et nourrir amoureusement, que quelconque autre persone tant leur soit prochain de lignage et quant a ce doivent estre preferees a touz autres ». *Ordonnances*, VI, p. 49.

recevoir les hommages, ici le droit féodal a gagné du terrain sur le droit public depuis l'époque de Blanche de Castille (1). L'ordonnance se termine par la formule des serments que devront prêter la reine, les ducs, les prélats et vassaux, Bureau de la Rivière et les conseillers. On y voit que Bureau avait notamment la garde des joyaux, monnaies et effets personnels du jeune roi, ce qui rentrait dans sa fonction de chambellan, et qu'il devait les lui remettre à sa majorité.

Le gouvernement du royaume est remis au duc d'Anjou et de Touraine, Louis, autre frère du roi. Il a toute puissance de « gouverner, garder et défendre » le royaume; il peut créer des offices et faire tout « ce qui a esté accoustumé de faire ou temps passé » pour le gouvernement; il peut donner des lettres de justice et de grâce, conférer les bénéfices ecclésiastiques; il peut percevoir les revenus royaux, sauf ceux qui ont été réservés à la reine pour l'entretien des enfants. Le roi désigne ceux qui auront à s'occuper des finances. Il n'est pas question de conseil. Une seule restriction est faite à ces pouvoirs si étendus : le roi préfère que le duc ne fasse aucune aliénation de biens, sous aucune forme, encore n'est-elle pas formulée d'une manière impérative.

Tous ces pouvoirs, donnés au régent, sont de la nature de ceux que l'on a vu exercer pendant les minorités précédentes. Mais le roi ne dit pas au nom de qui ces pouvoirs seront exercés. Dès que Charles V mourut, pendant le mois d'octobre 1380, avant le couronnement de Charles VI Louis d'Anjou prit le gouvernement, mais il gouverna en son nom, comme avait fait Philippe de Poitiers, comme avait fait le dauphin en 1358 et ce qui était tout à fait contraire aux précédents. Mais ceci est en dehors de notre sujet.

(1) *Supra*, p. 67 et s.

CHAPITRE VII

ESQUISSE D'UNE THÉORIE DE LA RÉGENCE

Les auteurs, qui se sont jusqu'ici occupés des régences, frappés, surtout pour l'époque ancienne, des variations qu'a subies cette institution, ont généralement renoncé à en donner une théorie. Cette prudence se justifie très bien, les circonstances politiques, les personnalités en présence ont eu, sur le développement de la régence, une influence considérable, il est certain que les choses se seraient passées tout autrement, que l'institution aurait évolué différemment, si Baudoin avait été un ambitieux sans scrupule, Blanche, une femme faible ou Philippe de Poitiers, un irrésolu. Mais si large qu'il faille faire la part des circonstances — et c'est pour cela que cette étude constitutionnelle a été construite sur un plan historique — il nous semble, qu'après l'enquête minutieuse à laquelle nous venons de nous livrer, il soit légitime et possible de tenter une systématisation juridique.



Et d'abord la définition des jurisconsultes de l'ancien régime posée au seuil de cette étude, et qui nous a servi de cadre, est-elle exacte? Y a-t-il lieu à régence chaque fois que le roi est dans l'incapacité de gouverner personnellement? Oui, en ce sens que, lorsque le cas se présente, fonctionne une institution qui a des traits com-

muns, quel que soit le motif de l'incapacité du roi. Mais, suivant que l'un ou l'autre de ces motifs est la cause de l'établissement des régences, il y a des différences.

Il y a un cas premier, tout à fait anormal et que nous avons rencontré deux fois, c'est quand il n'y a pas de roi du tout ; non seulement le gouvernement n'est pas exercé, mais il est vacant. C'est ce qui s'est produit à la mort de Louis X et à celle de Charles IV.

Il y a un second cas, quand il existe un roi majeur, juridiquement capable, mais lorsque ce roi, pour une raison ou pour une autre, se trouve dans l'impossibilité de gouverner. Cette raison, dans la période que nous avons étudiée, a toujours été l'absence du roi. Cette absence a pu être volontaire : croisade, voyage un peu lointain, ou involontaire : captivité.

Il y a enfin un troisième cas : il existe un roi, présent, mais physiquement et juridiquement incapable, de par son âge, de remplir les fonctions royales. C'est le cas de minorité.

Entre ces trois cas, il y a des différences qui portent sur le mode de désignation des régents et sur leur pouvoir.

Quand il n'y a pas de roi, on ne voit pas à première vue qui peut désigner le régent. Le Grand Conseil, au temps de ses plus hautes ambitions, n'a pas osé le faire, il s'est borné à assumer le gouvernement pendant l'inter règne. Aussi la régence a-t-elle été la proie de celui qui a osé et pu s'en emparer, mais il s'est trouvé que celui-ci a ceint la couronne. Le roi, quand il a pu prévoir ce cas, ce qui est arrivé à Charles IV, n'a pas cru qu'il était de son pouvoir de déférer la régence, il considérerait sans doute que la régence appartenait à l'héritier du trône et la succession était une question de droit que sa prérogative ne lui permettait pas de trancher. Aussi, à la mort de Charles IV, est-ce l'élément qui représentait dans l'organisation de l'époque le corps de la nation, l'expression la plus haute de la volonté du peuple : les pairs, les prélats, les barons réunis qui jugèrent du point de droit et déférèrent la régence à l'héritier du trône.

Le régent, alors, jouit de la façon la plus complète des

pouvoirs royaux, il est une personne royale sans la couronne et comme il n'y a rien au-dessus de lui il peut exercer le pouvoir dans sa plénitude. Aussi les actes de l'autorité publique sont-ils intitulés de son nom sans aucune restriction, scellés de son sceau ; il rend la justice, confère grâces et bénéfices, reçoit les hommages, dispose du trésor et du domaine.

Quand le roi s'absente volontairement, il prend soin de désigner le régent, ou les régents. La liberté de son choix est absolue, il peut désigner son fils aîné, sa mère, son oncle ; dans notre période il n'y a pas d'exemple qu'il ait désigné sa femme, un parent ; en dehors de sa famille, il peut choisir des dignitaires ecclésiastiques, des chevaliers. Parfois il prend le soin de leur désigner à l'avance des suppléants. Quand l'absence du roi est involontaire : captivité de Jean II, ou ce qui revient au même, quand le régent en exercice vient à disparaître, la régence appartient à l'héritier du trône, dans les exemples qui viennent d'être cités, le fils aîné du roi. Pour la seconde fois, on relève qu'en dehors de la désignation royale, la régence appartient à l'héritier du trône. Mais dans le cas d'absence, la liberté du roi reste entière et le régent, non désigné par lui, est soumis à l'approbation du roi, au moins en principe, et le roi a veillé à ce que ce principe soit sauf. Quand le régent est mineur, on organise le gouvernement comme lors d'une minorité royale.

La personne du roi étant absente, le ou les régents se trouvent les premières personnes de l'État, leurs pouvoirs sont de ce fait illimités, ils rendent la justice en leur nom et les actes sont intitulés en leur nom : seulement comme le roi existe, pour ainsi dire à l'état latent, ils ne peuvent pas ordinairement exercer les attributs plus particuliers de la prérogative, et quand ils exercent le pouvoir, ils indiquent qu'ils le font pour le roi, ils tiennent son lieu, ils « usent » de l'autorité royale, ils ne la possèdent pas. De plus le roi peut toujours limiter leurs pouvoirs, soit en les obligeant à s'entourer de certains conseils, soit en les soumettant à un contrôle périodique.

Tout ceci est valable pour ce qui concerne Suger,

Raoul de Vermandois et Samson, Adèle de Champagne et Guillaume aux Blanches-Mains, Blanche de Castille (en 1248) et le petit prince Louis, Mathieu de Vendôme et Simon de Nesle, mais ce n'est plus exact quand on examine la régence du dauphin Charles. Le régent reçoit alors les hommages, distribue grâces et bénéfices, dispose du domaine et du trésor, il paralyse l'autorité royale et Jean II ne peut plus faire aucun acte important sans sa confirmation. Jusqu'au début de mars 1358, Charles a été un régent du type de Suger ou de Mathieu de Vendôme; après le 14 mars 1358, il est un régent du type de Philippe de Poitiers. Et ceci, sans doute, par une imitation voulue de ce qui s'était fait en 1316, les différences que nous venons d'établir entre les régences du premier type et celles du second se sont effacées. Il n'y a plus qu'un mode de régence où les droits du roi sont réduits à rien : une simple restriction de caractère mystique; Philippe le Long parlait d'un roi idéal au nom duquel il gouvernait, Charles dit qu'il « use » de l'autorité royale.

Quand le roi est mineur, le choix du régent appartient incontestablement au roi son prédécesseur. Mais il semble bien que le choix du roi soit assez limité, il ne sort guère de sa propre famille, Henri I^{er} désigne son beau-frère, Louis VIII sa femme, Philippe III son frère, Philippe IV sa femme et son frère, Charles V sa femme et ses frères. Philippe III ne désignait pas les mêmes personnes pour être régentes pendant son absence ou en cas de minorité de son fils, dans le second cas il choisissait son frère dont il se méfiait puisqu'il cherche à limiter le plus possible son pouvoir, mais il n'osait pas désigner les hommes de confiance à qui il confiait sans aucun scrupule le gouvernement pendant son absence. Il semble même à certains traits, que comme dans les cas précédents et au moins dans l'esprit public, le droit de l'héritier du trône à la régence soit comme sous-jacent; certains textes admettent que Baudouin avait des droits à la succession de Philippe I^{er}; les barons révoltés voulaient voir Philippe Hurepel régent à la place de Blanche de Castille; Pierre d'Alençon, Charles de Valois, les ducs d'Anjou, de Bourbon, de

Bourgogne étaient des héritiers présomptifs. Les reines n'ont d'autre titre à la régence que la désignation royale, et les rois ont le soin de justifier comme ils peuvent le choix qu'ils viennent de faire. On reproche aux reines leur sexe, leur qualité d'étrangères, leur situation est difficile. Il faut naturellement mettre à part le cas d'Anne de Russie, qui, sans être régente, participa au gouvernement, parce qu'à cette époque la reine est une personne royale.

Quand le roi est mineur, le pouvoir du régent présente deux aspects distincts, il a la garde de l'enfant et le gouvernement du royaume. Au ^x^e siècle, bien que tous les pouvoirs fussent confondus dans la personne de Baudouin, on apercevait nettement cette distinction. Elle s'est effacée au ^{xiii}^e siècle, mais fut reprise par Charles V.

En ce qui concerne le gouvernement, il y a un roi matériellement présent, donc il exercera nominalemeut le pouvoir, mais il est incapable de gouverner, donc le régent exercera à sa place et en son pouvoir. Quel que soit son âge, le roi peut être couronné, recevoir les hommages, rendre la justice, expédier les actes de l'autorité publique, le régent ne gouvernera qu'en son nom, il gèrera le royaume en attendant la majorité. Cette fiction d'un régent gouvernant au nom du roi, si importante pour la conservation de la dynastie, a été aperçue dès les origines de la troisième race. Et ceci est un des résultats certains de notre enquête, car on imprime partout que le régent gouvernait en son nom.

Mais vient le ^{xiv}^e siècle. Il se construit une conception unique des régences, quelle que soit la cause qui les nécessite, et on prend pour modèle une régence d'un type exceptionnel, celle de Philippe le Long. Les régences du second type ont été assimilées en 1358 à celles du premier, celles du troisième vont l'être aussi en 1374. Car Charles V considère son fils incapable, avant sa majorité, d'être couronné, donc de régner, car c'est le sacre qui fait le roi, de recevoir les hommages, etc. Et le duc d'Anjou, en 1380, intitulera les actes de son nom, gouvernera comme Philippe de Poitiers et le dauphin Charles, « usera » de

l'autorité royale. Et ainsi sera constitué un véritable interrègne au profit du régent, désormais tout puissant, pendant que grandit celui qui sera le roi; étrange recul des choses, ce danger que le droit du xi^e siècle avait su éviter, c'est celui du xiv^e siècle qui, littéralement, l'organise. Ceci d'ailleurs rend compte des ordonnances de Charles VI supprimant les régences, dans la conception nouvelle, que l'on a crue depuis la conception traditionnelle, et amoindrissant la vertu du sacre.



Un mot de la majorité. Très anciennement elle est précocce, autour de quatorze ans; les circonstances font que cette tradition s'oublie un moment au xiii^e siècle, sous saint Louis. Mais Philippe III la reprend : le roi sera majeur à quatorze ans. Enfin Charles V, sentant les dangers de la régence telle qu'il la conçoit, veut l'abréger le plus possible et fixe à la quatorzième année commencée la majorité des rois.

VU : *Le Président de la thèse,*

P. PETOT.

VU : *Le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION. — La définition de la régence. — Contenu de la notion de régence. — Conditions nécessaires à l'existence de minorités royales. — Bibliographie du sujet. — Sources. — Plan suivi.....	v
CHAPITRE I. — La minorité de Philippe I^{er}	1
Résumé historique. — Le couronnement. — Le roi enfant, précédents carolingiens; Charles le Simple. — Désignation de Baudoin. — Ses pouvoirs. — La reine et les autres personnages qui prennent part au gouvernement. — Majorité de Philippe I ^{er} .	
CHAPITRE II. — Les croisades de Louis VII et de Philippe-Auguste.	
SECTION I. <i>La croisade de Louis VII</i>	30
Le choix des régents : Suger. — Son gouvernement.	
SECTION II. <i>La croisade de Philippe-Auguste</i>	37
Philippe-Auguste n'a pas été en tutelle au début de son règne. — La croisade de 1190; le testament. — Les régents; limitations apportées à leurs pouvoirs. — Le Conseil des bourgeois de Paris.	
CHAPITRE III. — Blanche de Castille. La minorité de saint Louis et la croisade d'Égypte.	45
SECTION I. <i>La minorité de saint-Louis</i>	46
Désignation de Blanche. — L'opposition à la régente et ses motifs juridiques. — Le gouvernement de Blanche; ses pouvoirs. — La majorité de saint Louis et la fin de la régence. — La majorité des rois.	

	Pages.
SECTION II. <i>La croisade d'Égypte</i>	86
Le gouvernement de Blanche; la justice. — Mort de Blanche; le gouvernement au nom du prince Louis.	
 CHAPITRE IV. — Les croisades de Tunis et d'Aragon et les ordonnances de Philippe le Bel.	
SECTION I. <i>Les croisades de Tunis (1269-1271) et d'Aragon (1284-1285)</i>	94
SECTION II. <i>Les ordonnances de Philippe le Bel</i>	104
 CHAPITRE V. — Philippe le Long et Philippe de Valois.	
SECTION I. <i>Philippe le Long</i>	108
La situation à la mort de Louis X. — Gouvernement intérimaire du grand Conseil. — Philippe de Poitiers se proclame et se fait reconnaître régent. — Son gouvernement et ses pouvoirs.	
SECTION II. <i>Philippe de Valois</i>	131
 CHAPITRE VI. — La captivité de Jean le Bon et les ordonnances de Charles V.	
SECTION I. — <i>Le dauphin Charles, lieutenant du roi, puis régent</i>	134
Le dauphin gouverne avec le titre de lieutenant du roi. — Ses pouvoirs. — Prétentions des États généraux. — Il prend le titre de régent. — Ses pouvoirs. — Retour du roi Jean.	
SECTION II. <i>Les ordonnances de 1374-1375</i>	162
L'ordonnance sur la majorité royale. — Les ordonnances sur la garde du roi mineur et la régence du royaume.	
 CHAPITRE VII. — Esquisse d'une théorie de la régence.	170

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRES



PARIS - 1889